BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI




# RAPPORT ANNUEL 2013

# CONSEIL
## D'ADMINISTRATION

**CHARLES CASTEL**
Gouverneur

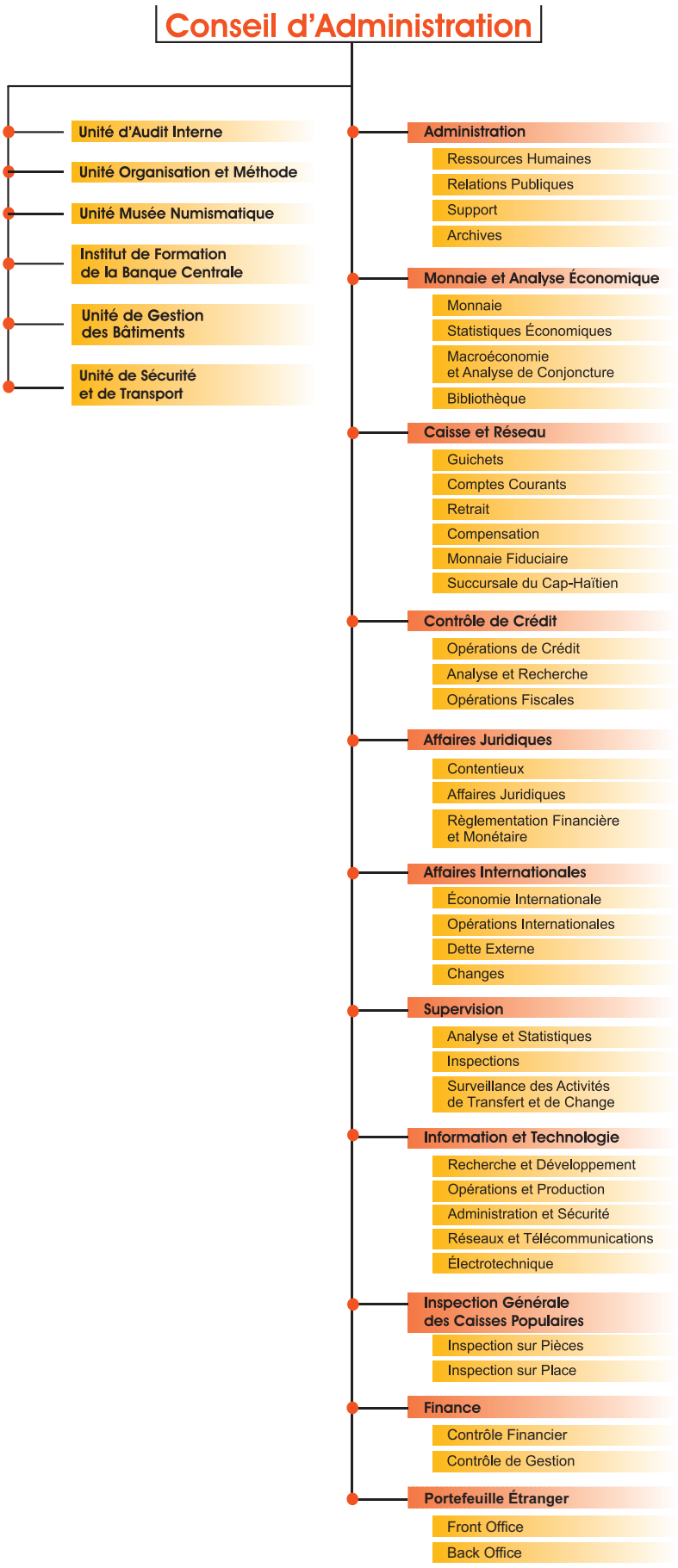
**GEORGES HENRY FILS**
Gouverneur-Adjoint

**JEAN BADEN DUBOIS**
Directeur Général

**FRITZ DUROSEAU**
Membre

**GEORGETTE JEAN-LOUIS**
Membre

# ORGANIGRAMME



# TABLE DES MATIÈRES


AVANT PROPOS DU GOUVERNEUR ..... 11

A- ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EN 2013

I. SECTEUR RÉEL EN 2013 ..... 15
I.1 Valeur ajoutée par secteur d'activité ..... 16
I.2 Évolution des prix à la consommation en 2013 ..... 17
I.3 Salaires et situation de l'emploi en Haïti en 2013 ..... 19

II. MONNAIE ET FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE EN 2013 ..... 20
II.1 Politique monétaire en 2013 ..... 20
II.1.1 Instruments de la politique monétaire en 2013 ..... 20
II.1.1.1 Bons BRH ..... 20
II.1.1.2 Taux de réserves obligatoires ..... 21
II.1.1.3 Interventions de la BRH sur le marché des changes ..... 23
II.1.2 Résultats ..... 23
II.1.2.1 Résultats intermédiaires ..... 24
II.1.2.2 Résultats finals ..... 24
II.2 Évolution des agrégats monétaires en 2013 ..... 25
II.2.1 Contreparties de M3 et financement de l'économie ..... 25

III. FINANCES PUBLIQUES ..... 26
III.1 Recettes ..... 27
III.1.1 Recettes Internes ..... 27
III.1.2 Recettes Douanières ..... 27
III.1.3 Performance Institutionnelle ..... 28
III.1.4 Évolution de la structure des recettes ..... 28
III.2 Dépenses ..... 28
III.2.1 Dépenses Courantes ..... 29
III.2.2 Dépenses d'investissement ..... 29
III.3 Financement de l'administration centrale en 2013 ..... 30
III.4 Évaluation du programme financier en 2013 ..... 31

IV. BALANCE DES PAIEMENTS EN 2013 ..... 31
IV.1 Solde des transactions courantes ..... 31
IV.1.1 Transferts courants ..... 33
IV.2 Compte de capital ..... 33
IV.3 Opérations financières ..... 33
IV.4 Financement de la balance des paiements ..... 33

V. DETTE PUBLIQUE EXTERNE EN 2013 ..... 34
V.1 Créances bilatérales ..... 34
V.2 Créances multilatérales ..... 35
V.3 Structure de l'encours de la dette publique externe par types de devises ..... 35
V.4 Répartition de l'encours de la dette par secteur économique ..... 35

V.5 Décaissements, Service de la Dette et Arriérés de Paiement . . . . . 36
V.6 Allègement de dette reçu au cours de l'exercice fiscal 2012-2013 . . . . . 37

VI. ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE NOMINAL PENDANT L'EXERCICE 2013 . . . . . 38
VI.1 Facteurs explicatifs de l'évolution du taux de change en 2013 . . . . . 38
VI.2 Évolution des spreads bancaire et informel . . . . . 39

## B- SYSTÈME BANCAIRE EN 2013 : VUE D'ENSEMBLE

VII. ÉVOLUTION DU SYSTÈME BANCAIRE EN 2013 . . . . . 40
VII.1 Système bancaire : Vue d'ensemble . . . . . 40
VII.2 Système bancaire : établissements, environnement concurrentiel et taux de bancarisation . . . . . 41
VII.3 Structure du système bancaire . . . . . 42
VII.4 Distribution du crédit . . . . . 44
VII.5 Parts de marché individuelles dans le système bancaire haïtien . . . . . 46
VII.6 Activités et résultats du système bancaire en 2013 . . . . . 48
VII.6.1 Activités bancaires . . . . . 48
VII.6.2 Opérations avec la clientèle . . . . . 50
VII.6.3 Emplois du système et Évolution des actifs productifs . . . . . 52
VII.6.4 Structure financière et Qualité de l'Actif . . . . . 54
VII.6.5 Résultats des activités bancaires . . . . . 56
VII.7 Surveillance des banques . . . . . 60
VII.7.1 Activités de surveillance . . . . . 60
VII.7.2 Surveillance des activités de transfert et de change . . . . . 61
VII.8 Chronologie des Faits marquants du système bancaire au cours de l'exercice 2013 . . . . . 62

## C- BRH EN 2013

VIII. GESTION DES AVOIRS EXTÉRIEURS EN 2013 . . . . . 64
VIII.1 Composition des avoirs extérieurs . . . . . 64
VIII.2 Rendement du portefeuille . . . . . 65

IX. MONNAIE FIDUCIAIRE ET MONNAIE SCRIPTURALE . . . . . 65
IX.1 Billets et monnaie divisionnaire . . . . . 65
IX.1.1 Émission, destruction et remplacement de la monnaie . . . . . 65
IX.1.2 Circulation fiduciaire au sens strict . . . . . 65
IX.1.3 Circulation fiduciaire au sens large . . . . . 66
IX.1.4 Composition de l'encours des billets . . . . . 66
IX.2 Les chèques . . . . . 67
IX.2.1 Les opérations de la chambre de compensation . . . . . 67
IX.2.2 Évolution des activités du service de la compensation au cours des cinq dernières années . . . . . 69
IX.2.3 Dépôts et tirages des banques commerciales . . . . . 70
IX.3 Services à l'État . . . . . 71
IX.3.1 Caissier de l'État . . . . . 71
IX.3.2 Chèques traités en compensation . . . . . 72
X.3.3 Chèques payés aux guichets de la BRH après validation au service des comptes courants . . . . . 74
X.4 Système de Paiement Interbancaire Haïtien (SPIH) . . . . . 74

## D- ETATS FINANCIERS & ANNEXE JURIDIQUE

ÉTATS FINANCIERS . . . . . 76
LISTE DES CIRCULAIRES . . . . . 145
ANNEXE JURIDIQUE . . . . . 146

## E- ANNEXE STATISTIQUE

I.1 Produit intérieur brut par branche d'activité économique . . . . . 155
I.1a Contribution à la valeur ajoutée du PIB réel . . . . . 156
I.1b Taux de croissance du PIB réel . . . . . 157

I.2 Compte du produit intérieur brut (en millions de gourdes à prix courants) . . . . . 158
I.2a Structure du PIB nominal (en millions de gourdes à prix courants) . . . . . 158
I.3 Compte du produit intérieur brut (en millions de gourdes de 1986-1987) . . . . . 159
I.3a Structure du PIB réel (en millions de gourdes de 1986-1987) . . . . . 159
I.3b Compte du produit intérieur brut (variations en pourcentage) . . . . . 160
I.3c Structure de la croissance du PIB réel (en pourcentage) . . . . . 160
I.3d Contribution à la croissance du PIB réel (en pourcentage) . . . . . 160
I.4 Indice des prix à la consommation (IPC) - ensemble du pays . . . . . 161
I.4a Indice des prix à la consommation (IPC) - ensemble du pays . . . . . 161
I.5 Taux d'inflation (variation de l'IPC en pourcentage) . . . . . 162
I.5(suite) Taux d'inflation (variation de l'IPC en pourcentage) . . . . . 162
I.5a Taux d'inflation (variation de l'IPC en glissement annuel, en pourcentage) . . . . . 163
I.6 Taux de change à Port-au-Prince (Gourdes/Dollar ÉU) . . . . . 163
I.7 Composantes et contreparties de l'agrégat M3 (en millions de gourdes) . . . . . 164
I.8 Base monétaire et ses sources (en millions de gourdes) . . . . . 165
I.9 Bilan de la BRH (en millions de gourdes) . . . . . 166
I.10 Bilan consolidé des banques commerciales (en millions de gourdes) . . . . . 167
I.11 Bilan consolidé des banques commerciales (en millions de gourdes) . . . . . 168
I.12 Résumé des Opérations Financières de l'Administration Centrale . . . . . 169
I.13 Résumé des opérations financières des administrations publiques . . . . . 170
I.14 Résumé de la Balance des Paiements d'Haïti (en millions de dollars ÉU) . . . . . 171
I.15 Position extérieure globale d'Haïti (en millions de dollars ÉU) . . . . . 172
I.16 Exportations d'Haïti par produits . . . . . 173
I.17 Exportations aux USA (FOB) à base de matières premières locales (en milliers de dollars ÉU) . . . . . 174
I.18 Exportations des industries d'assemblage aux USA (FOB) à base de matières premières importées . . . . . 175
I.19 Importations totales d'Haïti par catégories de produits . . . . . 176
I.20 Importations de produits pétroliers . . . . . 177
I.21 Dette externe totale du secteur public . . . . . 178
I.22 Décaissements effectués sur les prêts . . . . . 179
I.23 Paiement du service de la dette . . . . . 180
II.1 Chiffres clés du bilan par banque (en milliers de gourdes) . . . . . 181
II.2 Chiffres clés des résultats par banque (en milliers de gourdes) . . . . . 182
II.3 Ratios financiers par banque . . . . . 183
II.4 Ratios financiers par banque – ratios de rentabilité . . . . . 184
II.5 Système bancaire - Sommaire financier détaillé - Bilan par banque (devises et gourdes) . . . . . 185
II.6 Système bancaire - Sommaire financier détaillé - Résultats cumulatifs par banque . . . . . 186

LISTE DES SIGLES . . . . . 187

## TABLEAUX

1. Évolution du salaire minimum réel . . . . . 19
2. Emplois dans la sous-traitance . . . . . 19
3. Évolution des recettes internes par institution . . . . . 28
4. Structure des recettes . . . . . 28
5. Évolution des flux nets du solde des comptes de l'administration centrale (en MG) . . . . . 30
6. Allègement de la dette reçu pour l'exercice 2013 (en millions de dollars ÉU) . . . . . 37
7. Indicateurs financiers clés (en millions de gourdes) . . . . . 41
8. Établissements bancaires fonctionnant en Haïti en 2013 . . . . . 41
9. Nombre de succursales et agences autorisées . . . . . 42
10. Évolution du nombre de succursales autorisées par établissement bancaire . . . . . 42
10a. Evolution du nombre de succursales opérationnelles par établissement bancaire . . . . . 42
11. Poids des principaux établissements bancaires sur les deux derniers exercices (en %) . . . . . 43
12. Poids des différentes catégories d'établissements bancaires (en %) . . . . . 43
13. Indicateur de concentration Herfindhal-Hirschman . . . . . 44
14. Répartition de l'encours des prêts par secteur d'activité (en MG et en%) . . . . . 44
15. Répartition de l'encours des prêts par tranche . . . . . 45
16. Répartition du nombre de prêts par emprunteur . . . . . 46
17. Parts de marché et rang actif total et portefeuille de prêts bruts . . . . . 47

18. Parts de marché et rang dépôts totaux et dépôts en dollars ÉU .....47
19. Bilan du système bancaire (en MG) .....48
20. Variation des principaux postes du bilan du système bancaire (en %) .....48
21. Part des postes du bilan du système bancaire (en %) .....49
22. Composition des liquidités du système bancaire (en MG et en %) .....50
23. Liquidités du système bancaire en pourcentage de l'actif total .....50
24. Variation des dépôts du système bancaire .....51
25. Composition des dépôts du système bancaire .....51
26. Évolution des dépôts en dollars ÉU du système .....51
27. Actifs productifs .....52
28. Respect des normes de suffisance de fonds propres .....55
29. Prêts improductifs du système bancaire (en MG et en %) .....55
30. Taux d'improductifs par catégorie de prêts du système .....55
31. Couverture des prêts improductifs bruts par les provisions pour créances douteuses (en MG) .....55
32. Prêts improductifs nets en pourcentage des fonds propres (en MG) .....56
33. Exposition des banques aux risques de crédit aux apparentés .....56
34. Revenus nets d'intérêt pour l'exercice 2013 (MG) .....58
35. Produit net bancaire .....59
36. Coefficient d'exploitation .....59
37. Rémunération moyenne des dépôts (en MG et en %) .....59
38. Rendement moyen des prêts (en MG et en %) .....59
39. Productivité par employé (en milliers de gourdes et en %) .....60
40. Destruction, remplacement et émission de la monnaie .....66
41. Faux billets dollars ÉU retenus aux guichets de la BRH en 2013 .....67
42. Faux billets gourdes retenus aux guichets de la BRH en 2013 .....67
43. Nombre de chèques en gourdes présentés et reçus par le système bancaire .....68
44. Nombre de chèques en dollars présentés et reçus par le système bancaire .....68
45. Résultat de la compensation manuelle et électronique par banque en gourdes en 2013 .....68
46. Résultat de la compensation manuelle et électronique par mois en gourdes en 2013 .....68
47. Résultat de la compensation manuelle et électronique par banque en dollars en 2013 .....69
48. Résultat de la compensation manuelle et électronique par mois en dollars en 2013 .....69
49. Dépenses du Trésor public enregistrées à la chambre de compensation en 2013 (en milliers de gourdes) .....69
50. Activités de la compensation sur les opérations en gourdes .....69
51. Activités de la compensation sur les opérations en dollars ÉU .....70
52. Dépenses du Trésor Public (en MG) .....70
53. Dépôts en gourdes des banques commerciales à la BRH en 2013 .....70
54. Dépôts en dollars ÉU des banques commerciales à la BRH en 2013 .....70
55. Tirage des banques commerciales en 2013 (en milliers de gourdes) .....71
56. Tirage des banques commerciales en 2013 (en milliers de dollars ÉU) .....71
57. Chèques imprimés pour l'exercice 2013 .....71
58. Nombre de chèques traités en compensation à la BRH en 2013 .....72
59. Chèques certifiés pour l'exercice 2013 .....72
60. Chèques retournés pour l'exercice 2013 .....73
61. Chèques reçus aux guichets de la BRH pour l'exercice 2013 .....73
62. Quantité de dépôts reçus aux guichets de la BRH en 2013 .....73
63. Nombre de transactions effectuées via le SPIH par participant pour les 3 derniers exercices .....74
64. Revenus générés par le SPIH pour l'exercice 2013 (en gourdes) .....74

## GRAPHIQUES

1. Évolution des prix des produits de base .....15
2. Évolution du produit intérieur brut réel (en MG) .....16
3. Évolution de l'inflation globale et de l'inflation sous-jacente calculée à partir de la méthode d'exclusion (en ga en %) .18
4. Évolution de l'inflation globale et de l'inflation alimentaire .....18
5. Taux moyens pondérés (TMP) sur les bons BRH de différentes maturités .....21
6. Composition de l'encours des bons BRH en 2013 .....21
7. Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes (en % .....22
8. Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en monnaie étrangère (en %) .....22

9. Position moyenne de réserves en MG . . . . . 22
10. Taux d'intérêt moyens pratiqué par les banques commerciales (opérations en gourdes) . . . . . 23
11. Taux d'intérêt moyens pratiqués par les banques commerciales (opérations en dollars ÉU) . . . . . 24
12. Les composantes de la base monétaire (en milliards de gourdes) . . . . . 24
13. Évolution des agrégats monétaires (en milliards de gourdes) . . . . . 25
14. Contreparties de M3 (en milliards de gourdes) . . . . . 26
15. Financement du déficit budgétaire (en pourcentage du PIB et en MG) . . . . . 27
16. Projets et programmes par secteur . . . . . 30
17. Évolution du solde des transactions courantes (en millions de dollars ÉU) . . . . . 31
18. Parts relatives des principales exportations (en %) . . . . . 32
19. Parts relatives des principales importations (en %) . . . . . 32
20. Réserves brutes en mois d'importations de biens et services . . . . . 34
21. Encours de la dette publique externe par type de créanciers (en millions de dollars ÉU) . . . . . 34
22. Structure de l'encours de la dette publique externe par type de devises (en %) . . . . . 35
23. Répartition de la dette par secteur économique (en millions de dollars ÉU) . . . . . 36
24. Répartition de la dette par organisme (en millions de dollars ÉU) . . . . . 36
25. Évolution comparée des décaissements et des arriérés de paiement . . . . . 37
26. Évolution des décaissements, des amortissements, du service de la dette et des flux nets (en millions de dollars ÉU) 37
27. Taux de référence du dollar par rapport à la gourde . . . . . 38
28. Évolution des spreads bancaire et informel . . . . . 39
29. Répartition en pourcentage et selon l'échéance de l'encours des prêts de 75 000 gourdes ou plus . . . . . 46
30. Liquidités du système bancaire (en MG) . . . . . 49
31. Évolution des dépôts du système bancaire (en MG) . . . . . 50
32. Portefeuille de prêts bruts du système bancaire (en MG) . . . . . 52
33. Volume des achats et ventes de devises (en millions de dollars ÉU) . . . . . 53
34. Position nette en devises du système bancaire en pourcentage des fonds propres . . . . . 54
35. Évolution des fonds propres du système bancaire en 2013 (en MG) . . . . . 54
36. Évolution du bénéfice net du système pour l'exercice 2013 (en MG) . . . . . 56
37. Rendement de l'actif (ROA) pour l'exercice 2013 (en %) . . . . . 57
38. Rendement de l'avoir des actionnaires (ROE) pour l'exercice 2013 (en %) . . . . . 57
39. Évolution des autres revenus pour l'exercice 2013 (en MG) . . . . . 58
40. Évolution des dépenses d'exploitation et de leurs composantes pour l'exercice 2013 (en MG) . . . . . 59
41. Évolution du nombre d'employés du système bancaire . . . . . 60
42. Évolution des intérêts versés sur Bons BRH (en MG) . . . . . 62
43. Évolution des réserves brutes de change (en millions de dollars ÉU) . . . . . 64
44. Composition des avoirs extérieurs . . . . . 64
45. Composition de l'encours et remplacement de billets en 2013 . . . . . 66

# Mot du Gouverneur

Le Conseil d'Administration de la Banque de la République d'Haïti (BRH), conformément au vœu de la loi du 17 août 1979, a le plaisir de présenter au public le rapport annuel de l'exercice fiscal 2012-2013. Ce document retrace l'évolution de l'activité économique, la situation des finances publiques et la conduite de la politique monétaire. Il examine également les différents aspects de l'évolution du secteur financier, notamment le système bancaire et les caisses populaires ainsi que les résultats des opérations effectuées pour le compte du Trésor Public.

Au cours de cet exercice fiscal, l'économie haïtienne a évolué dans un contexte économique international favorable au maintien de la stabilité macroéconomique interne. La croissance économique mondiale en 2013 a été marquée par un léger repli (3 % contre 3,1 % en 2012) au regard de la faible reprise de l'économie américaine et des incertitudes pesant sur la situation des économies de la Zone Euro. Ceci a conduit les principales banques centrales à adopter une posture accommodante en gardant les taux directeurs à des niveaux proches de zéro et en maintenant les programmes d'achat d'actifs afin de fournir de la liquidité à l'économie. De plus, la relative faiblesse de la demande mondiale a aussi contribué au maintien des cours mondiaux des produits alimentaires ainsi qu'à une évolution stable des prix des produits pétroliers. En effet, le prix moyen du baril de pétrole Brent a connu un léger repli, passant de 109,64 dollars américains en 2012 à 108,73 dollars américains en 2013. Les prix des denrées alimentaires sur le marché international ont suivi la même tendance. L'indice FAO de prix des produits alimentaires s'est établi en septembre 2013 à 203,9 contre 218 en 2012, soit une diminution d'environ 6,5 %. Ceci a généré des implications positives pour la stabilité des prix au niveau national.

Sur le plan interne, la Banque Centrale, sous la contrainte de préservation des acquis de stabilité macroéconomique, a maintenu sa posture de soutien à la croissance via le crédit privé, notamment le crédit à la production. Ceci a favorisé un regain de dynamisme de

l'activité économique qui s'est traduit par une croissance du PIB réel de 4,3 %, soit un niveau supérieur aux taux de croissance observés durant les deux dernières décennies, si l'on exclut les années de rattrapage économique post-embargo et post-séisme. En effet, le PIB per capita PPA d'Haïti en 2013 s'est établi à 1 703 dollars ÉU, soit une progression de 91 % et 18 % par rapport au niveau moyen enregistré au cours des décennies 90 et 2000 respectivement. Cette performance économique est liée à la bonne tenue du secteur agricole qui a favorisé un taux de croissance de 4,54 % des activités du secteur primaire et à la progression de 9,3 % et 5 % des branches « Bâtiments et Travaux Publics » et « Commerce, Restauration et Hôtel » respectivement.

Du point de vue de la demande globale, cette croissance du PIB réel résulte d'une hausse de la consommation globale de 2,8 %, tirée par la croissance de 10,5 % des transferts sans contrepartie et des investissements qui ont progressé de 6 % en termes réels. La mise en chantier des travaux de reconstruction des édifices publics a contribué à la hausse de l'investissement. Par contre, la demande externe nette à prix constant a diminué de 2,9 % en raison d'une hausse de 5 % des exportations malgré l'augmentation de 8,1 % des importations.

Au niveau du commerce extérieur, la forte progression des importations a entrainé la hausse de 28 % du déficit de la balance courante. En raison de la demande de devises excédentaires qu'il a induite, le creusement du déficit courant a contribué, dans une large mesure, à la dépréciation de 3,4 % de la monnaie locale par rapport à 2012. Cette perte de valeur de la gourde par rapport au dollar américain a été enregistrée en dépit de l'augmentation de 10,5 % des transferts privés sans contrepartie, lesquels ont atteint 1,3 milliard de dollars ÉU en 2013.

L'aggravation du déficit commercial a accru la vulnérabilité du pays par rapport aux chocs externes, notamment les chocs de prix. De plus, la prédominance des importations dans le commerce empêche la compétitivité de certaines filières de production locale dont l'évolution pourrait permettre à l'économie de converger vers les objectifs de croissance et de développement durables.

En ce qui concerne l'évolution du niveau général des prix, une atténuation des pressions inflationnistes a été observée dans l'économie haïtienne. En effet, le taux d'inflation en septembre 2013 s'est établi à 4,5 % contre 6,5 % en septembre 2012.

En dépit de ce contexte de croissance économique renforcée et de ralentissement de l'inflation, les autorités fiscales ont clôturé l'exercice avec un solde global déficitaire de 8,8 milliards de gourdes. Ce déficit a résulté d'une part, de la hausse du niveau d'exécution des dépenses publiques caractérisée par l'augmentation des dépenses d'investissement et de l'utilisation plus importante par le Gouvernement, des fonds devant permettre de faire face aux situations d'urgence suite au passage du cyclône Sandy en octobre 2012. D'autre part, le niveau des recettes fiscales a été inférieur de 8 milliards de gourdes par rapport aux prévisions initiales du budget.

Conformément aux objectifs fixés dans le cadre du programme de Facilité Élargie de Crédit (FEC), la BRH a opté pour le maintien de l'équilibre entre son objectif de stabilité des prix et la nécessité de créer un cadre propice au crédit privé à des fins productives. Ainsi, l'encours des bons de la BRH a augmenté de 3 % pour s'établir à 6 221 MG, alors que les taux d'intérêt sur ces titres ont été maintenus à leur niveau de janvier 2011, soit 1 %, 2 % et 3 % sur les bons à maturité de 7 jours, 28 jours et 91 jours respectivement.

De plus, la BRH a revu les taux de réserves obligatoires à la hausse afin d'éponger la liquidité excédentaire du système bancaire découlant principalement du financement monétaire du déficit budgétaire et de prevenir ses impacts néfastes sur le change et l'inflation. C'est ainsi que les coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes sont passés de 29 % à 34 % pour les banques commerciales et de 17,5 % à 22,5 % pour les banques d'épargne et de logement alors que ceux sur les passifs en devises sont passés de 34 % à 39 % pour les banques commerciales et de 22,5 % à 27,5 % pour

les banques d'épargne et de logement. Ce relèvement des taux de réserves obligatoires s'explique par la progression des financements à l'importation de biens et de services dans le total des crédits en gourdes, laquelle a exacerbé les tensions sur le marché des changes. En effet, en l'absence de changements structurels dans l'économie, la majorité du crédit octroyé continue de financer des activités commerciales à faible valeur ajoutée (28,23 % du portefeuille de crédit en septembre 2013 contre 27,67 % en septembre 2012), tournées vers la distribution de biens importés. Une partie significative du crédit accordé en gourdes a donc servi à alimenter la demande de devises sans nécessairement contribuer à renforcer la croissance économique et l'emploi. Fort de ce constat, la BRH a relevé les taux de réserves obligatoires à deux reprises (+5 % sur tous les types de passifs en février et +1 % sur les passifs en gourdes en juin) afin que le dynamisme du crédit en monnaie nationale ne s'obtienne au prix de pressions additionnelles sur le marché des changes.

Dans le but de réduire les tensions sur le marché des changes et prévenir les risques d'envolée inflationniste, la Banque Centrale a effectué des interventions sur ce marché. Les ventes nettes totalisant 119 millions de dollars ÉU, ont permis d'éponger plus de 5 milliards de gourdes de liquidité. De même, les opérations de swaps de devises introduites en 2012 ont été également maintenues jusqu'à la fin du premier trimestre, totalisant ainsi 115 millions de dollars ÉU sur l'exercice fiscal 2013.

Cet équilibre a été maintenu alors que la masse monétaire M3 a affiché une évolution relativement modeste de 5,46 % et que le crédit accordé au secteur privé a enregistré une croissance à deux chiffres pour la troisième année consécutive (+16,2 %) dans le cadre d'un système bancaire relativement sain avec un Produit Net Bancaire (PNB) en hausse de 16,7 %. Toutefois, le développement du crédit fait face à un ensemble de contraintes structurelles qui atténuent l'impact de la politique de soutien à l'économie mise en œuvre par la BRH pour favoriser la relance des activités économiques après le séisme.

Compte tenu de sa mission, la BRH a le souci de garantir non seulement le pouvoir d'achat de la monnaie nationale mais aussi de préserver la stabilité du système financier. La BRH entend promouvoir et renforcer la modernisation du système de paiement et favoriser l'inclusion financière en vue de contribuer à une croissance économique soutenue. Elle réitère son engagement dans le développement de stratégies aptes à absorber les chocs économiques, les distorsions financières susceptibles d'affecter négativement l'économie nationale et la stabilité du système financier.



**Charles Castel**
*Gouverneur*

## A – ACTIVITE ECONOMIQUE EN 2013

### ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL EN 2013

Au cours de l'année 2013, l'activité économique mondiale a été moins soutenue par rapport à l'exercice précédent, en raison de la poursuite des incertitudes liées à la persistance de la crise de la dette souveraine en Zone Euro et du ralentissement du rythme de progression de l'économie américaine. Les effets négatifs de cette crise ont entrainé une baisse de l'activité économique dans la plupart des pays émergents et en développement. Ainsi, la croissance mondiale a atteint 3 % en 2013 contre 3,2 % en 2012 et 3,9 % en 2011. Contrairement à l'exercice précédent, l'économie américaine a enregistré un taux de croissance du PIB inférieur à celui de 2012 en raison d'une demande du secteur public moins vigoureuse.

La faible croissance économique, notamment en Europe, a affecté la situation des banques, déjà fragiles, portant celles-ci à agir sur les conditions d'emprunt. Les taux de référence sur le marché monétaire des différentes devises ont évolué à la baisse. Les taux d'intérêt sur les dépôts en dollars américains à maturité de six mois sont passés de 0,7 % en 2012 à 0,4 % en 2013, ceux sur les dépôts en euro à trois mois de 0,6 % en 2012 à 0,2 % en 2013 et ceux sur les dépôts en yen à six mois de 0,3 % en 2012 à 0,2 % en 2013. Cette détente des taux d'intérêt a permis le développement d'un environnement favorable aux perspectives d'amélioration de la croissance.

Le ralentissement de l'économie mondiale s'est répercuté sur les pays émergents de l'Asie et de l'Amérique latine à travers la baisse de leurs exportations. Conséquemment, le PIB des pays émergents et en développement de l'Asie est passé de 6,7 % en 2012 à 6,5 % en 2013 et celui des pays de l'Amérique latine (Brésil et Mexique) a atteint 2,7 % en 2013 contre 3,1 % en 2012. Toutefois, en ce qui a trait à la situation de l'emploi, une amélioration a été observée aux États-Unis et au Japon contrairement à certains pays émergents d'Asie et d'Amérique pour lesquels une diminution a été enregistrée. Pour l'ensemble de la Zone Euro, la détérioration de l'emploi s'est poursuivie avec un taux de chômage moyen de 12 % en 2013, contre 11 % en 2012 et 10 % en 2011.

Par ailleurs, la décélération du rythme de progression de l'activité mondiale a entrainé, consécutivement à la faible demande mondiale, une évolution à la baisse des cours des produits de base. En effet, les prix des produits alimentaires ont enregistré une baisse significative par rapport à leur niveau de septembre 2012. L'indice FAO des prix des produits alimentaires a reculé de 6,4 % en glissement annuel pour se porter à 203,7 en septembre 2013. Cette évolution est imputable notamment à la baisse des prix des céréales, des huiles végétales et du sucre.

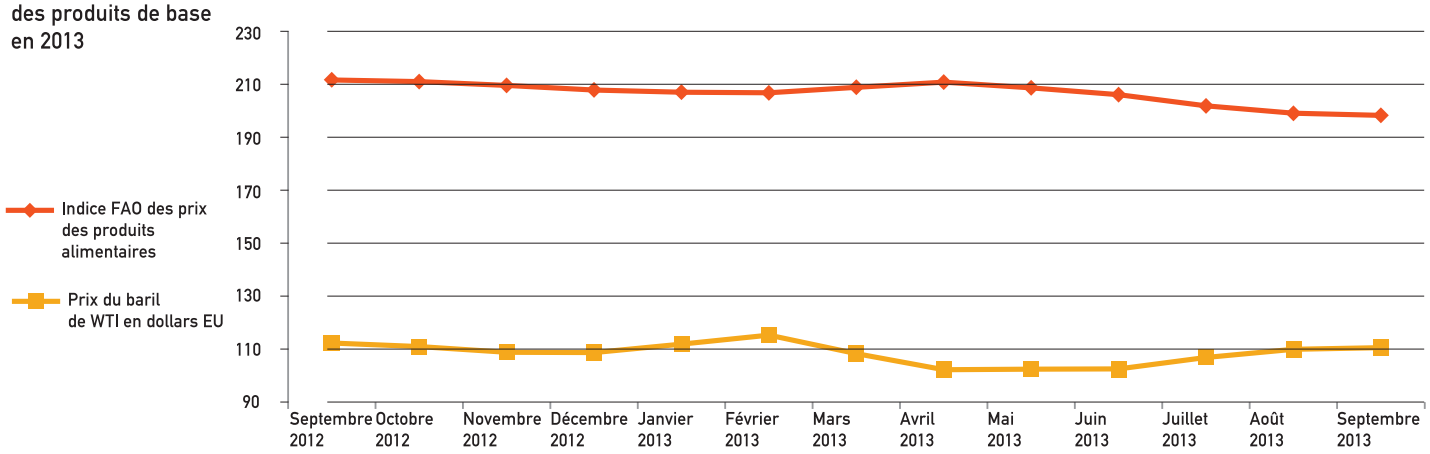
En ce qui concerne les cours des produits pétroliers, ils ont légèrement diminué, soutenus principalement par la hausse de l'offre continue en provenance de l'Amérique du Nord. En outre, l'offre de pétrole des pays non membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) a augmenté de 1,3 millions de barils par jour (mbj) en 2013, légèrement plus importante que la croissance de 1,2 mbj de la demande mondiale. Par conséquent, le prix du baril du Brent a reculé de 2 % en glissement annuel pour se chiffrer à 111,6 dollars ÉU en septembre 2013.

Pour faire face au ralentissement de l'activité économique, les banques centrales ont continué à soutenir la croissance économique en poursuivant leur politique monétaire accommodante. Les conditions monétaires sont restées favorables dans les économies avancées, en raison de la tendance baissière des taux d'intérêt directeurs. Ainsi, durant l'exercice 2013, la Fed a maintenu son engagement de garder les taux directeurs à leur niveau de décembre 2008, soit dans une fourchette de 0 % et 0,25 %. Dans la Zone Euro, le taux directeur de la Banque Centrale Européenne a été abaissé à 0,50 % en mai 2013, contre 0,75 % en juillet 2012, soit son plus bas niveau historique. En République Dominicaine, la Banque Centrale a modifié à plusieurs reprises son taux directeur. De 5 % en septembre 2012, le taux directeur a été ramené à 4,25 % en mai 2013 pour être relevé à 6,25 % depuis août 2013.

La relance de l'activité économique aux États-Unis, le faible niveau des taux d'intérêts sur le marché mondial et le ralentissement des prix des produits pétroliers sur le marché international ont, dans une large mesure, influencé l'évolution de l'économie nationale au cours de l'année fiscale 2013.

Graphique 1.

Evolution des prix des produits de base en 2013




## ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE NATIONAL EN 2013

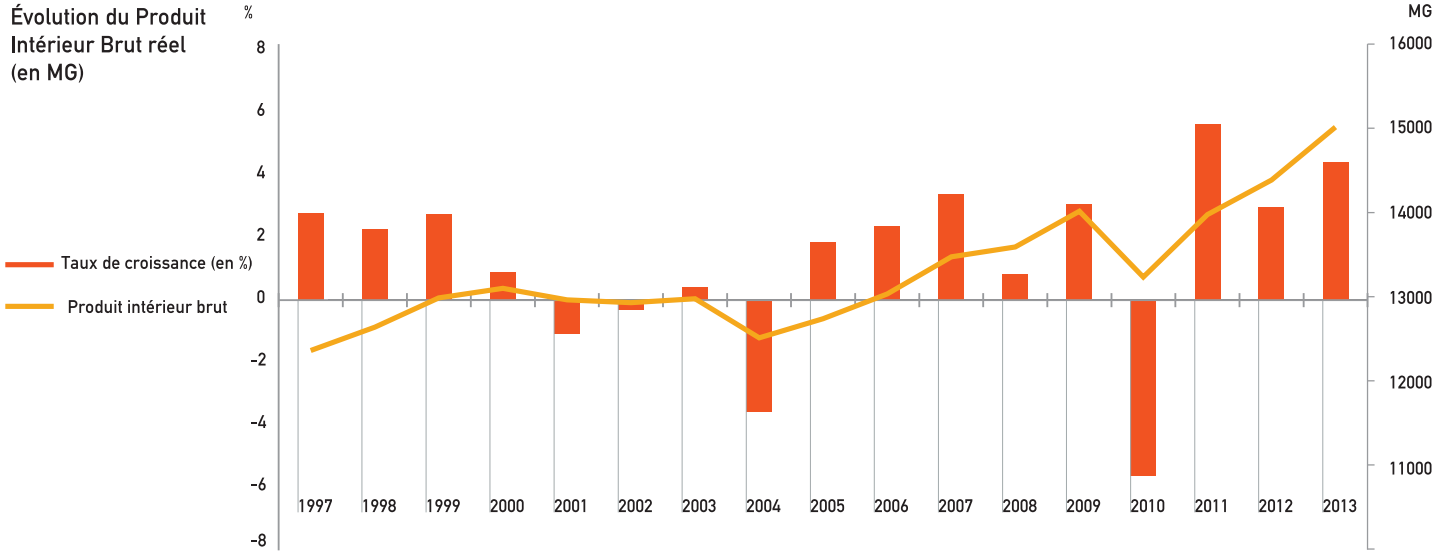
Après le ralentissement de la croissance observé en 2012 (2,9 %, contre 5,6 % en 2011), l'économie haïtienne a progressé de 4,3 % en 2013. Ce regain d'impulsion de l'activité économique, caractérisé par un PIB estimé à 15 milliards en gourdes constantes et à 365 milliards en gourdes courantes, est attribuable à la bonne performance de presque toutes les branches d'activité. Au niveau du secteur primaire, la croissance la plus prononcée a été celle de la branche « Agriculture, Sylviculture, Élevage et Pêche » qui a affiché, en termes réels, une augmentation de 4,5 % de sa valeur ajoutée contre une chute de 1,3 % au cours de l'année fiscale précédente. Au niveau du secteur secondaire, la valeur ajoutée de la branche « Bâtiments et Travaux Publics » (BTP) s'est accrue, en volume, de plus de 9 % sous l'impulsion des grands travaux d'infrastructure, de la reconstruction d'édifices publics et d'initiatives du secteur privé. En ce qui a trait au secteur tertiaire, la branche « Commerce, Restaurants et Hôtels » a enregistré un accroissement, à prix constants, de près de 5 % de sa valeur ajoutée.

Par ailleurs, la croissance de la production nationale réalisée en 2013 a été supérieure aux objectifs fixés par les autorités monétaires et financières, après révision en milieu d'exercice. Les retombées des cyclones Isaac et Sandy et les retards observés au niveau des dépenses d'investissement public avaient contraint les autorités économiques à réviser à la baisse cet objectif de croissance en milieu d'exercice, pour le fixer à 3,4 %.

## I- SECTEUR RÉEL EN 2013

En 2013, la performance de l'activité économique, caractérisée par la croissance du PIB réel a été surtout liée aux résultats satisfaisants de la campagne agricole, laquelle a été stimulée tant par les importants investissements effectués par les acteurs économiques dans ce secteur que par les grands travaux de reconstruction et les actions du gouvernement en faveur de la promotion du pays comme destination touristique. C'est pour la troisième année consécutive que le PIB a évolué à un rythme croissant depuis sa contraction de 5,5 % au cours de l'exercice fiscal 2010. De même, avec cette progression du PIB, la croissance moyenne de l'activité économique pendant ces cinq dernières années a été de 2,04 %).

Graphique 2.




## I.1- VALEUR AJOUTÉE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

L'accélération de la croissance de l'économie haïtienne en 2013, évaluée selon l'approche de la valeur ajoutée, a été soutenue par le maintien des bonnes performances affichées par les secteurs primaire et secondaire depuis l'exercice antérieur. Les contributions respectives de ces secteurs à la croissance se présentent comme suit : 22,52 % pour le secteur primaire en 2013 contre 22,47 % en 2012 et l'apport du secteur secondaire a été de 18,03 % contre 17,80 % en 2012. La contribution du secteur tertiaire à la croissance du PIB réel a diminué de 30 points de base pour se porter à 51,4 % en 2013.

### SECTEUR PRIMAIRE

Le secteur primaire, dont le poids relatif dans le PIB avait décru depuis sa performance au cours de l'exercice 2009, a confirmé en 2013 sa reprise de 2012. En effet, après avoir crû de 5,6 % en 2009, le taux de croissance des activités du secteur primaire a augmenté de 5,91 points de pourcentage pour se chiffrer à 4,54 % en 2013, contre -1 % en 2011 et -0,1 % en 2010. Au cours des exercices précédents, le secteur agricole a été frappé par une série d'aléas climatiques (périodes de sécheresse, ouragans) qui ont provoqué une baisse de son potentiel productif. En 2013, le secteur agricole, pilier du secteur primaire, a bénéficié des effets et retombées des investissements réalisés par le gouvernement suite aux dégâts causés par l'ouragan Sandy. Ainsi, la contribution de ce secteur dans la croissance du PIB a augmenté de 5 points de base, passant de 22,35 % en 2012 à 22,40 % en 2013.

Selon la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA), l'année fiscale 2013 s'est achevée avec un niveau de production agricole appréciable en dépit du fait qu'il reste inférieur de 5 % à celui enregistré au cours de l'exercice 2010. De plus, les conditions climatiques ont été plus favorables à la production agricole en 2013 qu'en 2012. Bien que située encore en deçà de la normale, la pluviométrie en 2013 a été mieux distribuée, particulièrement dans le Sud, l'Ouest, l'Artibonite et le Nord-Est ainsi que dans des zones qui jouissent naturellement d'une meilleure répartition des pluies.

S'agissant des activités des industries extractives, elles se sont redressées en 2013. En effet, après avoir chuté de 15 % en 2012, la valeur ajoutée des industries extractives a augmenté de 5,9 % en 2013. Les activités minières, qui consistent en l'exploitation des carrières de sable pour la fourniture de matériaux de construction, expliquent cette reprise. Toutefois, la contribution du sous-secteur à la croissance du PIB réel est restée inchangée (0,12 %).

### SECTEUR SECONDAIRE

En 2013, le secteur secondaire a maintenu son rythme de progression en enregistrant un taux de croissance de 5,85 % contre 5,08 % l'an dernier. Hormis le sous-secteur « Électricité, Gaz & Eau » qui a stagné, les deux autres branches d'activité de ce secteur ont évolué à la hausse au cours de cet exercice. Sa valeur ajoutée totale s'est stabilisée à 69 milliards de gourdes en 2013 et sa contribution à la croissance du PIB réel est demeurée inchangée à 0,5 %. Le comportement de cette branche est imputable à la croissance de la production d'énergie électrique au cours de l'exercice 2013. En effet, la production de l'entreprise SOGENER, qui a crû de 43 % sur l'année, a permis de compenser les baisses respectives de 18 % et 26 %, en variation annuelle, de la production de l'énergie hydro-électrique de l'entreprise d'État Électricité d'Haïti (ED'H) et de la production d'énergie électrique de l'entreprise E-POWER.

La valeur ajoutée des industries manufacturières a augmenté de 25 millions de gourdes pour se chiffrer à 1 175 MG en 2013. La poursuite de l'évolution à la hausse de cette branche est attribuable aux retombées positives de la loi HELP votée par le Congrès des États-Unis après le séisme du 12 janvier 2010. Cette dernière est une extension de la loi HOPE qui vise à favoriser de nouveaux investissements dans le secteur. Ainsi, les industries textiles et les industries d'assemblage ont augmenté leur part déjà importante dans la structure des exportations haïtiennes, avec une contribution moyenne de plus de 50 % aux exportations totales au cours des dix dernières années.

Le sous-secteur « Bâtiments et Travaux Publics » a renforcé son dynamisme en affichant un taux de croissance de 9,3 % en 2013 contre 5,5 % un an auparavant. Sa contribution à la croissance du PIB réel est passée de 9,3 % en 2012 à 9,8 % en 2013. Ce regain d'activité s'explique par l'intensification des activités de reconstruction, notamment dans le secteur public, et par les impulsions du crédit privé au bénéfice du sous-secteur de la construction. Ce dernier participe à la promotion de la croissance de l'économie de manière significative depuis 2011 et la tendance s'est confirmée en 2013 puisque, parmi les trois sous-secteurs du secteur secondaire, seule la contribution du secteur de la construction à la croissance a augmenté.

### SECTEUR TERTIAIRE

Le secteur tertiaire qui a contribué à hauteur de 51,4 % à la croissance en 2013, a crû de 3,7 % contre 3,3 % en 2012. L'augmentation des activités dans ce secteur est attribuable à l'évolution du sous-secteur « Transports et Communications ». Le sous-secteur « Commerce, Restaurants et Hôtels » a enregistré un taux de croissance de 5 %, soit le même que l'exercice précédent, tandis que le commerce interne a consolidé sa performance en 2013. Selon les indicateurs de conjoncture fournis par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI), cette branche d'activité a crû de 7,4 % au premier trimestre, de -1,5 % au deuxième, de 3,5 % au troisième et de 4,3 % au quatrième. Cette bonne performance du commerce interne est imputable à l'évolution stable des prix et l'amélioration de la situation de l'emploi.

Une reprise a été observée au niveau des activités du sous-secteur « Transports et Communications », lequel a enregistré un taux de croissance de 3,6 % en 2013 contre une baisse de 1,3 % en 2012. La composante « Transports », un grand créateur d'emplois, demeure très robuste à cause de la forte demande des services de transport par rapport à l'offre, d'autant plus qu'il a, comme en 2012, continué à bénéficier de la stabilité des prix des produits pétroliers à la pompe durant tout l'exercice. De même, avec l'augmentation constante du nombre d'abonnés, l'activité de la composante « Télécommunications » s'est inscrite nettement en hausse.

Quant aux autres services marchands, leur valeur ajoutée a progressé à un rythme modéré en 2013. En effet, après un accroissement de 3,9 % en 2012, les activités des autres services marchands ont progressé de 3,3 % au cours de cet exercice, tirées par le dynamisme des banques et des agences de voyage. Ces dernières ont bénéficié de l'amélioration de la situation économique et financière du pays. Parallèlement, la valeur ajoutée de la branche des services non marchands a progressé de 2,6 % en 2013 contre 2,8 % en 2012, attestant de la poursuite de l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages sous l'effet de la stabilité des prix observée au cours de l'année.

## 1.2- ÉVOLUTION DES PRIX À LA CONSOMMATION EN 2013

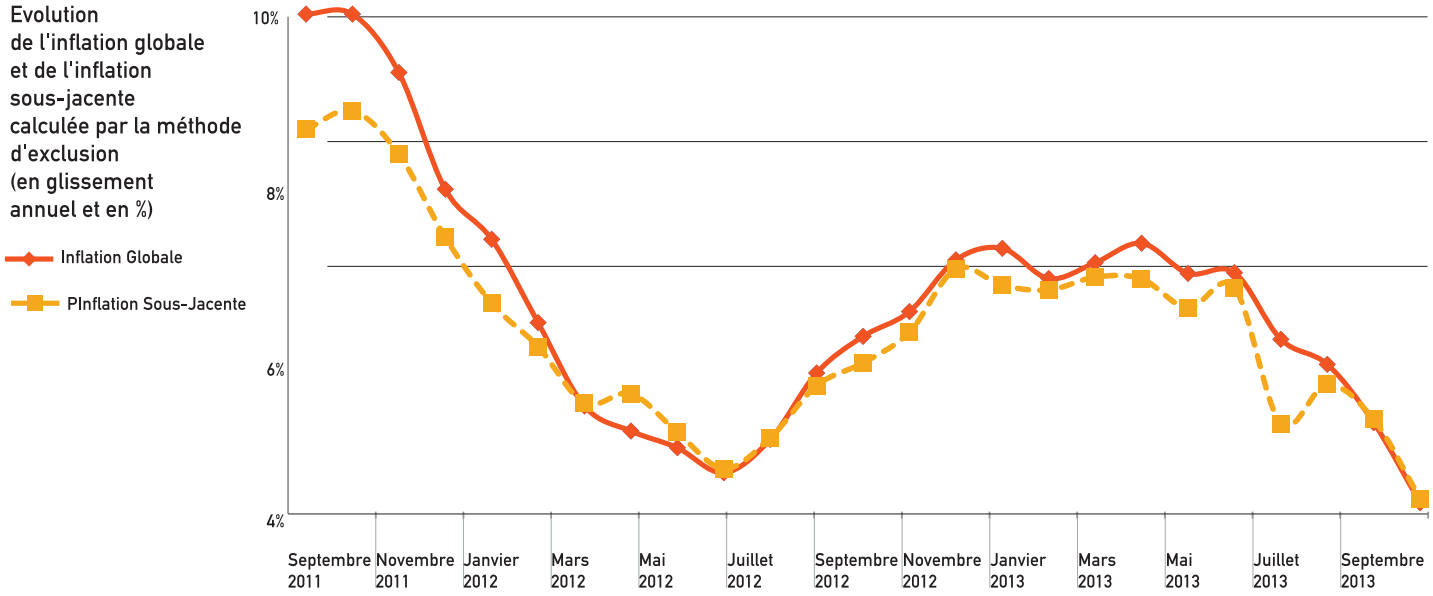
L'exercice fiscal 2012-2013 a été marqué par un mouvement de baisse des pressions inflationnistes dans l'économie haïtienne. En septembre 2013, l'inflation mesurée par la variation annuelle de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) s'est établie à 4,5 %, contre 6,5 % en septembre 2012, soit une décélération de 200 points de base. Toutefois, deux tendances opposées se sont dégagées de l'analyse de l'inflation annuelle sur base trimestrielle. En effet, au cours des deux premiers trimestres, l'inflation a maintenu sa tendance à la hausse alors qu'une baisse du rythme de croissance des prix a été observée dès le début du troisième trimestre. En effet, la hausse du niveau général des prix entamée depuis le quatrième trimestre 2012 s'est poursuivie jusqu'au deuxième trimestre 2013. Au premier trimestre de l'exercice fiscal 2013, le taux d'inflation pris en variation annuelle s'est inscrit à 7,3 % contre 6,0 % au quatrième trimestre 2012. Cette évolution est attribuable au ralentissement saisonnier des transferts privés sans contrepartie et à la baisse de l'offre alimentaire locale, suite au passage de la tempête tropicale Isaac à la fin du mois d'août 2012 et de l'ouragan Sandy à la fin du mois d'octobre. Au deuxième trimestre de l'exercice, la récolte d'hiver (novembre-février), représentant environ 30 % de l'offre alimentaire locale, n'a pas été assez importante. Cette situation a provoqué la poursuite de la tendance haussière de l'inflation à 7,4 % en dépit du ralentissement observé au niveau des prix sur le marché international.

Parallèlement, le début du troisième trimestre (avril) 2013 a été caractérisé par une décélération de l'inflation, et ce, jusqu'à la fin de l'exercice. Contrairement aux deux premiers trimestres, le rythme de croissance des prix à la consommation a affiché un retournement de tendance en glissement annuel au cours des deux derniers trimestres. De 7,4 % au deuxième trimestre, le taux d'inflation s'est établi à 7 % au troisième. Au quatrième trimestre de l'exercice 2013 (juillet-septembre), le rythme de croissance de l'inflation globale a encore ralenti pour se fixer à 5,4 %, soit un repli de 160 points de base. Cette évolution de l'inflation au second semestre de l'exercice a été imputable à la baisse continue des prix des matières premières sur le marché international, à la relative stabilité des cours du change et à l'augmentation de l'offre alimentaire locale.

L'inflation sous-jacente a suivi la même évolution que l'inflation globale tout au long de l'exercice 2013. De 5,8 % au quatrième trimestre 2012, elle a progressé de 1,2 point de pourcentage au premier trimestre 2013 pour atteindre 7 %. Á l'instar de l'inflation globale, la tendance à la hausse de l'inflation sous-jacente s'est poursuivie jusqu'au deuxième trimestre (7,2 %). Elle s'est rétractée à 6,5 % au troisième trimestre, soit une baisse de 70 points de base par rapport au trimestre précédent. Au quatrième trimestre, elle a affiché le même rythme de croissance que l'inflation globale, soit 5,5 %. Sur les 10 premiers mois de l'exercice fiscal, l'inflation tendancielle a évolué en dessous de l'inflation globale, ce qui traduit l'influence des produits à prix volatils du panier de la ménagère, notamment les produits alimentaires, sur l'évolution des prix à la consommation en Haïti en 2013.

Graphique 3.

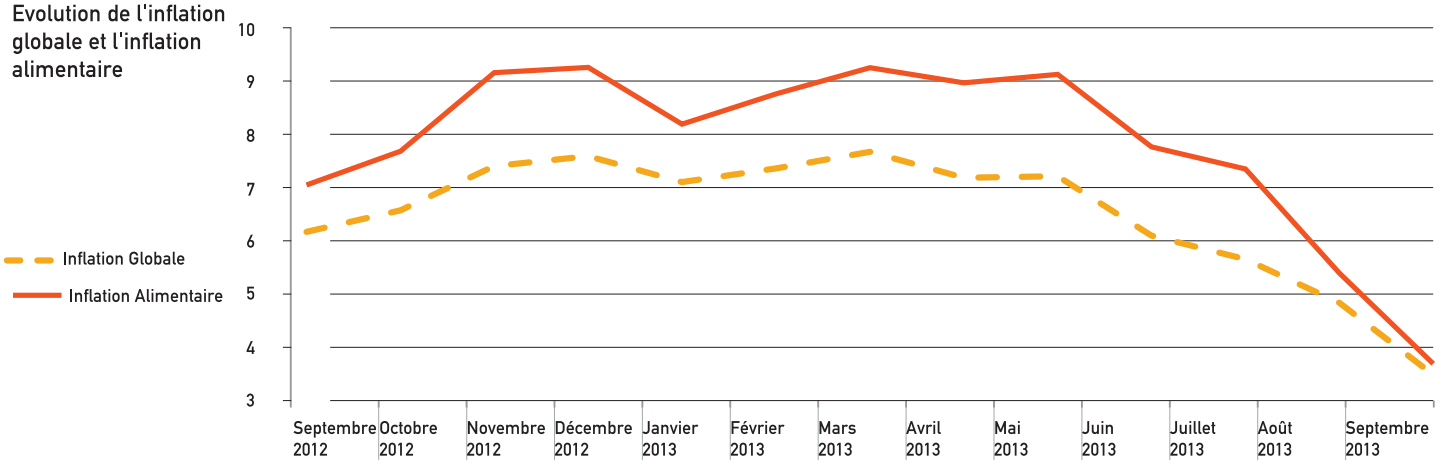
Evolution de l'inflation globale et de l'inflation sous-jacente calculée par la méthode d'exclusion (en glissement annuel et en %)




La décélération du rythme de progression du niveau général des prix s'est manifestée dans presque toutes les composantes de l'IPC, à l'exception des postes « Santé » et « Autres Biens et Services ». Les indices de ces derniers ont affiché des hausses de 443 et 110 point de base, respectivement, pour se fixer à 5,2 % et 6,1 % en septembre 2013. Par ailleurs, l'IPC du poste « Alimentation, boissons et tabac », dont la contribution à l'indice général représente 50,3 %, a crû de 1,35 % en 2013 contre 6,17 % en 2012. Cette baisse du rythme de progression de ce poste est liée au ralentissement des prix des matières premières sur le marché international au cours de l'année fiscale 2013 et à celui des prix des produits alimentaires locaaux. L'indice de la fonction « Habillement, Tissus, Chaussures » a crû de 5,31 % en 2013 contre 7,07 % l'exercice précédent ; celui de la fonction « Transport », dont le poids dans l'indice général représente 13,74 %, est passé de 7,61 % à 3,91 % ; celui de la fonction « Loyer du logement, énergie et eau » a perdu 3,33 points de pourcentage par rapport à 2012 pour s'établir à 1,11 % en 2013.

Graphique 4.

Evolution de l'inflation globale et l'inflation alimentaire



Au cours de l'exercice, l'indice des prix des produits locaux a affiché les mêmes tendances que celui des prix des produits importés. En effet, ces deux indices ont connu chacun une évolution mitigée sur les cinq (5) premiers mois de l'exercice 2013 alors que leur rythme de progression a ralenti sur les sept (7) derniers mois. Cependant, l'analyse de l'évolution des prix selon l'origine des produits a fait ressortir que la hausse des prix des produits locaux est la principale source de tensions sur les prix, avec une progression de 7,3 % en moyenne annuelle sur l'exercice 2013 contre 5,2 % pour les produits importés.

Suivant les régions géographiques, les prix ont progressé au cours de l'exercice à un rythme moindre par rapport à l'exercice antérieur. En effet, dans toutes les régions hormis le Reste-Ouest et le Sud, une variation à la baisse des prix à la consommation a été enregistrée en 2013. L'évolution plus marquée des prix au niveau des régions Reste-Ouest et Sud s'explique par le passage de l'ouragan Sandy qui a occasionné la perte d'une bonne partie de la récolte d'hiver et, conséquemment, une baisse de l'offre de produits alimentaires sur les marchés régionaux. Ainsi, les prix des produits ont affiché, en glissement annuel, des hausses de 1,77 et 1,38 point de pourcentage, respectivement, pour les deux régions suscitées.

## 1.3- SALAIRES ET SITUATION DE L'EMPLOI EN HAÏTI EN 2013

La situation des salaires au cours de l'exercice 2013 a été caractérisée par le maintien, comme en 2012, du salaire minimal journalier à 200 gourdes pour tous les secteurs de l'économie, à l'exception du secteur de la sous-traitance. Le salaire de base payé aux ouvriers des établissements industriels tournés exclusivement vers la réexportation, qui avait été préalablement fixé à 125 gourdes pour une journée de huit (8) heures de travail, est passé à 200 gourdes au début de l'exercice 2013 (1er octobre 2012). La mise en application de la loi sur le salaire minimum a permis aux travailleurs de la sous-traitance de combler l'écart qui existait entre eux et leurs homologues des autres secteurs de l'économie haïtienne, en termes de traitement salarial.

Compte tenu du maintien du salaire minimum journalier à 200 gourdes, la progression de l'Indice des Prix à la Consommation au cours de l'exercice a entraîné une baisse du salaire minimum réel. Comme indiqué au tableau ci-après, ce dernier a décru de 4,34 % en 2013 après avoir décliné de 6,13 % en 2012. Parallèlement, l'inflation s'est établie à 4,5 % en septembre 2013, en baisse de 2 points de pourcentage par rapport à la fin de l'exercice antérieur.

Tableau 1.

| | | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Évolution du salaire minimum réel | Indice des prix à la consommation | 84.15 | 102.40 | 117.60 | 132.20 | 142.60 | 170.90 | 162.90 | 170.50 | 188.20 | 200.50 | 209.60 |
| | Taux d'inflation (en %) | 42.50 | 22.50 | 14.80 | 12.40 | 7.90 | 19.90 | -4.70 | 4.70 | 10.40 | 6.50 | 4.50 |
| | Salaire nominal (Gdes) | 70 | 70 | 70 | 70 | 70 | 70 | 70 | 200 | 200 | 200 | 200 |
| | Salaire réel (Gdes d'août 2004) | 83.18 | 68.36 | 59.52 | 52.95 | 49.09 | 40.96 | 42.97 | 117.3 | 106.27 | 99.75 | 95.42 |
| | Taux de croissance salaire réel (%) | 40.49 | -17.82 | -12.93 | -11.04 | -7.29 | -16.56 | 4.91 | 172.98 | -9.4 | -6.13 | -4.34 |

Sources : Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI), BRH/Direction Monnaie et Analyse Économique (MAE)
NB: Le salaire réel est calculé par le ratio (Salaire nominal / IPC)*100

## ÉVOLUTION DE L'EMPLOI DANS LE SECTEUR DE LA SOUS-TRAITANCE ET DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Au niveau du secteur de la sous-traitance, les efforts consentis par les autorités publiques pour la mise en place de nouveaux parcs industriels depuis l'année 2011 et le renforcement des infrastructures portuaires et aéroportuaires ont permis la création de nouveaux emplois dans le pays. Au cours de l'exercice 2013, le nombre de travailleurs employés par le secteur de la sous-traitance s'est établi à 30 663, contre 28 726 et 27 858, respectivement, en 2012 et 2011. Cette progression des emplois de la sous-traitance en 2013 représente une augmentation annuelle de 6,74 %, soit plus que le double de celle de l'exercice précédent.

Tableau 2.

| | | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Emplois dans la sous-traitance | Emplois sous-traitance | 25 791 | 27 983 | 27 858 | 28 726 | 30 663 |
| | Taux de croissance (%) | 3,31 | 8,50 | -0,45 | 3,12 | 6,74 |
| | Nouveaux emplois créés | 826 | 2 192 | -125 | 868 | 1937 |

Sources : Association des Industries d'Haïti (ADIH), Banque de la République d'Haïti (BRH), Monnaie et Analyse Économique (MAE)

Le secteur public a affiché un certain dynamisme en ce qui a trait au recrutement de nouveaux cadres. Un total de 6 064 postes ont été créés, soit une croissance de 8,96 % de l'emploi dans le secteur. L'effectif de la fonction publique s'est chiffré à 73 763 fonctionnaires en 2013, contre 67 699 et 66 466, respectivement, en 2012 et 2011. La progression du nombre de fonctionnaires est liée à la création de nouveaux services et à l'exécution de nombreux projets d'investissements. De plus, l'augmentation des investissements publics, notamment dans le domaine de la construction (édifices publics, routes, etc.), a favorisé également une amélioration de la distribution des revenus dans l'économie par la création de nouveaux emplois directs et indirects, d'une part, dans les secteurs concernés et d'autre part, dans d'autres branches d'activité de l'économie.

## II- MONNAIE ET FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE EN 2013

### II.1- POLITIQUE MONÉTAIRE EN 2013

L'orientation de la politique monétaire menée par la BRH en 2013 s'est révélée mitigée considérant le maintien des taux d'intérêt directeurs à leur plus bas niveau malgré la modification des conditions monétaires et de crédit durant la deuxième moitié de l'exercice. De même, les autorités monétaires ont dû intervenir pour limiter les risques inflationnistes liés au financement monétaire du déficit budgétaire et aux fluctuations indésirables du taux de change.

Cette politique s'est aussi inscrite dans le cadre du programme de Facilité Élargie de Crédit (FEC), dont la mise en œuvre est à la phase terminale. Ainsi, le programme économique et financier tablait sur un déficit budgétaire de 6,1 % du PIB, un taux de croissance économique de 6,5 %, un taux d'inflation de 6 % et une progression de 8,89 % et de 21,6 %, respectivement, de la base monétaire au sens du programme et du crédit au secteur privé. En fonction de l'évolution de la conjoncture économique tout au long de l'exercice, la projection du taux de croissance du PIB a été révisée à la baisse à 3,4 %.

À côté des décaissements en appui budgétaire, des dons et des ressources internes, le programme comptait sur les fonds PetroCaribe et sur ceux libérés par l'allégement de la dette d'Haïti envers le FMI pour financer les dépenses d'investissement prévues dans le cadre des travaux de reconstruction. De ce fait, une diminution de 304 millions de dollars des réserves internationales nettes (RIN) était prévue, les ramenant à un plancher de 998 millions de dollars en septembre 2013.

Les réserves nettes de change ont également subi l'effet des interventions de la BRH sur le marché des devises pour contenir la volatilité du taux. Face à la dépréciation de la gourde, la Banque Centrale a dû intensifier ses opérations de vente de devises pour conforter l'offre de dollars sur le marché. Sur la base de l'évaluation des risques pesant sur la stabilité des prix, les autorités monétaires ont adopté une série de mesures afin d'apaiser les tensions découlant des fluctuations du change. Ainsi, un léger resserrement des conditions monétaires a été observé, avec le relèvement des coefficients de réserves obligatoires combiné à d'autres mesures visant à réduire les pressions de la demande de devises.

En ce qui concerne les bons BRH, les décisions y relatives ont prises afin de stimuler le crédit privé, notamment, le crédit à la reconstruction. En effet, il a été décidé de maintenir les taux sur les bons BRH à leur niveau de janvier 2011, soit 1 %, 2 % et 3 %, respectivement, pour les bons de 7, de 28 et de 91 jours. En outre, le taux de mise en pension a été maintenu à 7 %. Par ailleurs, l'encours des bons BRH, qui avait atteint 7 milliards de gourdes en novembre 2012, a subséquemment évolué dans une fourchette allant de 5 à 6 milliards de gourdes pour clôturer l'exercice à 6,2 milliards de gourdes.

Globalement, les données de fin d'exercice ont permis d'apprécier l'impact des dispositions prises par les autorités monétaires dans la mesure où la masse monétaire au sens large a affiché une croissance modérée de 5,5 % tandis que le crédit au secteur privé a progressé de 16,2 % sur un an. Toutefois, l'évolution de ce dernier indicateur marque une décélération par rapport à l'exercice 2012 et reflète à la fois les conditions de l'obtention du crédit et les contraintes structurelles, notamment celles liées aux problèmes fonciers en Haïti. Quant au taux de change, après une croissance avoisinant les 2 % au cours du premier semestre, il a clôturé l'exercice à 43,7429 gourdes pour un dollar, soit une dépréciation de 3,36 %, légèrement inférieure à celle enregistrée (3,54 %) un an plus tôt.

#### II.1.1- INSTRUMENTS DE POLITIQUE MONÉTAIRE

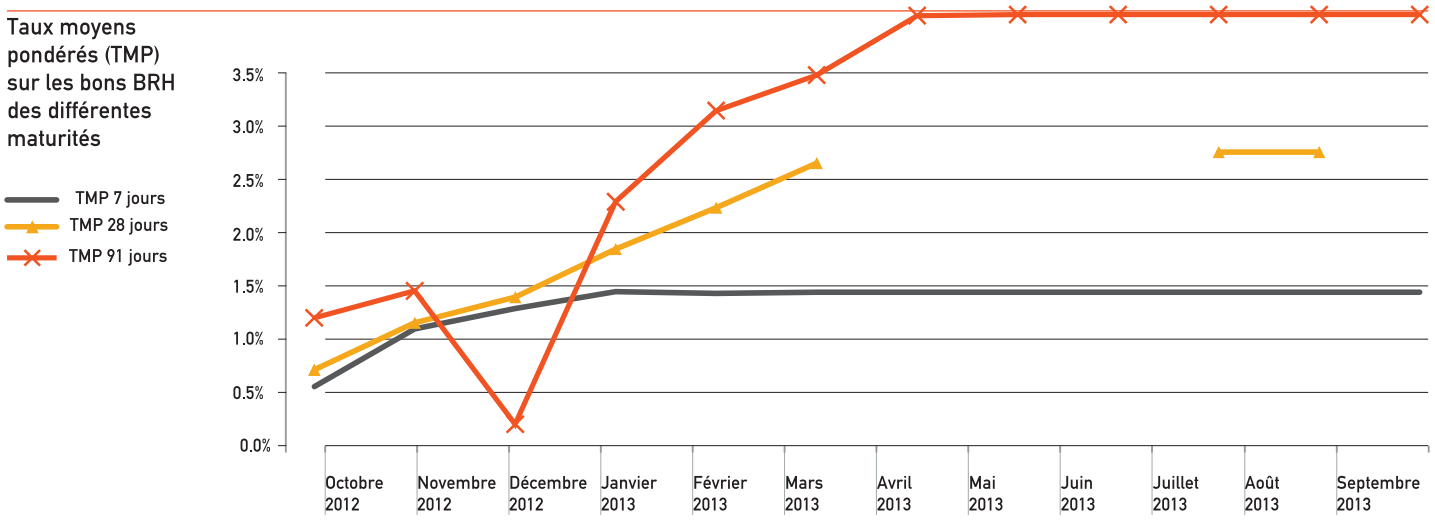
L'évolution modérée des prix en Haïti et la posture accommodante adoptée par les banques centrales des grandes économies, notamment la Réserve Fédérale américaine, ont permis à la BRH de maintenir les taux d'intérêt nominaux sur les bons BRH à leurs niveaux historiquement bas depuis janvier 2011. Pour l'exercice sous revue, le processus de gestion des bons BRH a préféré la modulation de l'encours à l'ajustement des taux d'intérêt, et cette modulation a été effectuée au rythme de l'évolution des recours du gouvernement au financement de la Banque centrale. En fin d'exercice, l'encours des bons s'est inscrit légèrement en hausse par rapport à son niveau de 2012. Les autres instruments de politique monétaire auxquels la BRH a recouru cette année ont été les taux de réserves obligatoires et les interventions sur le marché des changes, lesquels ont connu une fréquence d'utilisation assez significative due aux développements enregistrés sur le marché des devises.

##### II.1.1.1- BONS BRH

Après une tendance à la hausse très soutenue au début de l'exercice, les taux moyens pondérés ont été maintenus à des niveaux stables au cours du dernier semestre (avril-septembre). En effet, avec la décélération de l'inflation à partir du mois d'avril 2013 en raison de la bonne performance du secteur agricole et de l'évolution favorable des prix des produits de base sur les marchés internationaux, les taux moyens pondérés pour les bons à 91 jours sont passés de 0,79 % en octobre 2012 à 2,58 % en mars 2013, avant de se stabiliser à 3,02 % sur le reste de l'exercice.

Graphique 5.

Taux moyens pondérés (TMP) sur les bons BRH des différentes maturités

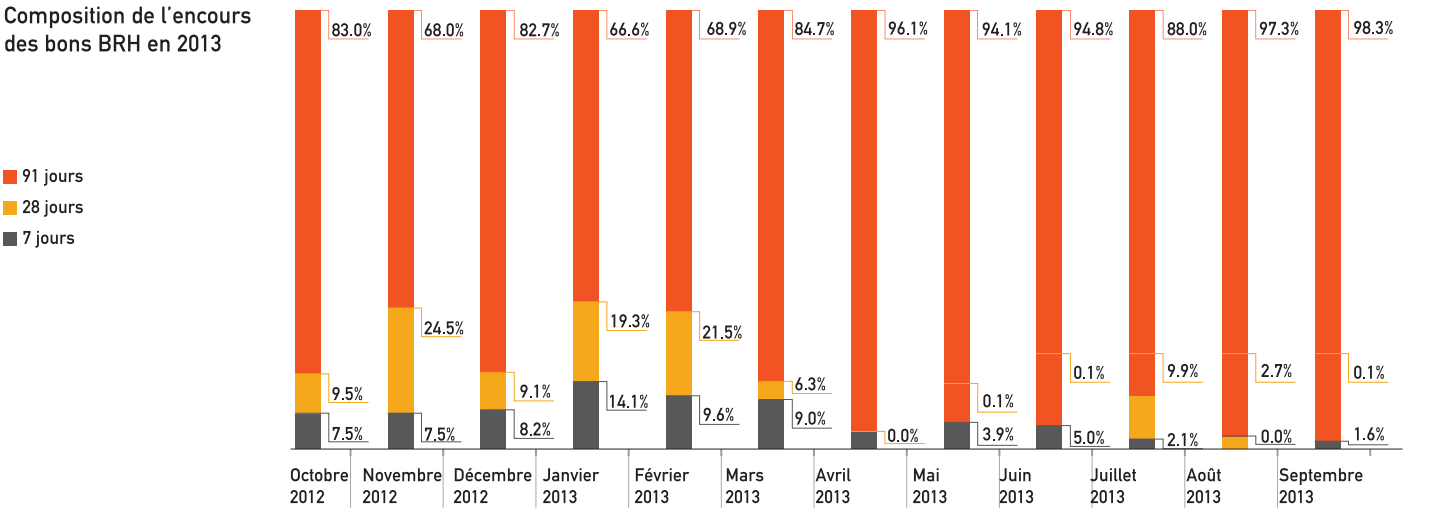



Les taux d'intérêt réels sont demeurés négatifs durant tout l'exercice 2013. Cependant, à la faveur du ralentissement de l'inflation en glissement annuel, ils ont progressivement augmenté à partir du troisième trimestre pour se rapprocher des niveaux positifs, passant de -4,6 % en décembre 2012 pour les bons à 91 jours à -3,5 % et -1,5 %, respectivement, en juin et septembre 2013.

Malgré le maintien des taux d'intérêt nominaux à des niveaux historiquement bas, l'encours des bons a été légèrement relevé en fonction de l'évolution des finances publiques et des tensions observées sur le marché des changes. Le stock de ces titres a augmenté de 3 % pour se fixer à 6 221 millions de gourdes (MG) alors qu'il avait chuté durant les deux précédents exercices. En ce qui a trait à la structure de l'encours, le poids des bons de 91 jours a graduellement augmenté, passant de 82,68 % de l'encours total en décembre 2012 à 94,84 % en juin 2013 et 98,28 % en septembre 2013.

Graphique 6.

Composition de l'encours des bons BRH en 2013

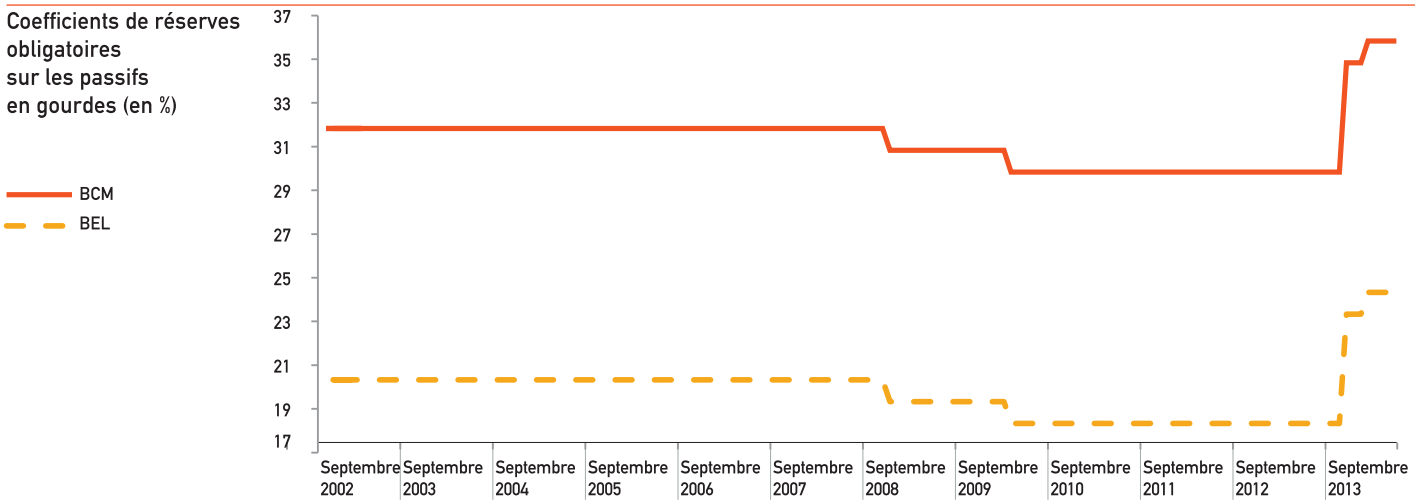



## II.1.1.2- TAUX DE RÉSERVES OBLIGATOIRES

Suite à une série de modifications du mode de constitution des réserves sur les passifs en devises étrangères, qui ont été ramenées monnaie sur monnaie depuis mai 2012, la Banque Centrale a pris la décision de resserrer les conditions monétaires par le relèvement de cinq points de pourcentage des taux de réserves obligatoires sur les passifs des banques. Ainsi, les coefficients sur les passifs en gourdes sont passés de 29 % à 34 % pour les banques commerciales et les filiales non bancaires (BCM), et de 17,5 % à 22,5 % pour les banques d'épargne et de logement (BEL). Ceux des passifs libellés en devises étrangères sont passés de 34 % à 39 % pour les BCM et de 22,5 % à 27,5 % pour les BEL. Cette mesure, qui a pris effet le 1er février 2013, visait principalement la maîtrise de l'accroissement de la liquidité du système, laquelle est susceptible d'influencer négativement l'évolution du change. Avec la persistance des pressions sur le marché des changes, un second relèvement des coefficients sur les dépôts en gourdes (+1 point) a été opéré au terme du troisième trimestre.

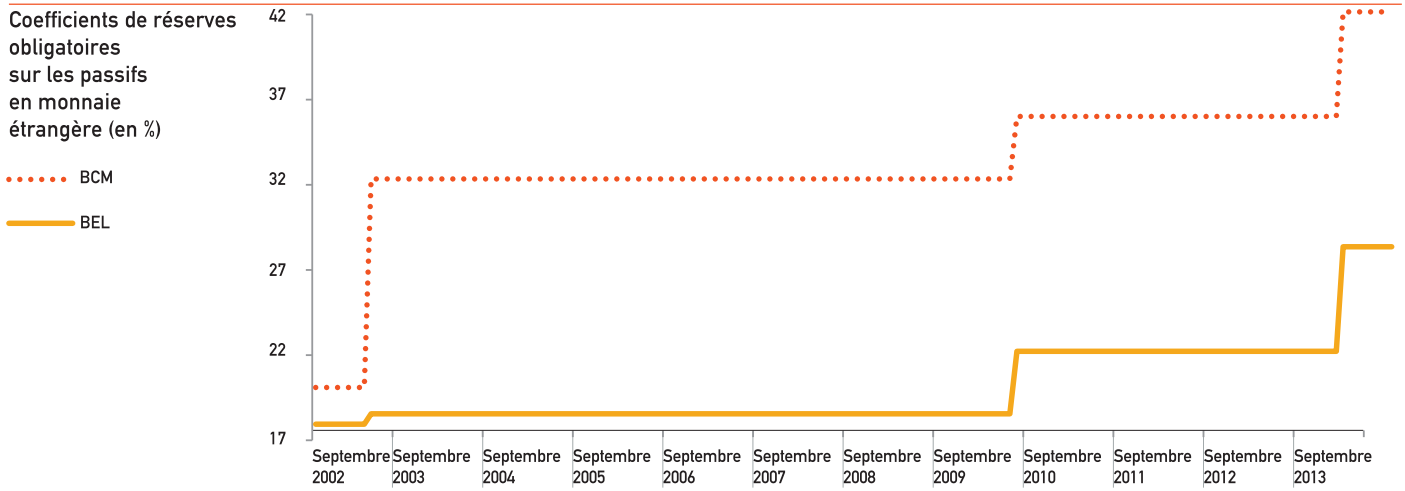
## Graphique 7.

Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes (en %)



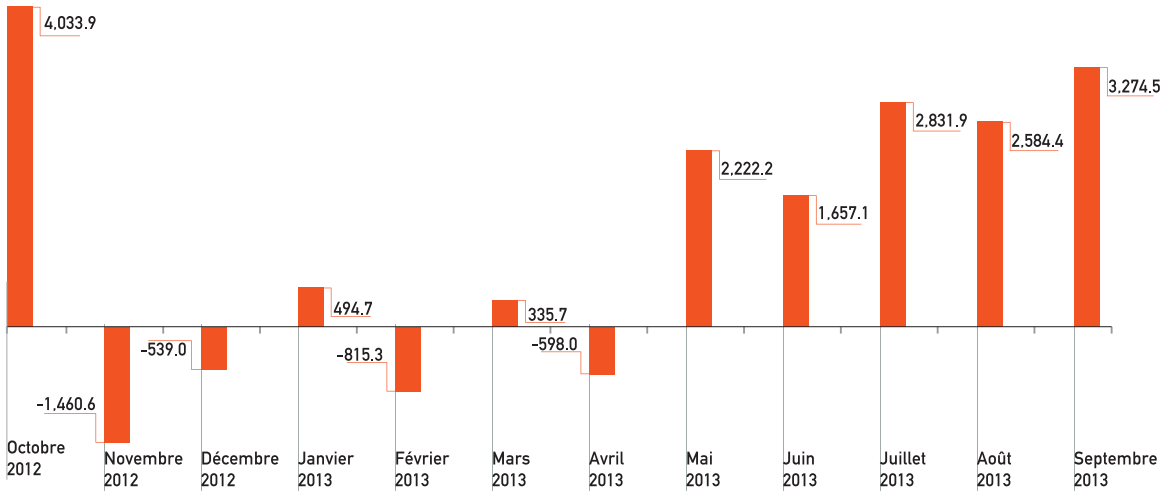

## Graphique 8.

Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en monnaie étrangère (en %)




## Graphique 9.

Position moyenne de réserves en MG



### II.1.1.3- INTERVENTIONS DE LA BRH SUR LE MARCHÉ DES CHANGES

La Banque Centrale s'est montrée très active sur le marché des changes, multipliant ses interventions en réponse ponctuelle à l'évolution de la valeur de la gourde par rapport au dollar américain. Ces dernières se sont traduites par des ventes nettes totalisant 119 millions de dollars ÉU, permettant d'éponger plus de 5 milliards de gourdes de liquidité.

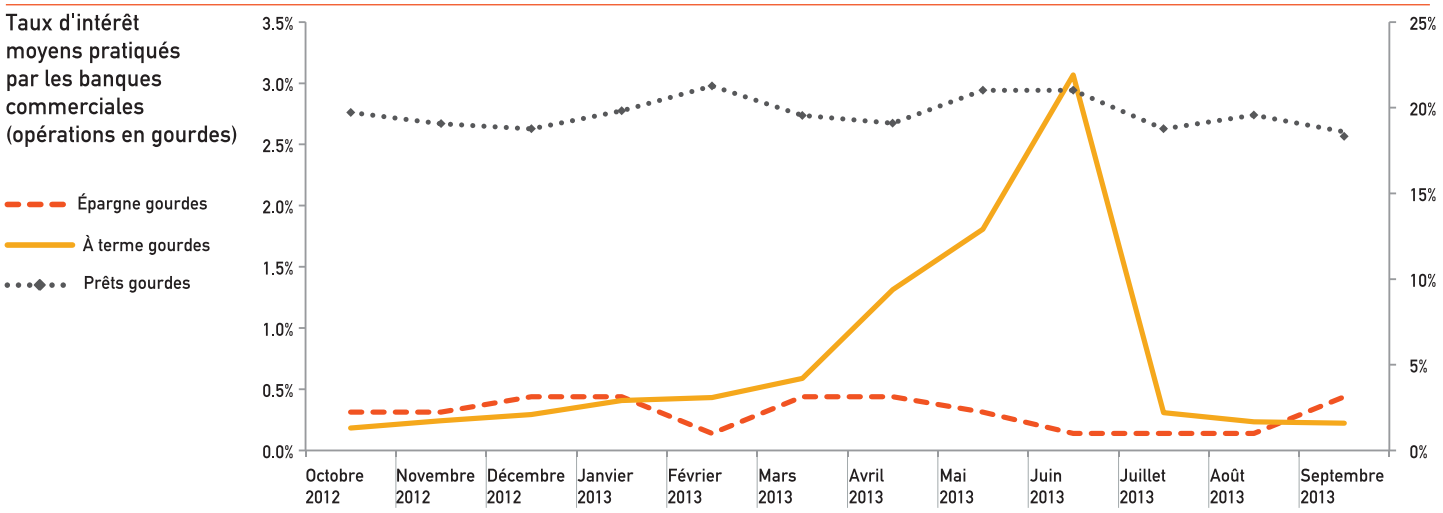
Parallèlement, la Banque Centrale a poursuivi les opérations de swap de devises, lesquelles visaient à stabiliser le marché des changes sans altérer substantiellement à moyen terme le stock des réserves officielles. La Banque a ainsi cédé aux autres institutions de dépôt un montant de 115 millions de dollars ÉU au cours du premier trimestre de l'exercice, portant le montant total des cessions effectuées depuis la mise en vigueur de cette mesure à 185,75 millions de dollars ÉU. Au terme de l'exercice, la BRH a pu récupérer la quasi-totalité de ce montant, avec une balance de 2,6 millions de dollars à rétrocéder.

En complément à ces mesures, les autorités monétaires ont pris d'autres dispositions conjoncturelles. Dictées par l'évolution de la situation du change, celles-ci visaient à réduire les pressions d'une demande de devises amplifiée par rapport à une offre affectée, d'une part, par le recul des opérations des organisations internationales et non-gouvernementales qui intervenaient dans le pays après le tremblement de terre du 12 janvier 2010 et d'autre part, par la faiblesse des recettes d'exportation. Ainsi, depuis le mois de décembre 2012, un accord conclu entre la BRH et le Ministère de l'Économie et des Finances a autorisé les compagnies pétrolières à verser 60 % du montant de leur commande en gourdes et le reste en dollars ÉU. Une autre mesure, qui a pris effet en avril 2013, concerne le règlement et la facturation en gourdes de toutes les opérations effectuées sur le territoire national par cartes de crédit émises en Haïti.

### II.1.2- RÉSULTATS

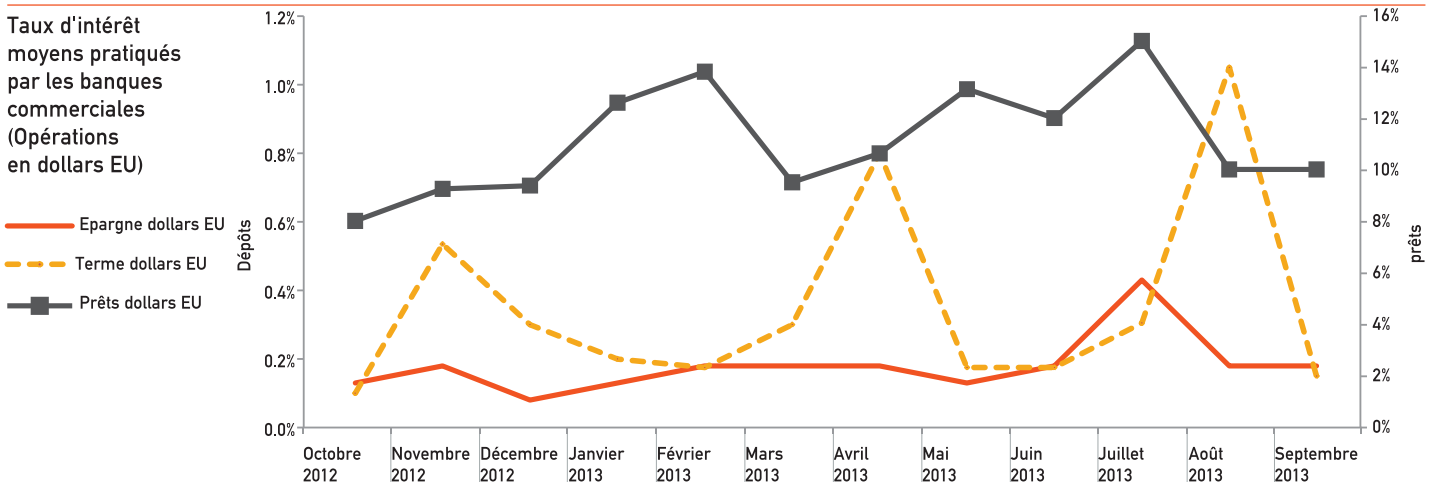
L'évolution des taux d'intérêt débiteurs et créditeurs pratiqués par les banques commerciales a montré une relative amélioration de l'intermédiation bancaire en 2013. En moyenne annuelle, les taux sur les dépôts à terme en gourdes se sont chiffrés à 0,70 % en 2013, contre 0,47 % pour l'exercice antérieur, alors que les taux sur les prêts ont diminué de 76 points de base environ pour s'inscrire à 18,90 %.

Graphique 10.



Graphique 11.

Taux d'intérêt moyens pratiqués par les banques commerciales (Opérations en dollars EU)



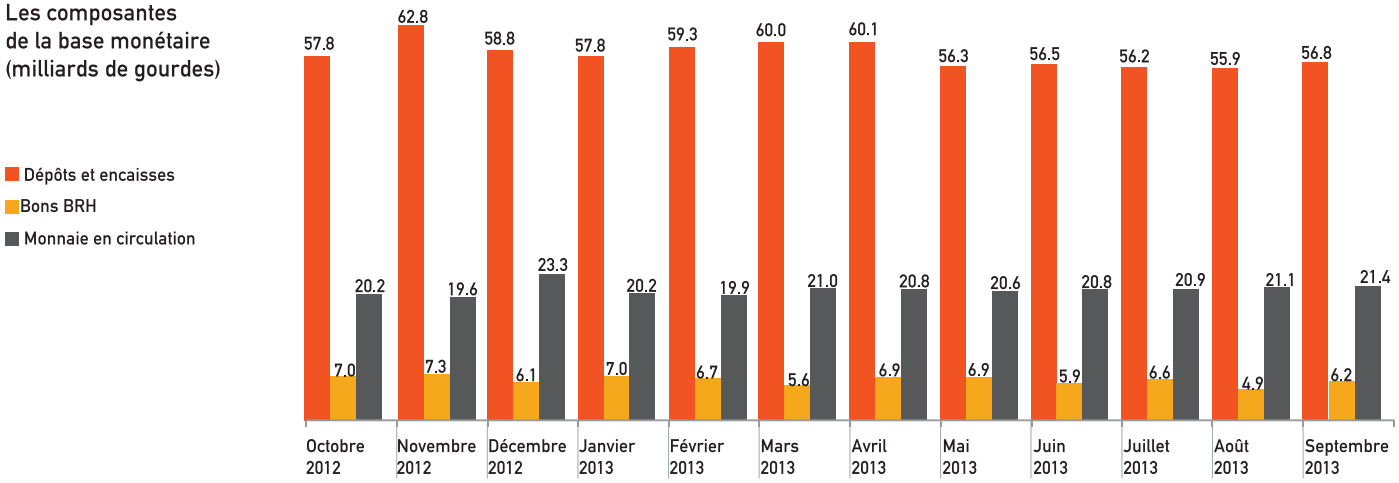

De même, la part du crédit total alloué au secteur privé par rapport aux dépôts du système s'est accrue de 5,1 points de pourcentage pour s'établir à 55,31 % en septembre 2013, en dépit du ralentissement observé au niveau du rythme de croissance des concours bancaires à l'économie .

### II.1.2.1- RÉSULTATS INTERMÉDIAIRES

Contrairement à l'exercice antérieur, la base monétaire au sens du programme avec le Fonds Monétaire International a crû de 15,66 %, alors qu'au sens large la monnaie centrale a accusé une contraction de 1,17 %. Cette divergence provient de la baisse de 19,40 % des dépôts en dollars ÉU des banques commerciales auprès de la BRH, découlant de celle des réserves excédentaires en dollars ÉU. Au niveau de l'actif du bilan monétaire de la Banque Centrale, la contraction de la base monétaire a été soutenue par la baisse de 10,3 % des avoirs extérieurs nets, laquelle a pu contrer la hausse de 28,6 % des créances sur le Gouvernement central. Cette progression des avances au Gouvernement central résulte d'un écart considérable observé entre les recettes collectées par le fisc et les prévisions initiales faites en 2013 dans le cadre de la loi de finances, les dépenses ayant été substantielles, bien qu'en deçà de la programmation du budget.

Graphique 12.

Les composantes de la base monétaire (milliards de gourdes)




### II.1.2.2- RÉSULTATS FINALS

La politique monétaire mise en oeuvre en 2013 a eu des impacts significatifs sur le comportement de l'inflation, du taux de change et des agrégats monétaires, ainsi que sur les taux d'intérêt du système bancaire, notamment ceux pratiqués sur les instruments en gourdes. Le rythme de progression de l'inflation a ralenti de 2 points de pourcentage pour se chiffrer à 4,50 %, soit de 1,5 point de pourcentage de moins que le niveau qui a été prévu dans le cadre de la Facilité Élargie de Crédit. De plus, les mesures de politique monétaire ont permis de contenir la volatilité du taux de change de la gourde par rapport au dollar ÉU. Le taux de change de fin de période a terminé l'exercice à 43,74 gourdes pour un dollar ÉU, contre 42,32 gourdes pour l'exercice précédent.

Le repli de la monnaie centrale au sens large a entraîné une hausse modérée de la masse monétaire M3, laquelle a crû de 5,46 % pour se fixer à 159 098,76 MG. La monnaie en circulation a également affiché la même tendance, avec un taux de croissance de 5,54 % en 2013 contre 9,95 % en 2012. En moyenne annuelle, le multiplicateur monétaire a connu une légère hausse, passant à 1,59 en 2013 contre 1,54 un an plus tôt.

## II.2- ÉVOLUTION DES AGRÉGATS MONÉTAIRES EN 2013

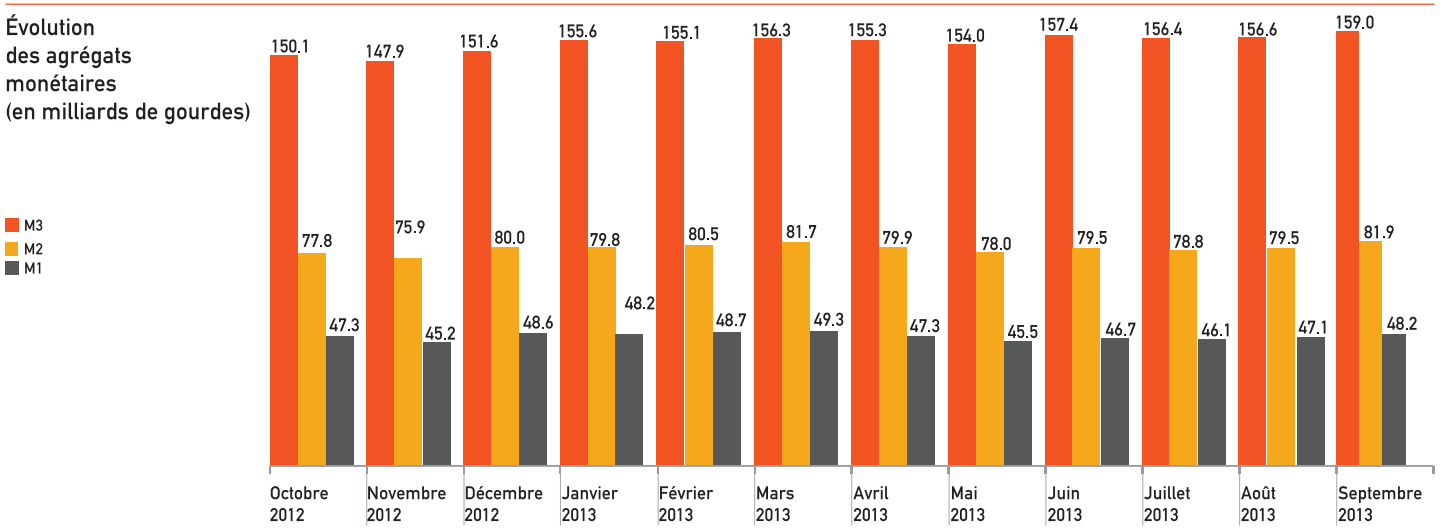
En 2013, le rythme de progression de la masse monétaire a de nouveau ralenti. L'offre de monnaie a crû de 5,46 % après des hausses consécutives de 7,76 %, 10,02 % et 22,7 % respectivement en 2012, 2011 et 2010. Sur l'exercice, la progression de la masse monétaire au sens large a été supérieure à celle de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) de 96 points de base.

La croissance de M3 reflète principalement la progression de la quasi-monnaie (9,87 %), stimulée par celle de 35,4 % des dépôts à terme en gourdes. Avec un taux de croissance de 4,61 %, les dépôts en dollars ont également contribué à l'expansion de la masse monétaire au sens large. La dépréciation de 3,36 % de la gourde a contribué à la progression des dépôts en dollars ÉU dans la mesure où le volume de ces dépôts n'a crû que de 1,22 % sur l'exercice.

Une hausse a été observée au niveau de toutes les catégories de dépôts en dollars. Cette croissance s'est étendue aux dépôts à vue de 5,96 %; aux dépôts d'épargne de 4,01 % et aux dépôts à terme de 2,15 %. Par contraste, un ralentissement du rythme d'accroissement a été observé pour les deux composantes de l'agrégat M1. Le taux de croissance de la monnaie en circulation s'est inscrit à 5,54 % contre 9,95 % en 2012, tandis que celui des dépôts à vue a chuté considérablement sur un an, passant de 15,85 % en 2012 à 2,59 % en 2013.

De leur côté, les dépôts d'épargne en gourdes n'ont augmenté que de 2,23 %. Il convient de noter que la hausse des dépôts à terme en gourdes, signalée tantôt, a entraîné une diminution du ratio de dollarisation de 4 points de base.

Graphique 13.

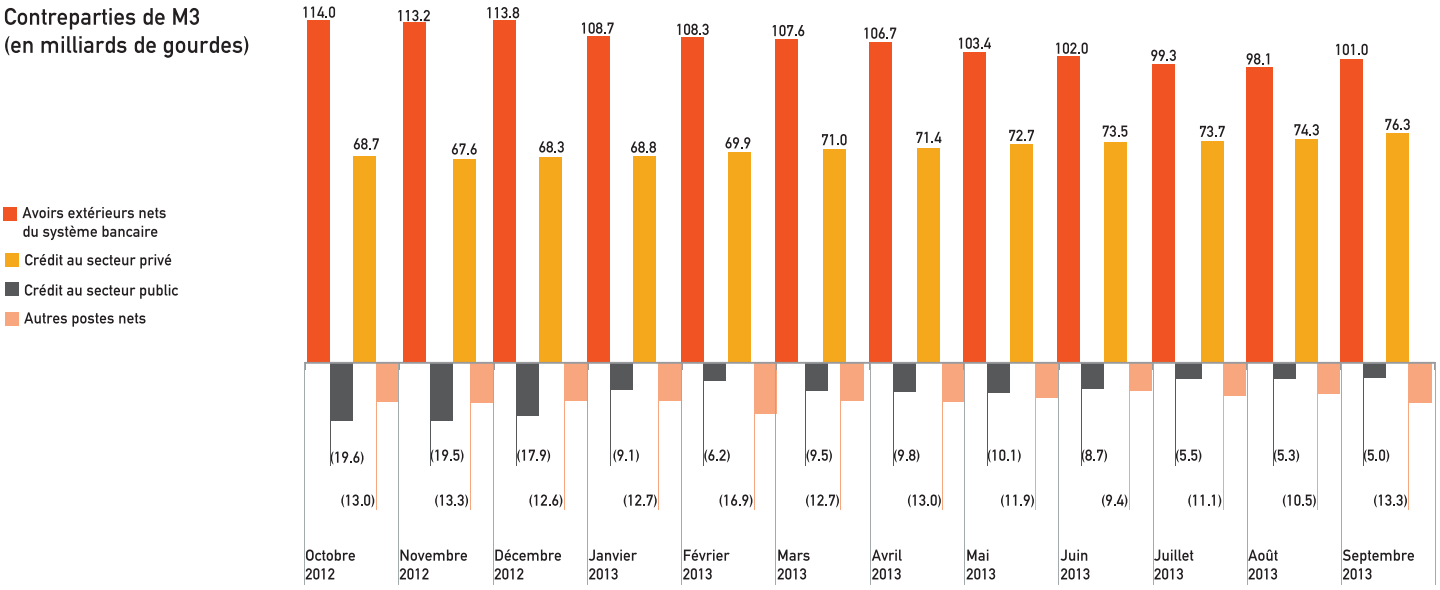



### II.2.1- CONTREPARTIES DE M3 ET FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Du côté de l'actif du bilan du système bancaire, la hausse de la masse monétaire a été principalement financée par la forte expansion des créances nettes sur l'État, lesquelles sont passées de -12,57 milliards de gourdes en septembre 2012 à + 2,6 milliards de gourdes. La progression des créances sur l'Etat a pu contrer la contraction de plus de 12 % des avoirs extérieurs nets du système bancaire. Pour les créances de la BRH sur l'Etat, un répli de 10,44 % a été observé alors celles des banques commerciales ont baissé de 20,68 %. Les avoirs extérieurs nets ont diminué au niveau des banques commerciales, dû principalement à la baisse de l'attractivité des placements à l'étranger, combinée à un certain renforcement de leur présence sur le marché des changes, notamment du côté de la vente.

Sous l'effet des mesures de politique de stimulation du crédit, les concours à l'économie ont connu pour la troisième année consécutive un taux de croissance à deux chiffres, soit 16,19 %. Toutefois, leur rythme de croissance a beaucoup baissé par rapport à 2012, soit d'environ 13,5 points de pourcentage, en raison d'un certain resserrement des conditions monétaires face à la persistance des tensions sur le marché des changes. Le crédit en gourdes a crû de 19,59 % en 2013 contre une progression de 35,47 % en 2012, alors que le crédit en devises a augmenté de 11,5 % contre 22,7 % l'année précédente. Cette évolution a ainsi conduit à une baisse de 1,69 % du ratio de dollarisation du crédit (40,28 %), mesuré par la part des créances en dollars dans les créances totales.

Graphique 14.



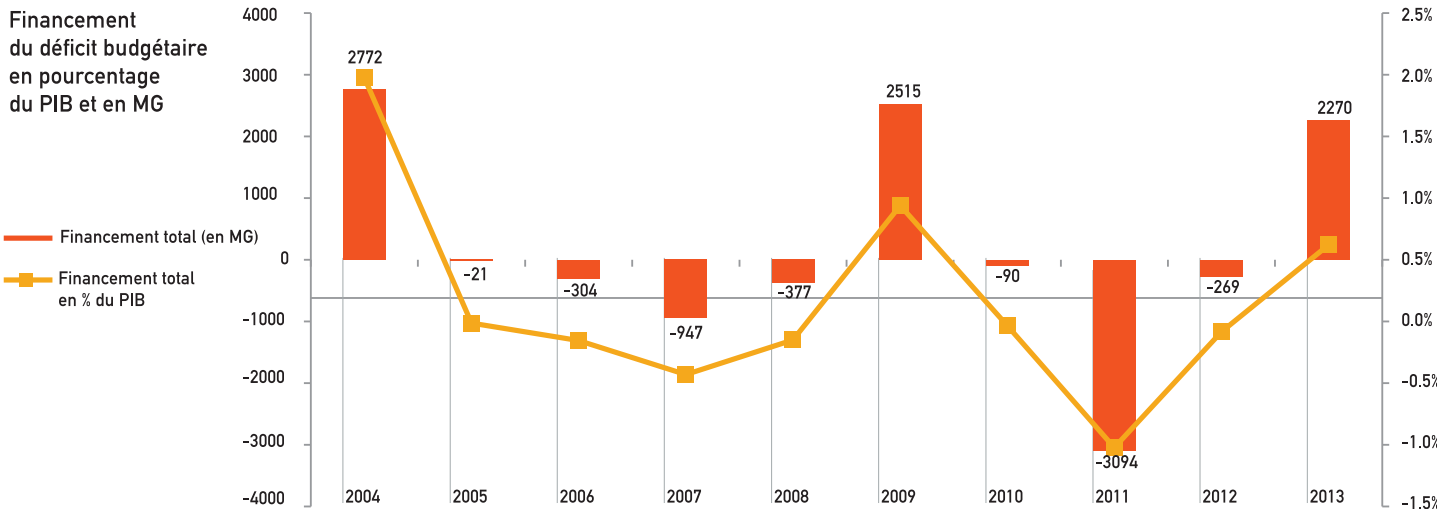

## III- FINANCES PUBLIQUES EN 2013

Au cours de l'exercice 2013, la politique fiscale a été mise en œuvre selon les grandes lignes de la Facilité Élargie de Crédit, le programme économique et financier conclu entre les autorités gouvernementales et le Fonds Monétaire International. Dans un contexte macroéconomique stable, elle a été orientée de façon à garantir l'efficacité des dépenses en termes d'amélioration de la qualité des services offerts à la population et à renforcer les infrastructures publiques.

L'exercice a démarré avec le passage sur le pays, en octobre 2012, du cyclone Sandy qui a causé d'importants dégâts, particulièrement au niveau du secteur agricole, affectant du même coup l'activité économique dans son ensemble. Conséquemment, la situation des finances publiques s'est quelque peu dégradée au premier semestre de l'exercice 2013. En effet, le crédit net de la BRH au Gouvernement central a accusé au 30 mars 2013 une balance de 11 190 millions de gourdes (MG) contre 9 197 MG au 30 septembre 2012, ce qui représente un financement monétaire de 1 993 MG, lequel a été conforme à la cible du programme financier qui tablait sur un montant plafond de 2 508 MG. Les recettes courantes, qui ont totalisé 44 751,4 MG, en baisse de 0,3 % par rapport à l'exercice précédent. Le montant des recettes a représenté un niveau de réalisation de 81,53 % de celles qui ont été programmées. Les dépenses publiques ont, par contre, progressé de 39,98 % en glissement annuel pour atteindre 60 582,2 MG, soit un taux de réalisation de 89,75 % par rapport aux objectifs. Notons qu'une bonne partie de ces dépenses a servi au financement des activités contenues dans le programme d'urgence post-Sandy défini par le Gouvernement, lequel a bénéficié de crédits budgétaires supplémentaires de l'ordre de cinq (5) milliards de gourdes.

La contre-performance des recettes fiscales, conjuguée à celle d'autres indicateurs économiques au terme du premier semestre, a conduit les autorités concernées à réviser à la baisse les principales projections du programme économique et financier. Ainsi, l'exercice s'est terminé par un renversement de tendance du côté des recettes courantes, qui ont progressé de 6,2 % en glissement annuel pour afficher une performance dépassant de 1,23 % la projection révisée. Quant aux dépenses publiques et au financement monétaire, ils ont atteint des niveaux inférieurs de 18,81 % et de 0,64 %, respectivement, par rapport aux cibles. À la fin de l'exercice, le financement monétaire s'est établi à 2 270 MG. Par ailleurs, une enveloppe de 5 910 MG a été mise à la disposition des autorités gouvernementales dans le cadre de l'utilisation du produit de l'annulation de la dette du FMI en vue des travaux de reconstruction du pays.

Graphique 15.




## III.1- RECETTES

En 2013, les recettes ont représenté 101,23 % des prévisions du programme économique et financier révisé suite à la contre-performance au niveau de la collecte observé au premier semestre. Passant de 42 157,5 MG en septembre 2012 à 44 751,4 MG en septembre 2013, les recettes fiscales ont augmenté de 6,2 %. Cette croissance est due à l'évolution conjuguée des recettes internes et douanières, lesquelles ont augmenté de 3,1 % et 3,2 %, respectivement, par rapport à l'exercice 2012. La pression fiscale a, de son coté, perdu 0,4 point de pourcentage, passant de 12,9 % du PIB en 2012 à 12,5 % en 2013.

Les résultats obtenus au cours de l'exercice peuvent être attribués tant au renforcement des mesures de la réforme fiscale en cours qu'à celles adoptées par les autorités gouvernementales pour augmenter l'assiette fiscale. Ces dernières ont concerné la prorogation au cours de l'exercice fiscal 2012-2013 de la collecte des impôts, droits et taxes devant être perçus au 30 septembre 2012, l'imposition d'un droit de fonctionnement aux maisons de jeux de hasard, la mise en place d'un droit annuel pour toute exploitation commerciale ou industrielle de carrière de sable, de rivière et de nappes souterraines à caractère commercial ou industriel et l'application d'une redevance frontalière à tout voyageur laissant le territoire haïtien par voie terrestre.

### III.1.1- RECETTES INTERNES

À la fin de l'exercice 2013, les recettes internes (65,6 % des recettes totales) se sont chiffrées à 29 202,1 MG (8,17 % du PIB), soit une hausse de 3,08 % par rapport à l'exercice précédent. Cet accroissement est attribué principalement à la hausse significative de 12,20 % des recettes perçues au titre de la taxe sur le chiffre d'affaires (TCA). Les deux autres composantes, l'impôt sur le revenu et les droits d'accise, ont reculé de 4,67 % et 18,68 %, respectivement. Toutefois, la part des recettes internes dans les recettes courantes a diminué de 1,4 point de pourcentage, passant de 67,0 % en 2012 à 65,6 % en 2013.

L'impôt sur le revenu (ISR), qui représente 32,36 % des recettes internes, s'est chiffré à 9 449,1 MG au 30 septembre 2013 contre 9 912,1 MG au 30 septembre 2012. Passant de 11 974,8 MG en 2012 à 13 435,5 MG en 2013, les recettes perçues au titre de la TCA, soit 46 % du total, ont eu un apport important à  l'augmentation des recettes de l'exercice 2012-2013.

Representant le champ d'impôt le moins productif, Les droits d'accise ont totalisé 911,6 MG en septembre 2013 contre 1 120,7 MG en septembre 2012, soit une contraction de 18,66 %. Leur évolution à la baisse est liée aux subventions accordées par l'État, notamment sur les produits pétroliers, permettant la stabilisation des prix à la pompe au cours de l'exercice malgré les fluctuations des cours de ces produits sur les marchés internationaux.

### III.1.2- RECETTES DOUANIÈRES

Constituées de 59,72 % de droits de douane et de 34,26 % de frais de vérification, les recettes douanières ont crû de 3,23 % passant de 14 290,2 MG au cours de l'exercice 2013 à 13 843,3 MG durant l'exercice précédent. Les recettes provenant des droits de douane et des frais de vérification ont progressé respectivement de 4,55 % et 0,89 %. Cette progression est, en partie, liée aux décisions prises par l'Administration Générale des Douanes (AGD) de poursuivre et de renforcer l'application des différentes mesures administratives adoptées en 2012. Ces dernières ont consisté en la mise en place d'un programme de lutte contre la contrebande, en l'informatisation des opérations de la Douane et, comme souligné plus haut, en l'application d'une redevance frontalière au voyageur laissant le territoire haïtien par voie terrestre. Les recettes dounaières ont bénéficié également de l'augmentation de 4,3 % des importations (364,81 milliards de gourdes).

## III.1.3- PERFORMANCE INSTITUTIONNELLE

La Direction Générale des Impôts (DGI), à travers ses différentes unités, a collecté des recettes qui s'élèvent à 18 226,18 MG, soit une réduction de 6,21 % en glissement annuel. Cette diminution est due principalement à la baisse simultanée des recettes perçues à la Direction des Grands Contribuables ou Unité de Gestion et de Contrôle Fiscal (UGCF) et aux autres points de perception. L'apport de la DGI au total des recettes internes a atteint 62,41 %, soit un recul de 6,19 points de pourcentage par rapport à l'exercice 2011-2012. Les recettes provenant du Bureau Central ont progressé de 5,10 %, passant de 4 111,86 MG en septembre 2012 à 4 321,74 MG en septembre 2013. L'UGCF, l'un des principaux bureaux de perception d'impôts de la DGI, a perçu 12 251,58 MG durant l'exercice contre 12 296,19 MG en 2012, soit un léger recul de 0,36 %.

La contribution de l'AGD aux recettes internes a été en nette augmentation au cours de l'exercice. En effet, elle se chiffre à 10 975,92 MG (37,59 % des recettes internes) au 30 septembre 2013 contre 8 897,21 MG (31,40 %) un an plutôt, ce qui correspond à une croissance de 23,36 %. Sa contribution aux recettes internes a augmenté de 6,19 points de pourcentage en rythme annuel.

Tableau 3.

Evolution des recettes internes par institution

| | Encours 2012 | Poids dans le total | Encours 2013 | Poids dans le total | Variation en % |
|---|---|---|---|---|---|
| DGI | 19,433.39 | 68.60% | 18,226.18 | 62.41% | -6.21% |
| Bureau Central | 4,111.86 | 21.16% | 4,321.74 | 23.51% | 5.10% |
| UGCF | 12,296.19 | 63.27% | 12,251.58 | 67.22% | -0.36% |
| Autres points de perception | 3,025.34 | 15.57% | 1,652.86 | 9.07% | -45.37% |
| Douane | 8,897.21 | 31.40% | 10,975.92 | 37.59% | 23.36% |
| Total | 28,330.60 | 100.00% | 29,202.10 | 100.00% | 3.08% |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction du Contrôle de Crédit (DCC)

## III.1.4- ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE DES RECETTES

L'analyse de la structure des recettes fiscales durant l'exercice 2012-2013 indique que les impôts indirects à la consommation de biens et services demeurent la principale source de revenus du Trésor Public. Ils représentent 64,29 % du total des recettes fiscales cette année contre 63,67 % en 2012, une légère progression de 0,62 point de pourcentage. Ceci résulte de l'accroissement de 1,86 point de pourcentage des TCA sur les importations en glissement annuel.

Tableau 4.

Structure des recettes

| | Exercice 2011 | Exercice 2012 | Exercice 2013 |
|---|---|---|---|
| Recettes totales | 100.00% | 100.00% | 100.00% |
| Impôts directs sur le revenu et les bénéfices | 17.02% | 20.98% | 22.37% |
| Sociétés et autres personnes morales | 8.94% | 7.86% | 6.67% |
| Personnes physiques | 8.08% | 13.12% | 15.71% |
| Impôts indirects à la consommation | 64.33% | 63.67% | 64.29% |
| TCA | 26.53% | 28.30% | 30.16% |
| Accises | 2.45% | 2.65% | 2.05% |
| Recettes douanières | 35.36% | 32.72% | 32.08% |
| Autres | 18.65% | 15.35% | 13.34% |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction du Contrôle de Crédit (DCC)

La part des impôts directs sur les revenus et les bénéfices dans les recettes internes est passée de 20,98 % en 2012 à 22,37 % en 2013. Son augmentation est liée à la croissance de la composante « impôts sur le revenu des personnes physiques ». Le poids relatif des droits d'accise dans les recettes totales a diminué de 0,60 point de pourcentage. Quant aux recettes douanières, leur part a fléchi à 0,64 point de pourcentage pour s'établir à 32,08 % en 2013.

## III.2- DÉPENSES

Les dépenses exécutées au cours de l'exercice 2013, dans le cadre de la loi de finances sanctionnée par les autorités législatives et révisée par l'arrêté de septembre 2013, ont représenté 81,19 % des 66 476 MG ciblées dans le programme économique et financier du Gouvernement. Totalisant 53 971,7 MG (13,8 % du PIB), elles ont affiché une augmentation de 3,61 % en glissement annuel. Pour l'ensemble de l'exercice, 75,1 % des crédits budgétaires ont été engagés dans les dépenses courantes et 24,9 % dans les projets d'investissement contre 76,41 % et 23,59 %, respectivement, en 2012.

### III.2.1-DÉPENSES COURANTES

En 2013, les dépenses courantes de l'Administration Centrale ont augmenté de 1,8 % en glissement annuel pour s'établir à 40 522,7 MG ; d'où une moyenne mensuelle de 3 376,89 MG contre 3 317,1 MG un an plutôt. Cette augmentation est attribuable à la hausse significative de toutes les composantes de cette rubrique : les dépenses sur biens et services : 28,59 %, les subventions et transferts : 12,91 % et les paiements des intérêts de la dette publique : 7,71 %.

Totalisant 35 643,8 MG au cours de l'exercice 2013, les dépenses sur biens et services (87,96 % des dépenses courantes) ont connu une faible augmentation de 0,58 % par rapport à l'exercice 2012. Cette évolution est liée essentiellement au fait que la baisse de 12,86 % de la composante « Autres achats de biens et services » a pu compenser la hausse de 12,41 % de la composante « Traitements et salaires ». L'augmentation de la masse salariale s'explique par les ajustements appliqués au bénéfice des employés et par les nouveaux recrutements effectués au sein de la Fonction Publique. En effet, de 67 700 employés en 2012, le nombre de fonctionnaires a augmenté de 8,9 % pour se situer à 73 772 employés en 2013.

Les dépenses d'intérêt sur la dette publique ont progressé de 7,71 % en rythme annuel, passant de 983,3 MG en 2012 à 1 059,1 MG en 2013. Cette progression est due principalement à l'augmentation des paiements consentis au titre de la dette externe. Le service de la dette a affiché une croissance de 111,2 % suite aux dépenses d'intérêt exécutées par le Gouvernement à partir du second semestre 2013, dans le cadre de la dette bilatérale contractée à travers le programme Petrocaribe à partir du second semestre 2013.

Les subventions et transferts ont augmenté de 12,91 % pour se chiffrer à 3 819,9 MG en 2013. De ces dépenses, la majeure partie a été transférée à l'Électricité d'Haïti (ED'H) pour le paiement de ses fournisseurs. La différence a été attribuée à des ministères pour la réalisation de certaines de leurs activités telles que l'exécution d'œuvres humanitaires, le versement de frais à des étudiants boursiers et la dotation aux administrations communales à l'occasion de leurs fêtes patronales.

### III.2.2- DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses de capital exécutées par le Gouvernement central au cours de l'exercice 2013 ont augmenté de 9 % par rapport à l'exercice précédent pour se chiffrer à 13 449 MG. Cette progression des dépenses d'investissement financées par les ressources internes découle de la mise en place des programmes d'intervention d'urgence du Gouvernement, suite au passage du cyclone Sandy, afin de répondre aux besoins des populations et des zones sévèrement affectées.

Le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe a bénéficié de 59,64 % des fonds d'investissement. Une bonne partie de ces derniers a été allouée aux interventions d'urgence du Gouvernement destinées à venir en aide aux populations sinistrées et, en même temps, à réhabiliter les routes défoncées et les plantations dévastées lors du passage de l'ouragan Sandy. Des dépenses ont été aussi effectuées pour le développement et l'aménagement du territoire.

Les allocations accordées au Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) ont représenté 1,52 % de l'enveloppe totale des dépenses totales d'investissement, la plus grande partie de celles-là ont été affectées au renforcement institutionnel du MEF et de la DGI, à la consolidation des capacités de l'Unité de Lutte Contre la Corruption (ULCC) et à un programme d'appui à la Direction Générale du Trésor.

Le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural a reçu 5,95 % des fonds du programme d'investissement public et ont été alloués à la décentralisation dudit Ministère. Les dépenses visaient, entre autres, la consolidation de l'Observatoire National de la Sécurité Alimentaire, le sous-programme de subventions de fertilisants et l'amélioration de la productivité des cultures et des sols.

Les dépenses de capital du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle, soit 7,74 % des dépenses d'investissement du Gouvernement, ont été utilisées pour la scolarisation des enfants et l'amélioration de l'éducation à tous les niveaux.

Le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales a reçu 1,88 % du total des fonds d'investissement pour l'encadrement structurel d'organisations de la Société Civile et le renforcement des délégations et vice-délégations.

Enfin, le reliquat des fonds d'investissement a été attribué comme suit :

- 4,77 % au Ministère des Affaires Sociales et du Travail pour renforcer les capacités d'intervention de ses organes et assurer la mise en œuvre de centres de transit pour mineurs abandonnés et le sous-programme de cantines communautaires;
- 2,35 % au Ministère de l'Environnement afin d'assurer la gestion, l'aménagement et la protection des bassins versants du Morne l'Hôpital ainsi que la restauration de la couverture forestière du pays;

• 1,97 % au Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique dans le but de renforcer les capacités de la Police Nationale d'Haïti, d'améliorer les services de l'état civil ainsi que d'améliorer les services publics de base y relatifs;

• 3,85 % au Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications pour réhabiliter et entretenir des routes urbaines et rurales, réaliser des travaux d'expansion du réseau électrique et de construction de bâtiments devant loger les services et les directions départementaux. Ces ressources ont également servi à la renovation de l'infrastructure routière en vue de l'intégration du territoire;

• 1,36 % au Ministère de la Santé Publique et de la Population afin de lutter contre le choléra et de construire des centres de santé au niveau rural ;

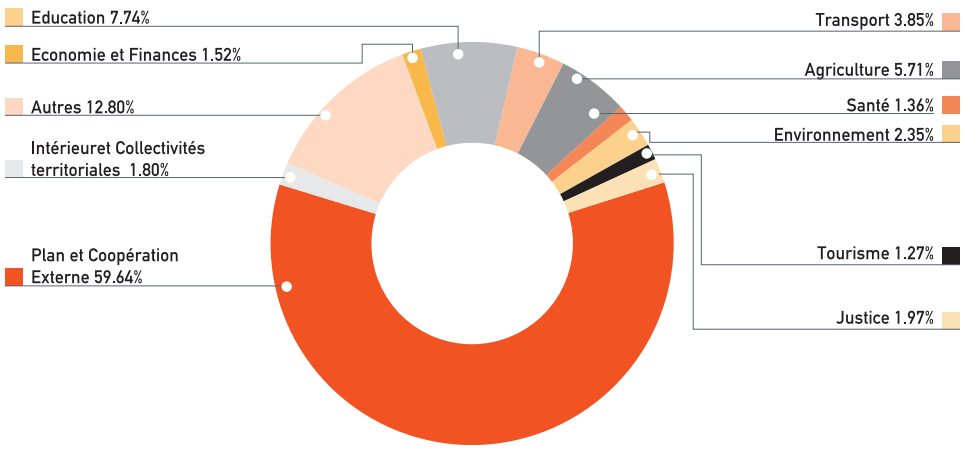
• 1,27 % au Ministère du Tourisme en vue de promouvoir et de mettre en place des circuits touristiques dans les régions jugées prioritaires;

• 8,03 % aux autres institutions pour le renforcement de leurs structures et l'appui aux projets de développement dont elles ont la charge.

**Graphique 16. Projets et programmes par secteur**

Graphique 16.

Projets et programmes par secteur




## III.3- FINANCEMENT DE L'ADMINISTRATION CENTRALE EN 2013

Au terme de l'exercice fiscal 2013, les opérations financières du Gouvernement central se sont soldées par un financement global de 9 407,1 MG représentant 2,63 % du PIB, soit une hausse de 2,43 points de pourcentage par rapport à l'exercice précédent. Ce financement comprend une composante externe négative de 109,6 MG et une composante interne positive se chiffrant à 9 516,7 MG. Ce solde positif de la composante interne est dû particulièrement à une augmentation nette des dettes du gouvernement vis-à-vis des banques commerciales (7 246,2 MG) et de la Banque Centrale (2 270,5 MG).

Tableau 5.

Évolution des flux nets du solde des comptes de l'Administration Centrale (en MG)

| Rubriques/Exercices | 2010/2011 | 2011/2012 | 2012/2013 |
|---|---|---|---|
| Position nette du Trésor | 1.000.60 | 1.412.10 | -625.7 |
| Dépôts de l'État | 4.025.90 | 1.663.60 | -2.902.00 |
| Arriérés d'intérêts | 91.60 | 0.00 | 0.00 |
| Autres créances | 0.00 | 0.00 | -0.03 |
| Comptes spéciaux | 23.70 | -17.40 | -5.70 |
| Financement monétaire | -2.910.10 | -268.90 | 2,270.50 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH). Direction du Contrôle de Crédit (DCC)

## III.4- ÉVALUATION DU PROGRAMME FINANCIER EN 2013

Par rapport au programme de Facilité Élargie de Crédit négocié entre le Gouvernement haïtien et le Fonds Monétaire International, les résultats obtenus ont été relativement satisfaisants. Au terme de l'exercice, les recettes totales se sont établies à un niveau supérieur de 1,23 % aux prévisions révisées. Quant aux dépenses totales, elles ont été exécutées à 89,75 % des nouvelles prévisions. Comparativement au niveau de financement monétaire révisé de 2 285 MG du programme économique et financier, des possibilités de financement de 0,64 % n'ont pas été exploitées.

## IV- BALANCE DES PAIEMENTS

En 2013, la balance des paiements d'Haïti a évolué dans un contexte international marqué par un léger ralentissement de la croissance économique mondiale (2,8 %, contre en 3,1 % en 2012), dû à la faible reprise de l'économie américaine et aux incertitudes pesant sur la situation économique dans la Zone Euro. Ceci a conduit les principales banques centrales à garder une posture accommodante avec des taux directeurs à des niveaux proches de zéro et des programmes d'achat d'actifs afin de soutenir les activités économiques. De plus, la relative faiblesse de la demande mondiale a aussi permis le maintien des cours mondiaux des produits alimentaires ainsi que ceux des produits pétroliers à des niveaux modérés, évitant ainsi des répercussions défavorables sur la stabilité des prix au niveau national.

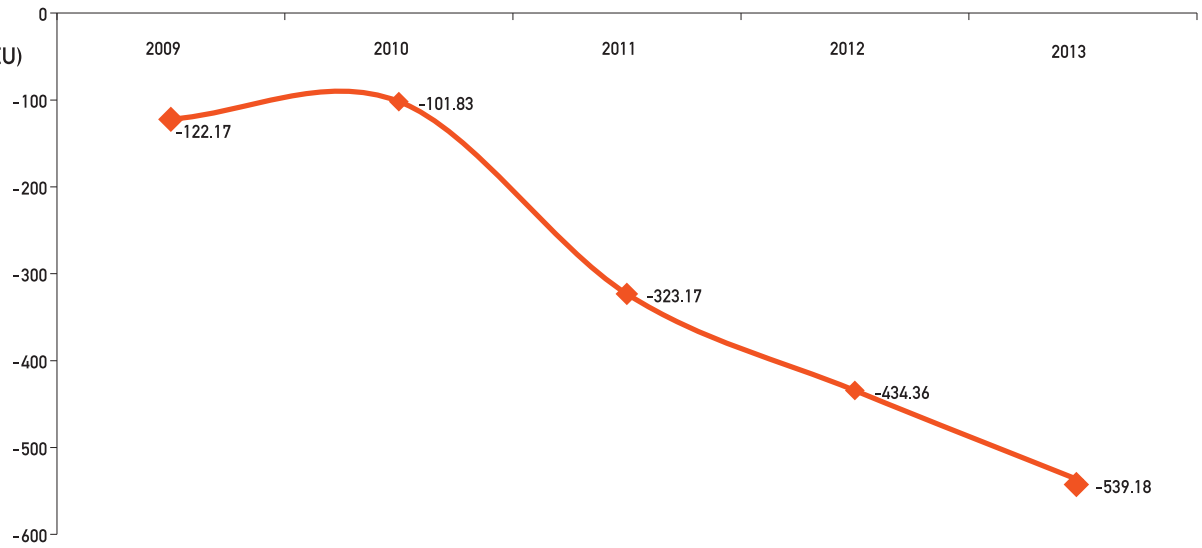
Conséquemment, une légère baisse des prix des principaux produits d'importation et de certains produits d'exportation a été observée. À cela se sont ajoutés des facteurs comme la réduction continue des dons, l'accroissement de l'endettement public externe lié à la participation d'Haïti au programme Petrocaribe et la hausse (21 %) des flux d'investissements directs. Le compte des opérations financières s'est soldé par une entrée nette de capitaux de 640 millions de dollars ÉU tandis que, pour le compte courant, une hausse de 24,17 % de son déficit a enregistrée. Il en est résulté une accumulation de réserves brutes de 58 millions de dollars ÉU, en nette régression par rapport au flux de 284 millions de l'année précédente. Au 30 septembre 2013, le stock des réserves brutes de change équivalait à 5,8 mois d'importation de biens et services.

## IV.1- SOLDE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le déficit du compte courant s'est aggravé de 24,13 %. Son poids dans le PIB est passé de 5,56 % à 6,37 %. Cette évolution est liée principalement à la hausse de 8,11 % de la valeur des importations de biens, lesquelles comptent pour près de 80 % dans le commerce extérieur total du pays. L'augmentation de plus de 5 % des exportations de biens et services a donc eu un effet négligeable sur l'évolution du solde courant de la balance des paiements.

Graphique 17.

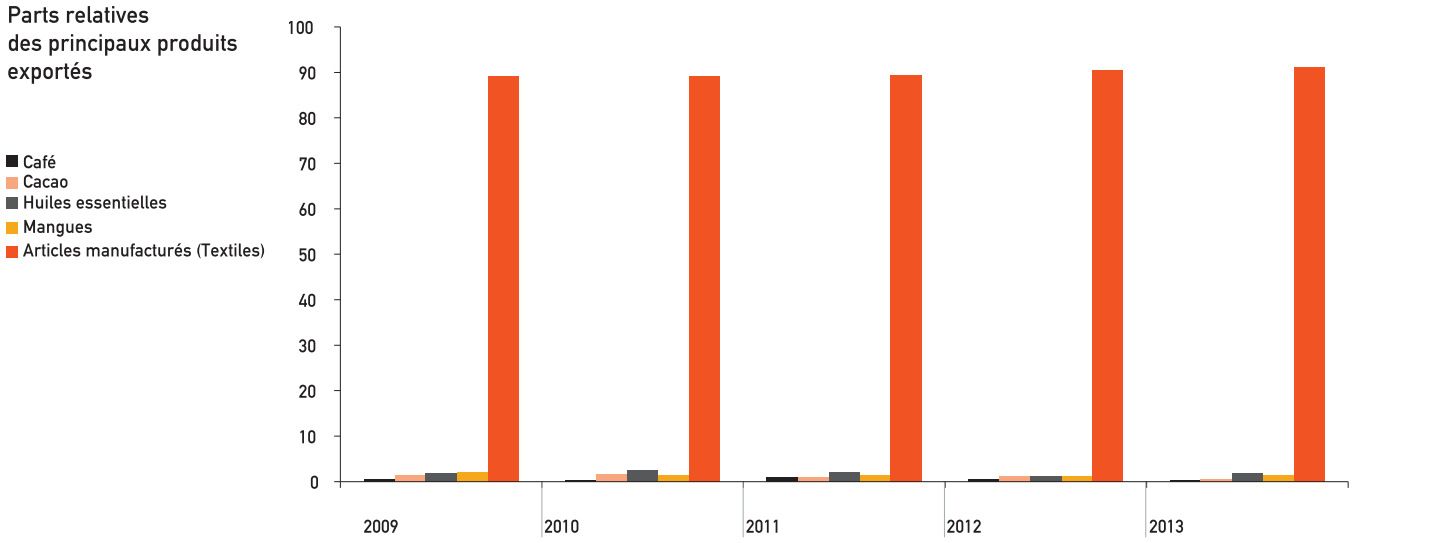
Évolution du solde du Compte des transactions courantes (en millions de dollars ÉU)



## EXPORTATIONS

Constituées à hauteur de 90 % d'articles de vêtements vendus aux États-Unis, les exportations de biens ont connu une augmentation de 5 % en valeur suite au lancement de nouvelles entreprises dans le secteur de la sous-traitance en 2013. Attirés par les avantages accordés par la loi HELP, de plus en plus d'entrepreneurs ont manifesté leur intention d'implanter des firmes dans les parcs industriels et les zones franches répartis dans la zone métropolitaine et dans le Nord du pays. Les produits primaires, les huiles essentielles et l'ensemble des autres produits industriels ont varié de -18 %, 82 % et -6 % respectivement. Au niveau des produits primaires, les exportations de mangues ont crû de 23,8 % en valeur et de 35 % en volume. Les exportations de cacao ont chuté en moyenne de 20 % en volume et en valeur alors que la valeur des huiles essentielles exportées a progressé de 24,79 % en 2013. Pour une capacité similaire à l'année dernière, les recettes d'exportation du café ont enregistré une baisse de 28 %.

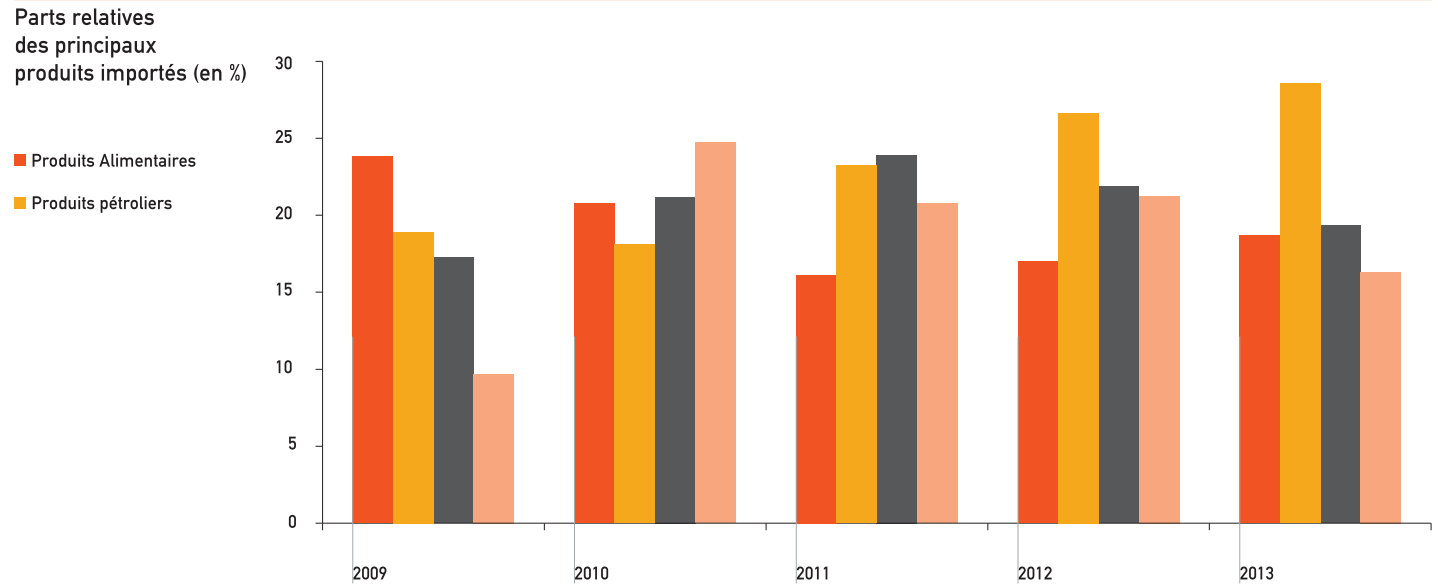
Graphique 18.




## IMPORTATIONS

Les importations totales ont accusé une hausse de 8,11 %. Les principales importations ont évolué comme suit : les produits alimentaires (+19 %), les produits pétroliers (+15,91 %), les articles manufacturiers (-4,4 %), le groupe machinerie et matériel de transport (-16,92 %). Les importations de pétrole ont crû de plus de 17 % en volume, ce qui correspond également à leur croissance en valeur vu que les prix n'ont pas beaucoup varié.

Graphique 19.



### SERVICES

Constituées à près de 80 % par les entrées de devises liées au tourisme, les recettes de services ont connu une hausse de 21 % en 2013. Le nombre de touristes de séjour a crû de 19 %. Le secteur touristique, qui a attiré quelques investisseurs locaux et étrangers, a bien récupéré le retard causé par le séisme du 12 janvier 2010. Avec les projets annoncés, les entrées pourraient davantage s'améliorer dans les prochaines années.

Les paiements de services sont constitués majoritairement du transport aérien de passagers, du fret maritime et de services liés aux dons reçus par Haïti. En 2013, ces trois catégories ont varié respectivement de 2,58 %, 8 % et -30 %. La forte chute des services liés aux dons a provoqué le prolongement de la tendance baissière observée dans ces flux d'aide depuis 2010.

### REVENUS

En 2013, les revenus entrants associés exclusivement à la rémunération des placements des résidents à l'étranger, ont accusé une baisse de près de 1 % en raison d'une réduction des placements due, en grande partie, à la faiblesse des taux d'intérêt aux États-Unis.

Les paiements d'intérêt effectués par les résidents sur les emprunts contractés auprès d'institutions financières non résidentes, ont accusé un montant de plus de 15 millions de dollars ÉU en 2013, contre près de 4 millions en 2012. Cette évolution est, en partie, liée au démarrage du service de la dette envers la PDVSA.

## IV.1.2- TRANSFERTS COURANTS

### TRANSFERTS PUBLICS

Les flux de transfert public (appuis budgétaires reçus de l'extérieur par le Gouvernement ; appuis accordés à des projets ou programmes ; fonds alloués aux activités d'ONG et d'autres entités) ont enregistré une réduction de 24 %.

### TRANSFERTS PRIVÉS

Les flux de transferts sans contrepartie ont connu une augmentation dépassant 10 %. Les montants en provenance des États-Unis ont representé près 72 % du total des transferts reçus.

## IV.2- COMPTE DE CAPITAL

Les flux de dons relatifs à la construction d'infrastructures ont accusé un montant de 20 millions de dollars ÉU en 2013, contre 75,69 millions un an plus tôt. Ces flux ont constitué la principale transaction à porter au compte de capital pour l'exercice.

## IV.3- OPÉRATIONS FINANCIÈRES

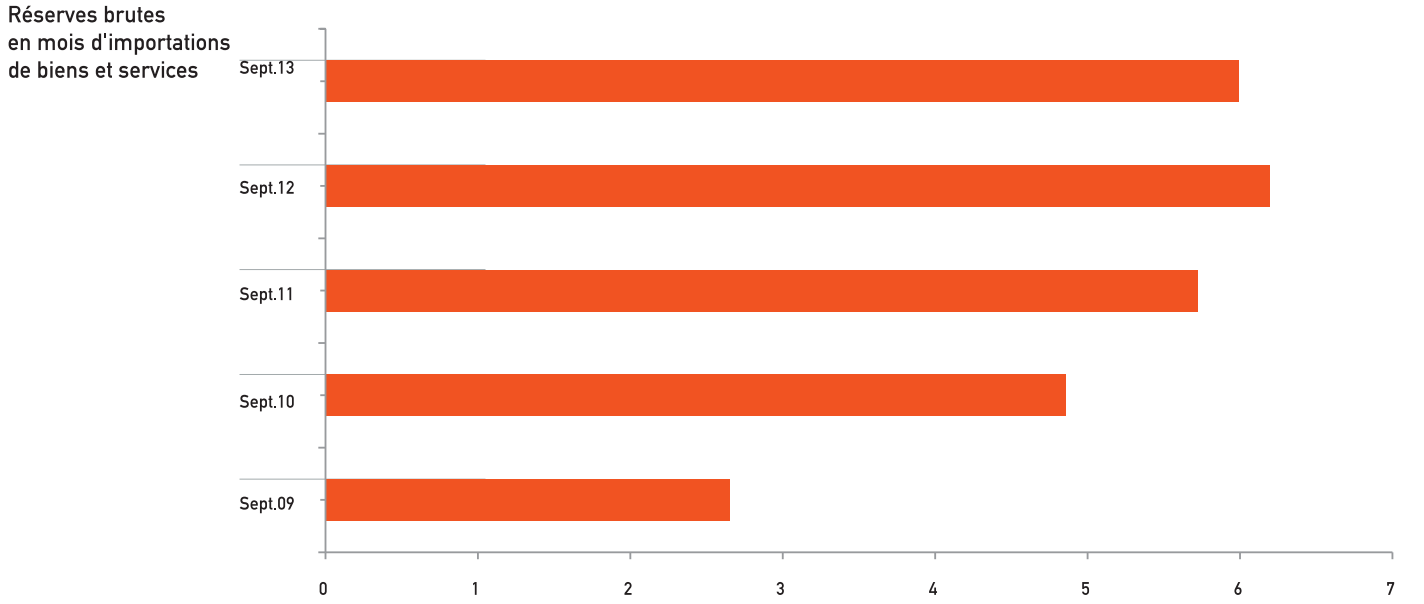
Les flux d'investissements directs ont affciné une hausse de 21,73 % par rapport à 2012. Ces placements ont concerné les secteurs de la sous-traitance, de la télécommunication, de l'agro-industrie et du tourisme. De même, des investissements de firmes étrangères ont été faits au niveau du Parc industriel de Caracol dans le Nord du pays. D'autres ont été consentis dans l'hôtellerie et ont ainsi donné un nouvel élan au secteur touristique.

Les autres investissements ont été caractérisés par une entrée nette de capitaux au niveau du secteur bancaire (159,6 millions de dollars ÉU), supérieure à celle de l'année dernière (111,24 millions). Ils ont subi l'effet positif de la hausse de plus de 5 % de l'endettement extérieur des administrations publiques, laquelle a coïncidé avec une entrée de capitaux au niveau du secteur non bancaire, matérialisée par une baisse de leurs avoirs extérieurs sur l'étranger.

## IV.4- FINANCEMENT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Le financement de la balance des paiements a été caractérisé par une accumulation de réserves brutes de change d'un montant de 58,3 millions de dollars, un recours aux ressources du Fonds Monétaire International pour une valeur de 9,64 millions de dollars ÉU, des rééchelonnements, des remises de dette et des cas de capitalisation d'intérêts équivalant à un montant de près de 18 millions de dollars. Au 30 septembre 2013, les réserves brutes de change ont été évaluées à 2,24 milliards de dollars, correspondant à 5,8 mois d'importations de biens et services.

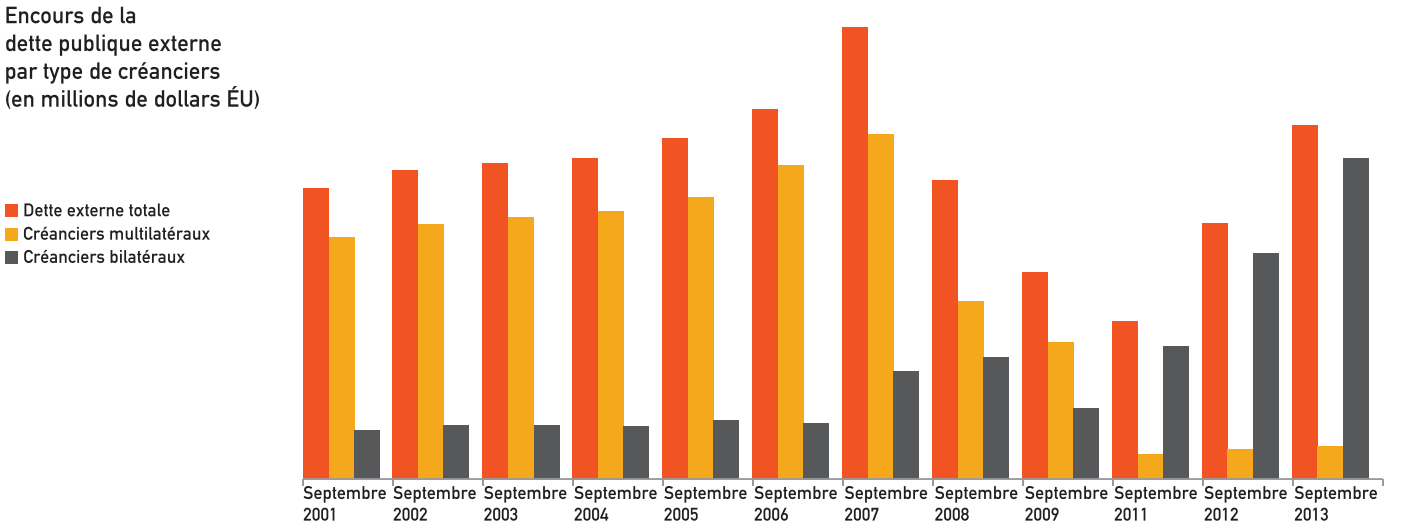
Graphique 20.




## V- DETTE PUBLIQUE EXTERNE EN 2013

À la fin de l'exercice fiscal 2012-2013, l'encours de la dette publique externe a enregistré une hausse de 38,16 % par rapport à 2011-2012. Cette croissance est due à l'augmentation de 42,27 % des créances bilatérales. Les créances multilatérales, pour leur part, ont augmenté de 7,52 %.

Graphique 21.




### V.1- CRÉANCES BILATÉRALES

Au 30 septembre 2013, les créances bilatérales constituaient 91 % de l'encours total de la dette publique externe. De 2012 à 2013, elles sont passées de 940,63 millions de dollars ÉU à 1 338,27 millions. L'augmentation constatée à ce niveau est imputable en grande partie aux décaissements effectués par le Venezuela au titre de l'accord Petrocaribe. En effet, l'encours total des prêts accordés par la PDVSA (la compagnie pétrolière vénézuélienne) est passé de 841,12 millions de dollars ÉU en 2012 à 1 234,97 millions en 2013, soit une augmentation de 46,82 %.

## V.2- CRÉANCES MULTILATÉRALES

La dette multilatérale a enregistré une hausse de 7,52 % au cours de l'exercice fiscal 2013. De 126,37 millions de dollars ÉU à la fin de l'exercice précédent, elle est passée à 135,87 millions en 2013. Cette hausse s'explique surtout par les décaissements effectués par le FMI en faveur d'Haïti dans le cadre du programme de Facilité Élargie de Crédit.

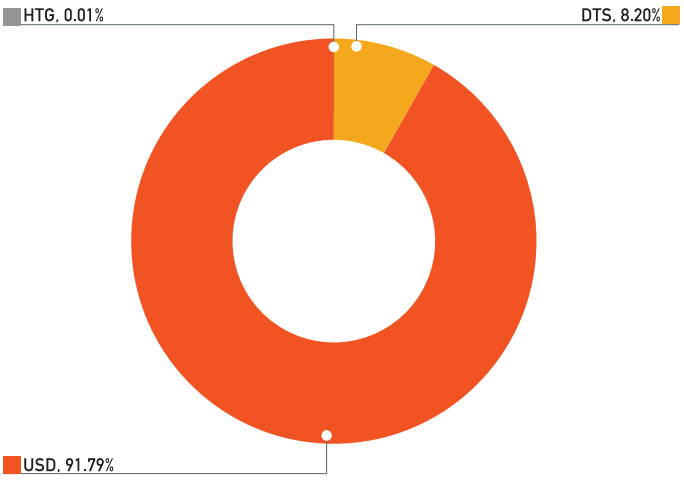
## V.3- STRUCTURE DE L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERNE PAR TYPE DE DEVISES

Au 30 septembre 2013, la plus grande partie du portefeuille de la dette publique externe était exprimée en dollars ÉU, soit 91,8 % du total. Les DTS (droits de tirage spéciaux) participent à hauteur de 8,2 % dans la composition du portefeuille.

Néanmoins, il convient de souligner que le DTS, un instrument de réserves internationales créé par le FMI en 1969 et utilisé comme unité de compte par certains organismes internationaux, est constitué de quatre monnaies principales, soit le dollar à 45 %, l'Euro à 29 %, la livre sterling à 11 % et le yen japonais à 15 %. Ainsi, toute variation de ces devises par rapport au dollar ÉU influence globalement l'évolution de l'encours de la dette publique externe d'Haïti.

Graphique 22.

Structure de l'encours de la dette publique externe par type de devises en 2013 (en %)



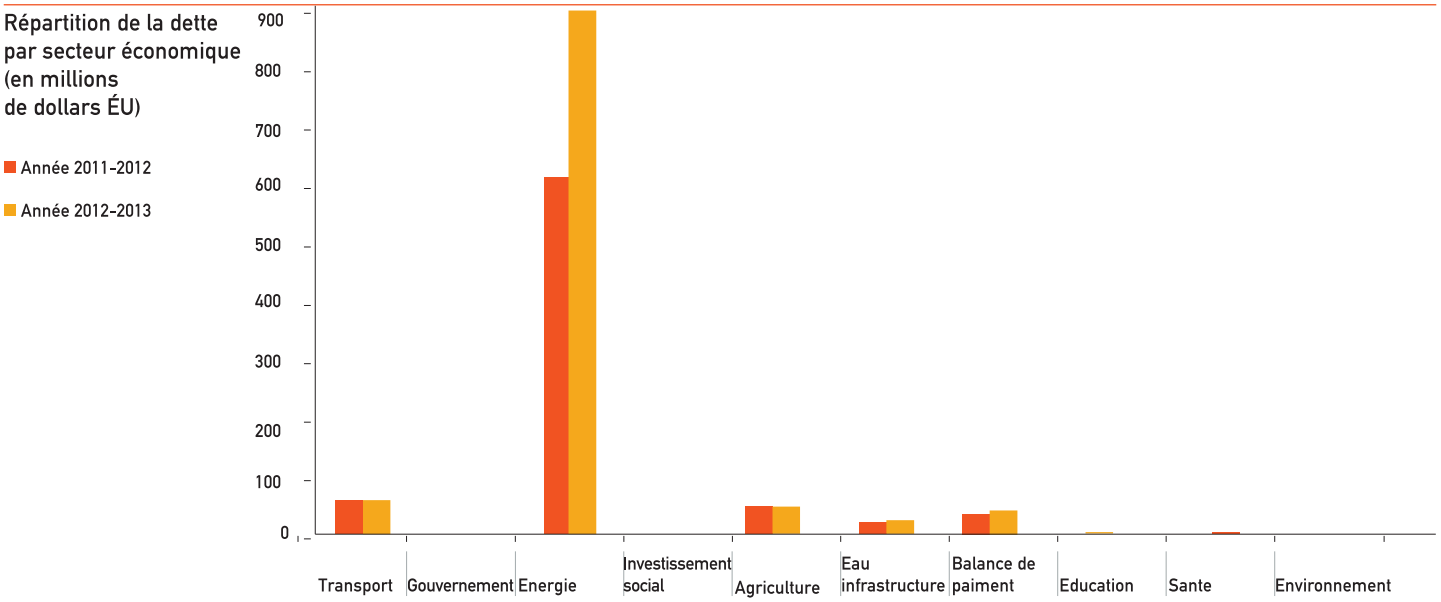

## V.4- RÉPARTITION DE L'ENCOURS DE LA DETTE PAR SECTEUR ÉCONOMIQUE

Au cours de l'exercice fiscal 2012-2013, la répartition de l'encours de la dette externe en fonction des principaux secteurs d'activité est ainsi effectuée : Infrastructures (58 %) ; Gouvernement (11 %) ; Agriculture (9 %) ; Eau et assainissement (5 %), Énergie (4 %) et Balance des Paiements (4 %). Les secteurs Éducation, Environnement, Santé et autres se partagent les 9 % restants.

La majorité des fonds alloués à ces secteurs économiques proviennent des fonds Petrocaribe. Le secteur majoritairement bénéficiaire des ressources liées à la dette externe est celui des Infrastructures, qui regroupe la réhabilitation et la construction de réseaux routiers, ainsi que les bâtiments et les logements. Ensuite vient le secteur gouvernemental, qui intervient dans les programmes sociaux. Il est suivi du secteur agricole, lequel a bénéficié aussi d'un appui non négligeable, contrairement aux autres secteurs tels que l'éducation, l'environnement et la santé.

Graphique 23.

Répartition de la dette par secteur économique (en millions de dollars ÉU)

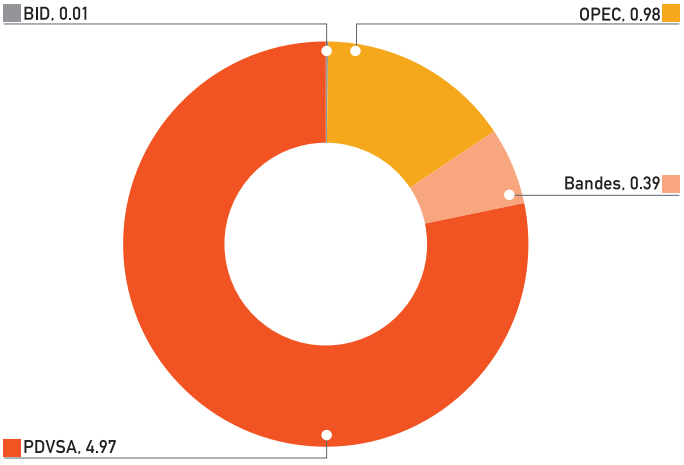



## V.5- DÉCAISSEMENTS, SERVICE DE LA DETTE ET ARRIÉRÉS DE PAIEMENT

Les décaissements pour l'exercice 2012-2013 ont affiché une croissance de 4,22 % par rapport à l'exercice précédent, atteignant 414,05 millions de dollars ÉU. Les ressources accordées par le Venezuela au titre de l'accord Petrocaribe ont constitué 96 % des montants reçus. Les décaissements des organismes multilatéraux sont passés de 29,46 millions de dollars ÉU à 12,48 millions, enregistrant une baisse de 57,63 %. Cette diminution des décaissements est surtout enregistrée au niveau du programme de Facilité Élargie de Crédit convenu avec le Fonds Monétaire International (FMI). Les décaissements des bailleurs bilatéraux ont, pour leur part, crû de 917 %.

Graphique 24.

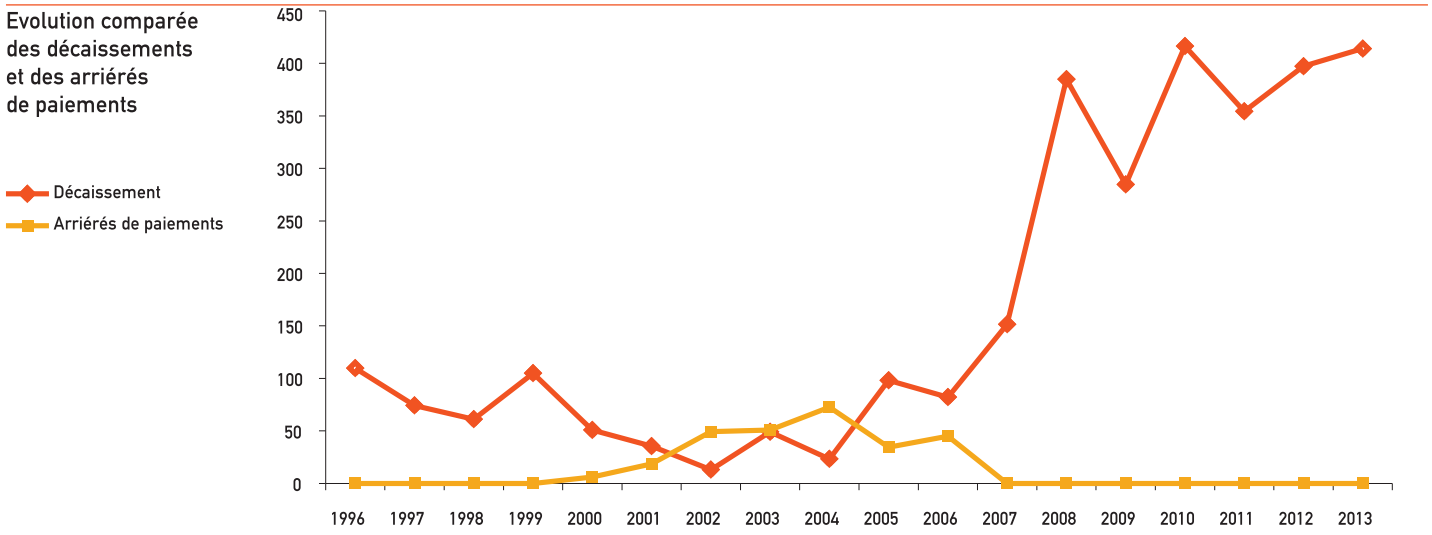
Répartition de la dette par organisme (en millions de dollars ÉU)




Parallèlement, les débours consentis par le Trésor Public en vue d'honorer les échéances au titre du service de la dette ont augmenté au cours de la période, passant de 0,94 million de dollars ÉU en 2012 à 6,35 millions en 2013. Cette hausse du service de la dette est due aux paiements des prêts Petrocaribe arrivés à échéance au cours de cette année, suite à l'achèvement de la période de grâce de deux (2) ans. Les remboursements effectués au titre des engagements envers le Venezuela représentent 78,24 % du montant total versé au titre du service de la dette, soit 4,97 millions de dollars ÉU. Les 21,76 % restants sont partagés entre l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), la Banque de Développement Économique et Social du Venezuela (BANDES) et la Banque Interaméricaine de Développement (BID).

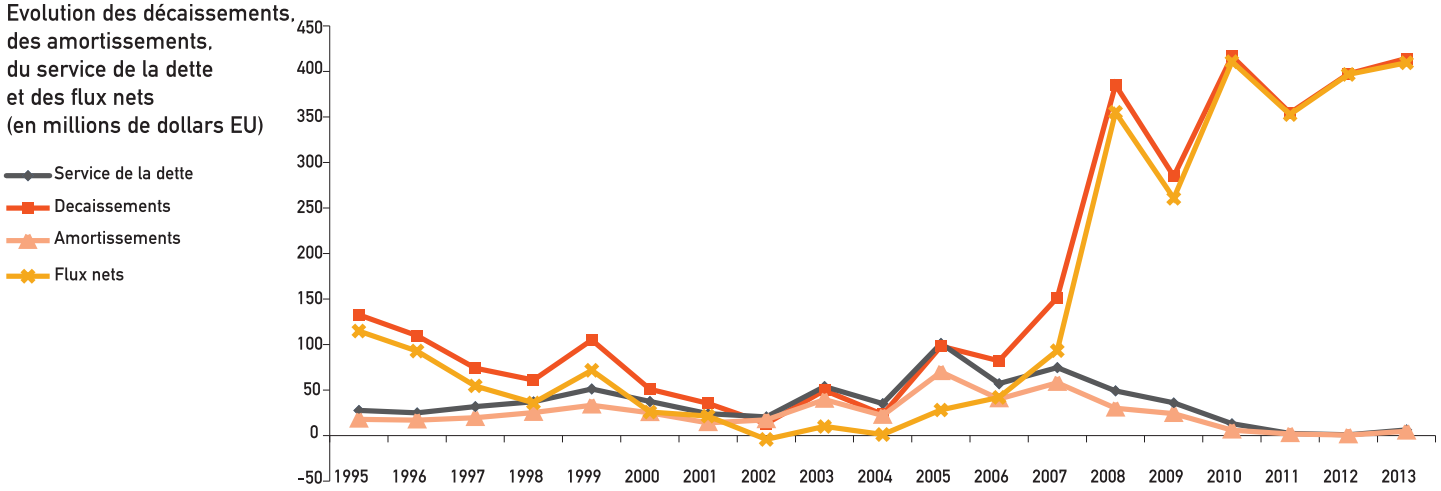
Graphique 25.

Evolution comparée des décaissements et des arriérés de paiements




Graphique 26.

Evolution des décaissements, des amortissements, du service de la dette et des flux nets (en millions de dollars EU)




Le service de la dette, évalué en termes d'exportation de biens et services, a représenté 0,41 % en 2013 contre 0,09 % pour l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable à la hausse du service de la dette liée aux paiements effectués au titre de l'accord Petrocaribe. Cependant, une hausse de 3,2 % a été constatée au niveau des flux nets (décaissements moins amortissements), qui sont passés de 396,34 millions de dollars ÉU en 2012 à 409,4 millions en 2013 en raison d'une augmentation des décaissements.

## V.6- ALLÈGEMENTS DE DETTE OBTENUS AU COURS DE L'EXERCICE FISCAL 2013

Haïti a bénéficié d'un allègement de ses créances de l'ordre de 12,1 millions de dollars ÉU en 2013, dont 5,3 millions en réduction du service de sa dette et 6,8 millions en rééchelonnement dudit service. Un tel allègement provient en grande partie du Fonds International de Développement Agricole (FIDA, un créancier multilatéral), qui y a contribué à hauteur de 54,9 %. La Banque d'Import-Export de Chine (EximBank), un créancier bilatéral, y a participé à hauteur de 45,1 %. Les 6,8 millions de dollars ÉU de rééchelonnement du service de la dette dont a bénéficié le pays proviennent de la Chine Taipei et de l'OPEP.

Tableau 6.

Allégement reçu en 2013 (en millions de dollars ÉU)

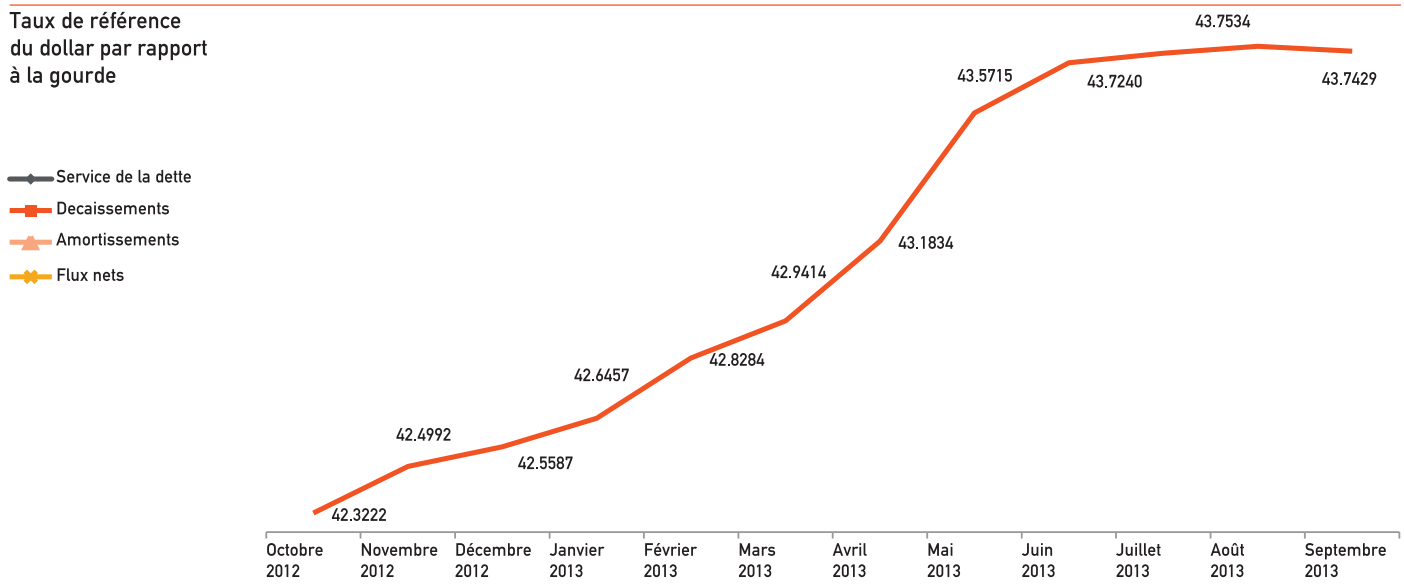
| | Bilatéraux | Multilatéraux | Multilatéraux Total |
|---|---|---|---|
| Réduction/Service de la dette | 2,39 | 2,91 | 5,3 |
| Réduction/Stock | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Total (I) | 2,39 | 2,91 | 5,3 |
| Rééchelonnement/Serv.dette | 6,80 | 0.00 | 6,80 |
| Total (II) | 6,80 | 0.00 | 6,80 |
| Total (I &II) | 9.19 | 2,91 | 12,10 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction des Affaires Internationales (DAI)

## VI- ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE NOMINAL PENDANT L'EXERCICE 2013

L'évolution du taux de change au cours de l'exercice fiscal 2013 a été marquée par une dépréciation de 3,36 % de la monnaie locale par rapport à la devise américaine. Le taux de référence de la BRH est passé de 42,3222 gourdes pour un dollar ÉU en octobre 2012 à 43,7429 gourdes en septembre 2013, soit une hausse absolue de 1,40 gourde. La même tendance a été observée au cours des deux exercices précédents avec des hausses respectives de 0,87 et 1,51 gourde.

Graphique 27.




### VI.1- FACTEURS EXPLICATIFS DE L'ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE EN 2013

Les principaux facteurs explicatifs de la progression du taux de change nominal enregistrée au cours de l'exercice incluent, du côté de la demande :

• L'aggravation du déficit commercial en dépit d'une légère hausse des exportations de biens et services (0,88 milliard de dollars ÉU contre 0,78 milliard pour l'exercice antérieur). Le solde commercial s'est fixé à -2,47 milliards de dollars contre -2,29 milliards pour l'exercice précédent. Ce résultat a été obtenu suite à une forte augmentation des importations (3,35 milliards de dollars ÉU contre 3,07 milliards au cours de l'exercice 2012). Une telle hausse a contribué à augmenter la demande de dollars tout au cours de l'exercice, engendrant un ajustement à la hausse du taux de change;

• Le creusement du déficit budgétaire durant l'exercice. Au 30 septembre 2013, le déficit budgétaire était estimé à 15,83 milliards de gourdes. Les dépenses cumulées au cours de l'exercice se sont élevées à 60,37 milliards de gourdes tandis que les recettes réalisées ont atteint seulement 44,54 milliards de gourdes. Ce déficit, qui a été financé par la BRH à hauteur de 2,27 milliards de gourdes, a contribué à alimenter l'offre de gourdes sur le marché des changes dans un contexte où les taux directeurs en vigueur sur le marché monétaire sont restés stables depuis 2011. De façon concomitante, l'encours des bons BRH a été stabilisé autour de 6 milliards de gourdes durant l'exercice;

• Les anticipations négatives de certains agents économiques concernant l'évolution de la monnaie locale. Elles se sont traduites par un manque de confiance dans la gourde comme réserve de valeur et ont entrainé périodiquement une demande de dollars à des fins de précaution. Celle-ci est illustrée par des épisodes de rationnement et de file d'attente au niveau des banques, en vue de gérer la satisfaction des flux de demande de dollars formulés sur le marché.

Du côté tant de l'offre que de la demande, d'autres facteurs ont contribué à contenir la hausse du taux de change :

• Une progression en glissement annuel de 10,4 % des transferts privés sans contrepartie (canaux formels) reçus de la diaspora haïtienne. Pour l'exercice 2013, ils ont été estimés à 1,29 milliard de dollars ÉU, contre 1,17 milliard l'exercice antérieur ;

• Une injection nette de 119 millions de dollars ÉU sur le marché des changes par les autorités monétaires. Les interventions périodiques de la BRH ont permis d'augmenter l'offre de dollars sur le marché et de combler partiellement et temporairement le déficit par rapport à la demande. Au cours de l'exercice antérieur, grâce à une conjoncture plus clémente, les injections nettes de devises américaines ne s'étaient élevées qu'à 39 millions de dollars ;

• Une légère hausse des décaissements provenant des organismes multilatéraux. Pour l'exercice sous étude, les décaissements nets ont atteint 414,05 millions de dollars ÉU contre 397,29 millions l'exercice antérieur, soit une progression de 4,2 % ;

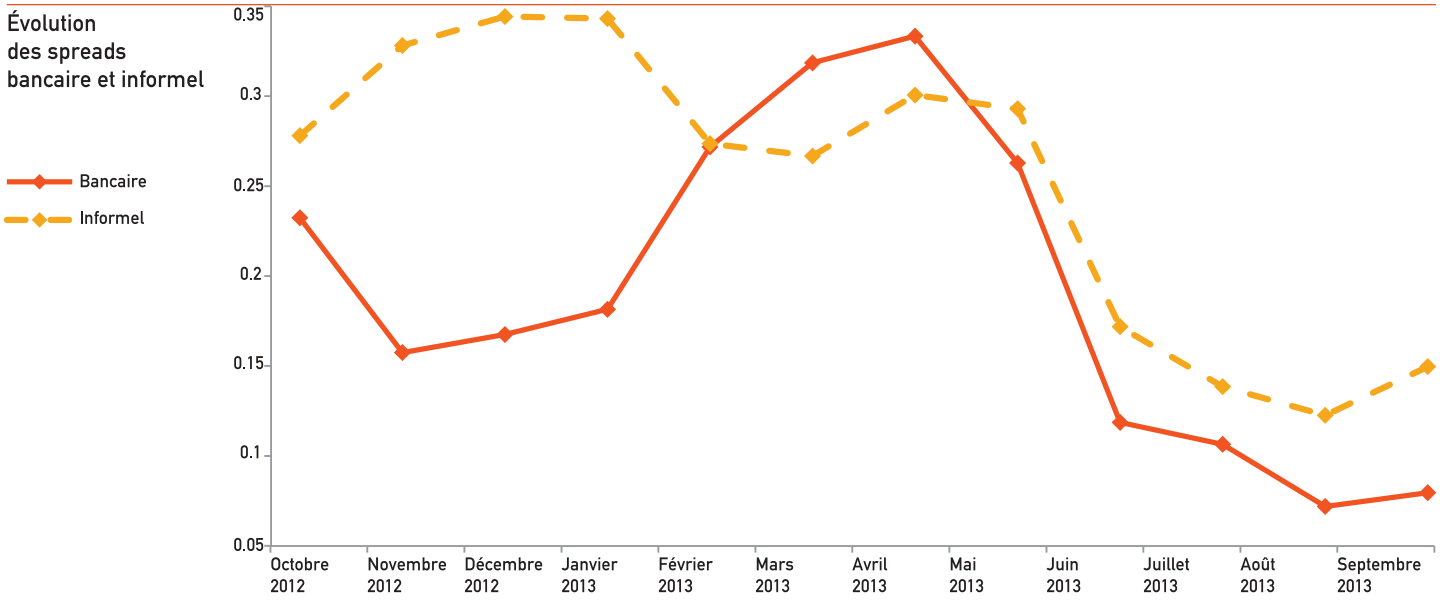
• Une baisse continue du rythme de croissance des prix des produits importés tout au cours de l'exercice. Celle-ci est fortement corrélée à la baisse des prix des produits alimentaires sur le marché international, ce qui a atténué la demande de dollars.

## VI.1- ÉVOLUTION DES SPREADS BANCAIRE ET INFORMEL

Le spread bancaire est demeuré relativement stable tout au long de l'exercice 2012-2013. En effet, la marge de profit générée sur les opérations cambiaires s'est chiffrée à 20 centimes en moyenne mensuelle. Au niveau du marché informel, le spread moyen réalisé sur chaque dollar transigé a été estimé à 25 centimes. Il convient de souligner que pour l'exercice précédent, les marges de profit bancaire et informel réalisées ont atteint une moyenne mensuelle de 27 et 30 centimes, respectivement.

Graphique 28.

Évolution des spreads bancaire et informel



## B. SYSTÈME BANCAIRE EN 2013 : VUE D'ENSEMBLE

### VII- ÉVOLUTION DU SYSTÈME BANCAIRE EN 2013

En 2013, le volume des actifs du système bancaire a continué à croître. Au 30 septembre, la taille du bilan des banques a atteint 175,93 milliards de gourdes (MMG) suite à une progression annuelle de 3,2 % (+5,38 MMG). Cette croissance n'a pas été influencée par la faible dépréciation de la gourde par rapport au dollar américain sur la période (43,7429 gourdes pour un dollar ÉU en septembre 2013 contre 42,3222 gourdes en septembre 2012, soit une dépréciation de 3,36 %) vu que le volume des actifs libellés en devises converties (89,45 MMG) a diminué de 9,6 % (-9,5 MMG) pour occasionner un recul de 6,96 points de pourcentage du taux de dollarisation (50,84 % en septembre 2013 contre 57,8% en septembre 2012). L'augmentation des actifs du système bancaire est surtout due à l'accroissement des obligations à terme (+55,2 % ; +2,63 MMG), plus particulièrement celles contractées avec des banques opérant à l'étranger (+180,8 % ; +1,15 MMG). Financé majoritairement par les dépôts captés auprès de la clientèle (82,79 %), l'actif bancaire a gardé la même structure qu'à la fin de l'exercice antérieur en termes d'importance de ses éléments constitutifs : liquidités (disponibilités + Bons BRH) (41,6 % ; 73,11 MMG), portefeuille de crédit net (35,30 % ; 62,17 MMG), autres placements (17,40 % ; 30,55 MMG), immobilisations (3,1 % ; 5,42 MMG) et autres actifs (2,7 % ; 4,69 MMG).

### VII.1- SYSTÈME BANCAIRE : VUE D'ENSEMBLE

L'activité d'intermédiation bancaire s'est intensifiée au cours de l'exercice 2012-2013. En effet, le ratio « Portefeuille de crédit brut / dépôts » a augmenté de 7,28 points de pourcentage pour atteindre 43,45 % au 30 septembre 2013. Ainsi, comparativement à septembre 2012, les banques du secteur ont accordé davantage de crédit (+9,475 comptes de prêts ; +10,18 MMG) bien qu'elles aient collecté moins de dépôts auprès de la clientèle (-134,574 comptes de dépôts ; -1,19 MMG). Á la fin de l'exercice, l'encours du crédit octroyé s'inscrit à 63,28 MMG alors que l'enveloppe des dépôts captés s'élève à 145,65 MMG.

Au 30 septembre 2013, le portefeuille de crédit s'est révélé de bien moindre qualité par rapport au 30 septembre 2012. L'accroissement proportionnel du volume des prêts improductifs (+19,9 %) et de l'encours des prêts bruts (+19,2 %) a maintenu le coefficient d'arrérage quasiment constant à 2,43 % (1 point de base de variation). Toutefois, les banques ont baissé substantiellement leur niveau de provisionnement (-24,47 points de pourcentage), affichant un taux de couverture de 72,19 % au 30 septembre 2013. Ceci a eu pour conséquence une plus grande exposition de leurs fonds propres par rapport à une éventuelle matérialisation à court terme du risque de crédit. En effet, le taux d'exposition a atteint 3,28 % en fin d'exercice, après une progression de 2,89 points de pourcentage à la fin de l'exercice précédent.

En termes de rentabilité, les banques du système ont enregistré de meilleurs résultats en 2013 qu'en 2012. L'accroissement de 17 % (+381,19 MG) du bénéfice net cumulé a confirmé le renforcement de la rentabilité du secteur. Pour l'exercice 2012-2013, les banques ont réalisé 2,62 MMG de résultats cumulés contre 2,24 MMG en 2012. Cette amélioration est supportée par la progression de 16,7 % (+1,38 MMG) du produit net bancaire subséquemment à celle des revenus nets d'intérêt (+22,2 % ; +884,91 MG) et à celle des autres revenus (+11,6 % ; +493,47 MG). Elle est survenue en dépit du relèvement des charges de dotation (+6,9 %), d'exploitation (+13,8 %) et d'impôts sur le revenu (+195,1 %) au cours de la période.

Par ailleurs, la progression du bénéfice net a permis au secteur de renforcer, même très légèrement, son taux de profit (26,26 % en 2013 contre 26,17 % en 2012). Combinée avec la hausse de 49 points de base de la productivité de l'actif (5,76 %), l'amélioration du taux de profit a entraîné la progression de 13 points de base du rendement de l'actif (ROA) , qui s'est établi à 1,51 % en 2013. L'autre indicateur de performance, en l'occurrence le rendement de l'avoir des actionnaires (ROE), a régressé de 8 points de base (21,86 % en 2013 contre 21,93 % en 2012) suite au repli du levier financier sur la période (14,45 en 2013 contre 15,89 en 2012).

Tableau 7.

Indicateurs financiers clés (en millions de gourdes)

| | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|---|---|---|---|---|---|
| BILAN | | | | | |
| Actif | 107,913.09 | 137,937.38 | 153,995.30 | 170,555.71 | 175,932.03 |
| Bons BRH | 9,551.92 | 9,249.06 | 6,327.92 | 6,269.46 | 5,944.99 |
| Prêts nets | 33,315.18 | 29,430.72 | 38,697.31 | 51,860.17 | 62,165.98 |
| Dépôts | 92,460.41 | 119,252.74 | 135,549.00 | 146,838.09 | 145,645.95 |
| Avoir des actionnaires | 7,244.80 | 8,617.12 | 9,504.43 | 10,917.21 | 13,063.91 |
| RÉSULTATS | | | | | |
| Revenus nets d'intérêt | 3,983.83 | 3,474.34 | 3,493.00 | 3,987.39 | 4,872.30 |
| Autres revenus | 2,850.99 | 3,608.39 | 4,055.31 | 4,243.48 | 4,736.95 |
| Dotation à la provision pour Créances douteuses | 299.46 | 644.47 | 226.70 | 391.77 | 418.85 |
| Frais d'exploitation | 4,975.16 | 4,901.63 | 5,114.08 | 5,491.80 | 6,251.55 |
| Bénéfice net (perte nette) | 1,256.60 | 1,462.75 | 2,007.95 | 2,239.47 | 2,620.66 |
| (EN POURCENTAGE) | | | | | |
| STRUCTURE FINANCIÈRE | | | | | |
| Avoir des actionnaires en % de l'actif | 6.71 | 6.25 | 6.17 | 6.4 | 7.43 |
| Dépôts en % de l'actif | 85.68 | 86.45 | 88.02 | 86.09 | 82.79 |
| QUALITÉ DE L'ACTIF | | | | | |
| Prêts improductifs bruts en % des prêts bruts | 8.48 | 5.66 | 3.69 | 2.42 | 2.43 |
| Provisions pour créances douteuses en % des prêts improductifs bruts | 69.64 | 84.07 | 93.1 | 96.66 | 72.19 |
| Prêts improductifs nets en % de l'avoir des actionnaires | 12.58 | 3.23 | 1.07 | 0.39 | 3.28 |
| RENTABILITÉ | | | | | |
| Rendement de l'actif (ROA) | 1.21 | 1.19 | 1.38 | 1.38 | 1.51 |
| Rendement de l'avoir des actionnaires (ROE) | 18.27 | 18.44 | 22.16 | 21.93 | 21.86 |
| Revenus nets d'intérêts en % des revenus d'intérêt | 84.8 | 87.41 | 91.36 | 92.44 | 92.96 |
| Rendement moyen des prêts | 11.02 | 10.09 | 9.15 | 8.07 | 7.71 |
| Rémunération moyenne des dépôts a | 0.81 | 0.47 | 0.26 | 0.23 | 0.25 |
| Dépenses d'exploitation en % du produit net bancaire | 72.79 | 69.21 | 67.75 | 66.72 | 65.06 |
| Produit net bancaire par emp loyé (en milliers de gourdes) | 1,742.47 | 1,936.76 | 2,166.87 | 2,223.36 | 2,457.61 |
| Nombre d' employés | 3,919 | 3,395 | 3,572 | 3,832 | 3,988 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières (DSBIF)

## VII.2- SYSTÈME BANCAIRE : ÉTABLISSEMENTS, ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL ET TAUX DE BANCARISATION

La structure du paysage bancaire haïtien n'a pas évolué au cours de l'exercice 2012-2013. Le pays compte encore neuf (9) établissements bancaires, se répartissant comme suit, selon l'origine de leurs capitaux et leurs activités principales : deux (2) banques commerciales d'État, deux (2) succursales de banques étrangères, quatre (4) banques commerciales à capitaux privés haïtiens dont une (1) banque d'Épargne et de Logement.

Tableau 8.

Établissements bancaires fonctionnant en Haïti en 2013

| | |
|---|---|
| Banques commerciales d'État | Banque Nationale de Crédit (BNC)<br>Banque Populaire Haïtienne (BPH) |
| Succursales de banques commerciales étrangères | Bank of Nova Scotia (Scotiabank)<br>Citibank N.A. (CBNA) |
| Banques commerciales à capitaux privés haïtiens | Banque de l'Union Haïtienne (BUH)<br>Capital Bank<br>Société Générale Haïtienne de Banque (Sogebank)<br>Unibank |
| Banques d'épargne et de logement à capitaux privés haïtiens | Société Générale Haïtienne de Banque d'Épargne et de Logement (Sogebel) |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières (DSBIF)

### ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL

Au cours de l'exercice 2012-2013, la BRH a autorisé l'ouverture de plusieurs succursales et agences bancaires, mais seulement trois (3) ont effectivement ouvert leurs portes. Il s'agit de deux succursales de la BNC (l'une baptisée Guiteau Toussaint, localisée à l'Hôtel Royal Oasis à Pétion-Ville et l'autre à Tabarre) et d'une succursale de la BPH à proximité de l'Aéroport International Toussaint Louverture. Ceci a porté à 115 le nombre des agences et des succursales opérant dans la région métropolitaine de Port-au-Prince (contre 112 en 2012) alors que 60 succursales d'établissements bancaires continuent de desservir les villes de province.

Tableau 9.

Nombre de succursales et agences autorisées

| | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|---|---|---|---|---|---|
| Succursales et agences autorisées | 3 | 3 | 0 | 3 | 3 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières (DSBIF)

Tableau 10.

Évolution du nombre de succursales autorisées par établissement bancaire

| Établissements | 2012 | | 2013 | | Variation | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre de succursales et agences autorisées [a] | | Nombre de succursales et agences autorisées [a] | | | |
| | P-AU-P & environs[b] | Villes de province | P-AU-P & environs[b] | Villes de province | P-AU-P & environs[b] | Villes de province |
| Banque Nationale de Crédit (BNC) | 20 | 19 | 22 | 19 | 2 | 0 |
| Banque Populaire Haïtienne (BPH) | 5 | 0 | 6 | 0 | 1 | 0 |
| Banque de l'Union Haïtienne (BUH) | 5 | 7 | 5 | 7 | 0 | 0 |
| Capital Bank | 14 | 4 | 14 | 4 | 0 | 0 |
| Citibank | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| Scotiabank | 4 | 0 | 4 | 0 | 0 | 0 |
| Sogebank | 27 | 14 | 27 | 14 | 0 | 0 |
| Sogebel | 3 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 |
| Unibank | 33 | 16 | 33 | 16 | 0 | 0 |
| Total | 112 | 60 | 115 | 60 | 3 | 0 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières (DSBIF)

Parmi les succursales détruites lors du tremblement de terre du 12 janvier 2010 et non opérationnelles depuis, deux (2) ont été remises en service au cours de l'exercice 2012-2013. Ainsi, vingt (20) autres points de service de la région métropolitaine attendent d'être réparées ou relocalisées selon la stratégie d'expansion des banques, soit 11,42 % du réseau. Á noter que plusieurs demandes de relocalisation de succursales ont été agrées par la BRH, mais celles-ci n'ont pas encore été inaugurées. Au 30 septembre 2013, cent soixante quinze (175) succursales desservaient la population à travers tout le territoire national.

Tableau 10a.

Évolution du nombre de succursales opérationnelles par établissement bancaire

| Établissements | 2012 | | 2013 | | Variation | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre de succursales et agences autorisées [a] | | Nombre de succursales et agences autorisées [a] | | | |
| | P-AU-P & environs[b] | Villes de province | P-AU-P & environs[b] | Villes de province | P-AU-P & environs[b] | Villes de province |
| BNC | 5 | 0 | 17 | 19 | 22 | 19 |
| BPH | 0 | 0 | 6 | 0 | 6 | 0 |
| BUH | 1 | 0 | 4 | 7 | 5 | 7 |
| Capital Bank | 2 | 0 | 12 | 4 | 14 | 4 |
| Citibank | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 0 |
| Scotiabank | 0 | 0 | 4 | 0 | 4 | 0 |
| Sogebank | 7 | 0 | 20 | 14 | 27 | 14 |
| Sogebel | 0 | 0 | 3 | 0 | 3 | 0 |
| Unibank | 5 | 0 | 28 | 16 | 33 | 16 |
| Total | 20 | 0 | 95 | 60 | 115 | 60 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières (DSBIF)

## VII.3- STRUCTURE DU SYSTÈME BANCAIRE

La tendance à la forte concentration observée depuis plusieurs années au niveau du secteur bancaire s'est encore maintenue en 2013. En dépit du repli du poids des trois principaux établissements bancaires sur presque tous les segments de marché, ces derniers contrôlent encore environ 80 % du secteur. Cette réalité est confirmée par l'évolution de l'indice de concentration Herfindhal-Hirschman.

### POIDS DES TROIS PRINCIPAUX ETABLISSEMENTS BANCAIRES

Comme pour l'exercice antérieur, les parts détenues par les trois plus grandes banques du secteur ont reculé sur tous les segments de marché à l'exception du marché du crédit sur lequel ces banques ont gagné 2,27 points de pourcentage de plus qu'en 2012. En dépit de cette baisse, la Unibank, la Sogebank et la BNC occupent ensemble près de 80 % du marché bancaire, ce qui traduit un environnement peu compétitif, eu égard aux autres banques opérant dans le secteur.

Tableau 11.

Poids des principaux établissements bancaires sur les deux derniers exercices (en %)

| | Actif Total | Portefeuille de prets | Dépôts Totaux | Dépôts en dollars EU |
|---|---|---|---|---|
| 2013 (9 établissements) | | | | |
| Les trois premiers établissements | 81.54 | 78.15 | 81.92 | 80.45 |
| 2012 (9 établissements) | | | | |
| Les trois premiers établissements | 82.62 | 75.88 | 82.88 | 83.54 |
| Variation 2013/2012 | | | | |
| Les trois premiers établissements | 1.08 | 2.27 | 0.96 | 3.09 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières (DSBIF)

## POIDS DES DIFFÉRENTES CATÉGORIES D'ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES

Considérant l'évolution des parts détenues par les quatre (4) premières banques privées haïtiennes sur le marché de l'actif durant les cinq (5) derniers exercices (Tableau 13), une contraction soutenue a été observée. Ainsi, au 30 septembre 2013, elles détiennent 65,51 % de l'actif du secteur, avec des parts en recul de 18 points de base. Par rapport au dernier exercice, ces banques ont également perdu 2,34 points de pourcentage sur le marché du crédit (71,71 % en 2013 contre 74,05 % en 2012) tout en réussissant, par contre, à consolider leurs parts de 9,81 points de pourcentage sur le segment des dépôts en dollars.

Les deux (2) succursales de banques étrangères, la Scotiabank et la Citibank, ont progressé sur tous les segments, sauf une contre-performance constatée sur le marché du crédit, où leurs parts ont reculé de 1,57 point de pourcentage. Au 30 septembre 2013, ces deux banques détiennent 6,36 % de l'actif du secteur (contre 6,17 % en septembre 2012) et elles avaient capté 6,12 % des dépôts totaux. S'agissant des deux banques d'État, la BNC et la BPH, elles continuent à gagner en importance d'année en année, devançant largement les succursales de banques étrangères. Par rapport au 30 septembre 2012, leur compétitivité a fléchi uniquement sur le segment des dépôts (-86 points de base) et, dans une plus large mesure, sur le marché des dépôts en dollars où elles ont concédé des parts considérables (10,27 points de pourcentage) au profit des banques commerciales privées haïtiennes. En ce qui concerne la Sogebel, la seule banque d'épargne et de logement du secteur, elle a su maintenir le statu quo sur le marché du crédit (4,1 % de part détenue). Par contre, elle a régressé sur tous les autres segments, avec une baisse plus accentuée sur celui des dépôts (-31 points de base).

Tableau 12.

Poids des différentes catégories d'établissements bancaires (en %)

| | Actif Total | Portefeuille de prêts | Dépôts totaux | Dépôts en dollars EU |
|---|---|---|---|---|
| 2013 | | | | |
| 4 Banques commerciales privées haïtiennes | 65.51 | 71.71 | 66.38 | 74.43 |
| 2 Succursales de banques étrangères | 6.36 | 5.73 | 6.12 | 5.84 |
| 2 Banques d'État | 25.73 | 18.46 | 25.58 | 17.09 |
| 1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne | 2.40 | 4.10 | 1.92 | 2.64 |
| Le système bancaire hormis BRH | 100.00 | 100.00 | 100.00 | 100.00 |
| 2012 | | | | |
| 4 Banques commerciales privées haïtiennes | 65.69 | 74.05 | 65.52 | 64.62 |
| 2 Succursales de banques étrangères | 6.17 | 7.30 | 6.06 | 5.21 |
| 2 Banques d'État | 25.61 | 14.58 | 26.19 | 27.36 |
| 1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne | 2.53 | 4.07 | 2.23 | 2.81 |
| Le système bancaire hormis BRH | 100.00 | 100.00 | 100.00 | 100.00 |
| 2011 | | | | |
| 4 Banques commerciales privées haïtiennes | 66.57 | 74.05 | 67.40 | 66.84 |
| 2 Succursales de banques étrangères | 6.31 | 9.41 | 5.83 | 5.15 |
| 2 Banques d'État | 24.51 | 12.06 | 24.51 | 25.13 |
| 1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne | 2.61 | 4.48 | 2.26 | 2.88 |
| Le système bancaire hormis BRH | 100.00 | 100.00 | 100.00 | 100.00 |
| 2010 | | | | |
| 5 Banques commerciales privées haïtiennes | 67.76 | 68.51 | 68.45 | 68.22 |
| 2 Succursales de banques étrangères | 6.33 | 10.49 | 6.14 | 5.93 |
| 2 Banques d'État | 23.15 | 16.33 | 23.00 | 22.63 |
| 1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne | 2.76 | 4.67 | 2.41 | 3.22 |
| Le système bancaire hormis BRH | 100.00 | 100.00 | 100.00 | 100.00 |
| 2009 | | | | |
| 5 Banques commerciales privées haïtiennes | 69.63 | 67.06 | 71.69 | 73.71 |
| 2 Succursales de banques étrangères | 6.83 | 10.04 | 6.19 | 5.91 |
| 2 Banques d'État | 20.11 | 18.34 | 19.11 | 16.1 |
| 1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne | 3.43 | 4.56 | 3.01 | 4.28 |
| Le système bancaire hormis BRH | 100.00 | 100.00 | 100.00 | 100.00 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières (DSBIF)

## INDICE DE CONCENTRATION HERFINDHAL-HIRSCHMAN

Quoiqu'en baisse sur tous les segments de marché par rapport à ses valeurs de septembre 2012, à l'exception de celui des dépôts totaux (+50,83), l'indice Herfindhal-Hirschman témoigne d'une forte concentration du secteur bancaire haïtien au 30 septembre 2013 (valeurs de l'indice largement supérieures à 1,800 ). La baisse la plus significative du degré de concentration s'est manifestée au niveau du marché de l'actif, où l'indice s'est replié de 57,25 points. En outre, le système reste le plus fortement concentré au niveau du marché des dépôts libellés en dollars américains où l'indice a atteint 2 469,42 en 2013.

Tableau 13.

Indicateur de concentration Herfindhal-Hirschman

| | Actif total | Portefeuille de prêts | Dépôts Totaux |
|---|---|---|---|
| 2013 | 2304.21 | 2283.45 | 2332.29 |
| 2012 | 2361.46 | 2289.48 | 2373.28 |
| 2011 | 2365.85 | 2223.22 | 2401.55 |
| 2010 | 2371.45 | 2007.52 | 2402.33 |
| 2009 | 2338.43 | 2045.96 | 2416.93 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières (DSBIF)

## VII.4- DISTRIBUTION DU CRÉDIT

Au cours de l'exercice 2012-2013, les parts de crédit allouées aux secteurs d'activité « Électricité, Gaz et Eau » et « Bâtiments et Travaux publics » ont augmenté substantiellement au détriment des secteurs « Services et autres » et « Prêts aux particuliers ». Parallèlement, à la fin de septembre 2013, les prêts à très longue échéance occupaient la plus forte part du portefeuille de crédit du système bancaire, soit 36 %.

## RÉPARTITION DE L'ENCOURS DES PRÊTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Tous les secteurs d'activité ayant bénéficié de plus de 10 % du crédit bancaire au 30 septembre 2012 ont vu leurs parts régresser en 2013, à l'exception du secteur « Immobilier résidentiel et commercial » (15,41 %), dont le poids au sein du portefeuille de crédit alloué s'est élargi de 1,91 point de pourcentage. Ce changement dans l'allocation du crédit a été surtout favorable au secteur « Électricité, Gaz et Eau » (10,61 %) qui, avec une progression de 4,56 points de pourcentage de sa part de crédit au cours de l'exercice 2013, devance en importance le secteur « Prêts aux particuliers » (10,24 %), dont la part a reculé de 1,97 point de pourcentage. Ainsi, de 73,97 % en septembre 2012, le poids du crédit alloué aux quatre (4) secteurs privilégiés du système (« Commerce de gros et de détail », « Services et autres », « Industries manufacturières » et « Immobilier résidentiel et commercial ») a régressé de 6,5 points de base pour s'établir à 67,47 % en septembre 2013. Parmi ces quatre (4) secteurs, celui des services a subi la plus forte baisse d'allocation de crédit (-5,25 points de pourcentage).

Par ailleurs, les secteurs « Bâtiments et Travaux publics » (5,41 %) et « Transport, Entrepôt et Communication » (5,79 %) ont également gagné en importance avec le relèvement de 2,19 et de 1,26 points de pourcentage de leurs parts respectives de crédit alloué. Il en est de même du secteur « Agriculture, sylviculture et pêche » (+47 points de base), qui a bénéficiéa de la plus faible allocation de crédit bancaire en 2013, soit 0,48 %.

Tableau 14.

Répartition de l'encours des prêts par secteur d'activité (en MG et en %)

| Secteurs d'activité | 2012 | | 2013 | | Variation |
|---|---|---|---|---|---|
| | Montant [a] | % | Montant [a] | % | |
| Commerce de Gros et Détail | 14,443.72 | 24.65 | 15,475.88 | 23.29 | -1.36 |
| Services et autres | 8,813.87 | 19.59 | 9,533.99 | 14.35 | -5.25 |
| Industries manufacturières | 8,366.85 | 16.22 | 9,586.07 | 14.42 | -1.80 |
| Prêts aux particuliers | 5,765.49 | 12.21 | 6,802.02 | 10.24 | -1.97 |
| Immobilier résidentiel et commercial | 8,458.43 | 13.51 | 10,243.31 | 15.41 | 1.91 |
| Transport, Entrepôt et Communication | 2,365.90 | 4.53 | 3,848.33 | 5.79 | 1.26 |
| Bâtiments et travaux publics | 2,098.42 | 3.22 | 3,593.75 | 5.41 | 2.19 |
| Électricité, Gaz et Eau | 5,551.38 | 6.05 | 7,052.95 | 10.61 | 4.56 |
| Agriculture, Sylviculture et Pêche | 89.49 | 0.02 | 321.90 | 0.48 | 0.47 |
| Total | 55,953.57 | 100.00 | 66,458.19 | 100.00 | |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières (DSBIF)

## RÉPARTITION DE L'ENCOURS DES PRÊTS PAR TRANCHE

Au 30 septembre 2013, une très faible part (6,3 %) des emprunteurs du système a eu des prêts dont l'encours est supérieur à 5 millions de gourdes. Toutefois, ce groupe bénéficié de la plus forte proportion (86,4 %) du crédit octroyé, soit 48,39 milliards de gourdes. Comparativement à septembre 2012, le poids des emprunteurs de cette catégorie a reculé de 1,58 point de pourcentage tandis que la part de crédit qui leur est allouée a décru de 87 points de base. La majorité des emprunteurs du système (66,71 %) se sont vus attribuer des prêts à plus faible encours (entre 75 000 et 250 000 gourdes), totalisant dans l'ensemble 1,82 milliard de gourdes, soit seulement 3,25 % du portefeuille de crédit global du système.

Le poids des emprunteurs a reculé pour toutes les tranches de prêts, à l'exception de celles contenant les prêts dont l'encours varie entre 75 000 et 250 000 gourdes, et entre 250 000 et 500 000 gourdes. Le poids des emprunteurs appartenant à ces deux tranches a crû respectivement de 5,29 et 2,22 points de pourcentage comparativement à septembre 2012. En outre, la tranche des crédits compris entre 2,5 et 5 millions de gourdes contient le nombre le moins élevé d'emprunteurs (649), soit 3,27 % de l'ensemble, tandis que les 1 150 emprunteurs de la catégorie incluant les prêts de 500 000 à 1 million de gourdes ont eu droit à la plus faible part du portefeuille global de crédit, soit 1,48 %.

Tableau 15.

Répartition de l'encours des prêts par tranche

| | Nombre d'emprunteurs | Nombre d'emprunteurs en % | Encours prets en millions de gourdes | Encours des prets en % |
|---|---|---|---|---|
| 2013 | | | | |
| 75 000 à 249 999 | 8584 | 61.42 | 1037.39 | 2.13 |
| 250 000 à 499 999 | 1381 | 9.88 | 478.50 | 0.98 |
| 500 000 à 999 999 | 1187 | 8.49 | 866.93 | 1.78 |
| 1 000 000 à 2 499 999 | 1149 | 8.22 | 1798.09 | 3.69 |
| 2 500 000 à 4 999 999 | 574 | 4.11 | 2022.33 | 4.15 |
| 5 000 000 ou plus | 1102 | 7.88 | 42479.48 | 87.26 |
| Total | 13977 | 100 | 48682.72 | 100 |
| 2012 | | | | |
| 75 000 à 249 999 | 8584 | 61.42 | 1037.39 | 2.13 |
| 250 000 à 499 999 | 1381 | 9.88 | 478.50 | 0.98 |
| 500 000 à 999 999 | 1187 | 8.49 | 866.93 | 1.78 |
| 1 000 000 à 2 499 999 | 1149 | 8.22 | 1798.09 | 3.69 |
| 2 500 000 à 4 999 999 | 574 | 4.11 | 2022.33 | 4.15 |
| 5 000 000 ou plus | 1102 | 7.88 | 42479.48 | 87.26 |
| Total | 13977 | 100 | 48682.72 | 100 |
| 2011 | | | | |
| 75 000 à 249 999 | 7013 | 60.54 | 874.54 | 2.45 |
| 250 000 à 499 999 | 1262 | 10.89 | 437.30 | 1.23 |
| 500 000 à 999 999 | 954 | 8.23 | 692.78 | 1.94 |
| 1 000 000 à 2 499 999 | 970 | 8.37 | 1534.97 | 4.30 |
| 2 500 000 à 4 999 999 | 479 | 4.13 | 1704.02 | 4.77 |
| 5 000 000 ou plus | 907 | 7.83 | 30448.45 | 85.31 |
| Total | 11585 | 100 | 35692.06 | 100 |
| 2010 | | | | |
| 75 000 à 249 999 | 7246 | 62.48 | 886.939 | 3.27 |
| 250 000 à 499 999 | 1352 | 11.66 | 468.2678 | 1.72 |
| 500 000 à 999 999 | 924 | 7.97 | 652.6813 | 2.4 |
| 1 000 000 à 2 499 999 | 829 | 7.15 | 1337.9878 | 4.92 |
| 2 500 000 à 4 999 999 | 451 | 3.89 | 1578.0982 | 5.81 |
| 5 000 000 ou plus | 795 | 6.85 | 22246.458 | 81.8 |
| Total | 11597 | 100 | 27 170.43 | 100 |
| 2009 | | | | |
| 75 000 à 249 999 | 6235 | 57.2 | 778.6 | 2.49 |
| 250 000 à 499 999 | 1325 | 12.15 | 468.73 | 1.5 |
| 500 000 à 999 999 | 1033 | 9.5 | 739.97 | 2.37 |
| 1 000 000 à 2 499 999 | 894 | 8.2 | 1 429.01 | 4.57 |
| 2 500 000 à 4 999 999 | 507 | 4.65 | 1 80.480 | 5.77 |
| 5 000 000 ou plus | 905 | 8.3 | 26 023.86 | 83.3 |
| Total | 10 899 | 100 | 31 240.65 | 100 |

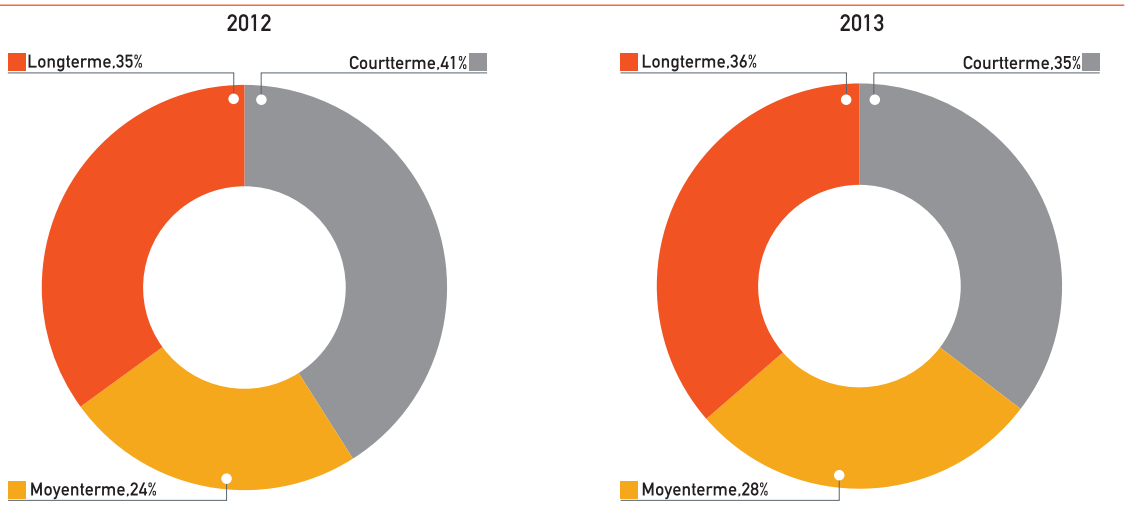
Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières (DSBIF)

## RÉPARTITION DE L'ENCOURS DES PRÊTS PAR ÉCHÉANCE

Au 30 septembre 2013, des changements significatifs ont été constatés au niveau de la structure de maturité du crédit bancaire. En effet, par rapport au 30 septembre 2012, le poids des prêts à court terme a reculé de 6 points de pourcentage, passant de 41 % à 35 % dans l'encours total. Ceci a permis aux prêts de longue maturité de représenter la plus importante part du portefeuille de crédit global avec un poids de 36 %. Le poids des prêts à moyen terme a aussi progressé de 4 points de pourcentage pour atteindre 28 %.

Graphique 29.

Répartition en pourcentage et selon l'échéance de l'encours des prêts de 75 000 gourdes ou plus




## RÉPARTITION DU NOMBRE DE PRÊTS PAR EMPRUNTEUR

Par rapport au 30 septembre 2012, le nombre d'emprunteurs (+41,6 %) a connu une croissance plus rapide que le nombre de prêts octroyés (+10,4 %) dans le système bancaire. Ceci a donc occasionné un léger repli du ratio « nombre de prêts/emprunteur ».

Tableau 16.

Répartition du nombre de prêts par emprunteur

| | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|---|---|---|---|---|---|
| Nombre de prêts | 75 648 | 69772 | 76900 | 91310 | 100785 |
| Nombre d'emprunteurs | 11 069 | 11734 | 11681 | 14061 | 14061 |
| Nombre de prêts/nombre d'emprunteurs | 7 | 6 | 7 | 6 | 6 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières (DSBIF)

## VII.5- PARTS DE MARCHÉ INDIVIDUELLES DANS LE SYSTÈME BANCAIRE HAÏTIEN

Malgré le recul de ses parts de marché en termes du volume des actifs détenus, la Unibank a réussi à conserver le leadership du système bancaire. En effet, au 30 septembre 2013, elle détient 30,49 % de l'actif total du système contre 31,34 % en septembre 2012, soit un repli de 85 points de base. La deuxième banque du secteur, en l'occurrence la Sogebank, a enregistré elle aussi une baisse (-4 points de base) de sa part de l'actif total, laquelle s'est établie à 26,85 %. De leur côté, la BNC (24,2 % de l'actif) et la Capital Bank (5,88 %) ont conservé respectivement les troisième et quatrième places, avec des parts en baisse de 20 points de base pour celle-là et en hausse de 35 points de base pour celle-ci. La Scotiabank (3,32 %) a hérité de la 5ème place au détriment de la Citibank (3,03 %), qui occupe dorénavant la 6ème place. Viennent ensuite la Sogebel (2,4 % ; septième place), la BUH (2,30 % ; huitième) et la BPH (1,54 % ; neuvième).

Tableau 17.

Parts de marché et rang Actif total et portefeuille de prêts bruts

| | Actif Total | | | | | | Prêts Bruts | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2013 | | 2012 | | 2011 | | 2013 | | 2012 | | 2011 | |
| | Parts de marché (%) | Rang | Parts de marché (%) | Rang | Parts de marché (%) | Rang | Parts de marché (%) | Rang | Parts de marché (%) | Rang | Parts de marché (%) | Rang |
| Unibank | 30.49 | 1 | 31.34 | 1 | 31.2 | 1 | 31.82 | 1 | 32.45 | 1 | 32.93 | 1 |
| Sogebank | 26.85 | 2 | 26.89 | 2 | 27.93 | 2 | 30.11 | 2 | 31.11 | 2 | 29.76 | 2 |
| BNC | 24.19 | 3 | 24.39 | 3 | 23.5 | 3 | 16.22 | 3 | 12.32 | 3 | 10.34 | 3 |
| Capital Bank | 5.88 | 4 | 5.53 | 4 | 5.24 | 4 | 7.50 | 4 | 7.79 | 4 | 8.34 | 4 |
| Scotiabank | 3.32 | 5 | 2.90 | 6 | 2.98 | 6 | 3.62 | 6 | 4.25 | 5 | 4.92 | 5 |
| Citibank | 3.03 | 6 | 3.27 | 5 | 3.33 | 5 | 2.11 | 9 | 3.05 | 7 | 4.49 | 6 |
| Sogebel | 2.40 | 7 | 2.53 | 7 | 2.61 | 7 | 4.10 | 5 | 4.07 | 6 | 4.48 | 7 |
| BUH | 2.30 | 8 | 1.92 | 8 | 2.2 | 8 | 2.27 | 7 | 2.70 | 8 | 3.02 | 8 |
| BPH | 1.54 | 9 | 1.23 | 9 | 1.01 | 9 | 2.25 | 8 | 2.26 | 9 | 1.72 | 9 |
| | 100.00 | | 100.00 | | 100.00 | | 100.00 | | 100.00 | | 100.00 | |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières (DSBIF)

À part la Unibank (31,82 % ; première place), la Sogebank (30,11 % ; deuxième), la BNC (16,22 % ; troisième) et la Capital Bank (7,50 % ; quatrième), qui ont conservé les mêmes rangs qu'au 30 septembre 2013 sur le marché du crédit, toutes les autres banques ont interchangé leurs places sur ledit segment. La Sogebel s'est hissée à la cinquième place aux dépens de la Scotiabank (sixième) ; la BUH est classée septième en lieu et place de la Citibank, mutée en dernière position (neuvième) après la perte de 94 points de base dans sa part de marché ; enfin, la BPH occupe la huitième place sur ce segment avec 2,25 % du total du crédit accordé. La BNC a progressé et sa part de marché a gagné 3,9 points de pourcentage, comparativement à septembre 2012, bien que celle-ci représente encore la moitié de celle de la Sogebank, son prédécesseur immédiat.

Comme pour le marché du crédit, les quatre premières banques du système ont conservé leur place sur celui des dépôts totaux ; mais elles ont perdu des parts de marché, à l'exception de la Sogebank (deuxième place ; +25 points de base) et de la Capital Bank (quatrième ; +62 points de base). La Citibank (2,88 % ; sixième) a perdu la cinquième place au profit de la Scotiabank (3,24 %). De même, la BUH (2,44 % ; septième) et la Sogebel (1,92 % ; huitième) ont interchangé leur place. Enfin, la BPH a maintenu le dernier rang, quoique sa part de marché (1,59 %) ait progressé de 34 points de base.

Tableau 18.

Parts de marché et rang selon les dépôts totaux et dépôts en dollars ÉU

| | Dépôts totaux | | | | | | Dépôts en dollars ÉU | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2013 | | 2012 | | 2011 | | 2013 | | 2012 | | 2011 | |
| | Parts de marché (%) | Rang | Parts de marché (%) | Rang | Parts de marché (%) | Rang | Parts de marché (%) | Rang | Parts de marché (%) | Rang | Parts de marché (%) | Rang |
| Unibank | 31.39 | 1 | 31.65 | 1 | 31.55 | 1 | 36.68 | 1 | 32.43 | 1 | 32.80 | 1 |
| Sogebank | 26.54 | 2 | 26.29 | 2 | 28.31 | 2 | 28.35 | 2 | 24.70 | 3 | 26.84 | 2 |
| BNC | 23.99 | 3 | 24.94 | 3 | 23.45 | 3 | 15.42 | 3 | 26.41 | 2 | 24.23 | 3 |
| Capital Bank | 6.01 | 4 | 5.39 | 4 | 5.11 | 4 | 7.11 | 4 | 5.81 | 4 | 5.34 | 4 |
| Scotiabank | 3.24 | 5 | 2.84 | 6 | 2.78 | 6 | 2.84 | 6 | 2.00 | 7 | 1.89 | 7 |
| Citibank | 2.88 | 6 | 3.23 | 5 | 3.05 | 5 | 3.00 | 5 | 3.21 | 5 | 3.25 | 5 |
| BUH | 2.44 | 7 | 2.20 | 8 | 2.44 | 7 | 2.29 | 8 | 1.68 | 8 | 1.87 | 8 |
| Sogebel | 1.92 | 8 | 2.23 | 7 | 2.26 | 8 | 2.64 | 7 | 2.81 | 6 | 2.88 | 6 |
| BPH | 1.59 | 9 | 1.25 | 9 | 1.07 | 9 | 1.67 | 9 | 0.95 | 9 | 0.9 | 9 |
| | 100.00 | | 100.00 | | 100.00 | | 100.00 | | 100.00 | | 100.00 | |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières (DSBIF)

Sur le segment des dépôts en dollars ÉU, après avoir gagné 3,65 points de pourcentage de part de marché, la Sogebank (28,35 %) a ravi la deuxième place à la BNC (15,42 %; troisième). Celle-ci a connu un repli substantiel de sa part de marché (-10,99 points de pourcentage) suite à la baisse des dépôts en dollars du programme Petrocaribe domiciliés chez elle (25,25 millions de dollars en septembre 2013 contre 319,87 millions de dollars en septembre 2012). La Unibank (36,68 %) a consolidé sa part de marché (+4,25 points de pourcentage) pour conserver la première place sur le segment des dépôts en dollars. Il en est de même de la Capital Bank (7,11 %; quatrième place), de la Citibank (3,0 %; cinquième), de la BUH (2,29 %; huitième) et de la BPH (1,67 %; neuvième), qui ont maintenu leurs rangs respectifs. Par contre, la Sogebel (2,64 %) a perdu la septième place au profit de la Scotiabank (2,84 %), cette dernière ayant renforcé sa part de marché de 84 points de base.

## VII.6- ACTIVITÉS ET RÉSULTATS DU SYSTÈME BANCAIRE EN 2013

### VII.6.1- ACTIVITÉS BANCAIRES

### ÉVOLUTION DU BILAN

La taille du bilan du système bancaire haïtien a atteint 175,93 MMG au 30 septembre 2013, suite à une croissance de 3,20 % (+5,38 MMG) par rapport au 30 septembre 2012 (170,56 MMG). Certains postes de l'actif ont suivi la même tendance haussière, notamment le portefeuille de crédit net (+19,90 %; +10,30 MMG), les immobilisations (+9,40 % ; +0,46 MMG) et les autres placements (+0,80 %; +0,23 MMG). Par contre, les disponibilités, les bons BRH et les autres actifs ont reculé de 5,80 % (-4,11 MMG), 5,20 % (-0,32 MMG) et 20,20 % (-1,18 MMG), respectivement, sur la même période. De plus, le portefeuille de crédit net reste le poste de l'actif ayant connu la plus forte évolution, avec une accélération de son rythme de croissance de 19,90 % en 2013 (contre +34,0 % en 2012).

Tableau 19.

Bilan du système bancaire (en MG)

| | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|---|---|---|---|---|---|
| Disponibilités | 41,074.73 | 61,161.64 | 69,961.86 | 71,284.12 | 67,166.14 |
| Bons BRH | 9,551.92 | 9,249.06 | 6,327.92 | 6,269.46 | 5,944.98 |
| Autres placements | 16,319.45 | 28,488.08 | 29,666.56 | 30,318.72 | 30,551.96 |
| Prêts nets | 33,315.18 | 29,430.72 | 38,697.30 | 51,860.17 | 62,165.98 |
| Immobilisations | 4,107.00 | 4,435.86 | 4,365.83 | 4,948.84 | 5,415.18 |
| Autres actifs | 3,544.80 | 5,172.02 | 4,975.82 | 5,874.40 | 4,687.76 |
| Actif total | 107,913.1 | 137,937.4 | 153,995.3 | 170,555.7 | 175,932.0 |
| Dépôts | 92,460.41 | 119,252.74 | 135,549.00 | 146,838.10 | 145,615.95 |
| Obligations à vue | 2,827.20 | 4,026.26 | 4,318.10 | 5,030.18 | 5,696.75 |
| Obligations à terme | 3,573.99 | 3,380.85 | 2,342.25 | 4,772.74 | 7,406.93 |
| Autres passifs | 1,806.67 | 2,660.41 | 2,281.52 | 2,997.48 | 4,118.15 |
| Passif total | 100,668.3 | 129,320 | 144,490.9 | 159,638.5 | 162,837.8 |
| Avoir des actionnaires | 7,244.80 | 8,617.12 | 9,504.43 | 10,917.21 | 13,094.22 |
| Passif et avoir des actionnaires | 107,913.1 | 137,937.4 | 153,995.3 | 170,555.7 | 175,932.0 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières (DSBIF)

L'expansion de la taille du bilan a été financée par celle des obligations à vue (+13,30 %; +0,66 MMG), des obligations à terme (+55,20 %; +2,63 MMG), des autres passifs (+37,40 %; +1,12 MMG) et de l'avoir des actionnaires (+19,90 %; +2,18 MMG), en dépit de la baisse des dépôts totaux (-0,80 %; -1,22 MMG). Le volume des dépôts captés auprès de la clientèle a totalisé 145,65 MMG au 30 septembre 2013 et a financé l'actif à hauteur de 82,77 %. Par ailleurs, le total du passif, composé à hauteur de 89,40 % par les dépôts, a crû de 2 % (+3,20 MMG) par rapport au 30 septembre 2012.

Tableau 20.

Variation des principaux postes du bilan du système bancaire (en %)

| | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|---|---|---|---|---|---|
| Disponibilités | 15.6 | 48.9 | 14.4 | 1.9 | -5.8 |
| Bons BRH | 1.7 | -3.2 | -31.6 | -0.9 | -5.2 |
| Autres placements | -7.1 | 74.6 | 4.1 | 2.2 | 0.8 |
| Prêts nets | 14.2 | -11.7 | 31.5 | 30.4 | 19.9 |
| Immobilisations | -3.7 | 8 | -1.6 | 13.4 | 9.4 |
| Autres actifs | -18.8 | 45.9 | -3.8 | 18.1 | -20.2 |
| Actif total | 7.6 | 27.8 | 11.6 | 10.8 | 3.2 |
| Dépôts | 9.1 | 29 | 13.7 | 8.3 | -0.8 |
| Obligations à vue | -20.2 | 42.4 | 7.2 | 16.5 | 13.3 |
| Obligations à terme | 41 | 5.4 | -30.7 | 103.8 | 55.2 |
| Autres passifs | -39.5 | 47.3 | -14.2 | 31.4 | 37.4 |
| Passif total | 7.3 | 28.5 | 11.7 | 10.5 | 2 |
| Avoir des actionnaires | 11.3 | 18.9 | 10.3 | 14.9 | 19.9 |
| Passif et avoir des actionnaires | 7.6 | 27.8 | 11.6 | 10.8 | 3.2 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières (DSBIF)

L'avoir des actionnaires du système, en nette progression de 19,9 % (+2,18 MMG), a accusé la plus forte croissance pour l'ensemble des cinq dernières années. Son renforcement est lié à l'accroissement du capital versé (+42,70 % ; +1,76 MMG), de celui des réserves (+23,70 % ; +468,06 MG), à celui du surplus d'apport (+2,30 % ; 5 MG), en dépit de la baisse des bénéfices non répartis (-1,90 % ; -86,15 MG).

Á la fin de l'exercice 2012-2013, les banques du système ont affiché une meilleure assise financière qu'en 2012 suite à l'accroissement plus important des fonds propres comptables (+19,90 %) par rapport à celui de l'actif total net (+3,20 %). Par conséquent, le ratio « avoir des actionnaires en pourcentage de l'actif » s'est renforcé de 1,03 point de pourcentage pour se fixer à 7,43 % au 30 septembre 2013, contre 6,40 % au 30 septembre 2012. Par ailleurs, le levier financier du système s'est établi à 14,45 en 2013, contre 15,89 en 2012.

Tableau 21.

Part des postes du bilan du système bancaire (en %)

| | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|---|---|---|---|---|---|
| Disponibilités | 38.10 | 44.30 | 45.40 | 41.80 | 38.20 |
| Bons BRH | 8.90 | 6.70 | 4.10 | 3.70 | 3.40 |
| Autres placements | 15.10 | 20.70 | 19.30 | 17.80 | 17.40 |
| Prêts nets | 30.90 | 21.30 | 25.10 | 30.40 | 35.30 |
| Immobilisations | 3.80 | 3.20 | 2.80 | 2.90 | 3.10 |
| Autres actifs | 3.30 | 3.70 | 3.20 | 3.40 | 2.70 |
| Actif total | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Dépôts | 85.0 | 86.50 | 88.00 | 86.10 | 82.80 |
| Obligations à vue | 2.60 | 2.90 | 2.80 | 2.90 | 3.20 |
| Obligations à terme | 3.30 | 2.50 | 1.50 | 2.80 | 4.20 |
| Autres passifs | 1.70 | 1.90 | 1.50 | 1.80 | 2.30 |
| Passif total | 93.30 | 93.80 | 94.00 | 94.00 | 93.00 |
| Avoir des actionnaires | 6.70 | 6.20 | 6.20 | 6.40 | 7.40 |
| Passif et avoir des actionnaires | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières (DSBIF)

En ce qui concerne la composition de l'actif bancaire, les disponibilités ont perdu en importance (-3,6 points de pourcentage) au profit des prêts nets (+4,9 points de pourcentage). En effet, au 30 septembre 2013, les disponibilités représentent 38,20 % de l'actif total, contre 41,8 % au 30 septembre 2012, tandis que le portefeuille de crédit net y compte pour 35,30 % en 2013 contre 30,40 % en 2012. Ainsi, le recul du poids des disponibilités a inversé la tendance haussière observée au cours des cinq dernières années. Quant aux prêts nets, ils ont gagné en importance, passant de 21,30 % en 2009 pour s'élever à 35,30 % de l'actif net en 2013, confirmant ainsi la reprise du crédit bancaire amorcée depuis cette période.

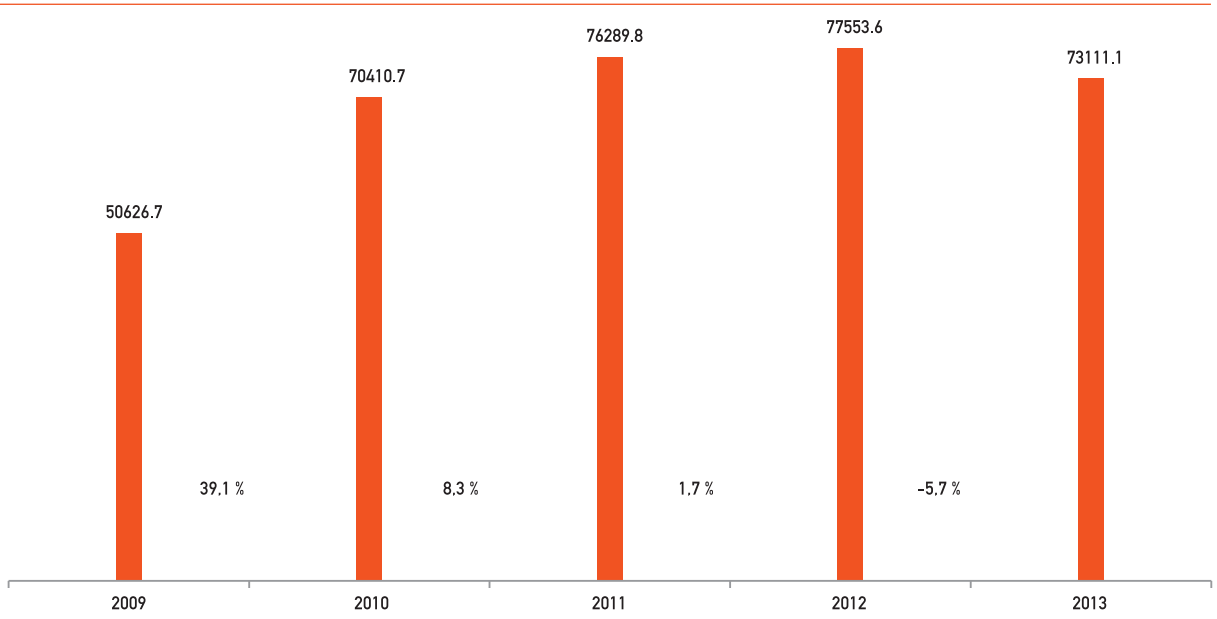
Les immobilisations ont progressé de 2 points de base dans la structure de l'actif total pour s'établir à 3,10 % au 30 septembre 2013. Inversement, les poids respectifs des autres placements et des autres actifs se sont repliés de 4 et 7 points de base, s'inscrivant à 17,40 % et 2,70 % de l'actif en septembre 2013. Quant aux placements en Bons BRH, ils ont continué aussi à perdre en importance (soit -3 points de base) pour se fixer à 3,4 % de l'actif total au 30 septembre 2013 (contre 3,7 % au 30 septembre 2012).

## LIQUIDITÉS

Les liquidités du système bancaire ont affiché un recul durant l'exercice pour se fixer à 73 111,12 MG au 30 septembre 2013, contre 77 553,57 MG au 30 septembre 2012, soit une régression de 5,70 % (-4,44 MMG), comparée à une nette hausse de +1,66 % (+1,26 MMG) à la fin de 2012. Cette contraction des liquidités découle du recul des bons BRH (-5,20 % ; -0,32 MMG) et des disponibilités (-5,80 % ; -4,11 MMG). Par ailleurs, la baisse des disponibilités est essentiellement due à celle des avoirs à l'étranger (- 23,50 %; -1,90 MG), des avoirs dans les banques locales (-33,5 % ; -0,58 MMG), des avoirs à la BRH (-3,9 % ; -2,11 MMG) et des autres liquidités (-32,0 % ; -0,67 MMG) en dépit de l'augmentation des encaisses (+23,1 % ; +1,16 MMG).

Graphique 30.

Liquidités du système bancaire (en MG)



Au 30 septembre 2013, le poids des disponibilités dans la composition des liquidités a gardé le même niveau qu'en septembre 2012, soit 91,90 %. Il en est de même pour les bons BRH, dont le poids dans les liquidités s'est inscrit à 8,1 % à la même date (contre 8,08 % en 2012). Les avoirs à la BRH, composante majoritaire des disponibilités, ont atteint à eux seuls 77,6 % des liquidités, en chute de 3,6 points de pourcentage par rapport à leur poids de 2012 (81,25 %). Les encaisses, deuxième composante des disponibilités, ont gagné en importance (+2,2 points de pourcentage), pour représenter 9,30 % des liquidités au 30 septembre 2013.

Tableau 22.

Composition des liquidités du système bancaire

| | 2011 | | 2012 | | 2013 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | MG | % | MG | % | MG | % |
| Encaisse | 4,341.50 | 5.70 | 5,061.60 | 6.50 | 6,230.30 | 3.50 |
| Avoirs à la BRH | 50,750.30 | 66.50 | 54,214.40 | 69.90 | 52,101.10 | 29.60 |
| Avoirs à l'étranger | 11,555.50 | 15.10 | 8,130.90 | 10.50 | 6,223.80 | 3.50 |
| Avoirs dans les banques locales | 1,779.50 | 2.30 | 1,749.40 | 2.30 | 1,162.90 | 0.70 |
| Autres | 1,535.10 | 2.00 | 2,127.80 | 2.70 | 1,448.00 | 0.80 |
| Disponibilités | 69,961.90 | 91.70 | 71,284.10 | 91.90 | 67,166.10 | 91.90 |
| Bons BRH | 6,327.90 | 8.30 | 6,269.50 | 8.10 | 5,945.00 | 8.10 |
| Liquidités | 76,289.80 | 100.00 | 77,553.60 | 100.00 | 73,111.10 | 100.00 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières (DSBIF)

Au 30 septembre 2013, les liquidités ont représenté 41,60 % de l'actif total du système bancaire contre 45,50 % en septembre 2012, soit un repli de 3,9 points de pourcentage. Cette contraction du ratio « liquidité/actif total » est due à l'accroissement de l'actif total (+3,20 %) face à la baisse des liquidités (-5,70 %).

Tableau 23.

Liquidités du système bancaire en pourcentage de l'actif total

| | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|---|---|---|---|---|---|
| Disponibilités | 38.10 | 44.30 | 45.40 | 41.80 | 38.20 |
| Bons BRH | 8.90 | 6.70 | 4.10 | 3.70 | 3.40 |
| Liquidités | 47.00 | 51.00 | 49.50 | 45.50 | 41.60 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières (DSBIF)

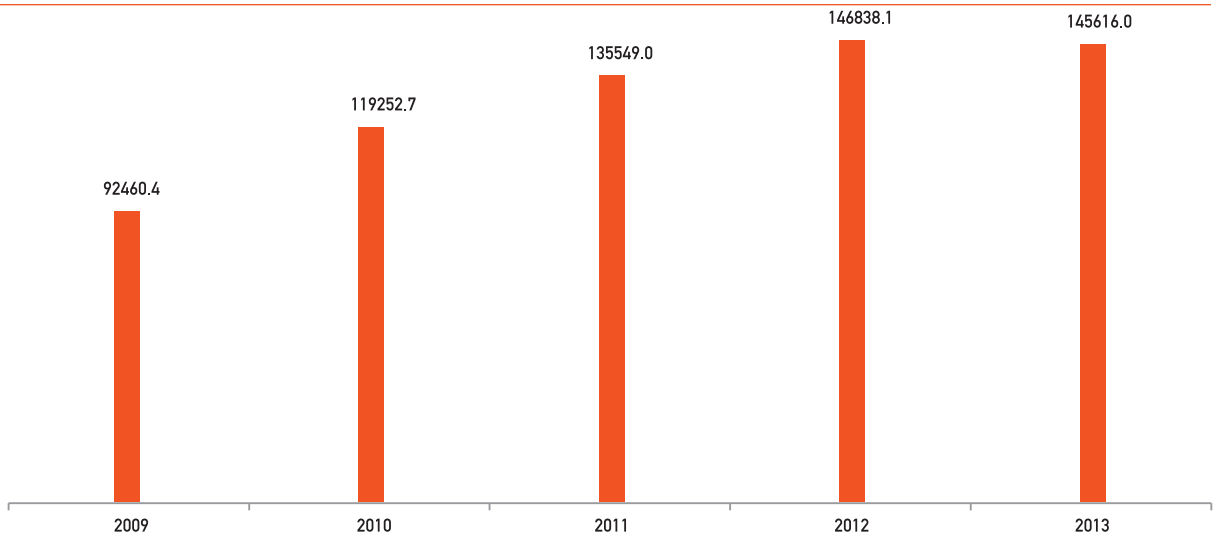
## VII.6.2- OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

### DÉPÔTS

Au 30 septembre 2013, les dépôts totaux du système bancaire s'élèvent à 145,61 MMG contre 146,83 MMG au 30 septembre 2012, soit une baisse de 0,80 % (-1,22 MMG). Depuis 2010, ils ont connu une décélération au niveau du rythme de croissance, affichant +29,0 % en 2010, +13,70 % en 2011, +8,30 % en 2012 et -0,8 % en 2013. La progression substantielle des dépôts à terme (+12,10 %; +2,4 MMG) n'a pas pu empêcher le recul des dépôts totaux.

Graphique 31.

Evolution des dépôts du système bancaire (en MG)



Au cours de l'exercice 2013, la part des dépôts à vue est devenue plus importante dans la composition des dépôts totaux, représentant 49,1 % (+71,43 MMG) contre 35,7 % (+52,00 MMG) et 15,2 % (+22,18 MMG), respectivement, pour les dépôts d'épargne et les dépôts à terme. L'augmentation du poids des dépôts à vue est lié au fait que ce type de compte de dépôt non seulement est moins coûteux pour les banques, mais aussi offre plus de flexibilité de transaction aux clients (utilisation du chéquier). Toutefois, durant l'exercice, le volume des dépôts à vue s'est contracté de 6,8 % (-5,23 MMG), contre des hausses respectives de 3,20 % (+1,61 MMG) et 12,1% (+2,4 MMG) pour les dépôts d'épargne et à terme.

Tableau 24.

Variation des dépôts du système bancaire

| | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|---|---|---|---|---|---|
| Dépôts à vue | 13.40% | 57.90% | 17.30% | 12.00% | -6.80% |
| Dépôts d'épargne | 12.00% | 20.90% | 13.40% | 5.00% | 3.20% |
| Dépôts à terme | -1.80% | -9.30% | 2.90% | 3.60% | 12.10% |
| Dépôts totaux | 9.10% | 29.00% | 13.70% | 8.30% | -0.80% |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières (DSBIF)

Au 30 septembre 2013, les poids des dépôts d'épargne et des dépôts à terme dans le total des dépôts ont respectivement progressé de 1,4 et de 1,8 point de pourcentage, au détriment des dépôts à vue qui ont vu leur part reculer de 3,2 points de pourcentage par rapport à la fin de l'exercice antérieur.

Tableau 25.

Composition des dépôts du systeme bancaire

| | 2009 | | 2010 | | 2011 | | 2012 | | 2013 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Catégorie | MG | % | MG | % | MG | % | MG | % | MG | % |
| Dépôts à vue | 36,969.00 | 40.00 | 58,360.10 | 48.90 | 68,461.40 | 50.50 | 76,669.20 | 52.20 | 71,430.30 | 49.10 |
| Dépôts d'épargne | 35,028.20 | 37.90 | 42,333.50 | 35.50 | 47,996.90 | 35.40 | 50,385.40 | 34.30 | 52,000.4 | 35.70 |
| Dépôts à terme | 20,463.30 | 22.10 | 18,559.10 | 15.60 | 19,090.80 | 14.10 | 19,783.50 | 13.50 | 22,185.2 | 15.20 |
| Dépôts totaux | 92,460.40 | 100.00 | 119,252.70 | 100.00 | 135,549.00 | 100.00 | 146,838.10 | 100.00 | 145,616.0 | 100.00 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières (DSBIF)

Le volume des ressources collectées en dollars ÉU a enregistré un recul de 13,10% (-12,10 MMG) pour totaliser 1 836,13 millions de dollars ÉU (MD. ÉU) au 30 septembre 2013, alors que son niveau s'était soldé à 2 183,85 MD ÉU au 30 septembre 2012. Á la fin du présent exercice, les dépôts en dollars ont connu une progression de 5,68 %, mais leur rythme de croissance a été moins soutenu qu'en 2012 (+14,30 %) et 2011 (+43,5 %). Ce repli est dû au ralentissement des interventions post-séisme des organisations non-gouvernementales (ONG) et des organisations internationales qui, œuvrant dans le pays au lendemain de la catastrophe du 12 janvier 2010, avaient beaucoup alimenté l'offre de devises.

Au 30 septembre 2013, la part des dépôts en devises dans les dépôts totaux s'est inscrite à 55,15 % contre 62,94 % au 30 septembre 2012, une diminution de 7,8 points de pourcentage. Ce ralentissement de la tendance à la dollarisation des dépôts totaux est une conséquence, d'une part, de la baisse plus soutenue des dépôts en devises converties (-13,10 % ; 276,8 MD. ÉU) par rapport à la hausse des dépôts totaux en gourdes (+20,00 % ; 10,8 MMG) et, d'autre part, de la dépréciation de la gourde par rapport au dollar américain sur la période. En effet, le taux de change a crû de 3,4 % (43,7429 gourdes pour 1 dollar ÉU au 30 septembre 2013, contre 42,3222 gourdes pour 1 dollar au 30 septembre 2012).

Tableau 26.

Évolution des dépôts en dollars ÉU du système en MG

| | 2012 | | | | 2013 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Catégorie | Dépôts en dollars ÉU | Dépôts en dollars convertis [a] | Dépôts Totaux | Dépôts en dollars Convertis / Dépôts totaux | Dépôts en dollars ÉU | Dépôts en dollars convertis [a] | Dépôts Totaux | Dépôts en dollars Convertis / Dépôts totaux |
| Dépôts à vue | 1,247.9 | 52,815.6 | 76,669.2 | 68.90% | 885.30 | 38,727.30 | 71,430.30 | 54.2% |
| Dépôts d'épargne | 628.8 | 26,611.3 | 50,385.4 | 52.80% | 632.90 | 27,685.50 | 52,000.40 | 53.20% |
| Dépôts à terme | 307.1 | 12,998.9 | 19,783.5 | 65.70% | 317.90 | 13,905.20 | 22,185.20 | 62.70% |
| Dépôts totaux | 2,183.9 | 92,425.7 | 146,838.1 | 62.90% | 1,836.10 | 80,318.0 | 145,616.00 | 55.20% |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières (DSBIF)

## VII.6.3- EMPLOIS DU SYSTÈME ET ÉVOLUTION DES ACTIFS PRODUCTIFS

La part des ressources bancaires allouée à des emplois productifs en 2013 a augmenté par rapport à l'exercice 2012. En effet, le poids de l'actif productif dans l'actif total a connu une hausse de 2,63 points de pourcentage, pour se fixer à 60,28 % au 30 septembre 2013 alors qu'il s'était élevé à 57,65 % au 30 septembre 2012. Ce ratio se rapproche de son niveau de 2009 (61,49 %), confirmant ainsi une certaine reprise de l'activité économique amorcée depuis l'an dernier après la cassure de 2010, causée par le tremblement de terre.

Les prêts nets, qui constituent la composante majoritaire des actifs productifs (58,62 % en 2013 contre 52,74 % en 2012), sont restés le poste d'emploi le plus achalandé du secteur bancaire. Leur poids dans l'actif productif a atteint 58,06 %, en augmentation de 5,88 points de pourcentage par rapport au 30 septembre 2012 et dépassant leur niveau d'avant le séisme du 12 janvier 2010 (soit 50,20 % en 2009). Leur poids dans l'actif total a aussi progressé (+4,9 points de pourcentage) pour afficher 35,30 % (contre 30,40 % en 2012)

Tableau 27.

| | | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Actifs productifs | Actif productif/Actif total | 61.50% | 56.90% | 57.20% | 57.70% | 60.30% |
| | Pret net en % d'actif total | 30.90% | 21.30% | 25.10% | 30.40% | 35.30% |
| | Pret net en % d'actif productif | 50.20% | 37.50% | 44.00% | 52.70% | 58.60% |

Au cours de l'exercice 2012-2013, la capacité de financement du système bancaire s'est repliée par rapport à la tendance observée au cours du précédent exercice. La relance du crédit amorcée un an plutôt (croissance de 32,5 % en 2012) a connu une évolution moindre au cours de l'exercice sous revue. Totalisant 63,27 MMG au 30 septembre 2013, le portefeuille de crédit brut a crû de 19,20 % (+10,18 MMG) par rapport au 30 septembre 2012 (53,10 MMG).

Parallèlement, le portefeuille de prêts nets a progressé de 19,9 % (+10,30 MMG) pour s'élever à 62,16 MMG au 30 septembre 2013. Son évolution est associée à l'accroissement de la composante en gourdes (+28,5 % ; +7,15 MMG) et à celui de la composante en devises converties (+11,8 % ; +3,15 MMG). Au 30 septembre 2013, le niveau de dollarisation du portefeuille de crédit net s'est replié de 3,5 points de pourcentage pour atteindre 48,2 % (contre 51,7 % en septembre 2012).

Graphique 32.

Portefeuille de prêts bruts du système bancaire (en MG)



## OPÉRATIONS SUR TITRES

### BONS BRH

Les placements en bons BRH ont encore décru au cours de l'exercice 2012-2013, où ils ont baissé de 5,2 % (-324,47 MG), contre -0,9 % (-58,46 MG) en 2011-2012. Durant les cinq dernières années, le volume de ces placements a chuté de 37,8 % (-3,60 MMG), passant de 9,55 MMG en septembre 2009 à 5,95 MMG en septembre 2013, avec une forte baisse en 2011 (31,6 %). Quoique les taux nominaux appliqués par la BRH sur lesdits bons n'aient pas varié par rapport à la fin de l'exercice précédent (3 % sur les bons à échéance de 90 jours, 2 % sur les bons de 28 jours et 1 % sur les bons de 7 jours), les banques du système ont continué à réduire le volume des placements en bons BRH dans leur actif.

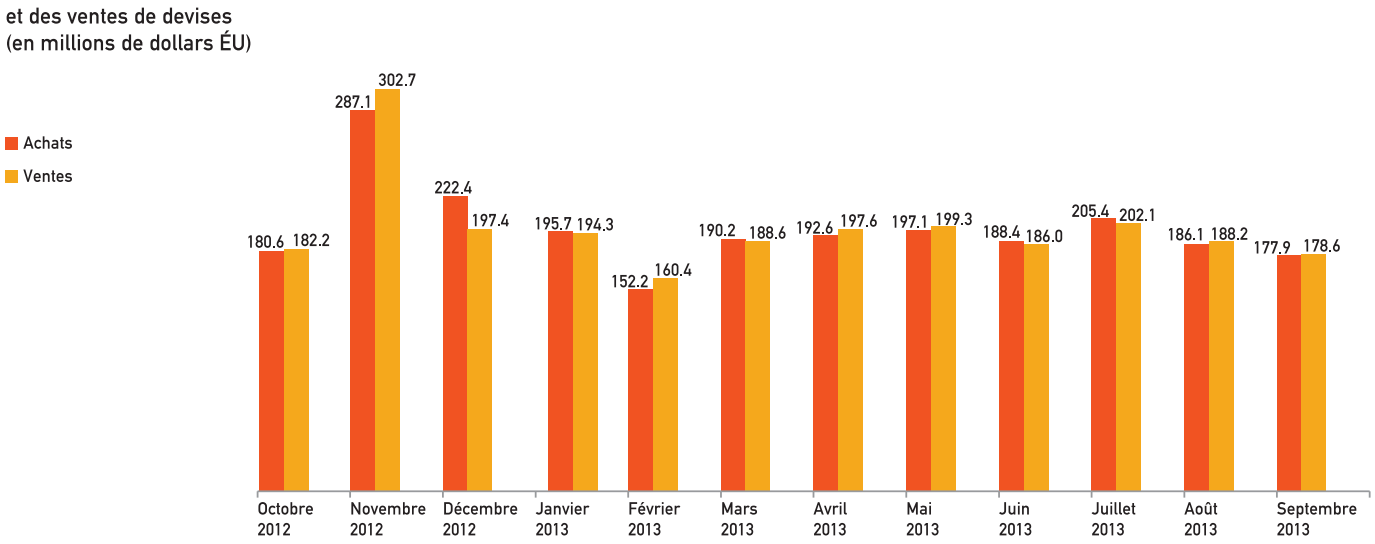
Au cours de l'exercice, les bons du Trésor émis par le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) ont fait leur apparition dans le paysage financier haïtien. Au 30 septembre 2013, les banques du système détenaient des bons pour un montant de 2,88 milliards de gourdes.

### AUTRES PLACEMENTS

Les Autres placements totalisent 30,55 MMG au 30 septembre 2013 après avoir enregistré une hausse de 0,8 % (+223,25 MG) par rapport à leur niveau au 30 septembre 2012 (30,32 MMG). Cette évolution s'est réalisée en dépit d'une réduction de leur importance au sein de l'actif total, soit une part de 17,40 % à la fin de l'exercice 2013, contre 17,8 % à la même période en 2012. Cette progression résulte de l'accroissement de 34 % (+3,13 MMG) de leur composante en gourdes, celle en devises converties étant en nette régression sur la période (-13,7 % ; -2,90 MG). Au 30 septembre 2013, les Autres placements sont dollarisés à hauteur de 59,58 % (contre 69,59 % au 30 septembre 2012).

## OPÉRATIONS DE CHANGE

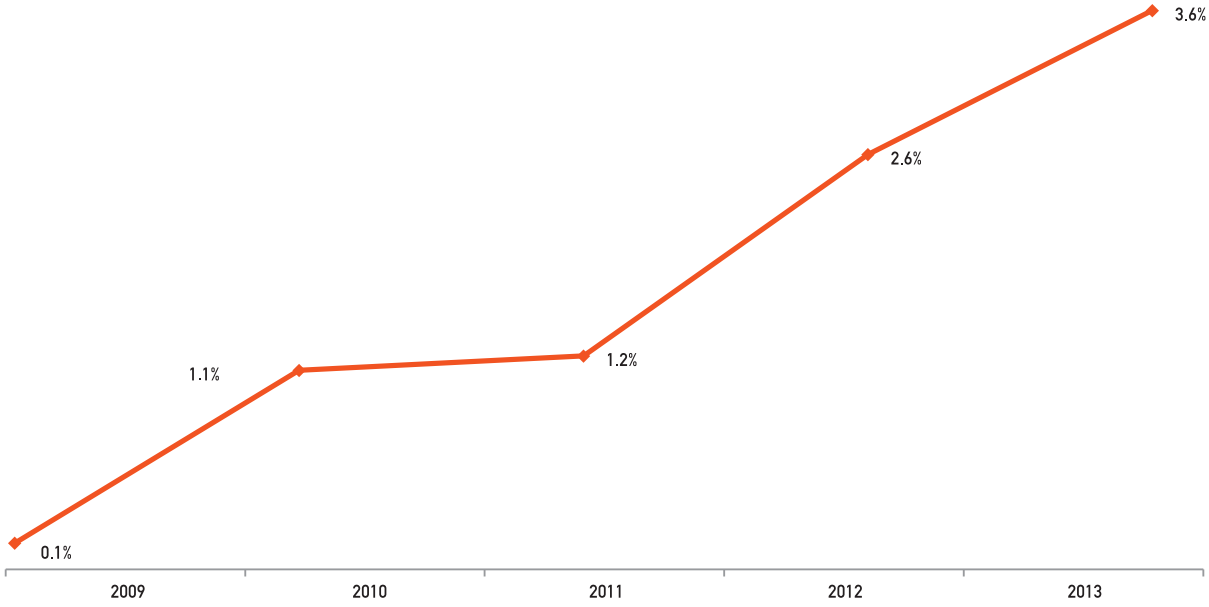
Les établissements bancaires interviennent sur le marché des changes tant pour satisfaire les besoins de leurs clients que pour effectuer des transactions pour leur propre compte. Ainsi, au cours de l'exercice 2012-2013, les opérations de change du système bancaire ont connu une certaine croissance par rapport à celles de l'exercice précédent. Les achats de devises ont crû de 4,5 % (+102,10 MD ÉU) par rapport au 30 septembre 2012, et les ventes de devises ont suivi la même tendance à la hausse (+4,0 % ; 90 MD ÉU). Ces opérations de change avec la clientèle ont été plus intenses au mois de novembre 2012, où les achats ont atteint 287,13 MD ÉU et les ventes 302,68 MD ÉU. Sur l'ensemble de l'exercice, les achats ont totalisé 2 375,51 MD. ÉU et les ventes 2 387,31 MD. ÉU. Aussi, le solde cambiste s'est-il plus ou moins amélioré d'un exercice à l'autre (-11,80 MD ÉU en 2013 contre -22,95 MD ÉU en 2012).




Au terme de l'exercice 2012-2013, la position nette de change du système bancaire, exprimée en pourcentage de ses fonds propres, s'inscrit à 3,6 % contre 2,6 % à la fin de l'exercice 2011-2012. Cette position, qui est non conforme à l'exigence réglementaire de 2 % imposée par le régulateur, est la conséquence de plusieurs contrats de swaps de devises passés entre la BRH et diverses banques du secteur, causant un élargissement de la position nette de change de ces dernières.

Graphique 34.

Position nette en devises du système bancaire en pourcentage des fonds propres




## VII.6.4- STRUCTURE FINANCIÈRE ET QUALITÉ DE L'ACTIF

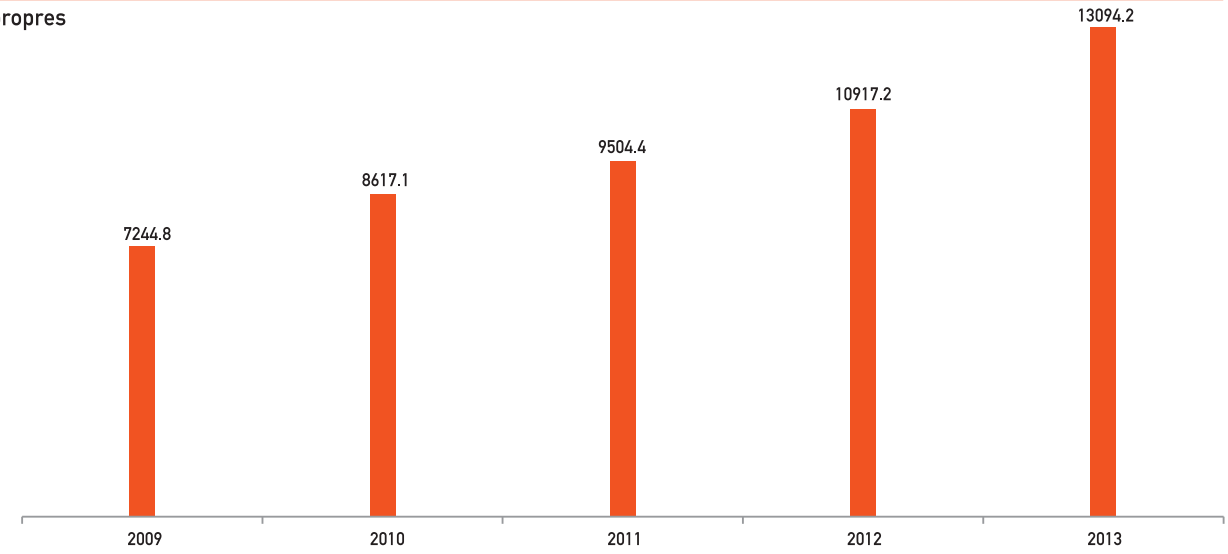
### ASSISE FINANCIÈRE ET FONDS PROPRES

Les fonds propres du système bancaire ont enregistré une augmentation de 19,7 % (+2 146,71 MG) en glissement annuel, pour s'établir à 13 063,91 MG au 30 septembre 2013. Cette expansion est, dans une large mesure, le résultat d'injections de fonds frais effectuées par les actionnaires, comme en témoigne la croissance de 42,7 % (+1 759,8 MG) du capital versé. Elle est également supportée par la progression des réserves (+23,7 % ; +468,06 MG) et des surplus d'apport (+2,3 % ; +5,0 MG), les bénéfices non répartis ayant diminué de 1,9 % par rapport à son niveau du 30 septembre 2012.

Par ailleurs, le rythme de croissance annuelle des fonds propres (19,7 %) s'est accéléré comparativement à celui de l'exercice passé, où il était de 14,9 %. De même, le taux de croissance des fonds propres pour l'exercice a été largement supérieur à celui de l'actif bancaire (+3,2 %). En conséquence, le ratio « Avoir des actionnaires/Actif total » s'est renforcé de 1,04 point de pourcentage pour s'établir à 7,43 % au 30 septembre 2013, un niveau supérieur au minimum de 5 % requis par la nouvelle loi bancaire.

Graphique 35.

Évolution des fonds propres du système bancaire (en MG)




Du point de vue réglementaire, le niveau des fonds propres du système bancaire est conforme aux limites fixées par la Circulaire 88 sur la suffisance des fonds propres. En s'établissant à 17,32 % (contre 16,79 % en 2012), le ratio « fonds propres réglementaires sur actifs à risque » est situé nettement au-dessus du minimum de 12 % requis.

Tableau 28.

Respect des normes de suffisance de fonds propres

| | Fonds propres / actif à risque[a] | |
|---|---|---|
| | Min: 12% | |
| | 2012 | 2013 |
| Limite réglementaire | 18.09 | 16.61 |
| Banques à capitaux privés haïtiens (5 banques) | 7.06 | 0.00 |
| Banques commerciales d'État (2 banques) | 17.53 | 15.67 |
| Succursales de banques étrangères (2 banques) | 16.79 | 17.32 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières (DSBIF)

## QUALITÉ DE L'ACTIF

Le volume des improductifs (1,54 MMG) a varié presque dans les mêmes proportions (+19,9 %) que le portefeuille de crédit brut (+19,2 %), le coefficient d'arrérage a quasiment stagné (2,43 % en septembre 2013 contre 2,42 % en septembre 2012). Toutefois, l'actif du système en 2013 a été de moindre qualité qu'en 2012 vu la baisse du taux de couverture (24,47 points de pourcentage). Ceci a entraîné le relèvement du taux d'exposition (+2,89 points de pourcentage) des fonds propres à court terme.

Tableau 29.

Prêts improductifs du système bancaire (en MG)

| | 2011 | Variation | 2012 | Variation | 2013 | Variation |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Prêts improductifs bruts | 1,480.40 | -15.30% | 1,285.10 | -13.20% | 1,698.50 | 32.2% |
| Prêts bruts totaux | 40,075.60 | 29.70% | 53,102.30 | 32.50% | 63,278.20 | 19.2% |
| Taux d'improductifs | 3.70% | | 2.40% | | 2.70% | |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières (DSBIF)

Une analyse de la qualité du portefeuille de crédit bancaire par catégorie en 2013 montre que les prêts au logement sont relativement les plus risqués, avec un taux d'improductif de 6,9 %. Toutefois, la qualité de cette catégorie s'est améliorée par rapport à l'exercice précédent, quand le taux d'improductifs était de 8 %. Les improductifs au niveau des catégories « prêts à la consommation » et « prêts commerciaux » ont été, respectivement, de 3,5 % au 30 septembre 2013 (contre 4,1 % au 30 septembre 2012) et de 5,4 % (contre 4,2 %).

Tenant compte des crédits hors bilan et du niveau de concentration de la catégorie des prêts commerciaux dans le portefeuille bancaire (plus de 80 % de celui-ci), l'exposition du système au risque de crédit est liée essentiellement des improductifs relatifs à ladite catégorie.

Tableau 30.

Taux d'improductifs par catégorie de prêts du système

| | Consommation | Logement | Commerciaux |
|---|---|---|---|
| Taux d'improductifs (en % du total des prêts de la catégorie) | 3.50% | 6.90% | 5.40% |
| Poids dans le crédit bancaire total | 11.00% | 7.00% | 82.00% |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières (DSBIF)

En dépit de la hausse des prêts improductifs bruts au cours de l'exercice, l'ensemble des banques ont baissé leur niveau de provisionnement de 10,46 % (-129,91 MG) à 1 112,23 MG. De ce fait, l'exercice s'est terminé avec une réduction considérable de 24,47 points de pourcentage au niveau du taux de couverture des créances douteuses, lequel s'est établi à 72,19 % au 30 septembre 2013 (contre 96,66 % au 30 septembre 2012).

Tableau 31.

Couverture des prêts improductifs bruts par les provisions pour créances douteuses (en MG)

| | 2011 | Variation | 2012 | Variation | 2013 | Variation |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Provisions pour créances douteuses | 1,378.29 | -6.24% | 1,242.14 | -9.88% | 1112.23 | -10.46% |
| Prêts improductifs bruts | 1,480.36 | -15.34% | 1,285.09 | -13.19% | 1698.48 | 32.17% |
| Taux de couverture | 93.10% | | 96.66% | | 65.48% | |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières (DSBIF)

En raison de l'effet combiné de la hausse des improductifs et de la baisse des provisions pour créances douteuses, l'exposition des fonds propres comptables du système bancaire au risque de crédit a connu une augmentation de 2,89 points de pourcentage, pour se fixer à 3,28 % (contre 0,39 % à la fin de septembre 2012). Toutefois, la solidité de l'assise financière du système bancaire et son niveau d'adéquation, du point de vue réglementaire, ont temoigné de la bonne santé financière du système.

Tableau 32.

Prêts improductifs nets en pourcentage des fonds propres (en MG)

| | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|---|---|---|---|---|---|
| Prêts improductifs bruts | 3.001.52 | 1.748.53 | 1.480.36 | 1.285.09 | 1.698.48 |
| moins : provisions pour créances douteuses | 2.090.31 | 1.470.00 | 1.378.29 | 1.242.14 | 1.112.23 |
| Prêts improductifs nets | 911.21 | 278.53 | 102.07 | 42.95 | 586.25 |
| Fonds Propres Comptables | 7.244.80 | 8.617.12 | 9.504.43 | 10.917.21 | 13.094.22 |
| Proportion des prêts improductifs nets par rapport aux fonds propres | 12.58% | 3.23% | 1.07% | 0.39% | 4.48% |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières (DSBIF)

En ce qui a trait à la diversification du portefeuille par rapport aux apparentés, les banques ont évolué de manière conforme par rapport aux prescrits de la réglementation en vigueur. Le ratio « prêts aux apparentés/fonds propres réglementaires » s'est amélioré de 4,28 points de pourcentage pour s'établir à 20,89 % au terme de l'exercice. L'exigence réglementaire en matière de concentration des risques du crédit aux apparentés impose une limite cumulative maximale de 200 % au ratio exposition nette de crédit aux apparentés sur fonds propres réglementaires.

Au 30 septembre 2013, les banques commerciales privées haïtiennes ont 26,2 % de leurs fonds propres réglementaires exposés au risque lié aux apparentés (27,2 % en 2012), la banque d'épargne et de logement suit avec un taux d'exposition de 13,1 % (23,7 % l'année précédente) et les banques commerciales d'État ont enregistré un taux de 2,69 % (3,34 % pour l'exercice antérieur). Les succursales de banques étrangères sont les moins exposées avec un taux d'exposition de 1,16 % (37,49 % en 2012).

Tableau 33.

Exposition des banques aux risques de crédit aux apparentés

| | Banques commerciales d'État | Banques commerciales privées | Banques d'épargne et de logement | Succursales de banques étrangères | Système |
|---|---|---|---|---|---|
| Risques apparentés (MG) | 50.82 | 2.484.77 | 50.32 | 7.67 | 2.593.57 |
| Fonds propres réglementaires (MG) | 1.889.39 | 9.481.68 | 384.14 | 662.72 | 12.417.92 |
| Risques apparentés en % Fonds propres réglementaires | 2.69% | 26.2% | 13.1% | 1.16% | 20.89% |

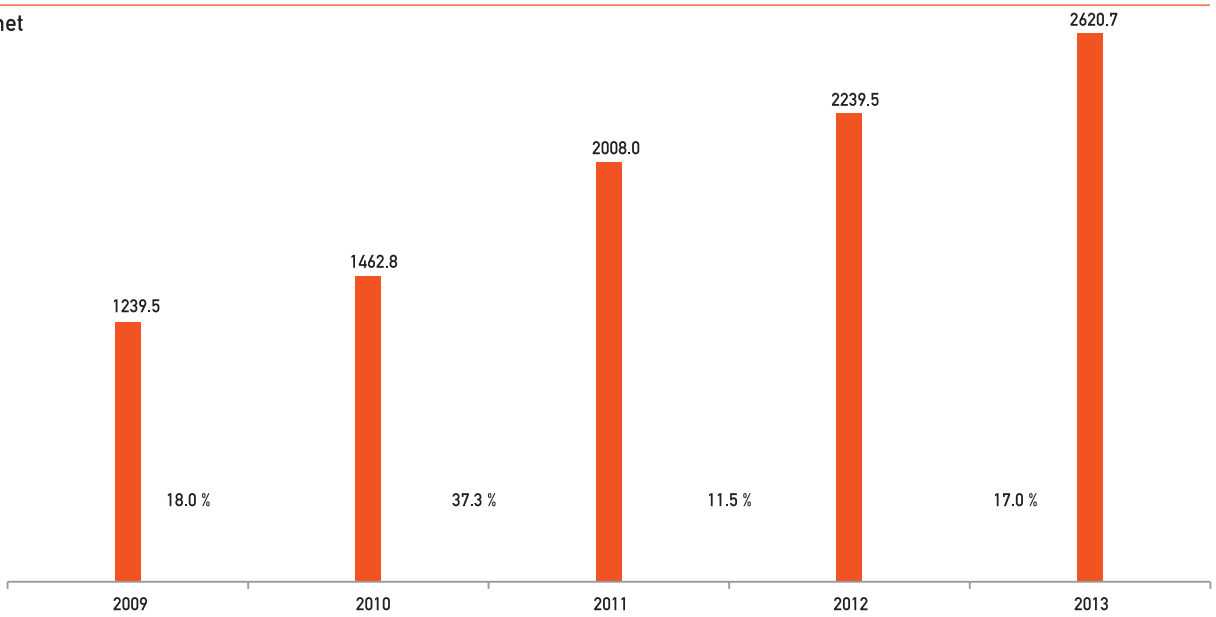
Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières (DSBIF)

## VII.6.5- RÉSULTATS DES ACTIVITÉS BANCAIRES

Le système bancaire a terminé l'exercice fiscal 2012-2013 avec un profit net de 2 620,66 MG, soit une augmentation de 381,19 MG (+17 %) par rapport à l'exercice 2011-2012. Une accélération de 5,47 points de pourcentage du rythme de croissance du profit net a été observée comparativement à l'exercice antérieur, où le taux de croissance était de 11,53 %.

Graphique 36.

Évolution du bénéfice net du système pour l'exercice 2013 (en MG)



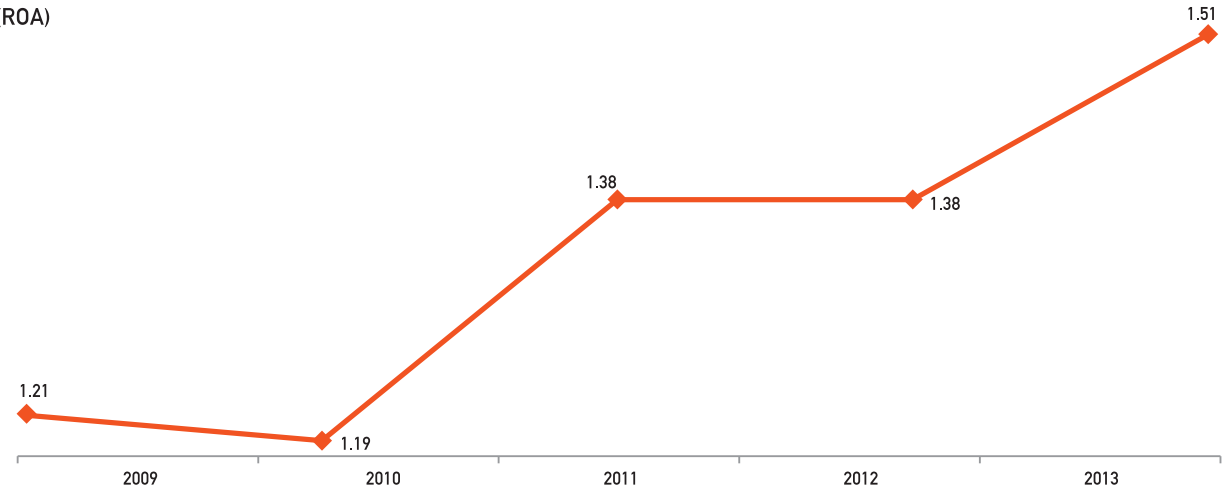
L'amélioration des résultats nets du système découle de l'effet de ciseaux positif induit par la croissance plus rapide du produit net bancaire (+16,7 % ; +1 378,38 MG) par rapport aux dépenses d'exploitation (+13,8 % ; +759,75 MG), lesquelles se sont établies à 6 251,54 MG au 30 septembre 2013.

Du point de vue opérationnel, le bénéfice avant impôt sur le revenu a crû de 25,2 % en glissement annuel pour atteindre 2 938,86 MG pour l'exercice, soit une croissance accélérée de 18,9 points de pourcentage par rapport à l'exercice précédent.

L'évolution positive de la situation bénéficiaire du système à un rythme plus soutenu que l'actif moyen, qui n'a crû que de 7 %, a conduit à une augmentation de 13 points de base du taux de rendement de l'actif (ROA), lequel s'est fixé à 1,51 % pour l'exercice.

Graphique 37.

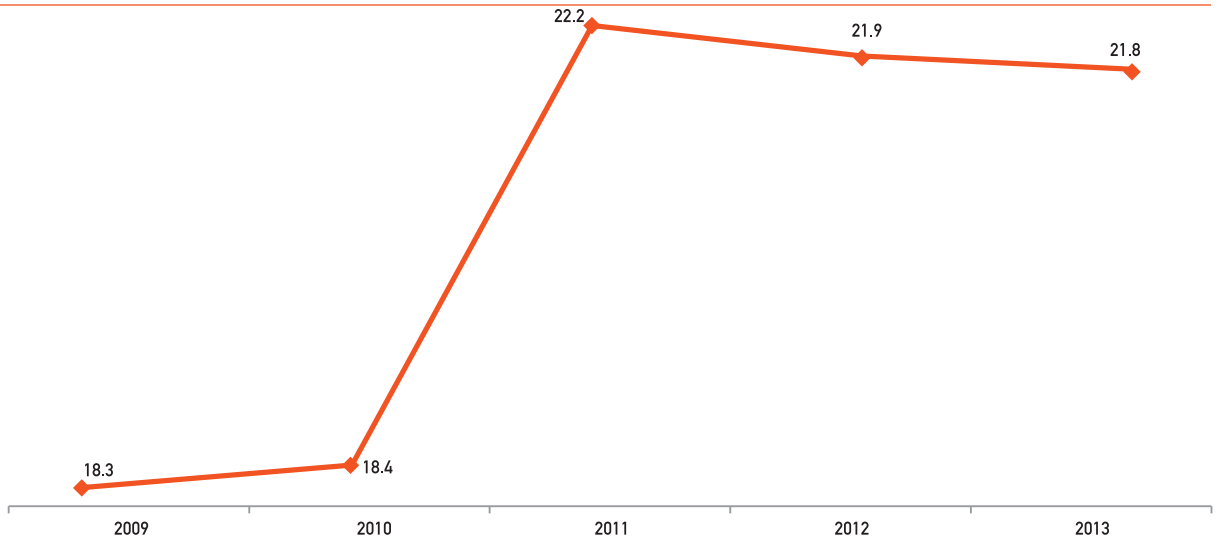
Rendement de l'actif (ROA)
pour l'exercice 2013
(en %)




L'indicateur de rendement sur l'avoir des actionnaires du système, le ROE, a perdu 7 points de base en glissement annuel pour s'établir à 21,86 au 30 septembre 2013. La baisse du ROE s'explique par le recul du levier financier, lequel est passé de 15,89 au 30 septembre 2012 à 14,45 au 30 septembre 2013 suite à la hausse annuelle relativement plus forte de l'avoir des actionnaires (+17,43 %) comparativement à celle de 6,76 % de l'actif moyen bancaire pour la même période. Cette évolution traduit la tendance à la consolidation de l'assise financière du système bancaire haïtien.

Graphique 38.

Rendement de l'avoir
des actionnaires (ROE)
pour l'exercice 2013
(en %)




## REVENUS NETS D'INTÉRÊT

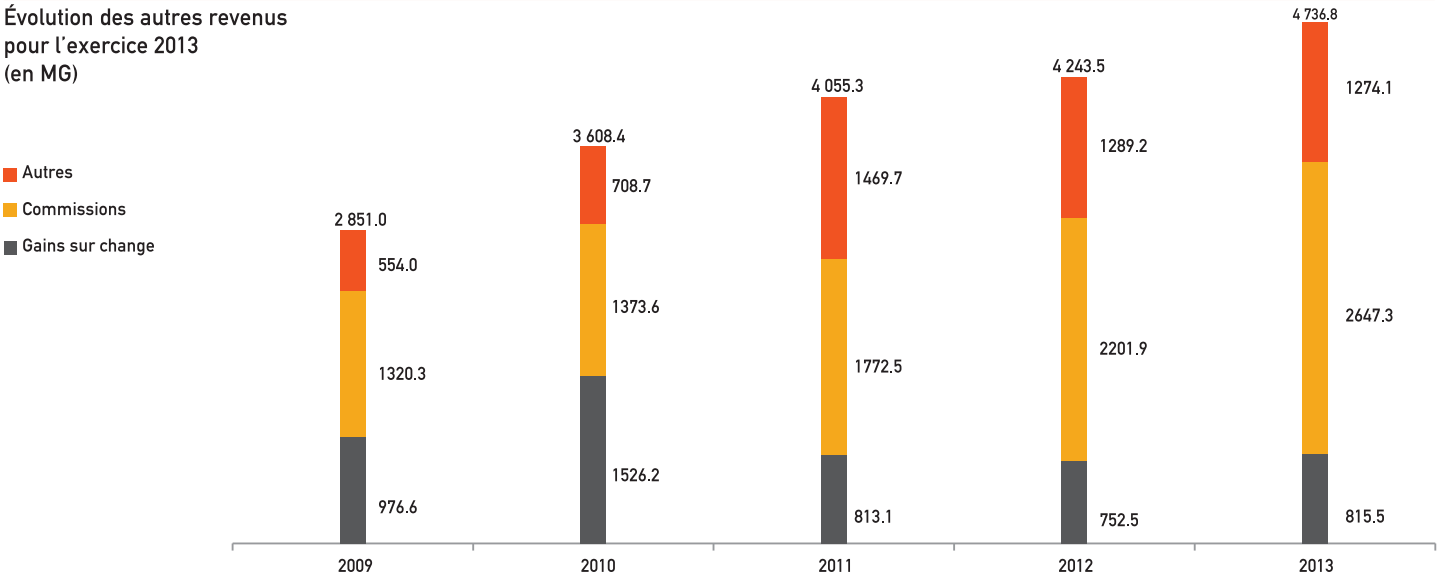
Les revenus nets d'intérêt (4 872,3 MG) ont enregistré une croissance annuelle de 22,2 % (+884,91 MG). Leur évolution favorable est essentiellement le résultat de la progression annuelle plus soutenue des revenus d'intérêt (+21,5 % ; +927,93 MG) par rapport à celle de 13,2 % des dépenses d'intérêt. En outre, la croissance des revenus d'intérêt a été quelque peu influencée par l'introduction des bons du Trésor comme nouvel instrument du marché monétaire, en plus des bons BRH. Les intérêts gagnés sur les bons BRH et les bons du Trésor ont totalisé 185,6 MG, soit 4 % des revenus d'intérêt totaux.

## AUTRES REVENUS

Les Autres revenus ont crû de 11,6 % (+493,47 MG) en glissement annuel, pour se fixer à 4 736,95 MG au 30 septembre 2013. Ils représentent 47,5 % des revenus totaux générés par le système bancaire pour l'exercice (contre 49,6 % au 30 septembre 2012). Dans la structure de ces revenus, les commissions (2 647,31 MG) et les gains sur change (815,52 MG) ont, respectivement, augmenté de 20,2 % (+445,46 MG) et de 8,4 % (+63,06 MG). Par contre, le poste « Autres » a baissé de 1,2 % (-15,06 MG).

Graphique 39.

Évolution des autres revenus pour l'exercice 2013 (en MG)




## PRODUIT NET BANCAIRE ET PROVISIONS POUR CRÉANCES DOUTEUSES

Suite à la croissance de 22,2 % des revenus d'intérêt et celle de 11,6 % des Autres revenus, le produit net bancaire a atteint 9 609,25 MG pour cet exercice, soit une croissance de 16,7 % (+1 378,38 MG) par rapport à l'exercice précédent. Les Autres revenus ont contribué à hauteur de 49,3 % dans la formation du produit net bancaire.

La dotation à la provision pour créances douteuses a augmenté de 6,9 %, atteignant 418,85 MG. Toutefois, vu l'évolution à la baisse du provisionnement des prêts improductifs (65,48 % en septembre 2013 contre 96,66 % en septembre 2012), son rythme de croissance a considérablement baissé (65,9 points de pourcentage). La croissance fortement décélérée de la Dotation à la provision pour créances douteuses a contribué à la hausse accélérée du bénéfice avant dépenses d'exploitation et impôts sur le revenu (9 190,40 MG). Ce dernier a crû de 17,2 % (1 351,29 MG) contre 7,1 % pour l'exercice fiscal 2011-2012.

Tableau 35.

Produit net bancaire

| | 2011 | | 2012 | | 2013 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | MG | % | MG | % | MG | % |
| Revenus nets d'intérêt | 3493.00 | 46.30 | 3987.40 | 48.40 | 4,872.30 | 50.70 |
| Autres revenus | 4055.30 | 53.70 | 4243.50 | 51.60 | 4,737.00 | 49.30 |
| Produit net bancaire | 7548.30 | 100.00 | 8230.90 | 100.00 | 9.609.2 | 100.00 |
| Dotation à la Provision pour créances douteuses | 226.70 | | 391.80 | | 418.80 | |
| Bénéfice avant dépenses d'exploitation et impôts | 7321.60 | | 7839.10 | | 9.190.40 | |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières (DSBIF)

## DÉPENSES D'EXPLOITATION

Comparativement à l'exercice 2011-2012, les dépenses d'exploitation du système bancaire ont augmenté de 13,8 % (+759,75 MG), pour s'établir à 6 251,54 MG pour l'exercice 2012-2013. Á l'intérieur de ce compte, les salaires et avantages sociaux (2 706,75 MG) ont augmenté de 14,40 % (+341,26 MG), les Autres dépenses d'exploitation (2 705,77 MG) ont crû de 14,90 % (+350,62 MG), les frais de locaux (384,41 MG) de 10,8 % (+37,41 MG) et les amortissements (454,61 MG) de 7,20 % (+30,46 MG).

Tableau 36.

Coefficient d'exploitation en 2013

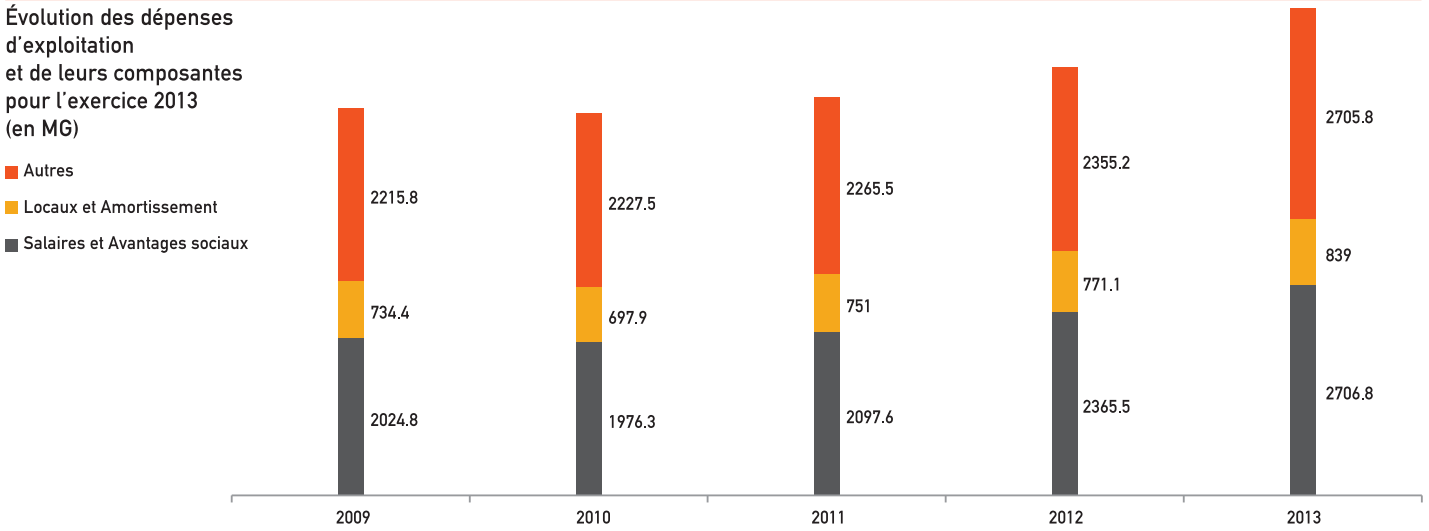
| | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|---|---|---|---|---|---|
| Coefficient brut d'exploitation (Dépenses d'exploitation/produit net bancaire) | 72.80% | 69.21% | 67.75% | 66.72% | 65.06% |
| Ratio de couverture des dépenses d'exploitation par les revenus d'intérêts | 80.00% | 81.09% | 74.76% | 78.55% | 83.84% |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières (DSBIF)

L'efficience du système en termes de maîtrise des coûts d'exploitation s'est consolidée. Le coefficient brut d'exploitation s'est amélioré de 1,66 point de pourcentage, passant de 66,72 % à 65,06 %. C'est le meilleur niveau d'efficience enregistré par le système depuis les cinq derniers exercices. La hausse plus rapide du produit net bancaire (+16,70 %) par rapport à celle des dépenses d'exploitation (+13,80 %) est essentiellement à la base de l'amélioration de l'indicateur d'efficience.

Graphique 40.

Évolution des dépenses d'exploitation et de leurs composantes pour l'exercice 2013 (en MG)




## TAUX MOYEN DE RÉMUNÉRATION DES DÉPÔTS ET DE RENDEMENT MOYEN DES PRÊTS

La tendance à la baisse du taux moyen de rémunération des dépôts, observée au cours des quatre dernières années, s'est renversée en 2013. En effet, ce taux a connu une hausse de 28 points de base par rapport à l'exercice précédent pour atteindre 0,51 % au 30 septembre 2013. Toutefois, c'est le deuxième niveau de rémunération des dépôts le plus faible enregistré sur la période quinquennale.

Tableau 37.

Rémunération moyenne des dépôts (en MD. ÉU et en %)

| | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|---|---|---|---|---|---|
| Dépôts Moyens a | 53,807.30 | 58,192.01 | 63,990.10 | 68,628.26 | 72,177.28 |
| Depenses d'intérêt | 714.19 | 500.33 | 330.54 | 326.19 | 369.21 |
| Rémunération moyenne des dépôts | 0.81% | 0.86% | 0.52% | 0.23% | 0.51% |
| Variation (point) | -0.61% | 0.05% | -0.34% | -0.29% | 0.28% |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières (DSBIF)

La tendance à la baisse du rendement moyen des prêts observée depuis quelques années a continué son cours. Ce rendement est passé de 8,1 % à 7,7 % entre 2012 et 2013, soit une baisse de 40 points de base. Ce recul est attribué à la croissance plus soutenue de 24,90 % des prêts moyens relativement à celle de 21,5 % des revenus d'intérêt. Par ailleurs, le ralentissement de la croissance des revenus d'intérêt est lié également à la hausse (+26 points de base), quoique légère, du taux de crédit improductif.

Tableau 38.

Rendement moyen des prêts (en MG et en %)

| | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|---|---|---|---|---|---|
| Prêts bruts Moyens | 33,296.10 | 33,153.10 | 35,488.20 | 46,588.90 | 58,190.30 |
| Revenus d'intérêt sur prêts | 3,670.00 | 3,346.20 | 3,248.80 | 3,760.20 | 4,489.00 |
| Rendement moyen des prêts | 11.00% | 10.10% | 9.20% | 8.10% | 7.70% |
| Variation | -1.60% | -0.90% | -0.90% | -1.10% | -0.40% |

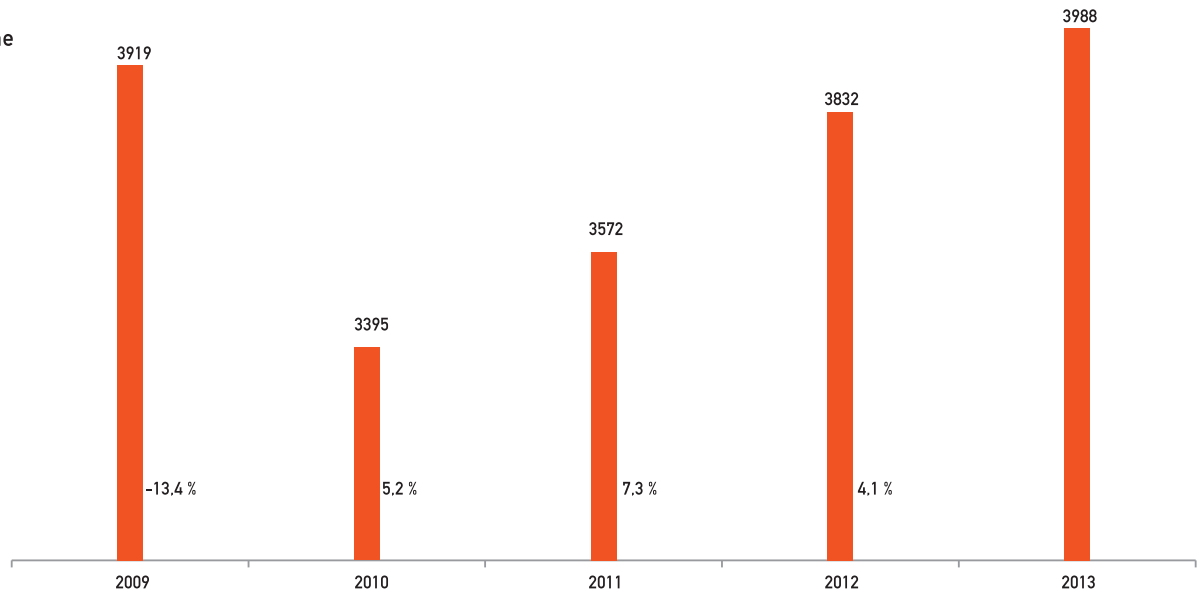
Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières (DSBIF)

## EFFECTIF DES BANQUES ET PRODUCTIVITÉ

L'évolution à la hausse de l'emploi dans le secteur bancaire, amorcée en 2011, s'est renforcée au cours de cet exercice. L'effectif du système est passé de 3 832 au 30 septembre 2013 à 3 988 au 30 septembre 2012, soit une augmentation de 156 employés.

Graphique 41.

Évolution du nombre d'employés du système bancaire




Parallèlement à l'augmentation du nombre d'employés du système bancaire, certains ratios de productivité ont progressé au cours de l'exercice 2013. Le ratio « prêts bruts/employé » a crû de 14,50 %, pour s'établir à 15,87 MG et le PNB par employé est passé de 2,15 MG à 2,41 MG. Le ratio bénéfice/employé a augmenté de 12,44 % pour s'établir à 0,66 MG pour l'exercice. Quant aux ratios actif/employé (44,11 MG) et dépôts totaux/employé (36,52 MG), ils ont accusé des baisses respectives de 0,88 % et de 4,7 %.

Tableau 39.

Productivité par employé (en milliers de gourdes et en %)

| | 2011 | Variation | 2012 | Variation | 2013 | Variation |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Actif/employé1 | 43,111.80 | 6.10% | 44,508.30 | 3.20% | 43,613.80 | -2.00% |
| Prêts bruts/employé | 11,219.40 | 23.30% | 13,857.60 | 23.50% | 15,867.20 | 14.50% |
| Dépôts/employé | 37,947.60 | 8.00% | 38,318.90 | 1.00% | 36,513.50 | -4.70% |
| PNB/employé | 2,113.20 | 9.10% | 2,147.90 | 1.60% | 2,409.50 | 12.20% |
| Bénéfice net/employé | 576.40 | 44.10% | 584.40 | 1.40% | 657.10 | 12.40% |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Supervision des Banques et des Institutions Financières (DSBIF)

## VII.7- SURVEILLANCE DES BANQUES

### VII.7.1- ACTIVITÉS DE SURVEILLANCE

Au cours de l'exercice 2012-2013, la BRH a poursuivi ses activités de surveillance au sein du système bancaire et des institutions financières conformément aux deux modes de contrôle en vigueur : les inspections sur place (surveillance des banques et des activités de transfert et de change) et la surveillance sur pièces.

#### INSPECTIONS SUR PLACE

#### SURVEILLANCE DES BANQUES

Le Service Inspection de la Direction de la supervision des banques et des institutions financières a exécuté les activités suivantes en 2012-2013 :

- finalisation de deux (2) inspections générales à la Banque Populaire Haïtienne et à la Sogebel ;
- réalisation de deux (2) missions d'inspection générale à la Capital Bank et à la Banque Nationale de Crédit ;
- lancement de deux (2) missions d'inspection générale à la Unibank et à la Citibank ;

Ces missions se sont déroulées en même temps que s'accomplissait un autre mandat, sur la problématique de la lutte contre le blanchiment d'argent.

Le Service Inspection a aussi délégué, depuis mai 2012, un inspecteur à la Banque Populaire Haïtienne afin d'offrir sur place une assistance technique dans l'implémentation de procédures relatives à la problématique de la lutte contre le blanchiment des avoirs. Le Service a également exercé son contrôle à la Banque de l'Union Haïtienne en vue de s'assurer du respect des normes prudentielles et de limiter certains risques.

La Direction de la supervision a participé à l'organisation de la XXXIème conférence annuelle du Collège des Superviseurs de Banque de la Caraïbe (Caribbean Group of Banking Supervisors), dont la Banque centrale était l'hôte.

### VII.7.2- SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS DE TRANSFERT ET DE CHANGE

Au cours de l'exercice 2013, le Service de Surveillance des Activités de Transfert et de Change a réalisé deux inspections sur la problématique de la lutte contre le blanchiment des avoirs au niveau des maisons de transfert et de change :

- l'une, de décembre 2012 à mars 2013, à la Unitransfer ;
- l'autre, de mai à août 2013, au Caribbean Center S.A. (CCSA).

De plus, le Service a produit sur une base régulière des rapports hebdomadaires sur les frais de 1,50 dollars ÉU perçus sur les transferts internationaux, des rapports mensuels sur les chèques émis par les banques et les maisons de transfert pour la remise des frais de 1,50 dollar ÉU collectés pour le compte du Trésor Public, des rapports hebdomadaires et mensuels sur le nombre des transferts reçus et expédiés et des rapports mensuels sur les achats et ventes de devises effectués par les agents de change.

### CONTRÔLE SUR PIÈCES

Le contrôle sur pièces est un processus qui permet de suivre de façon permanente l'évolution du système bancaire à travers des rapports soumis par les banques. Il consiste à :

- analyser l'évolution des ratios prudentiels ;
- déceler les facteurs de vulnérabilité ;
- formuler des interrogations qui permettront de planifier des entretiens avec les responsables d'un établissement et/ou de diligenter un contrôle sur place, communément appelé inspection ponctuelle.

Pour exécuter un tel contrôle, la BRH utilise des rapports, formulaires et états financiers provenant des différents établissements bancaires, ce qui l'a habilité à produire des rapports tels que :

- les rapports externes, dont les « Rapports statistiques et indicateurs financiers », produits sur une base trimestrielle et distribués à l'ensemble des décideurs du système financier ;
- d'autres rapports internes à la BRH, consistant en des études analytiques des tendances observées tant au niveau du système bancaire en général que pour chacune des entités qui composent celui-ci.

### AUTRES

### DEMANDES D'AGRÉMENT

La BRH a accepté les demandes d'agrément formulées par la Banque Populaire Haïtienne et la Banque Nationale de Crédit qui, chacune, désiraient ouvrir de nouvelles succursales respectivement non loin de l'Aéroport International Toussaint Louverture, à Tabarre et à l'Hôtel Royal Oasis. De plus, la succursale de la Capital Bank sise à Delmas 55, qui avait été endommagée par le séisme du 12 janvier 2010 et était restée fermée depuis cette date, a repris ses activités à l'angle de Delmas 53 et de l'autoroute de Delmas.

S'agissant des maisons de transferts, Grace Trading a obtenu l'autorisation de la Banque de la République d'Haiti pour fonctionner en Haïti.

### PÉNALISATION

L'exercice 2012-2013 a généré des revenus s'élevant à 11 206 068,00 gourdes, qui proviennent de pénalités encourues par les banques commerciales composant le système bancaire. Ces pénalités découlent de deux sources : les dépassements

relatifs à la position nette de change et les retards enregistrés dans la soumission de rapports obligatoires à la Banque de la République d'Haïti.

• Les pénalités liées aux dépassements de la limite de 2 % de la position nette de change sont de 207 615,40 gourdes, réparties entre la Unibank (120 621,71 gourdes), la Sogebank (85 022,83 gourdes) et la Sogebel (1 970,86 gourdes).

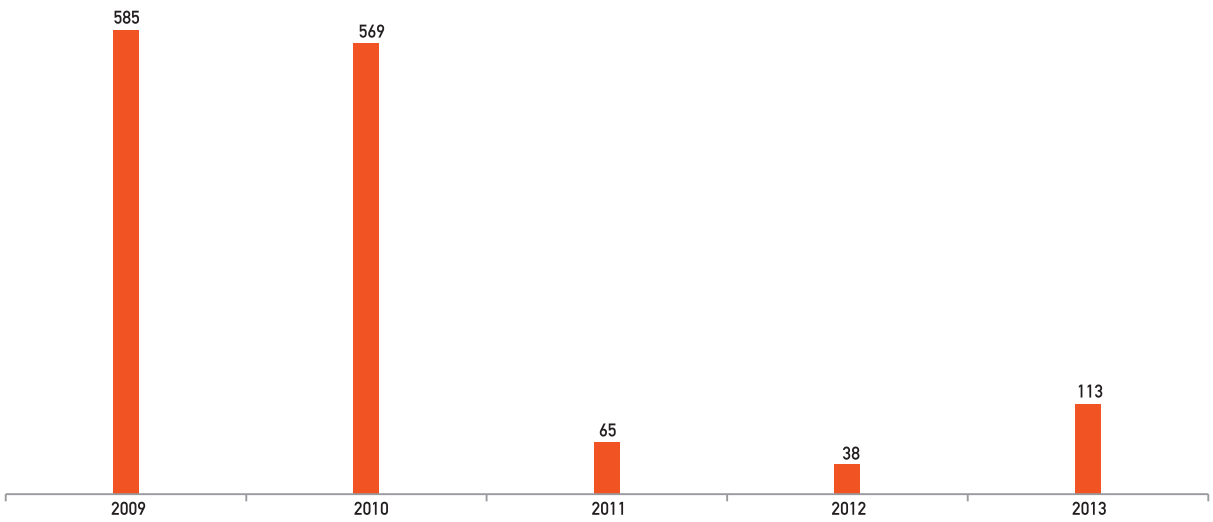
• Les pénalités relatives aux retards dans la soumission de différents rapports à la Banque de la République d'Haïti s'élèvent à 863,000 gourdes, payées par la Sogebank (314 500,00 gourdes), la Unibank (178 000,00 gourdes), la Capital Bank (157 000,00 gourdes), la Banque de l'Union Haïtienne (111 000,00 gourdes), la Banque Populaire Haïtienne (50 000,00 gourdes), la Citibank (41 500,00 gourdes), la Banque Nationale de Crédit (8 000,00 gourdes) et la Sogebel (3 000,00 gourdes).

### INTÉRÊTS PAYÉS

Les intérêts payés sur les bons BRH sont passés de 38,4 millions de gourdes au cours de l'exercice 2011-2012 à 112,6 millions en 2012-2013, soit une hausse de 208,8 % due à l'augmentation de l'encours des différentes maturités de bons BRH conjuguée à celle des taux d'intérêt y afférents.

Graphique 42.

Évolution des intérêts versés sur Bons BRH (en MG)




## VII.8. CHRONOLOGIE DES FAITS MARQUANTS DU SYSTÈME BANCAIRE AU COURS DE L'EXERCICE 2013

### RÉGLEMENTATION

La BRH a publié les circulaires suivantes au cours de l'exercice :

• Circulaire 101-2 relative aux modalités de facturation des opérations effectuées à partir des cartes de paiement ;

• Circulaire 102 traitant des modalités opérationnelles de la compensation électronique des chèques et de règlement ;

• Circulaire 103 déterminant les règles auxquelles sont assujettis les chèques émis en Haïti ;

• Circulaire 104 relative au traitement des chèques non standardisés selon les dispositions de la circulaire 94-2 du 17 août 2012 et de la circulaire 94-3 du 27 décembre 2012, et au regard des règles et procédures de la chambre de compensation de la BRH;

• Lettre-Circulaire 05-1 du 25 juin 2013 relative à l'annulation de la Lettre-Circulaire # 05 portant sur la restructuration des prêts et de constitution de provisions de 2 % sur les prêts sains avant le 12 janvier 2010 devenus improductifs après.

## AUTRES

Dans le cadre des efforts de la BRH pour maintenir l'efficience, l'intégrité et la fiabilité des informations ainsi que la sécurité du système de paiement, des actions ont été entreprises avec l'assistance du Département du Trésor américain en vue de mieux cerner la problématique de la lutte contre le blanchiment des avoirs. Parmi ces actions, on peut citer :

- Formation relative au programme de conformité à la lutte contre le blanchiment des avoirs, dispensée à propos des MSB (Money Services Businesses), lesquels regroupent les maisons de transfert, les bureaux de change, etc;

- Formation relative au programme de conformité à la lutte contre le blanchiment des avoirs, dispensée aux officiers de conformité du système bancaire;

- Rencontre avec l'Unité Centrale de Renseignements Financiers (UCREF) sur l'amélioration des rapports de déclaration de transactions produites par les officiers de conformité;

- Formation relative aux systèmes informatiques des banques, dispensée aux officiers de conformité et aux responsables desdits systèmes;

- Programme de formation relative aux techniques d'analyse financière, organisé avec la participation du Département du Trésor américain et de l'Office d'Assistance Technique (OTA);

- Forum sur les MSB tenu avec la participation des agents de change, des maisons de transfert et des inspecteurs du Service de Surveillance des Activités de Transfert et de Change.

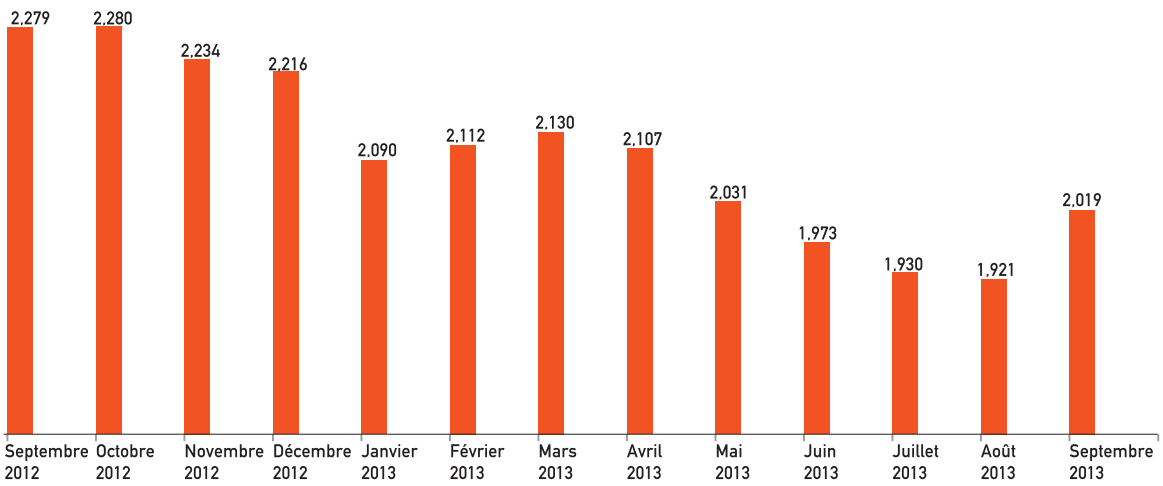
## C - BRH EN 2013

### VIII- GESTION DES AVOIRS EXTERIEURS DE LA BRH

Les avoirs extérieurs de la Banque de la République d'Haïti ont connu une baisse de 11,54 %, par rapport à leur niveau de l'année précédente, pour s'établir à 2 016 millions de dollars ÉU au 30 septembre 2013. Cette diminution, évaluée à 263 millions de dollars ÉU, est attribuée aux dépenses récurrentes de l'État et aux investissements publics ainsi qu'aux interventions de la BRH sur le marché des changes au cours de l'exercice en vue de maintenir la stabilité de la gourde par rapport au dollar américain. Ces interventions de la Banque Centrale ont consisté en la vente de 119 millions de dollars ÉU, en vue de contenir les pressions sur la gourde.

Graphique 43.

Évolution des réserves brutes de change (en millions de dollars EU)




### VIII.1-COMPOSITION DES AVOIRS EXTÉRIEURS

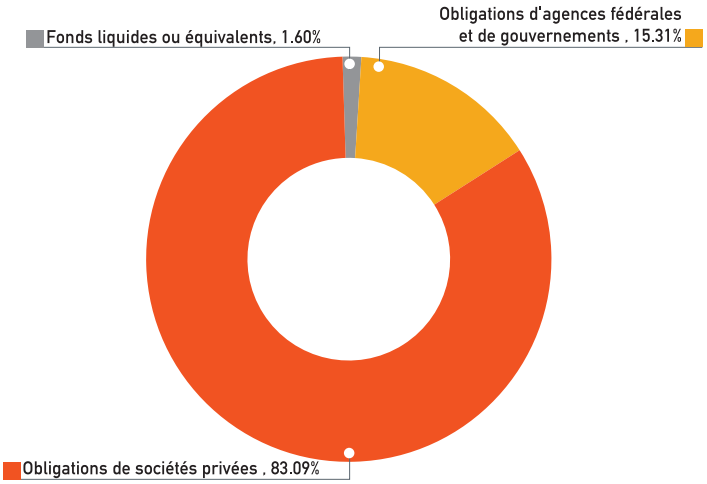
Au 30 septembre 2013, les réserves internationales de la BRH étaient constituées pour 80,31 % par des titres de court et moyen terme ; 9,63 % par des placements sur le marché du loyer de l'argent au jour le jour, 1,02 % par des fonds en attente de placement à l'étranger et 9,04 % étaient constitués d'or et de droits de tirage spéciaux (DTS).

L'allocation du portefeuille de titres de la BRH au 30 septembre 2013 se présente comme suit :

- 15,31 % d'obligations d'agences fédérales et de gouvernements locaux des États-Unis, contre 31,25 % au 30 septembre 2012 ;
- 83,09 % d'obligations de sociétés privées, contre 60,67 % durant l'exercice 2011-2012 ;
- 1,60 % en fonds liquides ou équivalents, contre 8,08 % l'année dernière.

Graphique 44.

Composition des avoirs extérieurs



Cette allocation du portefeuille de la BRH entre des titres à faible niveau de risque et de notation variant de AAA à A-, selon le système de classification de la firme Standard & Poor's Financial Services (S&P), reflète essentiellement l'exigence d'optimisation de la rentabilité, sous les contraintes de faible niveau de risque et de disponibilité élevée imposées par le statut de banque centrale. De plus, elle a été conforme aux termes des contrats de gestion convenus entre la BRH et ses gérants de portefeuille. En effet, en 2013, ces derniers ont été autorisés à placer plus de 75 % des fonds dans des titres émis par des sociétés privées, en raison de l'environnement prévalant dans le secteur des titres gouvernementaux, où les taux sont très bas.

### VIII.2- RENDEMENT DU PORTEFEUILLE

Le portefeuille de titres de la BRH a dégagé un rendement moyen de 1,29 % cette année alors qu'il avait généré 10,09 % au cours de l'exercice précédent. Ce taux de rendement est inférieur à la performance de l'indice de référence retenu par la BRH pour son portefeuille de titres, le Barclays Capital U.S. Aggregate Bond Index, qui a affiché un rendement annuel de -1,68 % en 2013.

### RENDEMENT DES FONDS PLACÉS SUR LE MARCHÉ DU LOYER AU JOUR LE JOUR (REPO MARKET)

Les flux nets de trésorerie disponibles sur les comptes de transaction de la BRH sont investis à chaque fin de journée, y compris les jours fériés, sur le « Repo Market ». Ces fonds ont généré un rendement moyen de 0,072 % au cours de l'exercice 2013, tandis qu'ils avaient produit 0,06 % l'année fiscale antérieure.

## IX.- MONNAIE FIDUCIAIRE ET MONNAIE SCRIPTURALE

### IX.1.- BILLETS ET MONNAIE DIVISIONNAIRE

### IX.1.1.- ÉMISSION, DESTRUCTION ET REMPLACEMENT DE LA MONNAIE

En 2013, malgré l'état d'usure de nombre de billets maintenus en circulation, les opérations de destruction de billets mutilés ont été interrompues pendant plusieurs mois dans un souci de maintenir un stock de précaution et de prévenir une rupture d'approvisionnement. Par rapport à cet état de fait, la BRH a passé des commandes de billets et de pièces de monnaie en quantités modérées tandis que la plus grande partie de l'approvisionnement en billets a suivi la longue et complexe procédure d'appel d'offres,comme le requiert la loi.

Cette situation a provoqué, d'une part, une baisse importante du volume des billets mutilés détruits et, d'autre part, une diminution des remplacements de billets. En effet, le volume des billets de banque détruits est passé de 88 millions d'unités en 2012 à 55 millions d'unités en 2013, soit un repli de 37 %. Le stock des billets de banque mis en circulation au titre du remplacement des billets mutilés détruits a connu une baisse de 31 %, laquelle est une conséquence directe du maintien en stock des billets mutilés, sans leur remise en circulation. Etant en nette augmentation par rapport à l'exercice précédent au cours duquel il n'y a pas eu d'émission monétaire, le volume des billets, mis en circulation à ce titre, a permis de compenser pour les billets mutilés non détruits.

Tableau 40.

Destruction, remplacement et émission de monnaie

| Coupure (en milliers d'unités) Billets gourdes | Destruction | Pourcentage | Remplacement | Pourcentage | Emission | Pourcentage |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 3 | 0% | - | - | - | - |
| 2 | - | - | - | - | - | - |
| 5 | 3 | 0% | - | - | - | - |
| 10 | 8 276 | 15% | 11 000 | 19% | 3 300 | 19% |
| 20 | 77 | 0% | 60 | 0% | - | 0% |
| 25 | 4 781 | 27% | 14 000 | 24% | 6 000 | 34% |
| 50 | 10 535 | 19% | 8 000 | 13% | 2 700 | 16% |
| 100 | 13 193 | 24% | 18 000 | 31% | 1 000 | 6% |
| 250 | 3 373 | 6% | 2 800 | 5% | 1 200 | 7% |
| 500 | 2 804 | 5% | 2 400 | 4% | 2 000 | 11% |
| 1 000 | 2 079 | 4% | 2 640 | 4% | 1 240 | 7% |
| Total | 55 124 | 100% | 58 900 | 100% | 17 440 | 100% |
| Pièces | | | | | | |
| 0,05 | - | | - | - | - | |
| 0,10 | - | | - | - | | |
| 0,20 | - | | - | - | - | |
| 0,50 | - | | 5 400 | 19% | - | |
| 1 | - | | 13 500 | 48% | - | |
| 5 | - | | 9 360 | 33% | - | |
| Total | | | 28 260 | 100% | - | |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Caisse et du Réseau (DCR)

## IX.1.2- CIRCULATION FIDUCIAIRE AU SENS STRICT

La monnaie en circulation au sens strict (M1) a affiché une croissance de 7,4 % en glissement annuel en 2013. Les billets et les pièces de monnaie circulant hors de la BRH et des coffres-forts des banques commerciales sont passés de 21,51 milliards de gourdes en 2012 à 23,11 milliards de gourdes en 2013.

## IX.1.3- CIRCULATION FIDUCIAIRE AU SENS LARGE

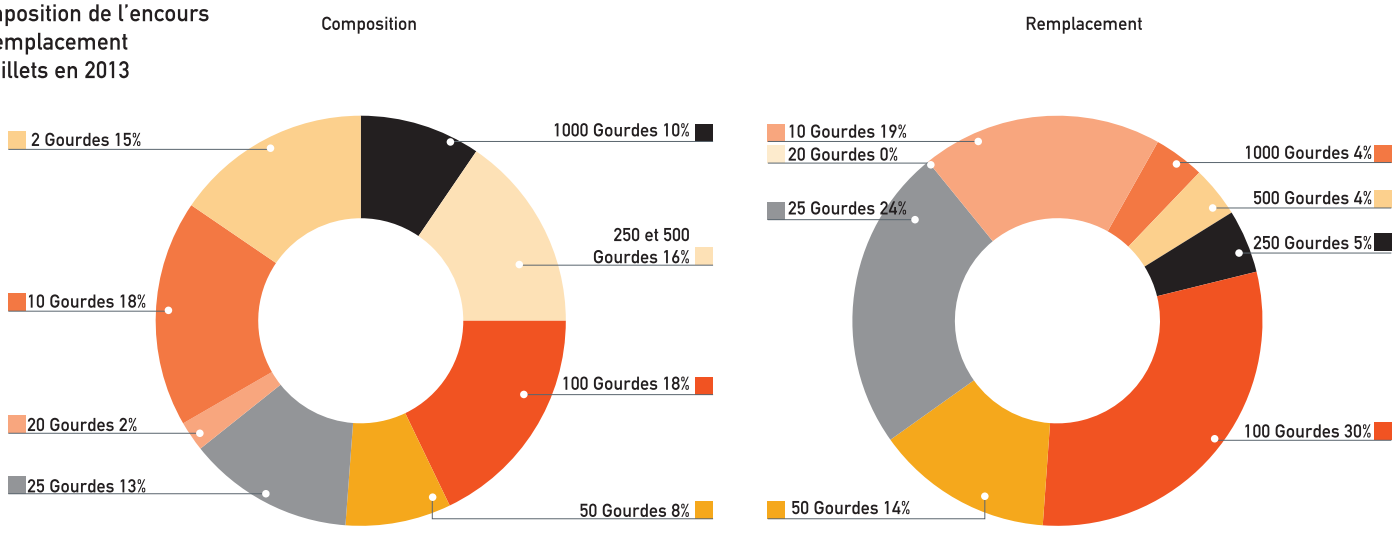
La valeur totale des billets de banque et des pièces de monnaie en circulation hors la BRH est passée de 23,7 milliards de gourdes à 25,3 milliards d'un exercice à l'autre, soit une augmentation de 6,8 % en glissement annuel.

## IX.1.4- COMPOSITION DE L'ENCOURS DES BILLETS

L'encours de billets a affiché une relative stabilité tant au niveau du volume total qu'à celui des différentes coupures qui le composent. Le volume des billets en circulation en 2013 n'a crû que de 2 % en glissement annuel pour s'établir à 160,4 millions de billets. Quant à la structure de l'encours, les poids relatifs des différentes coupures qui la constituent n'ont pas changé de manière significative en dépit de l'augmentation du volume des billets de 250 et 500 gourdes (+16 %), des billets de 100 gourdes (+18 %) et des billets de 10 gourdes (+18 %) par rapport à l'exercice précédent. Des variations relativement modérées ont été constatées pour les coupures de 20 gourdes (+2 %) et de 50 gourdes (+8 %).

Graphique 45.

Composition de l'encours et remplacement de billets en 2013



Le nombre de billets contrefaits en gourdes et en dollars ÉU saisis pour l'exercice fiscal 2013 s'est élevé à 901 et 525 unités, respectivement, contre 1 713 et 759 unités en 2012, dénotant un recul appréciable de l'activité des faux monnayeurs. Ces billets contrefaits auraient été écoulés lors des fêtes paroissiales et dans les commerces de proximité, lesquels ne disposent pas toujours des moyens de détection nécessaires. En effet, avec un total de 646 unités, les fausses coupures de 1 000 gourdes représentent 72 % de l'ensemble des faux billets en gourdes saisis. La même tendance est observée pour les billets de 100 dollars ÉU contrefaits dont le nombre (476 unités) a constitué plus de 90 % du total des faux billets en dollars ÉU saisis.

Tableau 41.

Faux billets en dollars ÉU retenus au Service des Guichets en 2013

| Période/coupure | 1 | 5 | 10 | 20 | 50 | 100 | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Octobre 2012 | | | | | 1 | 2 | 3 |
| Novembre 2012 | | | | | | 5 | 5 |
| Décembre 2012 | | | | | | 4 | 4 |
| Janvier 2013 | | | | 1 | | 13 | 14 |
| Février 2013 | | | 1 | 1 | 2 | 16 | 20 |
| Mars 2013 | | | | 2 | | 3 | 5 |
| Avril 2013 | | 1 | 3 | 21 | 12 | 144 | 181 |
| Mai 2013 | | | | 1 | 1 | 225 | 227 |
| Juin 2013 | | | | | | 7 | 7 |
| Juillet 2013 | | | | | | 1 | 1 |
| Août 2013 | | | | | | 2 | 2 |
| Septembre 2013 | | | | 2 | | 54 | 56 |
| Total | | 1 | 4 | 28 | 16 | 476 | 525 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Caisse et du Réseau (DCR)

Tableau 42.

Faux billets en gourdes retenus au Service des Guichets en 2013

| Période/coupure | 10 | 20 | 25 | 50 | 100 | 250 | 500 | 1000 | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Octobre 2012 | | | | | 1 | 7 | 5 | 253 | 266 |
| Novembre 2012 | | | | | 3 | 3 | 3 | 12 | 21 |
| Décembre 2012 | | | | | 10 | 10 | 5 | 16 | 41 |
| Janvier 2013 | | | | | 4 | 6 | 4 | 37 | 51 |
| Février 2013 | | | 3 | 1 | 9 | 12 | 17 | 97 | 139 |
| Mars 2013 | | | | | 1 | 11 | 1 | 18 | 31 |
| Avril 2013 | | | | | 3 | 13 | 6 | 20 | 42 |
| Mai 2013 | | | | | 2 | 7 | 1 | 13 | 23 |
| Juin 2013 | | | | | | 3 | | 10 | 13 |
| Juillet 2013 | | | 1 | | 3 | 14 | 1 | 19 | 38 |
| Août 2013 | | | 3 | 2 | 13 | 34 | 18 | 120 | 190 |
| Septembre 2013 | | | | | 3 | 9 | 3 | 31 | 46 |
| Total | | | 7 | 3 | 52 | 129 | 64 | 646 | 901 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Caisse et du Réseau (DCR)

## IX.2- CHÈQUES

### IX.2.1- OPÉRATIONS DE LA CHAMBRE DE COMPENSATION

Le système de paiement a connu des changements positifs au cours de l'exercice fiscal 2013 notamment avec la compensation électronique introduite en juillet 2013, laquelle a permis de moderniser des méthodes de compensation des chèques. En effet, le nombre de chèques libellés en gourdes compensés par la BRH pour l'année fiscale a été de 2 369 215 dont 1 792 948 ont été traités manuellement et 576 267 électroniquement pour un montant total de 204 128,3 MG.

Pour les chèques libellés en dollars, le nombre compensé été moindre par rapport à l'exercice antérieur. En effet, les chèques en dollars compensés par la BRH ont baissé de 1,5 % à 627 061 unités dont 22,8 % électroniquement et 77,2 % manuellement. De même, le solde final de la compensation en dollars s'est élevé à 2 607,4 millions de dollars contre 2 791,6 millions de dollars ÉU au cours de l'exercice précédent.

Les frais prélevés par la BRH sur les chèques émis par le système bancaire ont totalisé respectivement 2 369 215 gourdes et 627 061 dollars. Les dépenses du Trésor Public enregistrées en 2013 à la Chambre de Compensation (Port-au-Prince et Cap-Haïtien) ont été de l'ordre de 17 163,07 millions de gourdes, soit une hausse d'environ 9,4 % par rapport à 2012.

## Tableau 43.

Nombre de chèques en gourdes pésentés et reçus par le système bancaire

| | Chèques présentés | | | Chèques reçus | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Electronique | Manuel | Total | Electronique | Manuel | Total | Frais prélévés |
| Banque de la République d'HaitiBRH | 50,405 | 116,237 | 166,642 | 266,632 | 785,494 | 1,052,126 | 1,052,126.0 |
| Banque Nationale de Crédit (BNC) | 148,903 | 455,115 | 604,018 | 56,151 | 150,042 | 206,193 | 206,193.0 |
| SGHB | 116,292 | 382,411 | 498,703 | 82,449 | 293,536 | 375,985 | 375,985.0 |
| Banque Populaire Haïtienne (BPH) | 28,686 | 86,913 | 115,599 | 7,371 | 22,697 | 30,068 | 30,068.0 |
| Banque de l'Union Haïtienne (BUH) | 12,004 | 36,117 | 48,121 | 10,671 | 36,160 | 46,831 | 46,831.0 |
| BNS | 15,424 | 54,282 | 69,706 | 16,633 | 56,329 | 72,962 | 72,962.0 |
| CBNA | 12,486 | 41,284 | 53,770 | 8,089 | 27,325 | 35,414 | 35,414.0 |
| Capitalbank | 48,725 | 168,969 | 217,694 | 37,798 | 123,429 | 161,227 | 161,227.0 |
| Sogebel | 6,723 | 24,493 | 31,216 | 7,701 | 32,062 | 39,763 | 39,763.0 |
| Unibank | 136,619 | 427,127 | 563,746 | 82,772 | 265,874 | 348,646 | 348,646.0 |
| TOTAL | 576,267 | 1,792,948 | 2,369,215 | 576,267 | 1,792,948 | 2,369,215 | 2,369,215.0 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Caisse et du Réseau (DCR)

## Tableau 44.

Nombre de chèques en dollars pésentés et reçus par le système bancaire

| | Chèques présentés | | | Chèques reçus | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Electronique | Manuel | Total | Electronique | Manuel | Total | Frais prélévés |
| Banque de la République d'Haiti (BRH) | 792 | 2,254 | 3,046 | 2,499 | 6,691 | 9,190 | 9,190.0 |
| Banque Nationale de Crédit (BNC) | 7,558 | 26,989 | 34,547 | 13,564 | 43,729 | 57,293 | 57,293.0 |
| Sogebank | 44,462 | 146,476 | 190,938 | 37,717 | 136,077 | 173,794 | 173,794.0 |
| Banque Populaire Haïtienne (BPH) | 3,585 | 12,459 | 16,044 | 4,080 | 12,931 | 17,011 | 17,011.0 |
| Banque de l'Union Haïtienne (BUH) | 5,404 | 14,652 | 20,056 | 4,257 | 14,844 | 19,101 | 19,101.0 |
| Scotiabank | 5,770 | 19,338 | 25,108 | 10,059 | 31,947 | 42,006 | 42,006.0 |
| Citibank | 4,793 | 19,045 | 23,838 | 5,262 | 18,444 | 23,706 | 23,706.0 |
| Capitalbank | 20,276 | 72,784 | 93,060 | 19,903 | 68,092 | 87,995 | 87,995.0 |
| Sogebel | 2,912 | 10,989 | 13,901 | 4,484 | 17,442 | 21,926 | 21,926.0 |
| Unibank | 47,106 | 159,417 | 206,523 | 40,833 | 134,206 | 175,039 | 175,039.0 |
| TOTAL | 142,658 | 484,403 | 627,061 | 142,658 | 484,403 | 627,061 | 627,061.0 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Caisse et du Réseau (DCR)

## Tableau 45.

Résultat de la compensation manuelle et électronique par banque en gourdes en 2013

| | Débit | Crédit | Solde débiteur | Solde créditeur |
|---|---|---|---|---|
| Banque de la République d'Haiti (BRH) | 34,996,773,031.60 | 47,876,850,446.40 | | 12,880,077,414.80 |
| Banque Nationale de Crédit (BNC) | 28,765,324,380.50 | 20,550,762,182.80 | 8,214,562,197.80 | |
| Sogebank | 55,242,322,087.60 | 30,327,160,625.70 | 24,915,161,461.90 | |
| Banque Populaire Haïtienne (BPH) | 4,694,713,226.40 | 4,503,610,906.80 | 191,102,319.60 | |
| Banque de l'Union Haïtienne (BUH) | 5,167,728,148.00 | 2,880,379,873.10 | 2,287,348,274.80 | |
| Scotiabank | 4,746,461,837.80 | 5,673,939,553.90 | | 927,477,716.10 |
| Citibank | 11,829,781,086.90 | 24,669,745,879.50 | | 12,839,964,792.60 |
| Capitalbank | 15,600,283,098.70 | 17,699,418,251,800 | | 2,099,135,153.10 |
| Sogebel | 1,629,128,510.90 | 1,856,051,923.10 | | 226,923,412.20 |
| Unibank | 41,455,791,260.20 | 48,090,387,025.60 | | 6,634,595,765.40 |
| TOTAL | 204,128,306,668.60 | 204,128,306,668.60 | 35,608,174,254.20 | 35,608,174,254.20 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Caisse et du Réseau (DCR)

## Tableau 46.

Résultat de la Compensation manuelle et électronique par mois en gourdes en 2013

| Période/coupure | Débit | Crédit | Solde débiteur | Solde créditeur |
|---|---|---|---|---|
| Octobre 2012 | 17,055,330,368.97 | 17,055,330,368.97 | 2,674,824,591.13 | 2,674,824,591.13 |
| Novembre 2012 | 18,032,753,451.09 | 18,032,753,451.09 | 2,218,458,202.11 | 2,218,458,202.11 |
| Décembre 2012 | 17,757,358,612.57 | 17,757,358,612.57 | 2,605,062,452.58 | 2,605,062,452.58 |
| Janvier 2013 | 16,768,085,176.29 | 16,768,085,176.29 | 2,837,399,135.23 | 2,837,399,135.23 |
| Février 2013 | 14,723,749,164.08 | 14,723,749,164.08 | 2,410,660,062.19 | 2,410,660,062.19 |
| Mars 2013 | 16,547,083,690.70 | 16,547,083,690.70 | 3,080,135,297.92 | 3,080,135,297.92 |
| Avril 2013 | 17,775,513,289.93 | 17,775,513,289.93 | 3,688,011,039.74 | 3,688,011,039.74 |
| Mai 2013 | 16,393,612,052.57 | 16,393,612,052.57 | 3,498,426,310.49 | 3,498,426,310.49 |
| Juin 2013 | 16,168,400,894.02 | 16,168,400,894.02 | 3,357,937,876.55 | 3,357,937,876.55 |
| Juillet 2013 | 18,305,739,976.49 | 18,305,739,976.49 | 3,963,828,412.95 | 3,963,828,412.95 |
| Août 2013 | 17,029,689,324.54 | 19,029,689,324.54 | 3,564,823,994.27 | 3,564,823,994.27 |
| Septembre 2013 | 17,570,990,667.34 | 17,570,990,667.34 | 3,534,852,568.90 | 3,534,852,568.90 |
| Total | 204,128,306,668.59 | 206,128,306,668.59 | 37,434,419,944.06 | 37,434,419,944.06 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Caisse et du Réseau (DCR)

## Tableau 47.

Résultat de la compensation manuelle et électronique par banque en dollars en 2013

| | Débit | Crédit | Solde débiteur | Solde créditeur |
|---|---|---|---|---|
| Banque de la République d'Haiti (BRH) | 53,565,821.08 | 83,446,395.13 | | 29,880,574.05 |
| Banque Nationale de Crédit (BNC) | 333,681,344.55 | 155,435,246.83 | 178,246,097.72 | |
| Sogebank | 725,244,933.98 | 629,157,995.67 | 96,086,938.31 | |
| Banque Populaire Haïtienne (BPH) | 98,028,544.26 | 73,288,094.71 | 24,740,449.55 | |
| Banque de l'Union Haïtienne (BUH) | 104,916,838.35 | 97,928,896.91 | 6,987,941.44 | |
| Scotiabank | 166,715,640.64 | 121,867,227.53 | 44,848,413.11 | |
| Citibank | 176,327,106.54 | 173,476,141.61 | 2,850,964.93 | |
| Capitalbank | 302,406,762.18 | 393,438,109.84 | | 91,031,347.66 |
| Sogebel | 38,477,646.04 | 39,703,016.05 | | 1,225,370.01 |
| Unibank | 608,078,688.78 | 839,702,202.12 | | 231,623,513.34 |
| TOTAL | 2,607,443,326.40 | 2,607,443,326.40 | 353,760,805.06 | 353,760,805.06 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Caisse et du Réseau (DCR)

## Tableau 48.

Résultat de la Compensation manuelle et électronique par mois en dollars en 2013

| Période/coupure | Débit | Crédit | Solde débiteur | Solde créditeur |
|---|---|---|---|---|
| Octobre 2012 | 232,894,240.22 | 232,894,240.22 | 45,421,413.99 | 45,421,413.99 |
| Novembre 2012 | 212,965,725.71 | 212,965,725.71 | 26,656,326.38 | 26,656,326.38 |
| Décembre 2012 | 248,918,334.04 | 248,918,334.04 | 31,339,568.08 | 31,339,568.08 |
| Janvier 2013 | 220,771,425.63 | 220,771,425.63 | 39,043,444.96 | 39,043,444.96 |
| Février 2013 | 191,008,334.87 | 191,008,334.87 | 27,141,125.79 | 27,141,125.79 |
| Mars 2013 | 203,850,349.02 | 203,850,349.02 | 22,755,681.99 | 22,755,681.99 |
| Avril 2013 | 219,502,246.05 | 219,502,246.05 | 30,176,172.32 | 30,176,172.32 |
| Mai 2013 | 212,683,106.89 | 212,683,106.89 | 31,302,207.45 | 31,302,207.45 |
| Juin 2013 | 187,316,826.99 | 187,316,826.99 | 32,237,710.22 | 32,237,710.22 |
| Juillet 2013 | 223,445,572.23 | 223,445,572.23 | 25,672,410.77 | 25,672,410.77 |
| Août 2013 | 228,726,599.46 | 228,726,599.46 | 47,034,422.42 | 47,034,422.42 |
| Septembre 2013 | 225,360,565.29 | 225,360,565.29 | 33,559,914.26 | 33,559,914.26 |
| Total | 2,607,443,326.40 | 2,607,443,326.40 | 392,340,398.63 | 392,340,398.63 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Caisse et du Réseau (DCR)

## Tableau 49.

Dépenses du Trésor Public enregistrées à la chambre de compensation en 2013

| | Port-au-Prince | Cap-Haïtien | Total |
|---|---|---|---|
| Octobre 2012 | 1,547,035,900.72 | 33,542,358.50 | 1,580,578,259.22 |
| Novembre 2012 | 1,323,786,055.98 | 43,388,278.67 | 1,367,174,334.65 |
| Décembre 2012 | 2,019,051,158.51 | 86,246,757.37 | 2,105,297,915.88 |
| Janvier 2013 | 1,493,053,535.20 | 59,974,969.63 | 1,553,028,504.83 |
| Février 2013 | 1,160,684,301.75 | 34,300,171.13 | 1,194,984,472.88 |
| Mars 2013 | 1,221,852,887.24 | 47,756,295.84 | 1,269,609,183.08 |
| Avril 2013 | 1,251,280,082.33 | 48,725,909.40 | 1,300,005,991.73 |
| Mai 2013 | 1,226,334,921.06 | 46,920,238.79 | 1,273,255,159.85 |
| Juin 2013 | 1,074,802,503.67 | 47,992,470.30 | 1,122,794,973.97 |
| Compensation électronique et manuelle | Port-au-Prince & Cap Haitien (électronique) | Port-au-Prince & Cap Haitien (manuelle) | |
| Juillet 2013 | 1,195,093,473.03 | 199,391,812.13 | 1,394,485,285.16 |
| Août 2013 | 1,283,871,639.03 | 15,432,368.27 | 1,299,304,007.30 |
| Septembre 2013 | 1,691,589,595.07 | 10,966,995.25 | 1,702,556,590.32 |
| Total | 16,488,436,053.59 | 674,638,625.28 | 17,163,074,678.87 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Caisse et du Réseau (DCR)

## IX.2.2- ÉVOLUTION DES ACTIVITES DU SERVICE DE LA COMPENSATION AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

Après la chute observée en 2010, une reprise régulière des opérations de compensation en gourdes a été observée de 2011 à 2013 alors qu'en dollars, la tendance a été mitigée. En effet, une croissance régulière du nombre de chèques a été observée à partir de 2011 mais en 2013, une réduction a été enregistrée au niveau du solde de la compensation. Pour leur part, les dépenses du Trésor Public ont poursuivi leur tendance à la hausse enclenchée depuis l'exercice 2011.

## Tableau 50.

Activités de la Compensation sur les opérations en gourdes

| Exercice fiscal | Nombre de chèques compensés | Résultat de la Compensation en MG |
|---|---|---|
| 2008/2009 | 2,369,437 | 131,764.00 |
| 2009/2010 | 1,872,653 | 130,596.50 |
| 2010/2011 | 2,129,717 | 161,438.00 |
| 2011/2012 | 2,196,625 | 172,333.20 |
| 2012/2013 | 2,369,215 | 204,128.30 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Caisse et du Réseau (DCR)

## Tableau 51.

Activités de la Compensation sur les opérations en dollars

| Exercice fiscal | Nombre de chèques compensés | Valeur des chèques compensés |
|---|---|---|
| 2008/2009 | 493,732 | 2,323,30 |
| 2009/2010 | 455,403 | 2,384,30 |
| 2010/2011 | 589,663 | 2,866.50 |
| 2011/2012 | 636,758 | 2,791.60 |
| 2012/2013 | 627,061 | 2,607.40 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Caisse et du Réseau (DCR)

## Tableau 52.

Dépenses du Trésor Public (en MG)

| Exercice fiscal | Port-au-Prince | Cap-Haitien | Total |
|---|---|---|---|
| 2008/2009 | 12,112.90 | 469.5 | 12,582.40 |
| 2009/2010 | 10,662.70 | 366.7 | 11,029.40 |
| 2010/2011 | 13,111.30 | 458.5 | 13,569.80 |
| 2011/2012 | 15,170.40 | 519.9 | 15,690.30 |
| 2012/2013 | | | 17,163.10 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Caisse et du Réseau (DCR)

## IX.2.3- DÉPÔTS ET TIRAGES DES BANQUES COMMERCIALES

Les dépôts en gourdes des banques commerciales à la BRH ont évolué à la hausse en 2013, accusant un montant de 20 377,28 MG contre 18 040,7 MG antérieurement. Toutefois, en ce qui concerne les dépôts en dollars ÉU des banques commerciales à la BRH, ils ont largement évolué à la baisse passant de 102,3 millions de dollars ÉU à 42,04 millions de dollars ÉU. En termes de tirage sur leurs comptes en gourdes et en dollars EU à la BRH, les banques commerciales ont fait des retraits de l'ordre de 14 198,67 MG et 62,4 millions de dollars ÉU pour l'exercice fiscal 2013.

## Tableau 53.

Dépôts en gourdes des banques commerciales à la BRH en 2013

| | |
|---|---|
| Sogebank | 13,484,476,500 |
| Unibank | 2,151,055,000 |
| Banque de l'Union Haïtienne (BUH) | 543,620,000 |
| Capitalbank | 902,873,000 |
| Sogebel | 0 |
| Banque Populaire Haïtienne (BPH) | 489,862,940 |
| Citibank | 1,896,620,000 |
| Scotiabank | 163,907,035 |
| Banque Nationale de Crédit (BNC) | 744,875,000 |
| Total | 20,377,289,475 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Caisse et du Réseau (DCR)

## Tableau 54.

Dépôts en dollars EU des banques commerciales à la BRH en 2013

| | |
|---|---|
| Sogebank | 10,800,000 |
| Unibank | 8,900,000 |
| Banque de l'Union Haïtienne (BUH) | 3,986,000 |
| Capitalbank | 3,317,000 |
| Sogebel | 0 |
| Banque Populaire Haïtienne (BPH) | 13,520,000 |
| Citibank | 1,500,000 |
| Scotiabank | 20,100 |
| Banque Nationale de Crédit (BNC) | 0 |
| Total | 42,043,100 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Caisse et du Réseau (DCR)

Tableau 55.

Tirages des banques commerciales en 2013 (en milliers de gourdes)

| | |
|---|---|
| Unibank | 6,818,250 |
| Sogebank | 3,600,100 |
| Banque Nationale de Crédit (BNC) | 1,715,025 |
| Scotiabank | 965,550 |
| Banque de l'Union Haïtienne (BUH) | 886,745 |
| Capitalbank | 181,200 |
| Citibank | 16,800 |
| Banque Populaire Haïtienne (BPH) | 15,000 |
| Total | 14,198,670 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Caisse et du Réseau (DCR)

Tableau 56.

Tirages des banques commerciales en 2013 (en milliers de dollars ÉU)

| | |
|---|---|
| Unibank | 17,500 |
| Sogebank | 2,000 |
| Banque Nationale de Crédit (BNC) | 0 |
| Scotiabank | 14,950 |
| Banque de l'Union Haïtienne (BUH) | 0 |
| Capitalbank | 25,250 |
| Citibank | 2,200 |
| Banque Populaire Haïtienne (BPH) | 500 |
| Total | 62,400 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Caisse et du Réseau (DCR)

## IX.3- SERVICES À L'ÉTAT

### IX.3.1- CAISSIER DE L'ÉTAT

S'agissant des services fournis à l'État, la BRH a collecté 29 202,1 MG de recettes douanières contre 15 549,3 MG de recettes internes. Les frais de livraison en urgence de passeports ont totalisé 13,34 MG. Ainsi, le Service des Guichets a traité 496,125 bordereaux, avis de cotisation et reçus de caisse contre 404 625 en 2012, enregistrant une progression en valeur absolue de 91 500.

De même, le nombre et la valeur des chèques du Trésor Public, honorés aux guichets de la BRH, ont augmenté, passant de 210 201 à 226 308 unités de 2012 à 2013 pour un montant respectif de 13 632,30 MG et de 15 771,59 MG.

### CHÈQUES IMPRIMÉS

Au niveau des commandes de chéquiers, le délai de livraison a été maintenu à 48 heures pour les réquisitions de moins de 1 500 unités de chèques et pour les demandes excédant 2 000 unités, le délai de livraison varie entre (3 et 5 jours). Pour l'exercice 2013, une augmentation de plus de 30 % (116 635 chèques) a été observée par rapport à l'exercice antérieur, portant le nombre à 504 015 chèques. Cet accroissement est lié d'une part, à la mise en place de nouveaux chèques standardisés et la compensation électronique, laquelle a permis de réduire le délai de disponibilité des fonds et d'autre part, à une plus grande utilisation des chèques par les agents économiques pour des motifs de sécurité.

Tableau 57.

Chèques imprimés pour l'exercice 2013

| Période | Chèques personnels | Chèques Commerciaux | 80 Colonnes | | Chèques de direction |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | Gourdes | Dollars ÉU | |
| Octobre 2012 | 3660 | 16550 | 2550 | 1400 | ---- |
| Novembre 2012 | 5580 | 19650 | 14500 | 1320 | ---- |
| Décembre 2012 | 1080 | 38100 | 3900 | 1250 | ---- |
| Janvier 2013 | 3000 | 22700 | 3900 | 600 | ---- |
| Février 2013 | 7140 | 23900 | 12500 | 1350 | 500 |
| Mars 2013 | 8232 | 27550 | 19900 | 850 | ---- |
| Avril 2013 | 7784 | 27870 | 7750 | 2100 | 4500 |
| Mai 2013 | 7650 | 25050 | 7100 | 1850 | ---- |
| Juin 2013 | 3948 | 21945 | 3100 | 1700 | ---- |
| Juillet 2013 | 5540 | 31430 | 9450 | 4920 | ---- |
| Août 2013 | 5892 | 18900 | 1150 | 2750 | ---- |
| Septembre 2013 | 3420 | 36250 | 8800 | 1154 | ---- |
| Total | 62926 | 309895 | 104950 | 21244 | 5000 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Caisse et du Réseau (DCR)

## IX.3.2- CHÈQUES TRAITÉS EN COMPENSATION

Dans le cadre de la modernisation du système de paiement en Haïti afin de le rendre plus efficace pour les agents économiques, la Banque de la République d'Haïti a mis en place la compensation électronique des chèques qui permet de réaliser le processus en deux (2) jours sur tout le territoire national si tous les chèques émis respectent les nouvelles normes de standardisation. En effet, le processus de traitement des chèques exige que toutes les banques participantes au système de compensation adoptent des standards qui facilitent la numérisation et qui soient conformes aux exigences de sécurité.

En 2013, le Service de la Compensation a traité 225 384 chèques libellés en gourdes et 7 257 libellés en dollars américains pour des montants respectifs de 16 798 480 329,35 gourdes et 77 610 737,40 dollars ÉU.

Tableau 58.

Nombre de chèques traités en Compensation à la BRH en 2013

| Période | Gourdes | | Dollars ÉU | |
|---|---|---|---|---|
| | Nombre | Montant | Nombre | Montant |
| Octobre 2012 | 16151 | 1,157,907,141.97 | 631 | 7,309,379.76 |
| Novembre 2012 | 17861 | 1,603,994,985.16 | 806 | 42,919,420.42 |
| Décembre 2012 | 19873 | 1,088,843,953.70 | 831 | 6,225,335.28 |
| Janvier 2013 | 16549 | 1,312,118,029.89 | 686 | 4,923,769.40 |
| Février 2013 | 18263 | 1,526,970,224.15 | 635 | 2,543,273.70 |
| Mars 2013 | 21214 | 1,654,273,131.21 | 497 | 2,803,090.15 |
| Avril 2013 | 18660 | 1,497,904,679.95 | 703 | 2,166,336.31 |
| Mai 2013 | 22314 | 1,129,528,672.92 | 751 | 3,273,292.80 |
| Juin 2013 | 19269 | 1,454,401,626.81 | 741 | 3,689,939.34 |
| Juillet 2013 | 20753 | 1,551,244,524.67 | 707 | 4,242,019.05 |
| Août 2013 | 17492 | 1,528,313,821.38 | 925 | 3,709,938.59 |
| Septembre 2013 | 19098 | 1,292,979,537.54 | 703 | 3,847,143.32 |
| Total | 225384 | 16,798,480,329.35 | 7257 | 77,610,737.40 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Caisse et du Réseau (DCR)

## CHÈQUES CERTIFIÉS

Au niveau des chèques certifiés, une nette augmentation a été enregistrée pour l'exercice 2013. Un total de 9 418 et 924 chèques, respectivement en gourdes et en dollars ÉU a été produit contre 7 532 et 607 chèques pour l'exercice antérieur. La recherche de garantie sur la solvabilité de la part des institutions a été l'un des principaux facteurs expliquant cette croissance des chèques certifiés.

Tableau 59.

Chèques certifiés pour l'exercice 2013

| Période | Gourdes | | Dollars ÉU | |
|---|---|---|---|---|
| | Quantité | Montant | Quantité | Montant |
| Octobre 2012 | 975 | 213,742,447.50 | 65 | 331,522.56 |
| Novembre 2012 | 668 | 183,655,544.48 | 63 | 1,427,665.92 |
| Décembre 2012 | 537 | 159,745,797.53 | 44 | 37,346.14 |
| Janvier 2013 | 911 | 277,128,794.28 | 85 | 204,843.28 |
| Février 2013 | 488 | 77,835,652.52 | 57 | 210,931.93 |
| Mars 2013 | 677 | 98,356,484.84 | 70 | 115,661.82 |
| Avril 2013 | 722 | 198,401,633.93 | 39 | 744,694.19 |
| Mai 2013 | 744 | 159,925,567.59 | 85 | 80,794.29 |
| Juin 2013 | 709 | 158,989,144.95 | 92 | 443,448.83 |
| Juillet 2013 | 1069 | 89,417,468.34 | 98 | 120,487.57 |
| Août 2013 | 975 | 115,593,729.52 | 111 | 322,529.84 |
| Septembre 2013 | 943 | 91,663,670.70 | 115 | 153,788.14 |
| Total | 9418 | 1,824,455,936.18 | 924 | 4,193,714.51 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Caisse et du Réseau (DCR)

## CHÈQUES RETOURNÉS

En 2013, les chèques en monnaies locale et en dollars ÉU retournés ont été au nombre de 1 796 et de 140 contre un total de 1 861 et 90 respectivement pour l'exercice 2012. Les motifs de retour d'un chèque par une banque renvoient principalement à :

1) La non standardisation du chèque ;
2) L'insuffisance de Fonds ;
3) Le non endossement du chèque par le bénéficiaire ;
4) La signature incomplète ;
5) La signature contrefaite ;
6) L'absence de signature.

Tableau 60.

Chèques retournés pour l'exercice 2013

| Période | Gourdes | | Dollars ÉU | |
|---|---|---|---|---|
| | Quantité | Montant | Quantité | Montant |
| Octobre 2012 | 262 | 61,186,908.36 | 15 | 1,125,418.48 |
| Novembre 2012 | 153 | 43,473,501.20 | 8 | 36,337.25 |
| Décembre 2012 | 171 | 28,085,698.41 | 11 | 95,929.17 |
| Janvier 2013 | 245 | 46,992,656.37 | 7 | 417,549.37 |
| Février 2013 | 128 | 42,579,873.82 | 8 | 18,264.57 |
| Mars 2013 | 178 | 123,373,191.90 | 12 | 43,503.24 |
| Avril 2013 | 155 | 77,442,132.76 | 9 | 47,612.25 |
| Mai 2013 | 257 | 43,493,087.83 | 18 | 98,315.72 |
| Juin 2013 | 200 | 34,795,669.30 | 9 | 59,590.31 |
| Juillet 2013 | 12 | 897,454.94 | 16 | 66,592.22 |
| Août 2013 | 30 | 5,017,339.17 | 1 | 3,168.43 |
| Septembre 2013 | 5 | 158,961.00 | 26 | 123,289.19 |
| Total | 1796 | 507,496,475.06 | 140 | 2,135,570.20 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Caisse et du Réseau (DCR)

## IX.3.3- CHÈQUES PAYÉS AUX GUICHETS APRÈS VALIDATION AU SERVICE DES COMPTES COURANTS

Au cours de 2013, le nombre de chèques émis par le secteur public et honorés en gourdes a été de 181 382 pour un montant total de 112,2 milliards de gourdes et de 2 653 chèques libellés en dollars pour une valeur totale de 22,19 millions de dollars ÉU. Au niveau des dépôts, 12 876 chèques en gourdes et 872 chèques en dollars ÉU ont été encaissés pour des montants respectifs de 18,23 milliards de gourdes et 70,3 millions de dollars ÉU.

Tableau 61.

Chèques reçus aux Guichets de la BRH pour l'exercice 2013

| Période | Gourdes | | Dollars ÉU | |
|---|---|---|---|---|
| | Quantité | Montant | Quantité | Montant |
| Octobre 2012 | 15752 | 1,332,951,942.94 | 174 | 3,602,164.02 |
| Novembre 2012 | 12557 | 848,251,269.84 | 208 | 2,058,265.65 |
| Décembre 2012 | 22633 | 1,321,274,624.88 | 250 | 616,145.82 |
| Janvier 2013 | 13566 | 750,421,415.36 | 198 | 738,917.99 |
| Février 2013 | 9827 | 854,058,010.33 | 104 | 392,756.63 |
| Mars 2013 | 16402 | 1,013,404,524.51 | 214 | 2,329,290.89 |
| Avril 2013 | 13252 | 862,532,463.78 | 257 | 4,627,578.90 |
| Mai 2013 | 18212 | 1,025,978,775.03 | 195 | 522,054.67 |
| Juin 2013 | 12549 | 820,851,454.71 | 189 | 5,221,723.76 |
| Juillet 2013 | 18057 | 1,097,335,497.49 | 195 | 500,159.76 |
| Août 2013 | 15887 | 9,997,114,355.10 | 406 | 831,684.93 |
| Septembre 2013 | 12688 | 1,277,372,252.45 | 263 | 748,266.16 |
| Total | 181 382 | 12 201 546586,42 | 2 653 | 22 189 009,18 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Caisse et du Réseau (DCR)

Tableau 62.

Quantité de dépôts reçus aux Guichets de la BRH en 2013

| Période | Gourdes | | Dollars ÉU | |
|---|---|---|---|---|
| | Nombre | Montant | Nombre | Montant |
| Octobre 2012 | 1150 | 1,800,122,120.63 | 75 | 5,719,677.53 |
| Novembre 2012 | 1069 | 1,557,465,357.36 | 69 | 5,547,717.02 |
| Décembre 2012 | 1137 | 1,812,116,421.95 | 69 | 5,007,187.03 |
| Janvier 2013 | 1009 | 1,501,529,003.85 | 63 | 5,605,426.62 |
| Février 2013 | 853 | 1,261,813,547.25 | 63 | 3,525,899.29 |
| Mars 2013 | 1118 | 1,418,456,403.16 | 69 | 7,083,064.30 |
| Avril 2013 | 1187 | 1,548,038,083.93 | 69 | 7,313,573.78 |
| Mai 2013 | 1074 | 1,644,411,210.01 | 89 | 7,364,717.39 |
| Juin 2013 | 939 | 1,131,953,019.58 | 65 | 4,218,735.75 |
| Juillet 2013 | 1231 | 2,047,675,305.67 | 65 | 6,375,916.66 |
| Août 2013 | 1108 | 1,409,565,026.65 | 101 | 4,122,447.32 |
| Septembre 2013 | 1001 | 1,100,379,912.17 | 75 | 8,399,276.76 |
| Total | 12876 | 18,233,525,412.21 | 872 | 70,283,639.45 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Caisse et du Réseau (DCR)

## X.4.- SYSTÈME DE PAIEMENT INTERBANCAIRE HAÏTIEN (SPIH)

La BRH, de concert avec les banques commerciales, a facilité la bonne marche du SPIH et favorisé la confiance de la population dans le système. Cela s'est justifié par une utilisation de plus en plus fréquente de ce moyen de paiement . En 2013, le total des transactions à travers le SPIH s'est élevé à 362 230 contre 311 010 un an plus tôt, soit une hausse de 16 %.

### Tableau 63.

Nombre de transactions effectuées vis le SPIH pour les 3 derniers exercices par participant

| Participants | Nombre de transactions | | |
|---|---|---|---|
| | 2011 | 2012 | 2013 |
| Banque Nationale de Crédit (BNC) | 4762 | 5861 | 11053 |
| Banque Populaire Haïtienne (BPH) | 595 | 846 | 1628 |
| Banque de l'Union Haïtienne (BUH) | 1252 | 1654 | 2586 |
| Capitalbank | 8118 | 7537 | 9000 |
| Citibank | 51101 | 49637 | 54552 |
| Scotiabank | 23127 | 18614 | 17895 |
| Sogebank | 30828 | 18549 | 21566 |
| Sogebel | 798 | 848 | 1226 |
| Unibank | 14589 | 16634 | 21352 |
| Crédit Direct | | | |
| MEF | 195350 | 190830 | 221372 |
| Total | 330520 | 311010 | 362230 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Caisse et du Réseau (DCR)

### Tableau 64.

Revenus générés par le SPIH pour l'exercice 2013 (en gourdes)

| Période | Banque Nationale de Crédit (BNC) | Banque Populaire Haïtienne (BPH) | Banque de l'Union Haïtienne (BUH) | Capital Bank | Citibank | Scotiabank | Sogebank | Sogebel | Unibank |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Octobre 2012 | 28,210 | 3,010 | 5,565 | 20,930 | 156,100 | 52,675 | 59,850 | 3,745 | 57,890 |
| Novembre 2012 | 23,940 | 3,080 | 5,915 | 28,000 | 156,345 | 47,460 | 60,270 | 3,220 | 56,770 |
| Décembre 2012 | 33,635 | 3,360 | 6,860 | 27,755 | 216,580 | 60,200 | 72,765 | 3,045 | 62,055 |
| Janvier 2013 | 29,610 | 3,535 | 8,155 | 25,725 | 181,370 | 47,600 | 59,640 | 3,290 | 59,780 |
| Février 2013 | 27,475 | 3,220 | 6,055 | 21,805 | 98,420 | 45,605 | 55,055 | 3,080 | 49,805 |
| Mars 2013 | 28,315 | 3,640 | 6,370 | 29,680 | 136,080 | 45,745 | 60,935 | 3,430 | 52,500 |
| Avril 2013 | 33,425 | 4,865 | 7,945 | 28,980 | 189,840 | 50,330 | 61,110 | 4,375 | 69,020 |
| Mai 2013 | 34,405 | 5,950 | 9,415 | 28,280 | 198,730 | 50,960 | 65,590 | 3,010 | 66,535 |
| Juin 2013 | 30100 | 5,915 | 8,505 | 23,660 | 117,075 | 52,745 | 61,810 | 3,570 | 70,350 |
| Juillet 2013 | 40,705 | 6,510 | 9,275 | 28,980 | 193,970 | 44,870 | 67,655 | 3,255 | 73,780 |
| Août 2013 | 37,800 | 7,315 | 8,575 | 28,070 | 148,050 | 69,125 | 64,680 | 5,145 | 65,030 |
| Septembre 2013 | 39,235 | 6,580 | 7,875 | 23,135 | 116,760 | 59,010 | 65,450 | 3,745 | 63,805 |
| Total | 436,855 | 106,980 | 140,510 | 365,000 | 1, 753,220 | 676,325 | 804,810 | 92,910 | 797,320 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH), Direction de la Caisse et du Réseau (DCR)

# ETATS FINANCIERS
# &
# ANNEXE JURIDIQUE

**FIRME TURNIER**
**60, Rue Mérisier**
**Delmas 48, Port-au-Prince**
**République d'Haïti**

**ERNST & YOUNG (RACINE)**
**22, Rue Ramez Bourgi**
**BP 545 - Dakar**
**République du Sénégal**

# Banque de la République d'Haïti
# (BRH)

## Rapport des auditeurs indépendants

## Etats financiers annuels

Exercice clos le 30 septembre 2013

**FIRME TURNIER**
**60, Rue Mérisier**
**Delmas 48, Port-au-Prince**
**République d'Haïti**

**ERNST & YOUNG (RACINE)**
**22, Rue Ramez Bourgi**
**BP 545 - Dakar**
**République du Sénégal**

# Banque de la République d'Haïti (BRH)

## Rapport des auditeurs indépendants

## Etats financiers annuels

## Exercice clos le 30 septembre 2013

Mesdames, Messieurs les Administrateurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 septembre 2013, sur l'audit des états financiers de la Banque de la République d'Haïti (BRH).

### I. Rapport sur les états financiers

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Banque de la République d'Haïti (BRH) comprenant le bilan au 30 septembre 2013, ainsi que le compte de pertes et profits, l'état de variation des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date et les notes annexes (ci-après désignés « les états financiers »). Ces états financiers ont été établis par le Management conformément aux principes et méthodes comptables édictés par la BRH qui sont décrits dans les notes annexes.

#### Responsabilité du Management dans l'établissement et la présentation des états financiers

Le Management de la BRH est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux principes et méthodes comptables édictés par la BRH, ainsi que d'un contrôle interne qu'elle juge nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultant d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à cette évaluation du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur le fonctionnement efficace du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

**Justification de l'opinion avec réserve**

*Participation TELECO*

La quote-part de la BRH dans les résultats annuels enregistrés par la TELECO s'élève à un montant cumulé de G.1.900 millions au 30 septembre 2013. En l'absence d'états financiers audités de la TELECO, nous n'avons pas été en mesure de recueillir des éléments probants suffisants et appropriés pour justifier, d'une part, la valeur comptable de la participation dans la société TELECO au 30 septembre 2013 et, d'autre part, la quote-part du résultat net de cette société revenant à la BRH à cette date.

**Opinion avec réserve**

A notre avis, sous réserve des incidences éventuelles du point décrit dans le paragraphe ci-dessus, les états financiers sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de la situation financière de la BRH au 30 septembre 2013, de son patrimoine, de ses résultats et de la variation de la situation financière pour l'exercice clos à cette date, conformément aux règles et méthodes comptables décrites dans les notes annexes.

2

**Principes comptables**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons l'attention sur les notes 1 et 2 annexées aux états financiers qui décrivent les principes comptables suivis. Les états financiers ont été établis pour satisfaire aux obligations issues de la loi organique du 17 août 1979 relatives à la présentation d'informations financières sur la BRH. En conséquence, ces états financiers peuvent ne pas convenir pour répondre à un autre objectif.

**FIRME TURNIER**

Antoine Lionel TURNIER
*Associé*

**ERNST & YOUNG (RACINE)**

Makha SY
*Associé*

Le 24 novembre 2014

3

# Sommaire


| | |
|---|---|
| **Etats financiers au 30 septembre 2013** | 5-8 |
| Bilan | 5 |
| Comptes de pertes et profits | 6 |
| Etat de variation des capitaux propres | 7 |
| Tableau des flux de trésorerie | 8 |
| **Notes annexes aux états financiers** | 9-19 |
| **Informations sur le bilan** | 20-59 |
| **Informations sur le compte de pertes et profits** | 60-64 |
| **Divers** | 65-66 |

# Etats financiers au 30 septembre 2013

## Bilan

(En milliers de Gourdes)

| | Notes | 30/09/2013 | 30/09/2012 | Variation Valeur | Variation % |
|---|---|---|---|---|---|
| ACTIF | | | | | |
| Avoirs en or | 4 | 3 348 820 | 4 342 487 | (993 667) | -23% |
| Avoirs sur le Fonds Monétaire International | 5 | 4 622 406 | 4 496 768 | 125 638 | 3% |
| Avoirs en monnaies étrangères | 6 | 93 560 800 | 87 838 475 | 5 722 325 | 7% |
| Participations dans les organismes internationaux | 7 | 2 632 801 | 2 485 048 | 147 753 | 6% |
| Placements locaux | 8 | 275 000 | 275 000 | - | 0% |
| Prêts et avances au gouvernement et aux collectivités | 9 | 46 431 986 | 40 240 760 | 6 191 226 | 15% |
| Prêts et avances aux particuliers et aux autres institutions | 10 | 2 464 006 | 2 266 605 | 197 401 | 9% |
| Prêts et avances aux institutions financières monétaires et non monétaires | 11 | 620 803 | 126 247 | 494 556 | 392% |
| Immobilisations | 12 | 4 231 918 | 3 964 817 | 267 101 | 7% |
| Autres actifs | 13 | 2 189 793 | 3 181 358 | (991 565) | -31% |
| **TOTAL** | | **160 378 333** | **149 217 565** | **11 160 768** | **7%** |
| PASSIF | | | | | |
| Billets et monnaies en circulation | 14 | 24 082 405 | 22 904 087 | 1 178 318 | 5% |
| Comptes d'engagements | 15 | 110 913 871 | 92 674 722 | 18 239 149 | 20% |
| Engagements envers le FMI | 16 | 7 795 833 | 7 155 427 | 640 406 | 9% |
| Contributions et engagements de l'Etat haïtien sur participation au capital des organismes financiers internationaux | 17 | 3 423 065 | 3 247 822 | 175 243 | 5% |
| Autres passifs | 18 | 11 791 132 | 17 847 850 | (6 056 718) | -34% |
| Provisions pour risques et charges | | | 195 787 | (195 787) | -100% |
| Réserve de réévaluation de change | 19 | 5 404 464 | 4 675 954 | 728 510 | 16% |
| Réserves générales | 20 | (2 533 885) | 1 212 269 | (3 746 154) | -309% |
| Réserve de réévaluation de l'or | 21 | 105 297 | 127 707 | (22 410) | -18% |
| Réserve allocation spéciale retraite | 22 | 272 933 | 198 323 | 74 610 | 38% |
| Capital et réserves | 23 | 1 256 282 | 1 256 282 | | |
| Résultat des exercices antérieurs | 24 | (2 761 758) | (2 662 513) | (99 245) | 4% |
| Résultat | | 628 694 | 383 848 | 244 846 | 64% |
| **TOTAL** | | **160 378 333** | **149 217 565** | **11 160 768** | **7%** |

5 Rapport des auditeurs indépendants

## Comptes de pertes et profits

(En milliers de Gourdes)

| | Notes | 30/09/2013 | 30/09/2012 | Variation Valeur | Variation % |
|---|---|---|---|---|---|
| Produits des opérations avec l'étranger : intérêts | | 2 616 122 | 2 750 761 | (134 639) | -5% |
| Produits de placements, prêts et avances à l'Etat Haïtien | | 1 099 842 | 1 099 883 | (41) | 0% |
| Produits des opérations de crédit | | 112 639 | 92 478 | 20 161 | 22% |
| Intérêts débiteurs et frais financiers | | (444 347) | (56 110) | (388 237) | 692% |
| Autres dépenses d'intérêts | | (144 075) | | (144 075) | (100%) |
| **Résultat net d'intérêts** | 25 | **3 240 181** | **3 887 012** | **(646 831)** | **-17%** |
| **Dividendes** | | **5 954** | **3 937** | **2 017** | **51%** |
| Gains sur ventes des valeurs mobilières | | 590 907 | 452 015 | 138 892 | 29% |
| Pertes sur ventes des valeurs mobilières | | | (3 141) | 3 141 | -277% |
| **Résultats sur ventes de valeurs mobilières** | 26 | **590 907** | **448 874** | **142 033** | **32%** |
| **Produit net bancaire** | | **3 837 042** | **4 339 823** | **(502 780)** | **-12%** |
| Autres produits | 27 | 232 327 | 176 279 | 56 048 | 45% |
| Gain extraordinaire | | 367 | 836 | (469) | -56% |
| **Résultat opérationnel** | | **4 069 736** | **4 516 938** | **(447 201)** | **-10%** |
| Entretien de la circulation fiduciaire | | 263 578 | 303 667 | (40 089) | -13% |
| Rémunérations et charges sociales | | 2 350 724 | 3 028 248 | (677 524) | -22% |
| Dépenses administratives | | 522 005 | 515 526 | 6 479 | 1% |
| Dotation aux amortissements | | 180 617 | 141 082 | 39 535 | 28% |
| Dépenses relatives à la gestion des actifs | | 60 682 | 53 275 | 7 407 | 14% |
| Dons | | 46 439 | 45 115 | 1 324 | 3% |
| Autres dépenses | | 4 354 | 853 | 3 501 | 410% |
| Pertes nettes dues au séisme | | 108 | 249 | (141) | -57% |
| Dotation pour mauvaises créances | | 12 097 | 45 075 | (32 978) | -73% |
| Dotation pour risques et charges | | 438 | | 438 | 100% |
| **Charges d'exploitation générale** | 28 | **3 441 042** | **4 133 090** | **(692 048)** | **-17%** |
| **Revenus nets de l'exercice** | | 628 694 | 383 848 | 244 846 | 64% |

## Etat de variation des capitaux propres

(En milliers de Gourdes)

| | Capital | Réserves légales | Réserves spéciales | Réserve pour réévaluation d'immeubles | Total capitaux propres |
|---|---|---|---|---|---|
| Solde au 30/09/2012 | 50 000 | 74 454 | 412 825 | 719 003 | 1 256 282 |
| Affectations | - | - | - | - | - |
| Prélèvements | - | - | - | - | - |
| Réévaluation | - | - | - | - | - |
| **Solde au 30/09/2013** | **50 000** | **74 454** | **412 825** | **719 003** | **1 256 282** |

## Tableau des flux de trésorerie

(En milliers de Gourdes)

| | 2013 | 2012 |
|---|---|---|
| **Activités d'exploitation** | | |
| Revenu net de l'exercice | 628 694 | 383 848 |
| **Eléments de conciliation du revenu net aux liquidités résultant des activités d'exploitation** | | |
| Dotations aux amortissements | 320 791 | 141 082 |
| Perte sur dispositions d'immobilisations | | - |
| Provisions pour pertes de valeur sur prêts | 10 367 | 41 089 |
| Effet de change suite à la réévaluation de la participation des organismes financiers inter | 408 379 | (735 856) |
| **Changements dans les éléments d'actif et de passif résultant des activités d'exploitation** | | |
| Augmentations des prêts et avances, net | (157 459) | (1 781 720) |
| Billets en monnaies en circulation | 1 364 253 | 1 469 607 |
| Engagements en devises | (6 763 284) | 9 254 515 |
| Contributions et engagements envers les organismes financiers internationaux | 965 492 | 2 367 845 |
| Engagements envers les banques créatrices de monnaie | 5 582 700 | (3 737 403) |
| Dépôts du Gouvernement Central | (1 640 582) | 3 806 490 |
| Engagements envers les autres institutions | 593 875 | (343 581) |
| Changements dans les autres éléments d'actif, de passif et de réserves | 8 261 604 | (1 462 448) |
| **Liquidités provenant des activités d'exploitation** | **9 574 830** | **9 403 468** |
| **Activités d'investissement** | | |
| Augmentation des placements étrangers | (27 905 779) | (4 883 895) |
| (Augmentation) diminution des placements locaux | 382 638 | (1 445 273) |
| Acquisitions d'immobilisations nettes | (568 599) | (104 249) |
| Remboursement d'assurance | | - |
| **Liquidités utilisées dans des activités d'investissement** | **(28 091 740)** | **(6 433 417)** |
| Augmentation (Diminution) nette des liquidités | (18 516 910) | 2 970 052 |
| Liquidités au début de l'exercice | 27 467 686 | 24 497 635 |
| **Liquidité à la fin de l'exercice** | **8 950 776** | **27 467 686** |

# Notes annexes aux états financiers

## Règles et méthodes comptables de la BRH

### Note 1 - Cadre juridique et activités

La Banque de la République d'Haïti (BRH), dont le Siège est sis à la rue du Quai à Port-au-Prince (Haïti), est un organisme public autonome, constitué par l'Etat Haïtien, par la loi du 17 août 1979, modifié en ses articles 9 et 17 par le décret du 28 mars 1985. Son capital social n'est pas divisé en actions. Il est détenu par l'Etat Haïtien et peut être augmenté selon les besoins de l'institution.

La loi du 17 août 1979 portant création de la BRH stipule en son article 6 que celle-ci est dirigée par un Conseil d'Administration dont les membres sont nommés pour une période de trois (3) ans, renouvelable par arrêté du Président de la République. Conformément aux dispositions de la Constitution de 1987, ils sont ratifiés par le Sénat de la République.

La BRH est une Banque Centrale et, à ce titre, a pour objet de :

- promouvoir dans le domaine de la monnaie, du crédit et des changes, les conditions les plus favorables au développement de l'économie nationale ;
- encourager le développement et l'utilisation la plus complète et la plus efficace des ressources productives du pays ;
- adapter les moyens de paiement et la politique de crédit aux besoins légitimes de l'économie haïtienne et, en particulier, à la croissance de la production nationale ;
- aider à éviter toutes tendances inflationnistes, spéculatives et déflationnistes qui seraient nuisibles aux intérêts permanents de la nation ;
- conseiller le Gouvernement en matière de politique monétaire, dans le but principal de maintenir, à l'intérieur du pays, la stabilité relative des prix et à l'extérieur, la croissance des échanges ;
- faciliter l'expansion du commerce intérieur et extérieur en vue de contribuer à l'instauration et au maintien d'un niveau élevé de l'emploi et du revenu réel ;
- assurer l'administration et la gestion des réserves de changes, veiller à l'application des dispositions légales et réglementaires relatives aux institutions financières ;
- contrôler et orienter la circulation et la distribution du crédit ;
- émettre des billets de banque, frapper des pièces métalliques et créer de la monnaie scripturale ;
- exercer toutes les activités de banquier de l'Etat, d'agent financier et fiscal pour toutes ses opérations de caisse et de crédit.

La BRH utilise divers instruments dans la mise en œuvre de la politique monétaire, dont l'objectif fondamental demeure la stabilité des prix. Son principal canal de gestion monétaire est, depuis 1996, la vente aux banques de la place des bons qu'elle émet.

La BRH mène des négociations avec le Ministère de l'Economie et des Finances en ce qui a trait au niveau et aux conditions de financement du déficit budgétaire. Ces ententes se matérialisent, en général, par des accords signés entre le Gouverneur de la BRH et le Ministre de l'Economie et des Finances.

Au plan de la réglementation et de la supervision bancaires, la BRH, conformément aux articles 29 à 32 de sa loi organique et à l'article 43 du décret du 14 novembre 1980 réglementant le fonctionnement des banques, a le pouvoir d'inspecter celles-ci et de les soumettre à un régime de normes prudentielles.

En sa qualité de banquier de l'Etat (article 37 de la loi organique), la BRH tient le compte courant de toutes les institutions et collectivités publiques. Elle se charge de la collecte des recettes de l'Etat et encaisse directement pour le compte de celui-ci les taxes internes et les droits de douane. Elle fait aussi fonction de gardienne des titres appartenant à ces entités (article 38 de la loi organique).

Pour l'exécution de ces opérations, la BRH est organisée en un réseau comportant un Siège et une succursale au Cap-Haïtien. La BRH s'est orientée vers une organisation interne destinée à faciliter la mise en œuvre de sa stratégie de modernisation.

## Note 2 – Principes et méthodes comptables

### 2.1 - Référentiel comptable en vigueur au 30 septembre 2013

Les états financiers de la Banque de la République d'Haïti ont été élaborés conformément aux dispositions de la loi organique du 17 août 1979 et suivant la méthode de comptabilité d'exercice. Ils sont libellés en Gourde qui est la monnaie nationale Haïtienne.

### 2.2 - Exercice

La durée de l'exercice est de douze mois. L'exercice débute le 1er octobre et se termine le 30 septembre de l'année suivante.

### 2.3 - Principes comptables

Les principes comptables suivants sont appliqués :

- comptabilité d'engagement,
- intelligibilité,
- pertinence,
- fiabilité,
- comparabilité.

### 2.4 - Méthode d'évaluation

Les états financiers sont préparés sur la base de la valeur de marché pour l'or, des titres et des éléments d'actif et de passif libellés en devises inscrits au bilan, ainsi que du coût historique pour les autres rubriques

### 2.5 – Estimations et jugements

Lors de la préparation de ces états financiers, la Direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses qui affectent l'application des normes comptables et les montants des éléments d'actif et de passif déclarés et la présentation de l'actif et du passif éventuels à la date des états financiers ainsi que les résultats de l'exercice. Les résultats actuels peuvent être différents de ces estimations.

La BRH établit une provision pour pertes de valeur sur prêts en fin d'exercice qui représente une estimation de la perte de valeur réelle sur le portefeuille de prêts à cette date. Cette provision est établie en prenant en considération les éléments probants spécifiques tels que les arriérés de remboursement, la valeur des garanties, les possibilités de recouvrement futur, et la situation économique de l'emprunteur qui ont un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés d'un prêt spécifique ou d'un groupe de prêts avec un risque similaire.

### 2.6 - Effets des transactions et évènements

Les effets des transactions et autres évènements sont pris en compte dès que ces transactions et évènements se produisent.

Par ailleurs, en raison du découpage de l'activité en exercices comptables, les transactions et autres événements sont rattachés à l'exercice qu'ils concernent effectivement et à celui-ci seulement. Dans ce cadre, les produits sont comptabilisés dès qu'ils sont acquis et les charges au fur et à mesure qu'elles sont engagées.

### 2.7 - Opérations en devises

Les transactions en devises étrangères sont initialement comptabilisées aux cours de change en vigueur à la date de transaction. En fin de mois, les actifs et passifs en monnaies étrangères sont convertis au cours de change en vigueur en fin de période. Les gains ou pertes de change, qui en découlent, sont enregistrés dans un compte de réserve « Réserve de réévaluation de change », conformément à l'article 56 de la loi organique.

### 2.8 - Impôts et taxes

Conformément à l'article 63 de la loi organique, la BRH est exonérée du paiement des droits et taxes de l'Etat ou des communes à l'occasion de toutes opérations qui lui sont propres. De même, elle bénéfice de l'exemption des droits à l'occasion de ses importations y compris matériels, équipements, lubrifiants, carburants.

### 2.9 - Avoirs en or

L'or est valorisé au cours en vigueur à la date du bilan. Les gains et les pertes résultant de cette valorisation sont inscrits à la réserve de réévaluation. Le stock d'or n'est pas porteur d'intérêts. L'avoir en or fait partie des réserves nettes de change en accord avec l'article 52 de la loi organique de la BRH.

### 2.10 - Avoirs sur le FMI, engagements envers le FMI

La BRH est l'agent fiscal de l'Etat Haïtien auprès du Fonds Monétaire International (FMI). Elle est en même temps le dépositaire des Gourdes détenus par le FMI. En vertu de la loi du 19 septembre 1952, la Banque représente le Gouvernement Haïtien en toute négociation ou transactions avec le Fonds. Toutes les transactions entre le Gouvernement et le Fonds sont inscrites dans les livres de la BRH.

Les différences résultant des opérations de la BRH avec le Fonds sont supportées par le Gouvernement Haïtien et sont comptabilisées au bilan dans le compte «Avance différence de change FMI ».

Les opérations avec le FMI sont libellées dans la monnaie du FMI, à savoir le Droit de Tirage Spécial (DTS).

Les opérations et transactions de l'Etat Haïtien avec le FMI concernent le compte de Droit de Tirage Spécial (DTS), le compte de ressources générales et les comptes administrés.

La position de réserve au FMI est la différence entre les quotes-parts de l'Etat et sa souscription en monnaie nationale, compte non tenu des tirages au titre des ressources générales (avoirs exclus ou recours aux crédits du FMI).

Les tirages effectués par l'Etat auprès du FMI sont reçus et enregistrés dans les comptes dépôt à vue de la BRH à la Federal Reserve Bank en dollars, d'une part, et dans les comptes d'engagements envers le FMI en DTS, d'autre part. Au moment des tirages, les différences entre les montants versés à l'Etat et la dette vis-à-vis du FMI sont portées directement au compte « Avance Différence de change FMI ».

Les avoirs du FMI en monnaie nationale (comptes FMI n° 1, FMI n° 2 et FMI compte titres) font l'objet d'une réévaluation annuelle le 30 avril de chaque année, sur la base du cours représentatif du DTS communiqué par le FMI. Les gains et pertes de réévaluation sont inscrits dans le compte « Avance différence de change FMI ».

A la clôture de chaque période mensuelle, les avoirs du FMI en DTS sont réévalués sur la base du cours du DTS/Gourdes de fin de mois.

Les DTS détenus, les tirages sur les comptes administrés et les allocations de DTS sont convertis en Gourdes sur la base du cours de change en vigueur lors des transactions. Les différences résultant de réévaluations périodiques sont portées au compte « Avance différence de change FMI ».

**2.11 - Participations, contributions et engagements dans les autres organismes financiers internationaux**

Conformément à l'article 2, alinéa 10, et l'article 61, alinéa 2 de la loi du 17 août 1979, la BRH enregistre dans ses livres les participations de la République d'Haïti dans les différents organismes internationaux. Le Gouvernement Haïtien a souscrit au capital de différents organismes financiers internationaux. Les montants payés à titre de capital sont reflétés comme des contributions, et les montants non encore versés sont reflétés comme des engagements. Ces transactions sont gérées par la BRH à titre de fiduciaire et sont réévaluées aux taux de change de la fin de l'exercice. L'effet de change résultant de la réévaluation des actifs et passifs de l'État Haïtien est enregistré au bilan dans le compte « Réserves de réévaluation de change ».

### 2.12 – Placements à la Télécommunication d'Haïti (TELECO)

La BRH détient 97 % des actions de la TELECO et le Gouverneur de la BRH est le président du Conseil d'Administration de cette institution. Les titres de participation détenus sur la TELECO ont été initialement comptabilisés à leur coût d'acquisition. La valeur comptable de ces titres est ajustée en y incluant la quote-part de la BRH dans les résultats annuels enregistrés par la TELECO. Depuis 2001, en l'absence d'états financiers audités de la TELECO, la valeur comptable du placement à la TELECO n'a pas connu d'évolution.

### 2.13 - Avoirs en monnaies étrangères

Les réserves de change de la BRH sont investies en comptes à vue, en comptes à terme et dans des actifs obligataires.

#### *2.13.1 - Portefeuille titres*

Dans le cadre de la stratégie globale de gestion de son portefeuille, la BRH détient des valeurs mobilières de placement. La BRH a choisi un système de gestion par administrateurs externes de portefeuille (gestion déléguée). Les gérants de portefeuille peuvent bénéficier de pouvoirs discrétionnaires ou peuvent être sujets à des limitations strictes, concernant la sélection des placements.

Ces placements sont disponibles à la vente.

- ***Actifs financiers disponibles à la vente***

Ce sont des actifs financiers détenus dans le but d'avoir des liquidités disponibles. Ils sont enregistrés initialement en comptabilité à leur coût d'acquisition, coupons courus et frais d'acquisition inclus, et sont évalués ultérieurement à leur juste valeur. La variation de juste valeur est constatée directement en capitaux propres dans le compte « Réserve de réévaluation de change ».

### 2.14 – Prêts et avances au Gouvernement et aux collectivités

Les crédits à l'Etat Haïtien représentent un financement au Secteur Public ainsi que les prêts et avances en comptes courants au Gouvernement, aux collectivités locales et aux entreprises publiques. Ils sont évalués au coût. La BRH n'enregistre pas de perte de valeur sur les crédits à l'Etat Haïtien et aux entreprises publiques à moins de désaccords spécifiques. Les revenus d'intérêts sur ces prêts, avances et placements sont comptabilisés sur une base d'exercice.

### 2.15 - Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, avec possibilité de réévaluation.

Les réévaluations sont effectuées par des experts en évaluation.

L'écart de réévaluation est imputé aux capitaux propres sous une rubrique séparée en contrepartie des comptes d'immobilisations.

Suite au séisme du 12 janvier 2010, les pertes sur les immeubles de la Banque qui ont subi des dommages ont été évaluées et enregistrées dans les livres de la BRH.

A l'exception des terrains, des constructions en cours, les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée estimative de leur vie utile.

Les durées de vie retenues sont les suivantes :

| Immobilisations | Durées de vie utile (en mois) |
|---|---|
| Terrains | Non amortissable |
| Bâtisses | 240 |
| Mobilier et matériel de bureau | 48 |
| Matériel informatique | 60 |
| Logiciel informatique | 12 |
| Matériel roulant | 48 |
| Equipements | 60 |
| Installations | 60 |
| Aménagements, Extensions, Agrandissements | 60 |

Les immobilisations entièrement amorties demeurent inscrites au bilan dans un compte distinct « Biens totalement amortis » aussi longtemps qu'elles subsistent. Les immobilisations figurent au bilan à leurs valeurs nettes.

### 2.16 - Stocks de billets neufs en transit

A l'achat, les signes monétaires sont comptabilisés en engagements hors bilan au prix d'achat, auquel viennent s'ajouter les frais de transport.

A l'émission, les quantités de signes monétaires émises sont valorisées selon la méthode FIFO et comptabilisées au bilan. A la clôture de l'exercice, les billets et monnaies non émis sont traités comme des stocks. Ils font l'objet d'un inventaire physique et sont valorisés selon la méthode FIFO.

### 2.17 - Billets et monnaies en circulation

Les billets et pièces de monnaie en circulation sont analysés comme des dettes envers les détenteurs. Ils sont inscrits au bilan à leur valeur faciale ou valeur nominale.

### 2.18 - Comptes d'engagements

Les comptes à vue (dettes à vue) et les dépôts auprès de la BRH sont inscrits au bilan à leur valeur nominale et ne sont pas rémunérés.

### 2.19 - Provisions pour risques et charges

Une provision est constituée lorsque la BRH a une obligation réglementaire, implicite ou juridique qui résulte d'un événement passé et dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources dont le montant peut être estimé de manière fiable.

Conformément au principe de prudence, des provisions sont aussi constituées pour tous les risques potentiels liés à certains comptes d'actif (actifs non performants).

### 2.20 – Fonds de retraite et prime de séparation

La dépense annuelle pour le fond de retraite et primes de séparation est établie en fonction d'un taux de contribution fixé par la Banque de la République d'Haïti.

### 2.21 – Reserve de réévaluation de change

L'article 56 de la loi organique de la BRH précise que les gains et les pertes, qui résultent de la réévaluation des avoirs et des engagements de la BRH détenus en devises ou en or, doivent être comptabilisés à un compte dénommé "Réserve de réévaluation" présenté au bilan au niveau du capital et réserves.

### 2.22 - Réserve pour réévaluation d'immeubles

Le solde de ce poste sera viré à la réserve spéciale quand les immeubles seront comptabilisés. Toute moins-value résultant de la réévaluation est enregistrée directement comme une dépense à l'état des résultats à moins qu'elle ne soit relative à une plus-value existante pour un même immeuble déjà réévalué. Le cas échéant, cette moins-value sera affectée préalablement au poste de réserve de réévaluation-terrains et immeubles.

### 2.23 – Réserves générales

Ce poste enregistre les pertes et gains latents qui résultent des réévaluations périodiques du portefeuille de titres de la BRH.

### 2.24 - Distribution des profits nets

Selon l'article 59 de la loi régissant la BRH, les résultats nets doivent être distribués de la manière suivante : 25 % au Trésor Public, 10 % à la réserve légale et le solde à des réserves spéciales destinées aux fins d'investissements, de placements, d'agrandissement et autres, tel que fixé par le Conseil d'Administration. En 2010 et 2009, le Conseil d'Administration a convenu avec le Ministère de l'Economie et des Finances de ne pas effectuer de distribution à l'Etat en vue d'éponger les pertes antérieures et de constituer les réserves nécessaires à la recapitalisation de la BRH, tel que prévu dans le cadre d'accords avec les partenaires internationaux.

### 2.25 - Gestion des risques

La BRH est exposée à des risques variés qui sont les suivants :

- ***Risque de marché*** : risque de perte due aux changements dans les prix et aux taux de marché (cours de l'or, cours de change et taux d'intérêt) ;
- ***Risque de contrepartie*** : risque de perte due à l'incapacité des contreparties de la Banque de faire face à leurs obligations financières ;
- ***Risque opérationnel*** : risque de perte résultant de l'inadaptation ou de la défaillance des procédures, des personnes, des systèmes internes ou d'évènements extérieurs.

La gestion des risques est centrée sur le caractère imprévisible de l'environnement financier et a pour objet d'en minimiser les conséquences négatives potentielles sur les performances de la BRH.

### 2.26 - Reconnaissance des produits et des charges

La reconnaissance des produits et des charges est effectuée selon les règles suivantes :

- les produits et les charges sont pris en compte au cours de l'exercice pendant lequel ils sont réalisés, acquis ou dus ;
- les produits et les charges en monnaies étrangères sont convertis au cours de change de la date de transaction ;

- les plus-values et moins-values latentes sur les instruments financiers liées aux taux d'intérêt et aux prix du marché, sont comptabilisées au bilan dans le compte « Réserves générales » ;

- les écarts de conversion sur les devises étrangères sont comptabilisés au bilan dans le compte « Réserves de réévaluation de change ».

### 2.27 - Evénements postérieurs à la date de clôture

Les événements significatifs ayant un lien prépondérant et direct avec une situation qui existait à la date de clôture des comptes, donnent lieu à un ajustement des montants comptabilisés dans les états financiers. A cet égard, les actifs et les passifs font l'objet d'un ajustement pour tenir compte d'évènements significatifs survenus entre la date de clôture et la date d'approbation des états financiers. Ceux concernant des situations apparues postérieurement à la date de clôture, sont mentionnés dans les notes annexes, avec une estimation de leur incidence financière.

### 2.28 - Changement de méthodes, d'estimations comptables

Aucun changement de méthode ou d'estimation comptables n'est intervenu durant l'exercice 2012-2013.

## Note 3 - Cours des monnaies étrangères et prix de l'Or

| Monnaies étrangères et or | 30/09/2013 (en Gourdes) | 30/09/2012 (en Gourdes) |
|---|---|---|
| 1 Dollar des Etats-Unis (USD) | 43,7429 | 42 ,3222 |
| 1 Euro (EUR) | 59,1710 | 54,4221 |
| 1 Droit de Tirage Spécial (DTS) | 67,1051 | 65,2689 |
| 1 Once d'or | 57 514,639 | 74 752,432 |

# Informations sur le bilan

## Bilan - Actif

### Note 4 – Avoirs en or

Cette rubrique s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | | 30/09/2012 | | Variation |
|---|---|---|---|---|---|
| | En onces | En milliers de gourdes | En onces | En milliers de gourdes | En milliers de gourdes |
| Or en dépôt à la Fédéral Reserve Bank | 1 308 | 75 870 | 1 308 | 98 279 | (22 409) |
| Or en gestion chez Morgan Stanley | 56 918 | 3 272 950 | 56 777 | 4 244 208 | (971 258) |
| **Total** | **58 226** | **3 348 820** | **58 085** | **4 342 487** | **(993 667)** |

Cette rubrique enregistre les avoirs en or détenus par la BRH à la Federal Reserve Bank of New York (1,308 Oz) et chez Morgan Stanley (56,918 Oz). Le stock d'or est réévalué mensuellement sur la base du cours de l'once d'or affiché sur le site Bloomberg. L'écart entre la valeur réévaluée du stock et sa valeur comptable est enregistré au compte « 533000 Réserve de réévaluation or », au capital.

L'évolution du solde par rapport à l'exercice précédent résulte de la dépréciation de l'once d'or qui est passé de G.75,164 au 30 septembre 2012 à G. 58,024 au 30 septembre 2013.

Cette baisse a été atténuée par l'acquisition en fin novembre 2012 de 141.09 OZ d'or équivalent à 10 millions de Gourdes.

## Note 5 - Avoirs sur le Fonds Monétaire International (FMI)

La rubrique « Avoirs sur le Fonds Monétaire International » comprend la position de réserve et les avoirs en DTS et se détaille comme suit :

| | 30/09/2013 | | 30/09/2012 | | Variation |
|---|---|---|---|---|---|
| | En DTS | En milliers de gourdes | En DTS | En milliers de gourdes | En milliers de gourdes |
| Position de réserve | 68 047 | 4 566 | 68 047 | 4 441 | 125 |
| Avoirs en Droits de Tirages Spéciaux | 68 820 267 | 4 617 840 | 68 827 973 | 4 492 327 | 125 513 |
| **Total** | **68 888 314** | **4 622 406** | **68 896 020** | **4 496 768** | **125 638** |

- **Position de réserve**

Constitué en 1945, le FMI a été investi par ses textes fondateurs de la mission statutaire de restaurer la stabilité du système monétaire international. Les opérations de l'Etat Haïtien avec le FMI (le Fonds) sont régies par l'article VIII des statuts du FMI.

Les souscriptions des pays membres constituent l'origine normale des ressources du Fonds. A chaque pays est assignée une quote-part. Les quotes-parts souscrites sont libérées en devises par les Etats membres à concurrence de 25 %, et en monnaie nationale à concurrence de 75 %.

La position de réserve d'un pays auprès du FMI est égale à la différence entre sa quote-part et la souscription versée en monnaie nationale.

La position de réserve de la République d'Haïti auprès du FMI s'analyse comme suit :

| | 30/09/2013 | | 30/09/2012 | | Variation |
|---|---|---|---|---|---|
| | En DTS | En milliers de gourdes | En DTS | En milliers de gourdes | En milliers de gourdes |
| Quota FMI | 81 900 000 | 5 495 490 | 81 900 000 | 5 345 522 | 149 968 |
| FMI, compte n° 1 | (36 290 445) | (2 435 089) | (36 290 445) | (2 368 637) | (66 452) |
| FMI, compte titres | (45 541 508) | (3 055 835) | (45 541 508) | (2 972 444) | (83 391) |
| **Total** | **68 047** | **4 566** | **68 047** | **4 441** | **125** |

- **Quota FMI**

Le quota FMI correspond à la quote-part exprimée en DTS et attribuée à l'Etat Haïtien dans le cadre de sa souscription lors de son admission au Fonds. Il représente un actif de la République d'Haïti. Comme sur les exercices précédents, le quota FMI est resté stable en l'absence de décision par le Conseil d'Administration du FMI d'une augmentation de la quote-part de l'Etat Haïtien.

- **Compte FMI n° 1 et compte de titres**

Le compte FMI n° 1 et le compte de titres correspondent à la quote-part réglée en monnaie nationale ou sous forme de titres par l'Etat Haïtien. En qualité de dépositaire, la BRH tient ces comptes enregistrant les avoirs du FMI en Gourdes. Ces comptes constituent des engagements de la BRH vis-à-vis du Fonds.

Au 30 septembre 2013, le compte FMI n° 1 et le compte de titres présentent respectivement des soldes créditeurs de G.2.435 millions et G.3.056 millions. En l'absence d'évolution des soldes en DTS de ces comptes, les variations respectives constatées de G.66 millions et G.83 millions, résultent exclusivement de l'appréciation du cours du DTS qui est passé de G.65,27 au 30 septembre 2012 à G.67,1 au 30 septembre 2013.

- **Avoirs en droits de tirages spéciaux**

Les DTS détenus ont évolué ainsi qu'il suit :

| | En DTS |
|---|---|
| Solde au 30/09/2012 | 68 827 973 |
| Acquisitions | - |
| Cessions | - |
| Rémunérations perçues | 51 604 |
| Commissions payées | (59 310) |
| **Solde au 30/09/2013** | 68 820 267 |

Les rémunérations perçues correspondent aux intérêts payés par le FMI sur les avoirs en DTS. Les commissions payées correspondent essentiellement aux intérêts versés au FMI et calculés sur la base du stock de DTS alloués à l'Etat Haïtien.

## Note 6 – Avoirs en monnaies étrangères

Cette rubrique comprend l'encaisse, les dépôts à vue et de garantie à l'étranger, les valeurs en transit et les placements en devises étrangères. Elle se décompose comme suit :

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | 30/09/2012 | Variation |
|---|---|---|---|
| Billets, pièces de monnaie et chèques | 900 183 | 2 394 133 | (1 493 950) |
| Avoirs dans les banques non résidentes | 7 921 375 | 25 054 884 | (17 133 509) |
| Valeurs en transit sur l'étranger | 24 604 | 11 977 | 12 627 |
| Remises en transit en devises sur le pays | 203 074 | 6 250 | 196 825 |
| Collateral | 570 452 | 550 189 | 20 263 |
| Placements en devises étrangères | 83 941 112 | 59 821 042 | 24 120 070 |
| **Total** | **93 560 800** | **87 838 475** | **5 722 326** |

- **Billets, pièces de monnaie et chèques en USD**

Les billets, pièces de monnaie et chèques en devise, essentiellement en dollars, sont constitués par les encaisses détenues au Siège et au Cap Haïtien. Ces encaisses s'analysent comme suit :

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | 30/09/2012 | Variation |
|---|---|---|---|
| Billets devises guichets | 5 611 | 6 842 | (1 231) |
| Billets devises non triés | 128 395 | 808 060 | (679 665) |
| Billets devises caveau | 735 887 | 1 459 185 | (723 298) |
| Pièces devises caveau | 265 | 287 | (22) |
| **Sous-total Siège** | **870 158** | **2 274 374** | **(1 404 216)** |
| **Billets devises Cap Haïtien** | **30 025** | **119 759** | **(89 734)** |
| **Total** | **900 183** | **2 394 133** | **(1 493 950)** |

- **Avoirs dans les banques non résidentes**

Les avoirs dans les banques non résidentes sont essentiellement constitués des dépôts à vue et se décomposent comme suit :

| | 30/09/2013 | | 30/09/2012 | | Variation |
|---|---|---|---|---|---|
| Banque | En devises | En milliers de Gourdes | En devises | En milliers de Gourdes | En milliers de Gourdes |
| **Correspondants USD** | | | | | |
| Citibank NY | 68 408 814 | 2 992 400 | 269 991 756 | 11 426 645 | (8 434 245) |
| Fédéral Reserve | 99 853 250 | 4 367 871 | 316 702 886 | 13 403 563 | (9 035 692) |
| Citibank Collatéral | 307 139 | 13 435 | 307 107 | 12 997 | 438 |
| Citibank IDA | 14 900 | 651 | 359 707 | 15 224 | (14 573) |
| Bladex | 2 694 331 | 117 858 | 570 723 | 24 154 | 93 704 |
| Bladex collateral | 709 026 | 31 015 | 2 691 404 | 113 906 | (82 891) |
| **Correspondant EUR** | | | | | |
| Banque de France | 6 728 825 | 398 145 | 1 072 995 | 58 395 | 339 750 |
| **Total** | | **7 921 375** | | **25 054 884** | **(17 133 509)** |

- **Collatéral**

Ce compte enregistre les dépôts de garantie constitués auprès de la Citibank New-York pour la mise en place de lettre de crédit, sur demande du Ministère de l'Economie et des Finances haïtien.

- **Placements non-résidents**

Les placements non-résidents sont constitués par un portefeuille de liquidité, en gestion déléguée auprès de gérants de portefeuille aux Etats-Unis. Ils se décomposent comme suit par gestionnaire :

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | | 30/09/2012 | | Variation |
|---|---|---|---|---|---|
| | En USD | En milliers de gourdes | En USD | En milliers de gourdes | En milliers de gourdes |
| FIDELITY INVEST/COLBERT INVEST MANAG | 109 795 795 | 4 802 786 | 111 750 965 | 4 729 547 | 73 239 |
| GOLDMAN SACHS ASSET MANAGEMENT | 107 542 347 | 4 704 214 | 109 632 478 | 4 639 888 | 64 326 |
| REPO ACCOUNT | 776 553 207 | 33 968 689 | | | 33 968 689 |
| CITIFX ALPHA LIQUIDITY | 155 079 788 | 6 783 640 | 151 961 860 | 6 431 360 | 352 280 |
| CITIGROUP FUNDING INC. | | - | | | |
| GOLD Account at Morgan Stanley | | | 244 059 | 10 329 | (10 329) |
| BLACKROCK INVEST MANAGEMENT | 101 160 874 | 4 425 070 | 101 059 270 | 4 277 051 | 148 019 |
| MSSB | 668 833 399 | 29 256 713 | 938 818 574 | 39 732 867 | (10 476 154) |
| Total | 1 918 965 410 | 83 941 112 | 1 413 467 206 | 59 821 042 | 24 120 070 |

Le portefeuille de la BRH est essentiellement composé de cash et d'actifs financiers disponibles à la vente détenus par les gestionnaires de portefeuille pour le compte de la BRH. Ces actifs financiers sont détenus dans le but d'avoir des liquidités disponibles. Ils sont enregistrés en comptabilité à leur juste valeur.

Ils sont constitués de bons du Trésor et de bons émis par les Agences Fédérales Américaines, d'obligations municipales et de sociétés.

Au 30 septembre 2013, le portefeuille de la BRH se ventile comme suit par catégorie (en USD) :

| Placement | Coût | Juste valeur |
|---|---|---|
| Comptes en marché (cash) | | 24 314 877 |
| US Treasury Notes | 45 632 527 | 45 822 618 |
| Agences gouvernementales | 294 826 743 | 142 743 887 |
| Obligations municipales | 38 550 255 | 44 749 429 |
| Obligations de sociétés | 773 022 836 | 1 266 334 599 |
| **Total** | 1 152 032 361 | 1 523 965 410 |
| **Titres mis en collatéral à recevoir de Morgan Stanley** | | 395 000 000 |
| | | 1 918 965 410 |

Le poste REPO Account se décompose comme suit :

| | 30/09/2013 | |
|---|---|---|
| REPO ACCOUNT | En USD | En milliers de Gourdes |
| Repo Account (1) | 381 553 207 | 16 690 244 |
| Titres mis en collatéral | 395 000 000 | 17 278 446 |
| Total | 776 553 207 | 33 968 689 |

## Note 7 – Participation dans les organismes internationaux

Cette rubrique comprend les participations de l'Etat Haïtien dans le capital des organismes financiers internationaux. Elle s'analyse comme suit au 30 septembre 2013 :

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | 30/09/2012 | Variation |
|---|---|---|---|
| Banque Interaméricaine de Développement (BID) | 1 944 076 | 1 818 649 | 125 427 |
| Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) | 302 511 | 292 686 | 9 825 |
| Banque Caribéenne de Développement (BCD) | 144 227 | 139 542 | 4 685 |
| Association Internationale de Développement (IDA) | 48 455 | 46 925 | 1 530 |
| Société Interaméricaine d'Investissement (SII) | 137 353 | 132 892 | 4 461 |
| Fonds Multilatéral d'Investissement | 12 123 | 12 696 | (573) |
| Société Internationale de Financement (IFC) | 35 957 | 34 789 | 1 168 |
| Agence de Garantie des Investissements Multilatéraux (MIGA) | 7 099 | 6 869 | 230 |
| **Total** | **2 631 801** | **2 485 048** | **147 753** |

Ces participations sont souscrites en devise ou en monnaie nationale pour le compte de la République d'Haïti.

## Note 8 – Placements locaux

Cette rubrique enregistre exclusivement des avances de fonds accordées à la Banque Nationale de Crédit (BNC) par la République d'Haïti en 2009. Ces avances ont été converties en obligations subordonnées conformément au protocole d'accord signé en date du 29 septembre 2010 entre la BRH et la BNC. Ce protocole fixe la durée des remboursements à 20 ans avec un taux d'intérêt de 1 % l'an.

## Note 9 – Prêts et avances au Gouvernement et aux collectivités

Cette rubrique comprend les créances détenues sur l'Etat Haïtien et les intérêts à recevoir. Elle s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | 30/09/2012 | Variation |
|---|---|---|---|
| Frais différés bons BRH | 20 827 | 2 247 | 18 580 |
| Autres prêts et avances au Gouvernement | 46 319 505 | 40 146 846 | 6 172 659 |
| Intérêts à recevoir sur prêts et avances au Gouvernement | 91 654 | 91 667 | (13) |
| Total | 46 431 986 | 40 240 760 | 6 191 226 |

- **Autres prêts et avances au Gouvernement**

Le solde se décompose comme suit :

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | 30/09/2012 | Variation |
|---|---|---|---|
| Avances différence de change FMI | 1 478 793 | 1 390 735 | 88 058 |
| Avances à consolider | 44 840 712 | 38 756 111 | 6 084 601 |
| Total | 46 319 505 | 40 146 846 | 6 172 659 |

- **Avances différence de change FMI**

Ce poste est constitué des écarts de changes constatés lors des réévaluations mensuelles des comptes qui enregistrent les opérations avec le FMI et qui sont libellés en DTS.

Conformément à l'article 12 du décret du 1er octobre 1952 autorisant le Gouvernement de la République d'Haïti à devenir membre du Fonds Monétaire International, à la fin de chaque année fiscale, toute différence résultant des opérations avec le FMI est supportée par le Gouvernement Haïtien.

- **Avances à consolider**

Ce poste enregistre les créances de la BRH sur l'Etat Haïtien, qui ont fait l'objet de consolidation et/ou de protocole d'accord signés entre les deux parties. Il s'analyse comme suit au 30 septembre 2013 :

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | 30/09/2012 | Variation |
|---|---|---|---|
| Dettes consolidées de l'Etat Haïtien envers la BRH au 30/09/2013 (1) | 42 865 239 | 36 780 637 | 6 084 602 |
| Dette des institutions publiques envers la TELECO au 31/12/2009 (2) | 1 023 479 | 1 023 479 | - |
| Billet à ordre du 11 octobre 2007 (2) | 951 995 | 951 995 | - |
| **Total** | **44 840 713** | **38 756 111** | **6 084 602** |

(1) Ce montant correspond à hauteur de G.42.865.239 milliers aux créances de la BRH sur l'Etat Haïtien qui ont fait l'objet d'une évaluation contradictoire entre les deux parties et d'un rapport de consolidation signé par le Ministère de l'Economie et des Finances et la BRH au 30 septembre 2009 et d'un protocole d'accord signé le 5 décembre 2012.

Il se décompose comme suit :

(En milliers de Gourdes)

| Description | Montant |
|---|---|
| Titres du Gouvernement | 1 217 103 |
| Déficit cumulé du Trésor au 30/09/2009 | 28 655 885 |
| Déficit cumulé du Trésor 2010 et 2011 | 6 084 602 |
| Arriérés d'intérêts | 12 435 |
| Autres avances | 158 444 |
| Avances à consolider 2007-2008 | 6 736 556 |
| Total | 42 865 025 |

(2) Ces créances ont fait l'objet d'un protocole d'accord tripartite en date du 29 septembre 2010 entre le Ministère de l'Economie et des Finances, la BRH et la TELECO. Les termes de ce protocole prévoient :

- le paiement à la BRH d'une créance de la TELECO sur l'administration publique pour G.1.023 millions en vue de l'apurement des créances de la BRH vis-à-vis de la TELECO ;

- le remboursement d'un billet à ordre d'un montant de G.952 millions, datant du 11 octobre 2007 et resté sans couverture. Ce billet à ordre avait été émis par l'Etat Haïtien en faveur de la BRH et correspond au montant décaissé par la BRH pour le compte de l'Etat afin combler le déficit de la SOCABANK.

- **Intérêts à recevoir**

Dans l'attente de la formalisation des modalités de remboursement des sommes dues à la BRH, l'Etat Haïtien s'est engagé à verser un montant annuel de G.1,1 milliard au titre d'intérêts sur sa dette interne vis-à-vis de la Banque.

Sur l'exercice 2013, ce montant a fait régulièrement l'objet de paiement mensuel.

Le solde à la clôture correspond au paiement du mois de septembre et a fait l'objet de remboursement sur la période subséquente.

## Note 10 - Prêts et avances aux particuliers et aux autres institutions

Cette rubrique enregistre essentiellement les prêts et avances accordés par la Banque au personnel et à une entreprise publique. Le solde se détaille comme suit :

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | 30/09/2012 | Variation |
|---|---|---|---|
| Prêts et avances de la Banque Centrale aux entreprises publiques | 21 140 | 21 140 | 0 |
| Prêts et avances au personnel | 2 791 834 | 2 586 963 | 204 871 |
| Intérêt à recevoir sur prêts au personnel | 5 273 | 2 376 | 2 897 |
| Provisions pour créances douteuses | (354 241) | (343 874) | (10 367) |
| **Total** | **2 464 006** | **2 266 605** | **197 401** |

Les prêts et avances au personnel se détaillent comme suit au 30 septembre 2013 :

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | 30/09/2012 | Variation |
|---|---|---|---|
| Avances au personnel | 1 198 378 | 1 187 229 | 11 149 |
| Avances spéciales | 360 557 | 272 700 | 87 857 |
| Effets escomptés au personnel | 14 968 | 17 279 | (2 311) |
| Prêts hypothécaires | 1 191 211 | 1 083 320 | 107 891 |
| Assurance hypothécaire | 26 720 | 26 435 | 285 |
| **Total** | **2 791 834** | **2 586 963** | **204 871** |

## Note 11 – Prêts et avances aux institutions financières monétaires et non monétaires

Cette rubrique enregistre les prêts et avances aux institutions financières monétaires, non monétaires et les créances rattachées. Le solde se détaille comme suit :

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | 30/09/2012 | Variation |
|---|---|---|---|
| Prêts et avances de la banque centrale aux institutions financières non monétaires bancaires | - | - | - |
| Avances aux institutions financières monétaires | 527 342 | 39 991 | 487 351 |
| Prêts et avances de la banque centrale aux institutions financières non monétaires non bancaires | 80 682 | 80 682 | 0 |
| Intérêts à recevoir sur prêts et avances aux institutions financières monétaires et non monétaires | 12 779 | 5 574 | 7 205 |
| Total | 620 803 | 126 247 | 494 556 |

- **Prêts et avances de la banque centrale aux institutions financières non monétaires bancaires**

Au 30 septembre 2013, le solde correspond à deux (2) prêts consentis à la BNC et la BPH, diminués des amortissements sur la période.

- **Prêts et avances de la banque centrale aux institutions financières non monétaires non bancaires**

Ce poste correspond aux prêts accordés à la Société Haïtienne d'Epargne (SHEC). La totalité de ce prêt a été provisionné.

## Note 12 – Immobilisations

Cette rubrique s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | 30/09/2012 | Variation |
|---|---|---|---|
| Immobilisations financières | 2 049 524 | 2 030 232 | 19 292 |
| Immobilisations incorporelles | 428 | 8 613 | (8 185) |
| Immobilisations corporelles | 2 181 966 | 1 925 972 | 255 994 |
| **Total** | **4 231 918** | **3 964 817** | **267 101** |

- **Immobilisations financières**

Les immobilisations financières s'analysent comme suit :

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | 30/09/2012 | Variation |
|---|---|---|---|
| Titres TELECO | 1 923 381 | 1 923 381 | 0 |
| Titres BLADEX | 126 143 | 106 851 | 19 292 |
| **Total** | **2 049 524** | **2 030 232** | **19 292** |

- ***Titres de participation TELECO***

Comme sur les exercices précédents, la valeur des titres de participation à la TELECO n'a pas connu de variation et s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)

| Description | Montant |
|---|---|
| Valeur au coût d'acquisition des titres | 13 600 |
| Quote-part des profits nets de la TELECO | 1 909 781 |
| Total | 1 923 381 |

Les titres de participation détenus sur la TELECO ont été initialement comptabilisés à leur coût d'acquisition. Conformément à la méthode de la « mise en équivalence », la BRH a ajusté la valeur comptable de ces titres en y incluant sa quote-part des résultats annuels enregistrés par la TELECO. Cette quote-part a été comptabilisée de 1997 à 2000 sur la base d'états financiers internes de la TELECO non vérifiés. A partir de l'exercice 2001, en raison de l'absence de fiabilité récurrente des états financiers transmis par la TELECO, la BRH a cessé de comptabiliser cette quote-part.

- **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles comprennent les éléments suivants :

(En milliers de Gourdes)

| | Valeurs nettes comptables 30/09/2013 | Valeurs nettes comptables 30/09/2012 | Variation |
|---|---|---|---|
| Terrains | 397 824 | 397 824 | 0 |
| Immeubles | 938 243 | 873 586 | 64 657 |
| Matériels et mobilier | 14 409 | 12 015 | 2 394 |
| Matériel Informatique | 16 636 | 50 669 | (34 033) |
| Matériels roulants | 29 245 | 28 829 | 416 |
| Equipements | 82 750 | 108 101 | (25 351) |
| Installations | 9 155 | 5 277 | 3 878 |
| Aménagement Ext & Agr | 33 097 | 46 008 | (12 911) |
| Immobilisations en cours | 660 607 | 403 663 | 256 944 |
| **Total** | **2 181 966** | **1 925 972** | **255 994** |

Les mouvements de l'exercice 2013 se détaillent comme suit :

- *Valeurs brutes*

(En milliers de Gourdes)

| Description | Valeur brute au 30/09/2012 | Acquisition | cessions | Autres mouvements (reclassements/ régularisations) | Valeur brute au 30/09/2013 |
|---|---|---|---|---|---|
| Terrains | 397 824 | | | | 397 824 |
| Immeubles | 1 228 523 | | | 163 730 | 1 392 253 |
| Matériels et mobilier | 14 047 | 6 653 | | 1 871 | 22 570 |
| Matériel informatique | 173 754 | 2 758 | | 84 307 | 260 818 |
| Matériels roulants | 46 662 | 15 213 | | (4 232) | 57 643 |
| Equipements | 148 750 | 5 667 | | 9 457 | 163 874 |
| Installations | 6 221 | 6 438 | | 2 007 | 14 665 |
| Aménagement Ext & Agr | 48 787 | | | (2 467) | 46 321 |
| Immobilisations en cours | 403 662 | 532 697 | | (275 753) | 660 607 |
| **Total** | **2 468 230** | **569 426** | | **(21 080)** | **3 016 576** |

- *Cumul des amortissements*

(En milliers de Gourdes)

| Description | Cummul amort. et provisions 30/09/2012 | Amort. de l'exercice | Amort./ disposition | Autres mouvements (reclassements/ régularisations) | Cummul amort. et provisions 30/09/2013 |
|---|---|---|---|---|---|
| Terrains | - | - | - | - | - |
| Immeubles | 354 937 | 61 927 | | 37 146 | 454 010 |
| Matériels et mobilier | 2 032 | 4 742 | | 1 387 | 8 161 |
| Matériel informatique | 123 084 | 37 335 | | 83 764 | 244 183 |
| Matériels roulants | 17 833 | 14 797 | | (4 232) | 28 398 |
| Equipements | 40 649 | 32 885 | | 7 590 | 81 124 |
| Installations | 943 | 3 005 | | 1 562 | 5 510 |
| Aménagement Ext & Agr | 2 779 | 12 477 | | (2 032) | 13 224 |
| **Total** | **542 257** | **167 168** | | **125 185** | **834 610** |

- *Valeur nette comptable*

(En milliers de Gourdes)

| | Valeurs nettes comptables 30/09/2013 | Valeurs nettes comptables 30/09/2012 | Variation |
|---|---|---|---|
| Terrains | 397 824 | 397 824 | 0 |
| Immeubles | 938 243 | 873 586 | 64 657 |
| Matériels et mobilier | 14 409 | 12 015 | 2 394 |
| Matériel Informatique | 16 636 | 50 669 | (34 033) |
| Matériels roulants | 29 245 | 28 829 | 416 |
| Equipements | 82 750 | 108 101 | (25 351) |
| Installations | 9 155 | 5 277 | 3 878 |
| Aménagement Ext & Agr | 33 097 | 46 008 | (12 911) |
| Immobilisations en cours | 660 607 | 403 663 | 256 944 |
| **Total** | 2 181 966 | 1 925 972 | 255 994 |

## Note 13 - Autres actifs

Les autres actifs se détaillent comme suit :

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | 30/09/2012 | Variation |
|---|---|---|---|
| Comptes à recevoir | 172 992 | 175 671 | (2 679) |
| Contrats SWAP | 963 732 | 1 407 213 | (443 481) |
| Remises en transit sur le pays | 164 229 | 350 164 | (185 935) |
| Stock de fournitures de bureau | 10 587 | 7 767 | 2 820 |
| Stock de billets neufs en transit | 380 164 | 437 933 | (57 769) |
| Frais payés d'avances | 121 627 | 107 489 | 14 138 |
| Dépôts de cautionnements | 470 | 470 | - |
| Intérets à payer sur Contrats Swap | | 38 058 | (38 058) |
| Dividendes à recevoir Bladex | - | - | - |
| Autres | 375 992 | 656 593 | (280 601) |
| **Total** | **2 189 793** | **3 181 358** | **(991 565)** |

- **Comptes à recevoir**

Les recettes fiscales et douanières de l'Etat sont collectées par la BRH qui joue le rôle de caissier de l'Etat. Lorsque la BRH ne dispose pas de succursale dans les lieux de collecte, la Banque Nationale de Crédit (BNC) se charge de la collecte et reverse mensuellement les montants à la BRH.

Le solde de ce poste correspond essentiellement aux recettes du mois de septembre 2013, collectées par la BNC et non reversées à la BRH (G 173 millions). Le solde s'apure sur la période subséquente.

- **Contrats Swap**

Sur l'exercice 2012, la BRH avait mis en place à compter du mois de juin, des contrats à terme en devises destinés aux banques commerciales. Dans le cadre de ces contrats, la BRH s'engage à céder aux banques commerciales des devises en contrepartie de gourdes pour une durée déterminée.

Le solde est constitué par une opération SWAP à recevoir de la BNC (G 114 millions) et s'apure sur la période subséquente.

- **Remises en transit sur le pays**

Les remises en transit représentent le solde des opérations de compensation à la BRH et retracent les chèques qui y sont présentés ou reçus. Le règlement intervient avec un jour de décalage. Le solde s'apure sur la période subséquente.

- **Stock de billets neufs en transit**

Ce poste est constitué des billets et monnaies neufs non encore émis à la clôture de l'exercice.

A l'achat, les signes monétaires sont comptabilisés en engagements hors bilan au prix d'achat, auquel viennent s'ajouter les frais de transport.

A l'émission, les quantités de signes monétaires émises sont valorisées selon la méthode FIFO et comptabilisées au bilan. A la clôture de l'exercice, les billets et monnaies non émis sont traités comme des stocks. Ils font l'objet d'un inventaire physique et sont valorisés selon la méthode FIFO.

Le stock de signes monétaires non émis se décompose comme suit :

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | 30/09/2012 |
|---|---|---|
| Stock de billets neufs | 175 861 | 316 326 |
| Stock de pièces de monnaies | 204 303 | 121 607 |
| **Total** | **380 164** | **437 933** |

- **Autres**

Ce poste se décompose au 30 septembre 2013 comme suit :

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | 30/09/2012 | Variation |
|---|---|---|---|
| Encaisse métallique or et argent | 10 164 | 3 058 | 7 106 |
| Dépôt à terme fonds CERA | 12 000 | 12 000 | - |
| Collection pièces or et argent | 55 | 55 | |
| Objets d'art | 19 368 | 17 250 | 2 118 |
| Musée numismatique | 18 160 | 18 160 | |
| Valeurs à régulariser par service | 33 354 | 316 057 | (282 703) |
| Avances sur commande | 133 934 | 72 962 | 60 972 |
| Autres comptes à recevoir | 94 329 | 167 244 | (72 915) |
| Cpte/rec. dessaisissement des banques | 1 673 | 1 673 | - |
| Avances sur quinzaine | 294 | 93 | 201 |
| Véhicule de fonction/BRH | 52 661 | 48 041 | 4 620 |
| **Total** | **375 992** | **656 593** | **(280 601)** |

Le solde est essentiellement constitué des avances sur commandes et autres comptes à recevoir qui s'établissent respectivement à G.134 millions et G.94 millions au 30 septembre 2013. Ces postes représentent 60% de la rubrique « Autres ».

## Bilan - Passif

### Note 14 – Billets et monnaies en circulation

Cette rubrique s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | 30/09/2012 | Variation |
|---|---|---|---|
| Billets émis | 29 154 190 | 26 196 190 | 2 958 000 |
| Encaisse | (5 071 785) | (3 292 103) | (1 779 682) |
| **Total** | 24 082 405 | 22 904 087 | 1 178 318 |

Au 30 septembre 2013, la situation comptable des billets en circulation correspond à la différence entre le solde du compte billets émis et la situation de l'encaisse.

La situation détaillée des soldes de l'encaisse est la suivante :

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | 30/09/2012 | Variation |
|---|---|---|---|
| Petite caisse | 40 | 40 | - |
| Guichets | 1 343 358 | 775 354 | 568 004 |
| Retrait | 414 352 | 498 660 | (84 308) |
| Caveau | 3 314 035 | 2 018 048 | 1 295 987 |
| **Total** | 5 071 785 | 3 292 103 | 1 779 682 |

## Note 15 - Comptes d'engagements

Cette rubrique comprend les comptes de dépôts en devises et en gourdes du Gouvernement Haïtien, des institutions financières monétaires bancaires, des institutions bancaires résidentes et non résidentes, des entreprises publiques et les bons BRH émis. Elle s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | 30/09/2012 | Variation |
|---|---|---|---|
| Engagement en devises | 48 259 469 | 40 996 172 | 7 263 297 |
| Engagement en monnaie locale | 26 082 572 | 20 909 999 | 5 172 573 |
| Engagement envers le Gouvernement Central | 30 350 830 | 24 712 553 | 5 638 277 |
| Bons BRH | 6 221 000 | 6 055 998 | 165 002 |
| **Total** | **110 913 871** | **92 674 722** | **18 239 149** |

Les comptes d'engagement sont des comptes de dépôts à vue ouverts à la BRH. Ils sont libellés en Gourdes et en devises. Conformément à l'article 38 de la loi du 17 août 1979 créant la BRH, les comptes courants ne sont pas productifs d'intérêt. Ils sont inscrits au bilan à leur valeur nominale.

Les bons BRH sont des titres non matérialisés émis par la BRH. Ils ont comme objectif principal, le contrôle de la liquidité bancaire en permettant soit de fournir des liquidités, ou de réduire des liquidités excédentaires.

- **Engagements en devises**

Les comptes engagements en devises de la BRH se décomposent comme suit :

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | 30/09/2012 | Variation |
|---|---|---|---|
| Engagements envers les autres institutions non résidentes | 13 727 534 | 550 189 | 13 177 345 |
| Engagements envers les institutions bancaires résidentes | 31 163 756 | 37 649 799 | (6 486 043) |
| Engagements envers les entreprises publiques | 3 264 952 | 2 696 144 | 568 808 |
| Chèques certifiés et comptes spéciaux Dollars | 20 810 | 20 398 | 412 |
| Engagements envers EximBank | 80 305 | 77 697 | 2 608 |
| **Engagements en Dollars** | **48 257 357** | **40 994 227** | **7 263 130** |
| Institutions financières monétaires bancaire Euro | 2 075 | 1 909 | 166 |
| **Engagements en Euro** | **2 075** | **1 909** | **166** |
| Compte FMI n° 2 | 37 | 36 | 1 |
| **Engagements en DTS** | **37** | **36** | **1** |
| **Total** | **48 259 469** | **40 996 172** | **7 263 297** |

Ces engagements en devises n'incluent pas ceux du Gouvernement Central.

Ils sont essentiellement constitués d'engagements libellés en dollars et envers les institutions bancaires résidentes qui ont évolué comme suit au 30 septembre 2013 :

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | 30/09/2012 | Variation |
|---|---|---|---|
| Sogebank - Compte clearing US | 7 933 490 | 6 531 691 | 1 401 799 |
| Sogebel - Compte clearing US | 345 585 | 298 807 | 46 778 |
| Unibank- Compte clearing US | 11 667 466 | 11 453 773 | 213 693 |
| Banque Nationale de Crédit - Compte clearing US | 4 494 228 | 13 325 497 | (8 831 269) |
| Banque de l'Union Haïtienne - Compte clearing US | 1 277 713 | 702 950 | 574 763 |
| Citibank NA. - Compte clearing US | 1 635 097 | 1 504 762 | 130 335 |
| Banque of Nova Scotia - Compte clearing US | 946 068 | 706 813 | 239 255 |
| Capital Bank - Compte clearing US | 2 147 718 | 2 129 702 | 18 016 |
| Banque Populaire Haïtienne - Compte clearing US | 373 232 | 338 181 | 35 051 |
| Banque Haïtienne de Développement S.A | (469) | (455) | (14) |
| B.I.C.H. - Compte clearing US | 15 | 15 | - |
| Banque de l'Union Haïtienne - Compte Escrow | - | - | - |
| Banque de l'Union Haïtienne -Escrow account/I | - | - | - |
| Sofihdes | 3 172 | 762 | 2 410 |
| Fonds de développement Indistriel - FDI | 340 441 | 657 301 | (316 860) |
| Total | 31 163 756 | 37 649 799 | (6 486 043) |

- **Engagements en monnaie locale**

Les comptes engagements en monnaie locale de la BRH se décomposent comme suit :

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | 30/09/2012 | Variation |
|---|---|---|---|
| Dépôts des institutions financières | 23 338 703 | 18 770 240 | 4 568 463 |
| Dépôts entreprises publiques | 2 360 463 | 1 742 752 | 617 711 |
| Autres dépôts | 383 406 | 397 007 | (13 601) |
| **Total** | **26 082 572** | **20 909 999** | **5 172 573** |

Les engagements en Gourdes n'incluent pas ceux du Gouvernement Central. Ils sont pour l'essentiel constitués des dépôts des institutions financières qui ont évolué comme suit :

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | 30/09/2012 | Variation |
|---|---|---|---|
| Sogebank - Compte clearing Gourdes | 4 599 371 | 4 035 210 | 564 161 |
| Sogebel - Compte clearing Gourdes | 7 320 | 27 273 | (19 953) |
| Unibank S.A - Compte clearing Gourdes | 5 431 109 | 5 286 970 | 144 139 |
| Banque Nationale de Crédit - Compte clearing Gourdes | 8 628 014 | 5 815 916 | 2 812 098 |
| Banque de l'Union Haïtienne - Compte clearing Gourdes | 413 190 | 410 603 | 2 587 |
| Citibank NA. - Compte clearing Gourdes | 1 378 217 | 1 031 753 | 346 464 |
| Banque of Nova Scotia - Compte clearing Gourdes | 1 063 671 | 930 805 | 132 866 |
| Capital Bank - Compte clearing Gourdes | 1 023 180 | 662 453 | 360 727 |
| Banque Populaire Haïtienne - Compte clearing Gourdes | 445 627 | 535 372 | (89 745) |
| Autres institutions financières | 349 004 | 33 885 | 315 119 |
| Total | 23 338 703 | 18 770 240 | 4 568 463 |

- **Engagements envers le Gouvernement Central**

Les comptes d'engagements envers le Gouvernement central sont constitués de comptes de dépôts, de comptes spéciaux et du déficit du Trésor Public qui s'analysent comme suit :

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | 30/09/2012 | Variation |
|---|---|---|---|
| Dépôts Gouvernement Central (Dollar) | 15 212 047 | 13 894 731 | 1 317 316 |
| Dépôts Gouvernement Central (Euro) | 36 980 | 34 300 | 2 681 |
| Dépôts Gouvernement Central (Gourde) | 14 134 769 | 15 832 428 | (1 697 659) |
| Dépôts collectivités locales (Gourde) | 79 459 | 151 572 | (72 113) |
| **Sous-total Dépôts** | 29 463 255 | 29 913 030 | (449 775) |
| **Comptes spéciaux (Gourde)** | 1 582 329 | 2 204 584 | (622 255) |
| **Déficit budgétaire du trésor Public (Gourde)** | (694 754) | (7 405 061) | 6 710 307 |
| Total | 30 350 830 | 24 712 553 | 5 638 277 |

- ***Comptes de dépôts***

Ce poste enregistre les opérations courantes du Gouvernement Central (dépôts, retraits et virements).

- ***Comptes spéciaux***

Le solde se décompose comme suit :

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | 30/09/2012 | Variation |
|---|---|---|---|
| Compte spéciaux trésor pension civile | 1 434 751 | 2 048 683 | (613 932) |
| Trésor publique fonds en Fideicommis | 124 318 | 117 797 | 6 521 |
| Fonds spécial dette externe | 22 792 | 37 789 | (14 997) |
| Autres mairies du Nord | 468 | 315 | 153 |
| Total | 1 582 329 | 2 204 584 | (622 255) |

- ***Compte spécial Trésor Pension Civile***

Ce compte enregistre les prélèvements effectués, sur ordre du Trésor Public, sur les recettes collectées pour le compte de l'Etat par la BRH. Ces prélèvements sont destinés aux fonds de pension des fonctionnaires de l'Etat.

- ***Trésor Public, fonds en fidéicommis***

Ce compte enregistre les fonds du Trésor Public placés en fidéicommis. Ce compte est alimenté par les prélèvements effectués sur les recettes collectées pour le compte de l'Etat par la BRH.

- ***Déficit Trésor Public***

Ce poste s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | 30/09/2012 |
|---|---|---|
| **Déficit cumulé non consolidé au 30/09/2012** | (1 320 460) | (4 992 948) |
| Dépenses de fonctionnement du Trésor Public | (40 948 820) | (32 966 657) |
| Recettes Public 2013 | 44 636 432 | 42 313 104 |
| Fonds de financement du trésor Public | (3 061 906) | (11 758 560) |
| **Déficit cumulé 2013** | (694 754) | (7 405 061) |

L'article 2 de la loi du 17 août 1979 créant la BRH précise que la Banque pour objet « d'exercer toutes les activités de Banquier de l'Etat, d'agent financier et fiscal pour toutes ses opérations de caisse et de crédit ».

A cet effet, les recettes douanières, les recettes internes (recettes perçues par la Direction Générale des Impôts) et les recettes diverses (frais payés à l'immigration pour les passeports, les prélèvements effectués sur les salaires des employés pour les assurances du secteur public, frais de visa, permis de séjour,...) sont collectées dans les différents guichets de la BRH pour le compte de l'Etat.

Les dépenses budgétaires du personnel, de fonctionnement et les subventions de l'Etat sont effectuées par la BRH sur ordre de l'Etat.

Le déficit budgétaire correspond à la différence entre les recettes collectées par la BRH et les dépenses effectuées par la BRH, pour le compte de l'Etat

Dans le cadre de la restructuration des actifs de la BRH, les créances de la BRH sur l'Etat y compris les déficits budgétaires cumulés antérieurs à l'exercice 2012 ont fait l'objet d'une consolidation au 30 septembre 2013 et ont été reclassés dans un compte d'attente « Avances à consolider »

- **Bons BRH**

Les bons BRH émis se décomposent comme suit au 30 septembre 2013, par soumissionnaire :

(En milliers de Gourdes)

| Soumissionnaires | 30/09/2013 |
|---|---|
| BNC | 5 670 000 |
| Sogebank | 100 000 |
| Citibank | - |
| Unibank | - |
| Capital Bank | 175 000 |
| Le Levier | 261 000 |
| KOTELAM | 6 000 |
| LE Garant | 3 000 |
| Caisse Ste Anne | 6 000 |
| **Total** | **6 221 000** |

Les bons BRH sont émis par adjudication à des échéances de 7 ou 28 ou 91 jours. Les intérêts sont précomptés et calculés au prorata temporis.

A la date de communication des résultats de l'adjudication, une dette constituée par la valeur totale des bons attribués, est constatée dans les comptes de la BRH en contrepartie :

- des comptes courants des soumissionnaires pour le montant net ;
- d'un compte de charge constatée d'avance (« frais différés bons BRH ») pour le montant des intérêts précomptés.

A l'échéance, la dette constatée lors de l'adjudication est soldée par le compte courant du soumissionnaire et les intérêts débiteurs précomptés sont enregistrés en charge. Le solde a évolué comme suit, par échéance :

(En milliers de Gourdes)

| Echéance | 30/09/2013 | 30/09/2012 |
|---|---|---|
| 7 jours | 100 000 | 195 000 |
| 28 jours | 7 000 | 999 000 |
| 91 jours | 6 114 000 | 4 861 999 |
| **Total** | **6 221 000** | **6 055 998** |

Toutes ces opérations se sont apurées à échéance sur la période subséquente.

## Note 16 - Engagements envers le FMI

Cette rubrique s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | | 30/09/2012 | | Variation |
|---|---|---|---|---|---|
| | En DTS | En milliers de Gourdes | En DTS | En milliers de Gourdes | En milliers de Gourdes |
| DTS alloués | 78 507 957 | 5 267 884 | 78 507 957 | 5 124 128 | 143 756 |
| Facilité Elargie de Crédit | 37 674 346 | 2 527 949 | 31 122 000 | 2 031 299 | 496 650 |
| **Total** | **116 182 303** | **7 795 833** | **109 629 957** | **7 155 427** | **640 406** |

- **DTS alloués**

Ce sont des DTS alloués aux pays membres du FMI au prorata de leur quote-part.

- **Facilité élargie de crédit**

Au 30 septembre 2013, ce poste est constitué des tirages au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) accordée à l'Etat haïtien.

En tant qu'intermédiaire entre le FMI et l'Etat, la BRH reçoit les tirages en devises effectués par la République d'Haïti auprès du FMI et règle en devises les échéances. La contre-valeur en Gourdes des tirages est reversée à l'Etat.

Au 30 septembre 2013, les variations de l'exercice ont porté sur les opérations ci-après :

| | En DTS |
|---|---|
| **Solde au 30/09/2012** | 31 122 000 |
| Annulation (-) | |
| Tirage (2013) | 6 552 346 |
| Remboursement (-) | |
| **Solde au 30/09/2013** | 37 674 346 |

En mars et en août 2013, dans le cadre du programme FEC, des tirages respectifs de DTS 4.914.346 et DTS 1.638.000 ont été reçus par la BRH pour le compte de l'Etat Haïtien.

## Note 17 - Contributions et engagements de l'Etat Haïtien sur participation au capital des organismes financiers internationaux

Cette rubrique correspond essentiellement à la contrepartie au passif des participations de l'Etat Haïtien dans le capital des organismes financiers internationaux. Elle s'analyse comme suit au 30 septembre 2013:

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | 30/09/2012 | Variation |
|---|---|---|---|
| Banque Interaméricaine de Développement (BID) | 1 944 076 | 1 818 649 | 125 427 |
| Banque Internationale pour la reconstruction et le Développement (BIRD) | 302 511 | 292 686 | 9 825 |
| Banque Caribéenne de Développement (BCD) | 144 227 | 139 542 | 4 685 |
| Association Internationale de Développement (IDA) | 48 455 | 46 925 | 1 530 |
| Société Interaméricaine d'Investissement (SII) | 137 353 | 132 892 | 4 461 |
| Société Internationale de Financement (SFI) | 35 957 | 34 789 | 1 168 |
| Agence de Garantie des Investissement Multilatéraux (MIGA) | 20 222 | 19 566 | 656 |
| **Sous-total** | **2 632 801** | **2 485 048** | **147 753** |
| Dépôts des organismes internationaux | 790 264 | 762 774 | 27 490 |
| **Total** | **3 423 065** | **3 247 822** | **175 243** |

Les comptes de dépôts des autres organismes concernent exclusivement les comptes courants de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) ouverts dans les livres de la BRH.

## Note 18 – Autres passifs

La situation dans les livres de la Banque au 30 septembre 2013 se présente comme suit :

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | 30/09/2012 | Variation |
|---|---|---|---|
| Provisions pour boni | 83 959 | 75 455 | 8 504 |
| Provisions pour vérificateurs externes | 4 703 | 5 460 | (757) |
| Provisions pour prime des caissiers | 10 473 | 7 462 | 3 011 |
| Provisions pour prime état de service, état de séparation et pension spéciale | 866 837 | 582 846 | 283 991 |
| Salaires à payer | 24 499 | 25 522 | (1 023) |
| Compte à payer | 101 938 | 89 055 | 12 883 |
| Chèque de direction | 53 623 | 33 195 | 20 428 |
| Fonds non sujets à emploi | 346 085 | 333 407 | 12 678 |
| Divers créditeurs | 1 226 716 | 2 766 572 | (1 539 856) |
| DEPOTS ET CONSIGNATIONS | 595 | 595 | - |
| Allègement dette FMI après catastrophe | 8 498 477 | 10 085 606 | (1 587 129) |
| Compte transit exercice fiscal/ chèques en circulation | 445 962 | 3 700 000 | (3 254 038) |
| Autres | 127 265 | 142 675 | (15 410) |
| **Total** | **11 791 132** | **17 847 850** | **(6 056 718)** |

- **Provisions pour boni**

Ce compte enregistre la provision pour boni à payer au personnel de la banque.

Conformément à l'article 154 du Code du Travail de la République d'Haïti, ce boni est payé lors de la deuxième quinzaine de mois de décembre et représente 1/12 du salaire et autres avantages reçus par l'employé au cours de l'année. Le boni est grevé d'une retenue à la source libératoire de 10 % qui est versée à la Direction Générale des Impôts dans la quinzaine qui suit le prélèvement.

- **Provisions pour prime état de service, état de séparation et pension spéciale**

Ce poste est constitué essentiellement de la provision pour obligation de fin de service et s'analyse comme suit au 30 septembre 2013 :

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | 30/09/2012 | Variation |
|---|---|---|---|
| Provisions pour obligation fin de service | 857 553 | 572 506 | 285 047 |
| Provisions spéciales | 9 284 | 10 340 | (1 056) |
| Total | 866 837 | 582 846 | 283 991 |

- **Provisions pour obligations de fin de service**

Cette provision est octroyée au personnel qui part à la retraite. Selon les textes, cette provision est dotée mensuellement à hauteur de 1 % des salaires. Par ailleurs, cette dotation a été renforcée, à la demande du Conseil d'Administration, d'une alimentation forfaitaire de G.550 millions pour l'exercice 2011-2012 et de G.300 millions pour l'exercice 2012-2013.

- **Compte à payer**

Ce poste enregistre les sommes dues par la BRH au titre des dettes fournisseurs et des provisions diverses constituées par le service des ressources humaines. Il s'analyse comme suit au 30 septembre 2013 :

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | 30/09/2012 | Variation |
|---|---|---|---|
| Cautionnement | 9 037 | 7 672 | 1 365 |
| Fournisseurs | 42 460 | 51 741 | (9 281) |
| Retenues de garantie | 21 855 | 7 510 | 14 345 |
| Provisions diverses ressources humaines | 28 586 | 16 638 | 11 948 |
| Intérêts à payer | - | 5 494 | (5 494) |
| Total | 101 938 | 89 055 | 12 883 |

- **Fonds non sujets à emploi**

Le poste « Fonds non sujets à emploi » se décompose comme suit :

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | 30/09/2012 | Variation |
|---|---|---|---|
| Chèques certifiés BRH non réclamés | 64 999 | 98 148 | (33 149) |
| Chèques de direction BRH - non réclamés | 12 134 | 11 270 | 864 |
| Fonds délaissés | 245 330 | 202 242 | 43 088 |
| Chèques en devises BRH en circ. Plus d'un an | 23 262 | 21 377 | 1 885 |
| Valeurs saisies | 360 | 370 | (10) |
| **Total** | **346 085** | **333 407** | **12 678** |

Ce poste enregistre essentiellement :

- des chèques (chèques certifiés, chèques de direction et chèques en devises) non réclamés par leurs bénéficiaires pour G.100 millions,

- les fonds délaissés pour G.185 millions. Ces fonds sont transférés à la BRH qui est chargée de les conserver dans l'attente d'une éventuelle réclamation des titulaires de comptes.

- **Divers créditeurs**

Le poste « Divers créditeurs » se décompose comme suit :

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | 30/09/2012 | Variation |
|---|---|---|---|
| Prélèvement assurance | 7 | 7 | - |
| Prélèvement retenue boni | 342 | 349 | (7) |
| Prélèvement impôt sur le revenu | - | 6 | (6) |
| Prélèvement sécurité sociale | 398 | 263 | 135 |
| Dépôts reçus en garantie lettres de crédit | 110 550 | 106 959 | 3 591 |
| Fonds de pension BRH | 446 715 | 1 644 589 | (1 197 874) |
| Intérêts sur titres ONA/DOUANE | 1 037 | 883 | 154 |
| Fonds de pension ex-BNDAI | 377 | 377 | - |
| Recettes ex-BNDAI | 37 348 | 29 957 | 7 391 |
| Dépôt à terme fonds ex-BNDAI | 12 000 | 12 000 | - |
| Valeurs à régulariser par service | 359 297 | 226 075 | 133 222 |
| MEF Compte spéciai lettres de crédit | 154 981 | 149 947 | 5 034 |
| Fonds divers USD | 11 493 | 595 160 | (583 667) |
| Valeurs à régulariser par Services USD | 92 171 | - | 92 171 |
| **Total** | **1 226 716** | **2 766 572** | **(1 539 856)** |

- **Dépôts reçus en garantie lettre de crédit**

Ce compte enregistre les provisions de frais prélevés sur les comptes de la clientèle dans le cadre de la mise en place de lettres de crédit.

Selon les procédures de la Banque, ces reliquats sont reversés dans les comptes de dépôts des donneurs d'ordre après mise en place de la lettre de crédit.

- **Fonds de pension BRH**

Ce compte enregistre les contributions de la BRH et de ses employés au titre du plan de pension des agents assujettis au Fonds. Des prélèvements sont effectués sur les salaires et primes des employés actifs assujettis au Fonds de pension, auxquels s'ajoute la contribution de la Banque représentant 12 % du salaire de l'employé, conformément aux règles prévues par le Fonds de pension.

Cette provision alimente le Fonds en vue de procurer une rente mensuelle aux employés qui sont retraités selon les prescrits du Fonds de pension de la BRH.

Sur les exercices précédents, la BRH participait conjointement à ce fonds avec la Banque Nationale de Crédit (BNC) et la Banque Populaire de Haïti (BPH). Depuis le mois d'avril 2011, la BRH s'est retiré du fonds commun de retraite et a pris la décision de constituer son propre fonds.

Le solde du compte a évolué sur l'exercice 2013 :

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | 30/09/2012 |
|---|---|---|
| **Solde au 30/09/2012** | **1 644 589** | **625 836** |
| Dotation (+) | 5 524 295 | 1 235 671 |
| Allocations aux pensionnaires (-) | 6 722 169 | 216 918 |
| **Solde au 30/09/2013** | **446 715** | **1 644 589** |

Les dotations sont constituées à hauteur de G.5.524 millions, dont un approvisionnement de G.400 millions conformément à la résolution du Conseil d'Administration du 30 septembre 2013 « en attendant une nouvelle évaluation actuarielle pour déterminer de façon définitive les obligations de la BRH envers le Fonds ».

- **Valeurs à régulariser service**

Le compte « Valeurs à régulariser service » enregistre des opérations initiées par un service et pour lesquelles un traitement définitif est en attente. Au 30 septembre 2013, le solde est constitué essentiellement de valeurs déposées et de valeurs envoyées à l'encaissement.

- **MEF compte spécial lettre de crédit**

Ce compte enregistre un dépôt de garantie en dollar, constitué sur les exercices précédents pour la mise en place d'une lettre de crédit pour le compte du Ministère de l'Economie et des Finances. Cette lettre de crédit n'a pas été mise en place. Toutefois, le dépôt de garantie n'a pas été restitué au MEF. Les variations constatées sur ce compte entre 2012 et 201 » sont consécutives aux réévaluations mensuelles, au taux de change de clôture.

- **Fonds divers USD**

Ce compte enregistre principalement les commissions sur transferts internationaux prélevées par les banques commerciales et les sociétés financières pour le compte de l'Etat haïtien. Ces commissions sont transférées dans ce compte dans l'attente de leur reversement à L'Etat Haïtien.

- **Allègement dette FMI après catastrophe**

Ce montant correspond principalement à l'annulation de la dette du FMI dont a bénéficié l'Etat Haïtien en 2010 au titre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance.

Le 21 juillet 2010, le Conseil d'Administration du Fonds Monétaire International (FMI) a décidé l'annulation totale de l'encours des engagements d'Haïti envers le FMI, pour un montant de 178 millions de DTS, soit 268 millions de dollars.

A ce titre un compte bloqué intitulé « Allégement de dette du FMI après catastrophe » a été ouvert dans les livres de la BRH au nom du Gouvernement Haïtien.

Ce compte est destiné à financer des projets de reconstruction de bâtiments administratifs, de logements sociaux et de mise en place de fonds d'aide (fonds de garantie, fonds de stabilisation des taux d'intérêts sur prêts au logement).

- **Compte transit exercice fiscal/chèques en circulation**

Ce solde correspond à des prélèvements d'égal montant effectués sur le compte « Fonds de financement du Trésor Public », à la demande du Ministère de l'Economie et des Finances.

- Autres

Le poste « Autres » est essentiellement constitué des comptes de dépôts des employés de la BRH et décompose comme suit :

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | 30/09/2012 | Variation |
|---|---|---|---|
| Autres comptes à payer - Caution El Rancho | 250 | 250 | - |
| Autres assurances véhicules | 122 | 122 | - |
| Dépôt employés BRH Conseil d'Administration | 4 247 | 4 206 | 41 |
| Dépôt employés Cadre direction | 91 634 | 100 159 | (8 525) |
| Dépôt employés Cadre exécution | 21 417 | 24 047 | (2 630) |
| Dépôt employés Cadre de support | 507 | 634 | (127) |
| Dépôt employés Hors cadres | 2 263 | 3 205 | (942) |
| Dépôt pensionnaires BRH | 736 | 684 | 52 |
| Personnel, avances et autres | 6 089 | 9 368 | (3 279) |
| Total | 127 265 | 142 675 | (15 410) |

## Note 19 – Réserve de réévaluation de change

La réserve de réévaluation de change enregistre les bénéfices ou les pertes qui résultent de la réévaluation des avoirs ou des engagements de la BRH, comme stipulé dans l'article 56 de la loi du 17 août 1979 créant la BRH.

Elle s'élève à G.5.404 millions au 30 septembre 2013, contre G.4.676 millions au 30 septembre 2012, soit une hausse de G.728 millions. Cette variation correspond à la différence de réévaluation nette des comptes en devises sur l'exercice 2013, à l'exception des comptes libellés en DTS.

## Note 20 - Réserves générales

Ce poste enregistre les pertes et les gains latents qui résultent des réévaluations périodiques du portefeuille de titres de la BRH.

La situation dans les livres de la BRH au 30 septembre 201 3 s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)

| Solde au 30/09/2012 (a) | Gains latents (+) (b) | Pertes latentes (-) (c) | Résultat net latent (b) - (c) = (d) | Ecart de réévaluation net (e) | Solde au 30/09/2013 (a) + (d) + (e) |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 212 269 | 5 038 607 | 8 810 641 | (3 772 034) | 25 880 | (2 533 885) |

- **Résultat net latent**

Les gains et pertes latents constatés résultent de l'évaluation mensuelle à la juste valeur des titres détenus dans le portefeuille de la BRH placés en gestion déléguée auprès de gérants de portefeuille. Conformément aux règles et méthodes comptables en vigueur, la BRH ne constate pas au résultat ces gains et pertes.

Le résultat net latent de l'exercice correspond à une perte de G.3.772 millions. Cette perte est constitué à hauteur G.2.389 millions et 61 % par le portefeuille géré par MSSB. Ce portefeuille correspond à 56 % de la totalité des avoirs places par la BRH en gestion déléguée

- **Ecart de réévaluation net**

Le compte de « réserves générales » est libellé en USD et fait l'objet de réévaluations mensuelles. Ce montant correspond à l'écart net de réévaluation des soldes mensuels.

## Note 21 - Réserve de réévaluation de l'or

Les avoirs en or sont réévalués mensuellement à la juste valeur, sur la base du cours de l'once d'or issu de Bloomberg et converti en gourdes au cours indicatif du dollar US du dernier jour du mois écoulé.

La situation dans les livres de la Banque Centrale au 30 septembre 2013 se présente comme suit :

(En millions de Gourdes)

| | Encours au 30/09/2012 | Plus-Values | Moins-Value | Encours au 30/09/2013 |
|---|---|---|---|---|
| Réserve de réévaluation or | 127 707 | 169 568 | 191 978 | 105 297 |

## Note 22 - Réserve allocation spéciale retraite

La situation dans les livres de la Banque au 30 septembre 2013 se présente comme suit :

(En millions de Gourdes)

| | 30/09/2013 | 30/09/2012 | Variation |
|---|---|---|---|
| Réserve allocation spéciale retraite | 272 933 | 198 323 | 74 610 |
| **Total** | **272 933** | **198 323** | **74 610** |

Cette réserve fait l'objet d'une dotation mensuelle qui équivaut à 5 % du profit mensuel de la Banque.

## Note 23 - Capital et réserves

Le capital et les réserves sont restés stables et s'analysent comme suit :

(En millions de Gourdes)

| | 30/09/2013 | 30/09/2012 |
|---|---|---|
| Capital | 50 000 | 50 000 |
| Réserve légale | 74 454 | 74 454 |
| Réserves spéciales | 412 825 | 412 825 |
| Réserve pour réévaluation d'immeubles | 719 003 | 719 003 |
| Total | 1 256 282 | 1 256 282 |

- **Capital social**

Conformément à l'article 3 de la loi du 17 août 1979 créant la Banque de la République d'Haïti, le capital social autorisé de la BRH est fixé à G.50 millions. Il peut être augmenté selon les besoins de l'institution.

- **Réserve légale**

La réserve légale est dotée à hauteur de 10 % des profits nets.

- **Réserves spéciales**

Les réserves spéciales sont destinées à des fins d'investissement, de placement et d'extension etc. Elles sont dotées à hauteur de 65 % des profits nets.

- **Réserves pour réévaluation d'immeubles**

Les réserves pour réévaluations d'immeubles correspondent aux surplus nets de réévaluation :

- des immeubles en 2006 et suite au séisme en 2010,
- des terrains en 2010,

Le solde se décompose comme suit (en milliers de Gourdes) :

| Description | 30/09/2013 |
|---|---|
| Immeubles | 704 556 |
| Terrains | 14 447 |
| | 719 003 |

## Note 24 - Résultat des exercices antérieurs

Cette rubrique enregistre essentiellement les résultats cumulés des exercices antérieurs à l'exercice 2013.

# Informations sur le compte de pertes et profits

## Note 25 – Résultat net d'intérêts

Le résultat net d'intérêts se décompose comme suit :

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | 30/09/2012 | Variation |
|---|---|---|---|
| **Produits d'intérêts** | 3 828 603 | 3 943 122 | (114 519) |
| **Produits sur les avoirs dans les banques résidentes** | 16 221 | 42 720 | (26 499) |
| Revenus sur avoirs en devises étrangères | 16 221 | 42 720 | (26 499) |
| **Produits sur portefeuille de titres** | 2 599 901 | 2 708 041 | (108 140) |
| **Produits sur opérations de crédit** | 1 212 481 | 1 192 361 | 20 120 |
| Intérêts sur prêts au Gouvernement | 1 099 834 | 1 099 859 | (25) |
| Intérêts sur avances au Gouvernement | 8 | 23 | (15) |
| Intérêts sur avances aux collectivités | 1 | 1 | - |
| Intérêts sur créances aux institutions financières monétaires | 8 740 | 2 814 | 5 926 |
| Intérêts sur prêts aux institutions financières non monétaires | - | 169 | (169) |
| Intérêts sur opérations SWAP / Banques locales | 1 611 | | 1 611 |
| Intérêts sur avances aux entreprises publiques | - | - | - |
| Intérêts sur prêts aux entreprises publiques | - | - | - |
| Intérêts sur prise en pension bons BRH | 1 460 | 2 163 | (703) |
| Intérêts acquis/perçus sur prêts au personnel | 54 251 | 51 163 | 3 088 |
| Intérêts acquis/perçus sur effets escomptés | 870 | 869 | 1 |
| Intérêts acquis/perçus sur effets hypothèques | 45 706 | 35 300 | 10 406 |
| Charges d'intérêts | 588 422 | 56 110 | 532 312 |
| **Charges sur opérations de crédit** | **588 422** | **56 110** | **532 312** |
| Intérêts débiteurs payés sur bons BRH | 119 618 | 43 759 | 75 859 |
| Intérêts envers Inst. Financières Monétaires & Non Monét. | 144 075 | - | 144 075 |
| Ajustement Evaluation de change versée | 199 360 | - | 199 360 |
| Autres dépenses d'intérêts | 125 369 | 12 351 | 113 018 |
| **Total** | 3 240 181 | 3 887 012 | (646 831) |

## Note 26 - Résultat sur ventes de valeurs mobilières

Le résultat sur ventes de valeurs mobilières s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | 30/09/2012 | Variation |
|---|---|---|---|
| Gains sur ventes de valeurs mobilières | 593 377 | 452 015 | 141 362 |
| Pertes sur ventes de valeurs mobilières | (2 470) | (3 141) | 671 |
| **Résultat sur ventes de valeurs mobilières** | **590 907** | **448 874** | **142 033** |

Ce poste enregistre les gains et les pertes résultants des ventes des titres détenus dans le portefeuille de la BRH en gestion déléguée.

Au 30 septembre 2013, le résultat sur les ventes de valeurs mobilières est un gain qui s'élève à G.591 millions, contre un gain de G.449 millions au 30 septembre 2012.

## Note 27 - Autres produits

Les autres produits comprennent essentiellement les frais de virement perçus de la clientèle, les commissions et agios sur les chèques, sur les transferts et sur les lettres de crédit.

## Note 28- Charges d'exploitation générale

Les charges d'exploitation générale ont évolué comme suit :

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | 30/09/2012 | Variation | |
|---|---|---|---|---|
| | | | Valeur | % |
| **Charges d'exploitation générale** | | | | |
| Coûts de fabrication des billets et des pièces de monnaie | 263 578 | 303 667 | ( 40 089) | (13%) |
| Rémunérations et charges sociales | 2 350 724 | 3 028 248 | (677 524) | (22%) |
| Dépenses administratives | 522 005 | 515 526 | 6 479 | 1% |
| Dotation aux amortissements | 180 617 | 141 082 | 39 535 | 28% |
| Perte nette du au séisme | 108 | 249 | (141) | (56%) |
| Dépenses relatives à la gestion des actifs | 60 682 | 53 275 | 7 407 | 14% |
| Dons | 46 439 | 45 115 | 1 324 | 3% |
| Autres dépenses | 4 354 | 853 | 3 501 | 410% |
| Dotations pour mauvaises créances | 12 097 | 45 075 | (32 978) | (73%) |
| Dotations pour risques et charges | 438 | - | 438 | 100% |
| **Total** | **3 441 042** | **4 133 090** | **(692 048)** | (17%) |

- **Rémunérations et charges sociales**

Les rémunérations et charges sociales se détaillent comme suit :

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | 30/09/2012 | Variation |
|---|---|---|---|
| Salaires et autres compensations | 1 201 671 | 1 076 362 | 125 309 |
| Bénéfices sociaux | 218 906 | 217 111 | 1 795 |
| Contributions - Fonds de Retraite | 517 334 | 1 086 432 | (569 098) |
| Formation | 89 404 | 71 340 | 18 064 |
| Autres | 323 409 | 577 003 | (253 594) |
| **Total** | **2 350 724** | **3 028 248** | **(677 524)** |

- *Salaires et autres compensations*

Ce poste enregistre les salaires de base, les heures supplémentaires et autres gratifications.

- *Contributions – Fonds de retraite*

Ce compte enregistre la part employeur des contributions au fonds de pension des agents de la BRH. Cette contribution s'établit à 15 % du salaire de l'employé, conformément aux règles prévues par le Fonds de Pension.

- *Autres*

Ce poste enregistre essentiellement les congés payés aux agents partis en congés durant la période et la dotation de l'obligation de fin de service.

La variation de G.254 millions enregistrée sur ce compte s'explique essentiellement par l'approvisionnement du compte, sur résolution du Conseil, au titre de l'obligation de fin de service d'un montant de G.300 millions.

- **Dépenses administratives**

Les dépenses administratives, se détaillent comme suit :

(En milliers de Gourdes)

| | 30/09/2013 | 30/09/2012 | Variation |
|---|---|---|---|
| Communications intérieures | 10 352 | 14 369 | (4 017) |
| Communications extérieures | 20 022 | 23 979 | (3 957) |
| Communication postes | 4 565 | 1 545 | 3 020 |
| Papeterie et fournitures de bureau | 9 513 | 10 185 | (672) |
| Carburant & lubrifiant | 36 208 | 24 866 | 11 342 |
| Honoraires professionnels | 69 462 | 40 710 | 28 752 |
| Electricité | 36 205 | 76 335 | (40 130) |
| Eau | 772 | 752 | 20 |
| Dépenses administratives meuble et matériel de bureau | 573 | 687 | (114) |
| Dépenses administratives frais légaux | 92 | 295 | (203) |
| Dépenses administratives frais de service | 155 | 101 | 54 |
| Dépenses administratives frais de gestion | 842 | 881 | (39) |
| Cotisation d'Haïti aux diverses institutions | 1 701 | 882 | 819 |
| Autres frais généraux | 32 876 | 118 715 | (85 839) |
| Transport de fonds | 6 068 | 7 517 | (1 449) |
| Locations diverses | 4 246 | 1 971 | 2 275 |
| Pension spéciale | - | - | - |
| Allocation spéciale | 22 243 | 15 388 | 6 855 |
| Indemnité spéciale retraite | 74 611 | 100 694 | (26 083) |
| Allocations BNC | 18 000 | 18 000 | - |
| Appui financiers aux institutions et organismes | 100 000 | | 100 000 |
| Sport & loisirs | 327 | 330 | (3) |
| R.P. funérailles | 94 | 19 | 75 |
| R.P. anniversaire | 103 | 60 | 43 |
| R.P. fête fin d'année | 2 577 | 6 569 | (3 992) |
| Réception et collation | 2 966 | 1 824 | 1 142 |
| Publicités | 13 402 | 7 671 | 5 731 |
| Livres/périodiques/journaux | 2 456 | 2 497 | (41) |
| Relations publiques | 2 738 | 2 499 | 239 |
| Promotion et vulgarisation | 17 874 | 13 515 | 4 359 |
| Cafétéria | 10 455 | 9 018 | 1 437 |
| Utilisation véhicule de fonction | 20 507 | 13 652 | 6 855 |
| **Total** | **522 005** | **515 526** | **6 479** |

- **Dotation pour mauvaises créances**

Ce poste accuse au 30 septembre 2013 un solde G.12 millions représentant la dotation pour mauvaises créances sur les prêts aux employés et créanciers divers de la banque.

# Divers

## Note 29 - Opérations avec les parties liées

La BRH désigne comme parties liées les membres du Conseil d'Administration, l'Etat Haïtien, ainsi que le personnel de direction comprenant le Gouverneur, le Gouverneur-Adjoint, le Directeur Général et les autres hauts responsables de direction de la Banque.

La BRH est dirigée par un Conseil d'Administration dont les membres sont nommés pour une période de trois (3) ans, renouvelable par arrêté du Président de la République. Conformément aux dispositions de la Constitution de 1987, ils sont ratifiés par le Sénat de la République.

Le Conseil est composé :

- du Gouverneur, qui remplit la fonction de Président du Conseil,
- du Gouverneur-Adjoint, qui remplit la fonction de Vice-président du Conseil,
- de trois (3) membres, dont l'un exerce la fonction de Directeur Général.

Les transactions effectuées avec les membres du Conseil d'Administration sont essentiellement des prêts et avances. Les membres du Conseil d'Administration ne bénéficient pas de prêts ou avances qui ne soient pas accessibles aux autres membres du personnel. Ces prêts et avances ont évolué comme suit :

(En milliers de Gourdes)

| | 2013 | 2012 |
|---|---|---|
| Avances | 41 430 | 18 218 |
| Prêts hypothécaires | 24 350 | 25 025 |
| **Total** | **65 780** | **43 243** |

65 Rapport des auditeurs indépendants

## Note 30- Procédure judiciaire

Néant.

## Note 31 - Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice

Néant.

# LISTE DES CIRCULAIRES

| Date de parution | Objet | Date d'entrée en vigueur |
|---|---|---|
| 2012-2013 | | |
| 29 janvier 2013 | Circulaire 88-13-M<br>relative aux coefficients de réserves obligatoires sur les passifs libellés en gourdes et en monnaies étrangères. | 1er février 2013 |
| 25 mars 2013 | Circulaire 101-2<br>relative aux modalités de facturation des opérations effectuées à partir des cartes de paiement. | 1er avril 2013 |
| 21 mai 2013 | Circulaire 89<br>relative aux coefficients de réserves obligatoires sur les passifs libellés en gourdes et en monnaies étrangères. | 16 juin 2013 |
| 18 juin 2013 | Circulaire 102<br>relative aux modalités opérationnelles de la compensation électronique des chèques et règlement. | 1er juillet 2013 |
| 18 juin 2013 | Circulaire 103<br>Relative aux règles sont assujettis les chèques émis en Haïti. | 1er juillet 2013 |
| 18 juin 2013 | Circulaire 104<br>Relative au traitement des chèques non standardisés selon les dispositions de la circulaire 94-2 du 17 aout 2012 et de la circulaire 94-3 du 27 décembre 2012 et au regard des règles et procédures de la chambre de compensation de la BRH. | 1er juillet 2013 |
| 23 juin 2013 | Lettre-Circulaire 05-1<br>Relative à l'annulation de la Lettre-Circulaire # 05 portant sur la restructuration des prêts et de constitution de provisions de 2 % sur les prêts sains avant le 12 janvier 2010 devenus improductifs après. | 1er juillet 2013 |

## ANNEXE JURIDIQUE

### Conseils d'Administration

# BANQUE NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI (BNRH)

**Moniteur # 84 du 25 septembre 1947**

Arrêté du 25 septembre 1947 nommant pour 5 ans à partir du 1er octobre 1947 :

Gaston Margron

C.E. Van Waterschoodt

Emmanuel Thézan *

Christian Aimé *

A.M. Herres

**Moniteur # 27 du 21 mars 1949**

Arrêté du 21 mars 1949 nommant M. Victor M. Coicou*, membre du Conseil d'Administration de la Banque Nationale de la République d'Haïti pour une durée finissant le 30 septembre 1952 afin de combler la vacance produite par la mise à la retraite de M. Chs. Van Waterschoodt.

**Moniteur # 22 du 4 mars 1952**

Arrêté du 3 mars 1952 nommant M. Arsène E. Magloire Membre du Conseil d'Administration de la BNRH pour une durée finissant le 30 septembre 1952 afin de combler la vacance produite par le décès de M. Gaston Margron.

**Moniteur # 93 du 29 septembre 1952**

Arrêté du 29 septembre 1952 nommant pour 5 ans à partir du 1er octobre 1952 :

Christian F. Aimé *

Arthur M. Herres

Victor M. Coicou *

Arsène E. Magloire

J. Frédéric Magny *

**Moniteur # 23 du 11 mars 1957**

Arrêté du 11 mars 1957 nommant pour 5 ans à partir du 11 mars 1957 :

Silvère Pilié *

Maurice Télémaque *

François Auguste *

Jean Méhu

Robert Bonhomme

**Moniteur # 114 du 17 octobre 1957**

Arrêté nommant M. Benjamin Prophète, Membre du Conseil d'Administration de la Banque Nationale de la République d'Haïti en remplacement de M. Robert Bonhomme, démissionnaire.

**Moniteur # 2 du 4 janvier 1958**

Arrêté du 31 décembre 1957 nommant pour 5 ans :

Maurice Télémaque *

Antonio André *

François Auguste *

Marcel Vaval

Jean Pierre Mompoint

**Moniteur # 8 du 23 janvier 1960**

Arrêté du 23 janvier 1960 nommant pour 5 ans :

Antonio André *

Joseph Chatelain *

Louis Smith *

Vilfort Beauvoir

Lebert Jean Pierre

**Moniteur # 113 du 27 novembre 1960**

Arrêté du 26 novembre 1960 nommant pour 5 ans :

Antonio André*

Vilfort Beauvoir

François Murat *

Noé Fourcand

Jean Magloire

**Moniteur # 110 du 26 novembre 1965**

Arrêté du 26 novembre 1965 nommant pour 5 ans :

Antonio André *, Président et Directeur Général

Vilfort Beauvoir, Vice-Président et Directeur

François Murat *, Membre et Directeur Commercial

Noé Fourcand, Membre

Jean Magloire, Membre

**Moniteur # 82 du 5 Octobre 1970**

Arrêté du 4 octobre 1970 nommant pour 5 ans :

Antonio André *

Léon Mirambeau

René Adrien *

Noé Fourcand

Jean Magloire

**Moniteur # 75 du 30 octobre 1975**

Arrêté du 3 octobre 1970 nommant pour 5 ans :

François Murat *

Adrien Bonnefil *

Franck Bouchereau *

Léon Mirambeau

Donasson Alphonse

**Moniteur # 69-A du 9 septembre 1976**

Arrêté du 8 septembre 1976 nommant pour 5 ans :

Antonio André *, Président-Directeur Général

Adrien Bonnefil *

Franck Bouchereau *

Donasson Alphonse

Léon Mirambeau

## BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

**Moniteur # 76-B du 27 septembre 1979**

Arrêté du 26 septembre 1979 nommant pour 3 ans :

Antonio André, Gouverneur *

Edouard Racine, Gouverneur Adjoint *

René Lafontant, Directeur Général *

Lameck Georges, Membre *

Allan Nolté, Membre *

**Moniteur # 42 du 21 juillet 1980**

Arrêté du 18 juillet 1980 nommant pour 3 ans :

Gérard Martineau, Gouverneur *

Raoul Berret, Gouverneur Adjoint

René Lafontant, Directeur Général *

Lameck Georges, Membre *

Allan Nolté, Membre *

**Moniteur # 12 du 8 février 1982**

Arrêté du 8 février 1982 nommant pour 3 ans :

Marcel Léger, Gouverneur *

Allan Nolté, Gouverneur Adjoint *

Jean Claude Sanon, Directeur Général *

Lameck Georges, Membre *

Bonivert Claude, Membre *

**Moniteur # 51 du 14 juillet 1982**

Arrêté du 12 juillet 1982 nommant pour 3 ans :

Antonio André, Gouverneur *

Allan Nolté, Gouverneur Adjoint *

Jean Claude Sanon, Directeur Général *

Lameck Georges, Membre *

Bonivert Claude, Membre *

**Moniteur # 87-A du 16 décembre 1982**

Arrêté du 14 décembre 1982 nommant pour 3 ans :

Antonio André, Gouverneur *

Allan Nolté, Gouverneur Adjoint *

Jean Claude Sanon, Directeur Général *

Lameck Georges, Membre *

André Josaphat, Membre *

**Moniteur # 26 du 18 Avril 1983**

Arrêté du 6 avril 1983 nommant pour 3 ans :

Allan Nolté, Gouverneur *

Ludner Ulysse, Vice-Gouverneur *

Jean Claude Sanon, Directeur Général *

André Josaphat, Membre *

Stanley Théard, Membre

**Moniteur # 70 du 6 octobre 1983**

Arrêté du 31 août 1983 nommant pour 3 ans :

Allan Nolté, Gouverneur *

Ludner Ulysse, Vice-Gouverneur *

Jean Claude Sanon, Directeur Général *

André Josaphat, Membre *

Gérard Pierre-Louis, Membre

**Moniteur # 43 du 20 juin 1985**

Arrêté du 11 juin 1985 nommant pour 3 ans :

Jean Claude Sanon, Gouverneur *

Jacques Joubert, Gouverneur Adjoint *

Félix Gaston, Directeur Général *

Stanley Théard, Membre

Bonivert Claude, Membre *

**Moniteur # 19 du 27 février 1986**

Arrêté du 27 février 1986 nommant pour 3 ans :

Onill Millet, Gouverneur *

Félix Gaston, Gouverneur Adjoint *

Sully Belancourt, Directeur Général *

Joseph Lagroue, Membre *

Guy A. Douyon, Membre

**Moniteur # 57 du 30 juin 1988**

Arrêté du 23 juin 1988 nommant :

Hubert Cameau *, Membre du Conseil d'Administration en remplacement de Guy A. Douyon, démissionnaire.

**Moniteur # 71-A du 11 août 1988**

Arrêté du 3 août 1988 nommant :

Joseph Lagroue *, Directeur Général en remplacement de Sully Belancourt, démissionnaire et

M. Gérard Noël *, Membre.

**Moniteur # 85-A du 29 septembre 1988**

Arrêté du 26 septembre 1988 nommant pour 3 ans :

Ernest Ricot, Gouverneur

Félix Gaston, Gouverneur Adjoint *

Eddy V. Etienne, Directeur Général *

Yvon Guirand, Membre

Ernst Nicolas, Membre *

**Moniteur # 48 du 26 juin 1989**

Arrêté du 22 juin 1989 nommant pour 3 ans :

Jacques Vilgrain, Gouverneur

Félix Gaston, Gouverneur Adjoint *

Charles Beaulieu, Directeur Général *

Fritz Viala, Membre

Fritz Laurenceau, Membre *

**Moniteur # 30 du 29 mars 1990**

Arrêté du 26 mars 1990 nommant Serge Pothel, Gouverneur

**Moniteur # 68-A du 6 août 1990**

Arrêté du 3 août 1990 nommant :

Charles Beaulieu, Gouverneur *

Fritz Laurenceau, Gouverneur Adjoint *

Joachim Noel, Directeur Général *

Fritz Viala, Membre

René Durand, Membre *

**Moniteur # 28-A du 1er avril 1991**

Arrêté du 21 mars 1991 nommant :

Roger Pérodin, Gouverneur *

Dumas Benjamin, Gouverneur Adjoint *

Monique Ph. Thébaud, Directeur Général *

Marie Thérèse O. Narcisse, Membre *

Venel Joseph, Membre *

**Moniteur # 94-A du 2 décembre 1991**

Arrêté du 25 novembre 1991

Bonivert Claude, Gouverneur *

Fritzner Beauzile, Vice Président *

Monique Ph. Thébaud, Directeur Général *

Marie Thérèse O. Narcisse, Membre *

Serge Pérodin, Membre *

**Moniteur d'octobre 1994**

Arrêté d'Octobre 1994 nommant la Commission Provisoire de Gestion de la Banque de la République d'Haiti :

Roger Pérodin, Président *

Bonivert Claude, Membre *

Monique Ph. Thébaud, Membre *

Venel Joseph, Membre *

Dumas Benjamin, Membre *

**Moniteur # 99 du 15 décembre 1994**

Arrêté du 8 décembre 1994 nommant :

Leslie Delatour, Gouverneur

Fred Joseph, Vice-Gouverneur

Roland Pierre, Directeur Général

Venel Joseph, Membre *

Henry Cassion, Membre

**Moniteur # 9 du 31 janvier 1996**

Arrêté du 16 janvier 1996 nommant :

Fritz Jean, Gouverneur Adjoint en remplacement de Fred Joseph.

**Moniteur # 12 du 12 février 1998**

Arrêté du 9 février 1998 nommant :

Fritz Jean, Gouverneur

Roland Pierre, Gouverneur Adjoint

Henry Cassion, Directeur Général

Venel Joseph, Membre *

Max Etienne, Membre *

**Moniteur # 71 du 30 août 2001**

Arrêté du 16 août 2001 nommant:

Venel Joseph, Gouverneur*

Hancy Pierre-Louis, Gouverneur Adjoint*

Réginald Mondésir, Directeur Général

Gladys Péan, Membre

Yvon Guirand, Membre

**Moniteur # 22 du 27 avril 2004**

Arrêté du 31 mars 2004 nommant:

Raymond Magloire, Gouverneur

Philippe W. Lahens, Gouverneur Adjoint

Charles Castel, Directeur Général*

Rémy Montas, Membre

Georges Henry Fils, Membre

**Moniteur # 86 du 30 septembre 2007**

Arrêté du 20 septembre 2007 nommant:

Charles Castel, Gouverneur

Philippe W. Lahens, Gouverneur Adjoint

Marc Hébert Ignace, Directeur Général*

Rémy Montas, Membre

Fritz Duroseau, Membre

**Moniteur # 162 du 16 novembre 2011**

Arrêté du 31 octobre 2011 nommant:

Charles Castel, Gouverneur*

Georges Henry Fils, Gouverneur Adjoint

Jean Baden Dubois, Directeur Général*

Fritz Duroseau, Membre*

Georgette Jean-Louis, Membre

* Cadre de la BNRH ou de la BRH

# ANNEXE STATISTIQUE

## Tableau I.1

### Produit intérieur brut par branche d'activité économique (en millions de gourdes de 1986-87)

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011[1/] | 2012[2/] | 2013[3/] |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Secteur primaire | 3,187.4 | 3,270.0 | 3,317.0 | 3,393.0 | 3,141.0 | 3,317.0 | 3,315.0 | 3,282.0 | 3,237.0 | 3,384.0 |
| Agriculture, sylviculture, élevage et pêche | 3,174.0 | 3,256.0 | 3,302.0 | 3,378.0 | 3,125.0 | 3,300.0 | 3,298.0 | 3,262.0 | 3,220.0 | 3,366.0 |
| Industries extractives | 13.4 | 14.0 | 15.0 | 15.0 | 16.0 | 17.0 | 17.0 | 20.0 | 17.0 | 18.0 |
| Secteur secondaire | 1,996.8 | 2,046.0 | 2,080.0 | 2,118.0 | 2,166.0 | 2,265.0 | 2,151.0 | 2,440.0 | 2,564.0 | 2,714.0 |
| Industries manufacturières | 977.8 | 994.0 | 1,017.0 | 1,030.0 | 1,029.0 | 1,075 | 912.0 | 1,074.0 | 1,150.0 | 1,175 |
| Electricité, gaz et eau | 70.0 | 75.0 | 58.0 | 57.0 | 52.0 | 67.0 | 70.0 | 91.0 | 69.0 | 69.0 |
| Bâtiments et travaux publics | 949.0 | 977.0 | 1,005.0 | 1,031.0 | 1,085.0 | 1,123.0 | 1,169.0 | 1,275.0 | 1,345.0 | 1,470.0 |
| Secteur tertiaire | 6,449.5 | 6,533.0 | 6,713.0 | 6,997.0 | 7,286.0 | 7,389.0 | 6,801.0 | 7,208.0 | 7,446.0 | 7,718.0 |
| Commerce, Restaurants et hôtels | 3,305.0 | 3,350.0 | 3,451.0 | 3,661.0 | 3,868.0 | 3,913.0 | 3,601.0 | 3,765.0 | 3,954.0 | 4,147.0 |
| Transport et communications | 781.4 | 806.0 | 842.0 | 910.0 | 967.0 | 992 | 963.0 | 1,092.0 | 1,078.0 | 1,117 |
| Autres services marchands | 1,522.4 | 1,542.0 | 1,573.0 | 1,602.0 | 1,653.0 | 1,654.0 | 1,536.0 | 1,577.0 | 1,638.0 | 1,692.0 |
| Services non marchands | 1,335.8 | 1,358.0 | 1,379.0 | 1,443.0 | 1,514.0 | 1,519.0 | 1,540.0 | 1,584.0 | 1,629.0 | 1,672.0 |
| Branche fictive* | -495.0 | -523.0 | -532.0 | -619.0 | -716.0 | -689.0 | -839.0 | -810.0 | -853.0 | -910.0 |
| Valeur ajoutée brute totale | 11,633.8 | 11,849.0 | 12,110.0 | 12,508.0 | 12,593.0 | 12,971.0 | 12,267.0 | 12,930.0 | 13,247.0 | 13,816.0 |
| Impôts moins subventions sur les produits | 924.0 | 934.0 | 961.0 | 1,000.0 | 1,029.0 | 1,071.0 | 1,003.0 | 1,073.0 | 1,161.0 | 1,209.0 |
| Produit intérieur brut | 12,557.8 | 12,783.0 | 13,071.0 | 13,508.0 | 13,622.0 | 14,042.0 | 13,270.0 | 14,003.0 | 14,408.0 | 15,025.0 |

Source : IHSI
1/ Semi-définitif
2/ Provisoire
3/ Estimation
*/ Il s'agit, par convention, d'une unité spéciale qui prend en compte l'utilisation faite par les autres branches de la «production imputée de services bancaires» (SCN 1993)

## Tableau I.1a

### Contribution à la valeur ajoutée du PIB réel (en pourcentage)

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011[1/] | 2012[2/] | 2013[3/] |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Secteur primaire | 25.4 | 25.6 | 25.4 | 25.1 | 23.1 | 23.6 | 25.0 | 23.4 | 22.5 | 22.5 |
| Agriculture, sylviculture, élevage et pêche | 25.3 | 25.5 | 25.3 | 25.0 | 22.9 | 23.5 | 24.9 | 23.3 | 22.3 | 22.4 |
| Industries extractives | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 |
| Secteur secondaire | 15.9 | 16.0 | 15.9 | 15.7 | 15.9 | 16.1 | 16.2 | 17.4 | 17.8 | 18.1 |
| Industries manufacturières | 7.8 | 7.8 | 7.8 | 7.6 | 7.6 | 7.7 | 6.9 | 7.7 | 8.0 | 7.8 |
| Electricité, gaz et eau | 0.6 | 0.6 | 0.4 | 0.4 | 0.4 | 0.5 | 0.5 | 0.6 | 0.5 | 0.5 |
| Bâtiments et travaux publics | 7.6 | 7.6 | 7.7 | 7.6 | 8.0 | 8.0 | 8.8 | 9.1 | 9.3 | 9.8 |
| Secteur tertiaire | 51.4 | 51.1 | 51.4 | 51.8 | 53.5 | 52.6 | 51.3 | 51.5 | 51.7 | 51.4 |
| Commerce, Restaurants et hôtels | 26.3 | 26.2 | 26.4 | 27.1 | 28.4 | 27.9 | 27.1 | 26.9 | 27.4 | 27.6 |
| Transport et communications | 6.2 | 6.3 | 6.4 | 6.7 | 7.1 | 7.1 | 7.3 | 7.8 | 7.5 | 7.4 |
| Autres services marchands | 12.1 | 12.1 | 12.0 | 11.9 | 12.1 | 11.8 | 11.6 | 11.3 | 11.4 | 11.3 |
| Services non marchands | 10.6 | 10.6 | 10.6 | 10.7 | 11.1 | 10.8 | 11.6 | 11.3 | 11.3 | 11.1 |
| Branche fictive* | -3.9 | -4.1 | -4.1 | -4.6 | -5.3 | -4.9 | -6.3 | -5.8 | -5.9 | -6.1 |
| Valeur ajoutée brute totale | 92.6 | 92.7 | 92.6 | 92.6 | 92.4 | 92.4 | 92.4 | 92.3 | 91.9 | 92.0 |
| Impôts moins subventions sur les produits | 7.4 | 7.3 | 7.4 | 7.4 | 7.6 | 7.6 | 7.6 | 7.7 | 8.1 | 8.0 |
| Produit intérieur brut | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 |

Source : IHSI
1/ Semi-définitif
2/ Provisoire
3/ Estimation
*/ Il s'agit, par convention, d'une unité spéciale qui prend en compte l'utilisation faite par les autres branches de la «production imputée de services bancaires» (SCN 1993)

## Tableau I.1b

### Taux de croissance du PIB réel
### (en pourcentage)

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011[1/] | 2012[2/] | 2013[3/] |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Secteur primaire | -4.8 | 2.6 | 1.4 | 2.3 | -7.4 | 5.6 | -0.1 | -1.0 | -1.4 | 4.5 |
| Agriculture, sylviculture, élevage et pêche | -4.8 | 2.6 | 1.4 | 2.3 | -7.5 | 5.6 | -0.1 | -1.1 | -1.3 | 4.5 |
| Industries extractives | -4.6 | 4.2 | 7.1 | 0.0 | 6.7 | 6.3 | 0.0 | 17.6 | -15.0 | 5.9 |
| Secteur secondaire | -2.2 | 2.5 | 1.7 | 1.8 | 2.3 | 4.6 | -5.0 | 13.4 | 5.1 | 5.9 |
| Industries manufacturières | -2.6 | 1.7 | 2.3 | 1.3 | -0.1 | 4.5 | -15.2 | 17.8 | 7.1 | 2.2 |
| Electricité, gaz et eau | 11.2 | 7.1 | -22.7 | -1.7 | -8.8 | 28.8 | 4.5 | 30.0 | -24.2 | 0.0 |
| Bâtiments et travaux publics | -2.7 | 3.0 | 2.9 | 2.6 | 5.2 | 3.5 | 4.1 | 9.1 | 5.5 | 9.3 |
| Secteur tertiaire | -3.8 | 1.3 | 2.8 | 4.2 | 4.1 | 1.4 | -8.0 | 6.0 | 3.3 | 3.7 |
| Commerce, Restaurants et hôtels | -6.4 | 1.4 | 3.0 | 6.1 | 5.7 | 1.2 | -8.0 | 4.6 | 5.0 | 4.9 |
| Transport et communications | 0.9 | 3.2 | 4.5 | 8.1 | 6.3 | 2.6 | -2.9 | 13.4 | -1.3 | 3.6 |
| Autres services marchands | -0.8 | 1.3 | 2.0 | 1.8 | 3.2 | 0.1 | -7.1 | 2.7 | 3.9 | 3.3 |
| Services non marchands | -3.2 | 1.7 | 1.5 | 4.6 | 4.9 | 0.3 | 1.4 | 2.9 | 2.8 | 2.6 |
| Branche fictive* | -4.0 | 5.7 | 1.7 | 16.4 | 15.7 | -3.8 | 21.8 | -3.5 | 5.3 | 6.7 |
| Valeur ajoutée brute totale | -3.8 | 1.8 | 2.2 | 3.3 | 0.7 | 3.0 | -5.4 | 5.4 | 2.5 | 4.3 |
| Impôts moins subventions sur les produits | 0.3 | 1.1 | 2.9 | 4.1 | 2.9 | 4.1 | -6.3 | 7.0 | 8.2 | 4.1 |
| Produit intérieur brut | -3.5 | 1.8 | 2.3 | 3.3 | 0.8 | 3.1 | -5.5 | 5.5 | 2.9 | 4.3 |

Source : IHSI
1/ Semi-définitif
2/ Provisoire
3/ Estimation
*/ Il s'agit, par convention, d'une unité spéciale qui prend en compte l'utilisation faite par les autres branches de la «production imputée de services bancaires» (SCN 1993)

## Tableau I.2

Compte du produit intérieur brut
(en millions de gourdes à prix courants)

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011[1/] | 2012[2/] | 2013[3/] |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| PIB | 140,387.0 | 168,035.0 | 197,138.0 | 220,110.0 | 250,590.0 | 267,880.0 | 266,952.0 | 302,854.0 | 328,061.0 | 364,811.0 |
| Importations | 61,784.0 | 72,154.0 | 88,769.0 | 85,715.0 | 110,739.0 | 114,048.0 | 172,849.0 | 178,605.0 | 174,400.0 | 192,970.0 |
| Ressources | 202,171.0 | 240,189.0 | 285,907.0 | 305,825.0 | 361,329.0 | 381,928.0 | 439,801.0 | 481,459.0 | 502,461.0 | 557,781.0 |
| Consommation | 142,230.0 | 170,525.0 | 199,482.0 | 209,590.0 | 257,145.0 | 266,197.0 | 331,020.0 | 344,247.0 | 350,070.0 | 381,652.0 |
| Investissement | 38,386.0 | 46,072.0 | 57,861.0 | 67,092.0 | 72,281.0 | 73,647.0 | 67,825.0 | 84,364.0 | 96,925.0 | 109,585.0 |
| Exportations | 21,255.0 | 23,592.0 | 28,563.0 | 29,142.0 | 31,903.0 | 42,084.0 | 40,956.0 | 52,848.0 | 55,466.0 | 66,544.0 |
| Emplois | 202,171.0 | 240,189.0 | 285,907.0 | 305,825.0 | 361,329.0 | 381,928.0 | 439,801.0 | 481,459.0 | 502,461.0 | 557,781.0 |

Source : IHSI
1/ Semi-définitif
2/ Provisoire
3/ Estimation



## Tableau I.2a

Structure du PIB nominal
(en millions de gourdes à prix courants)

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011[1/] | 2012[2/] | 2013[3/] |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| PIB | 140,387.0 | 168,035.0 | 197,138.0 | 220,110.0 | 250,590.0 | 267,880.0 | 266,952.0 | 302,854.0 | 328,061.0 | 364,811.0 |
| Demande intérieure | 180,616.0 | 216,597.0 | 257,343.0 | 276,682.0 | 329,426.0 | 339,844.0 | 398,845.0 | 428,611.0 | 446,995.0 | 491,237.0 |
| Consommation | 142,230.0 | 170,525.0 | 199,482.0 | 209,590.0 | 257,145.0 | 266,197.0 | 331,020.0 | 344,247.0 | 350,070.0 | 381,652.0 |
| Investissement | 38,386.0 | 46,072.0 | 57,861.0 | 67,092.0 | 72,281.0 | 73,647.0 | 67,825.0 | 84,364.0 | 96,925.0 | 109,585.0 |
| Solde extérieur | -40,529.0 | -48,562.0 | -60,206.0 | -56,573.0 | -78,836.0 | -71,964.0 | -131,893.0 | -125,757.0 | -118,934.0 | -126,426.0 |
| Exportations | 21,255.0 | 23,592.0 | 28,563.0 | 29,142.0 | 31,903.0 | 42,084.0 | 40,956.0 | 52,848.0 | 55,466.0 | 66,544.0 |
| Importations | 61,784.0 | 72,154.0 | 88,769.0 | 85,715.0 | 110,739.0 | 114,048.0 | 172,849.0 | 178,605.0 | 174,400.0 | 192,970.0 |

Source : IHSI
1/ Semi-définitif
2/ Provisoire
3/ Estimation

## Tableau I.3

Compte du produit intérieur brut
(en millions de gourdes de 1986/1987)

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011[1/] | 2012[2/] | 2013[3/] |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| PIB | 12,557.0 | 12,783.0 | 13,071.0 | 13,508.0 | 13,622.0 | 14,042.0 | 13,270.0 | 14,003.0 | 14,407.0 | 15,026.0 |
| Importations | 15,063.0 | 16,062.0 | 16,365.0 | 16,440.0 | 17,307.0 | 18,318.0 | 22,117.0 | 22,140.0 | 20,883.0 | 21,553.0 |
| Ressources | 27,620.0 | 28,845.0 | 29,436.0 | 29,948.0 | 30,929.0 | 32,360.0 | 35,387.0 | 36,143.0 | 35,290.0 | 36,579.0 |
| Consommation | 19,921.0 | 21,082.0 | 21,337.0 | 21,814.0 | 22,194.0 | 22,581.0 | 25,687.0 | 24,971.0 | 23,677.0 | 24,329.0 |
| Investissement | 4,381.0 | 4,444.0 | 4,541.0 | 4,680.0 | 4,811.0 | 4,982.0 | 4,657.0 | 5,103.0 | 5,417.0 | 5,745.0 |
| Exportations | 3,318.0 | 3,319.0 | 3,558.0 | 3,454.0 | 3,924.0 | 4,797.0 | 5,043.0 | 6,069.0 | 6,196.0 | 6,505.0 |
| Emplois | 27,620.0 | 28,845.0 | 29,436.0 | 29,948.0 | 30,929.0 | 32,360.0 | 35,387.0 | 36,143.0 | 35,290.0 | 36,579.0 |

Source : IHSI
1/ Semi-définitif
2/ Provisoire
3/ Estimation



## Tableau I.3a

Structure du PIB réel
(en millions de gourdes de 1986/1987)

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011[1/] | 2012[2/] | 2013[3/] |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| PIB | 12,557.0 | 12,783.0 | 13,071.0 | 13,508.0 | 13,622.0 | 14,042.0 | 13,270.0 | 14,003.0 | 14,407.0 | 15,026.0 |
| Demande intérieure | 24,302.0 | 25,526.0 | 25,878.0 | 26,494.0 | 27,005.0 | 27,563.0 | 30,344.0 | 30,074.0 | 29,094.0 | 30,074.0 |
| Consommation | 19,921.0 | 21,082.0 | 21,337.0 | 21,814.0 | 22,194.0 | 22,581.0 | 25,687.0 | 24,971.0 | 23,677.0 | 24,329.0 |
| Investissement | 4,381.0 | 4,444.0 | 4,541.0 | 4,680.0 | 4,811.0 | 4,982.0 | 4,657.0 | 5,103.0 | 5,417.0 | 5,745.0 |
| Solde extérieur | -11,745.0 | -12,743.0 | -12,807.0 | -12,986.0 | -13,383.0 | -13,521.0 | -17,074.0 | -16,071.0 | -14,687.0 | -15,048.0 |
| Exportations | 3,318.0 | 3,319.0 | 3,558.0 | 3,454.0 | 3,924.0 | 4,797.0 | 5,043.0 | 6,069.0 | 6,196.0 | 6,505.0 |
| Importations | 15,063.0 | 16,062.0 | 16,365.0 | 16,440.0 | 17,307.0 | 18,318.0 | 22,117.0 | 22,140.0 | 20,883.0 | 21,553.0 |

Source : IHSI
1/ Semi-définitif
2/ Provisoire
3/ Estimation

## Tableau I.3b

Compte du produit intérieur brut
(variations en pourcentage)

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011[1/] | 2012[2/] | 2013[3/] |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| PIB | - 3.5 | 1.8 | 2.3 | 3.3 | 0.8 | 3.1 | - 5.5 | 5.5 | 2.9 | 4.3 |
| Importations | - 1.1 | 6.6 | 1.9 | 0.5 | 5.3 | 5.8 | 20.7 | 0.1 | - 5.7 | 3.2 |
| Ressources | - 2.2 | 4.4 | 2.0 | 1.7 | 3.3 | 4.6 | 9.4 | 2.1 | - 2.4 | 3.7 |
| Consommation | - 3.7 | 5.8 | 1.2 | 2.2 | 1.7 | 1.7 | 13.8 | - 2.8 | - 5.2 | 2.8 |
| Investissement | - 3.2 | 1.4 | 2.2 | 3.1 | 2.8 | 3.6 | - 6.5 | 9.6 | 6.2 | 6.1 |
| Exportations | 9.8 | 0.0 | 7.2 | - 2.9 | 13.6 | 22.2 | 5.1 | 20.3 | 2.1 | 5.0 |
| Emplois | - 2.2 | 4.4 | 2.0 | 1.7 | 3.3 | 4.6 | 9.4 | 2.1 | - 2.4 | 3.7 |

Source : IHSI
1/ Semi-définitif
2/ Provisoire
3/ Estimation

## Tableau I.3c

Structure de la croissance du PIB réel
(en pourcentage)

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011[1/] | 2012[2/] | 2013[3/] |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| PIB | - 3.5 | 1.8 | 2.3 | 3.3 | 0.8 | 3.1 | -5.5 | 5.5 | 2.9 | 4.3 |
| Demande intérieure | - 3.6 | 5.0 | 1.4 | 2.4 | 1.9 | 2.1 | 10.1 | -0.9 | -3.3 | 3.4 |
| Consommation | - 3.7 | 5.8 | 1.2 | 2.2 | 1.7 | 1.7 | 13.8 | -2.8 | -5.2 | 2.8 |
| Investissement | - 3.2 | 1.4 | 2.2 | 3.1 | 2.8 | 3.6 | -6.5 | 9.6 | 6.2 | 6.1 |
| Solde extérieur | - 3.8 | 8.5 | 0.5 | 1.4 | 3.1 | 1.0 | 26.3 | -5.9 | -8.6 | 2.5 |
| Exportations | 9.8 | 0.0 | 7.2 | - 2.9 | 13.6 | 22.2 | 5.1 | 20.3 | 2.1 | 5.0 |
| Importations | - 1.1 | 6.6 | 1.9 | 0.5 | 5.3 | 5.8 | 20.7 | 0.1 | -5.7 | 3.2 |

Source : IHSI
1/ Semi-définitif
2/ Provisoire
3/ Estimation

## Tableau I.3d

Contribution à la croissance du PIB réel
(en pourcentage)

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011[1/] | 2012[2/] | 2013[3/] |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| PIB | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 |
| Demande intérieure | 193.5 | 199.7 | 198.0 | 196.1 | 198.2 | 196.3 | 228.7 | 214.8 | 201.9 | 200.1 |
| Consommation | 158.6 | 164.9 | 163.2 | 161.5 | 162.9 | 160.8 | 193.6 | 178.3 | 164.3 | 161.9 |
| Investissement | 34.9 | 34.8 | 34.7 | 34.6 | 35.3 | 35.5 | 35.1 | 36.4 | 37.6 | 38.2 |
| Solde extérieur | - 93.5 | - 99.7 | - 98.0 | - 96.1 | -98.2 | -96.3 | -128.7 | -114.8 | -101.9 | -100.1 |
| Exportations | 26.4 | 26.0 | 27.2 | 25.6 | 28.8 | 34.2 | 38.0 | 43.3 | 43.0 | 43.3 |
| Importations | 120.0 | 125.7 | 125.2 | 121.7 | 127.1 | 130.5 | 166.7 | 158.1 | 145.0 | 143.4 |

Source : IHSI
1/ Semi-définitif
2/ Provisoire
3/ Estimation

## Tableau I.4

Indice des prix à la consommation (IPC) - ensemble du pays
Août 2004=100

| | Pondération | Octobre 2012 | Novembre 2012 | Décembre 2012 | Janvier 2013 | Février 2013 | Mars 2013 | Avril 2013 | Mai 2013 | Juin 2013 | Juillet 2013 | Août 2013 | Septembre 2013 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Indice général | 100.00% | 201.70 | 203.30 | 204.10 | 204.70 | 205.60 | 206.80 | 207.50 | 208.50 | 208.60 | 208.80 | 209.40 | 209.60 |
| Alimentation, boisson et tabac | 50.35% | 209.50 | 212.40 | 213.30 | 213.80 | 215.40 | 217.10 | 218.20 | 219.20 | 219.10 | 218.90 | 218.8 | 218.60 |
| Habillement, tissus et chaussures | 6.86% | 191.70 | 191.80 | 192.40 | 194.00 | 194.60 | 195.00 | 195.80 | 197.10 | 197.90 | 198.70 | 200.10 | 201.20 |
| Loyer du logement, énergie, eau | 11.05% | 234.80 | 235.70 | 236.80 | 237.90 | 238.10 | 239.60 | 239.70 | 240.30 | 240.60 | 242.70 | 244.40 | 245.00 |
| Aménagement et entretien du logement | 4.70% | 206.70 | 207.40 | 208.40 | 208.70 | 209.30 | 209.70 | 210.20 | 212.00 | 212.30 | 212.80 | 213.50 | 213.90 |
| Santé | 2.90% | 207.70 | 207.50 | 209.30 | 209.90 | 210.40 | 210.50 | 210.90 | 211.50 | 211.90 | 212.30 | 212.90 | 214.60 |
| Transport | 13.74% | 154.80 | 154.80 | 154.90 | 155.10 | 155.10 | 155.30 | 155.30 | 156.80 | 156.90 | 157.00 | 157.20 | 157.40 |
| Loisirs, spectacles, enseignement et culture | 5.84% | 213.90 | 214.10 | 214.50 | 214.70 | 215.00 | 215.30 | 215.40 | 215.70 | 215.80 | 215.80 | 218.30 | 218.40 |
| Autres biens et services | 4.56% | 167.20 | 168.00 | 168.10 | 168.30 | 169.10 | 169.70 | 170.40 | 171.50 | 171.70 | 172.20 | 173.90 | 174.10 |

Source : IHSI



## Tableau I.4a

Indice des prix à la consommation (IPC) - ensemble du pays
Août 2004=100

| | Pondération | Septembre 2007 | Septembre 2008 | Septembre 2009 | Septembre 2010 | Septembre 2011 | Septembre 2012 | Septembre 2013 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Indice général | 100.00% | 142.6 | 170.9 | 162.9 | 170.5 | 188.2 | 200.5 | 209.60 |
| Alimentation, boisson et tabac | 50.35% | 143.9 | 182.4 | 164.4 | 172.60 | 194.8 | 208.80 | 218.60 |
| Habillement, tissus et chaussures | 6.86% | 138.0 | 153.7 | 162.1 | 167.10 | 179.1 | 191.60 | 201.20 |
| Loyer du logement, énergie, eau | 11.05% | 157.2 | 177.5 | 173.3 | 194.60 | 220.2 | 234.70 | 245.00 |
| Aménagement et entretien du logement | 4.70% | 146.4 | 165.4 | 181.5 | 187.90 | 197.7 | 206.50 | 213.90 |
| Santé | 2.90% | 140.2 | 157.0 | 167.0 | 172.90 | 192.0 | 207.10 | 214.60 |
| Transport | 13.74% | 126.9 | 147.6 | 141.1 | 141.30 | 149.1 | 154.50 | 157.40 |
| Loisirs, spectacles, enseignement et culture | 5.84% | 159.6 | 171.3 | 182.3 | 183.20 | 187.7 | 200.10 | 218.40 |
| Autres biens et services | 4.56% | 122.9 | 137.5 | 142.1 | 145.90 | 158.3 | 167.00 | 174.10 |

Source : IHSI

## Tableau I.5

Taux d'inflation
(variation de l'IPC en pourcentage, août 2004=100)

| | Octobre 2012 | | Novembre 2012 | | Décembre 2012 | | Janvier 2013 | | Février 2013 | | Mars 2013 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Variation mensuelle | Variation en glissement annuel | Variation mensuelle | Variation en glissement annuel | Variation mensuelle | Variation en glissement annuel | Variation mensuelle | Variation en glissement annuel | Variation mensuelle | Variation en glissement annuel | Variation mensuelle | Variation en glissement annuel |
| Indice général | 0.6 | 6.8 | 0.8 | 7.5 | 0.4 | 7.6 | 0.3 | 7.2 | 0.4 | 7.4 | 0.6 | 7.7 |
| Alimentation, boisson et tabac | 0.3 | 7.7 | 1.4 | 8.8 | 0.4 | 8.8 | 0.2 | 8.0 | 0.7 | 8.5 | 0.8 | 8.8 |
| Habillement, tissus et chaussures | 0.1 | 7.0 | 0.1 | 6.8 | 0.3 | 6.9 | 0.8 | 7.4 | 0.3 | 7.5 | 0.2 | 7.5 |
| Loyer du logement, énergie, eau | 0.0 | 6.4 | 0.4 | 6.8 | 0.5 | 7.2 | 0.5 | 7.5 | 0.1 | 7.3 | 0.6 | 7.8 |
| Aménagement et entretien du logement | 0.1 | 4.3 | 0.3 | 4.6 | 0.5 | 4.8 | 0.1 | 4.8 | 0.3 | 4.9 | 0.2 | 4.9 |
| Santé | 0.3 | 6.7 | -0.1 | 6.4 | 0.9 | 6.9 | 0.3 | 6.7 | 0.2 | 6.3 | 0.0 | 6.3 |
| Transport | 0.2 | 3.9 | 0.0 | 3.9 | 0.1 | 3.8 | 0.1 | 3.8 | 0.0 | 3.7 | 0.1 | 3.4 |
| Loisirs, spectacles, enseignement et culture | 6.9 | 9.2 | 0.1 | 9.2 | 0.2 | 9.4 | 0.1 | 9.5 | 0.1 | 9.6 | 0.1 | 9.6 |
| Autres biens et services | 0.1 | 4.8 | 0.5 | 5.0 | 0.1 | 4.9 | 0.1 | 4.9 | 0.5 | 4.6 | 0.4 | 4.8 |

Source : IHSI



## Tableau I.5 (suite)

Taux d'inflation
(variation de l'IPC en pourcentage, août 2004=100)

| | Avril 2013 | | Mai 2013 | | Juin 2013 | | Juillet 2013 | | Août 2013 | | Septembre 2013 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Variation mensuelle | Variation en glissement annuel | Variation mensuelle | Variation en glissement annuel | Variation mensuelle | Variation en glissement annuel | Variation mensuelle | Variation en glissement annuel | Variation mensuelle | Variation en glissement annuel | Variation mensuelle | Variation en glissement annuel |
| Indice général | 0.3 | 7.3 | 0.5 | 7.3 | 0.0 | 6.5 | 0.1 | 6.2 | 0.3 | 5.5 | 0.1 | 4.5 |
| Alimentation, boisson et tabac | 0.5 | 8.6 | 0.5 | 8.7 | 0.0 | 7.7 | -0.1 | 7.4 | 0.0 | 6.0 | -0.1 | 4.7 |
| Habillement, tissus et chaussures | 0.4 | 7.2 | 0.7 | 7.0 | 0.4 | 6.1 | 0.4 | 5.4 | 0.7 | 5.6 | 0.5 | 5.0 |
| Loyer du logement, énergie, eau | 0.0 | 6.4 | 0.3 | 6.2 | 0.1 | 5.4 | 0.9 | 5.5 | 0.7 | 5.7 | 0.2 | 4.4 |
| Aménagement et entretien du logement | 0.2 | 4.8 | 0.9 | 4.7 | 0.1 | 4.1 | 0.2 | 4.0 | 0.3 | 3.7 | 0.2 | 3.6 |
| Santé | 0.2 | 5.9 | 0.3 | 5.8 | 0.2 | 4.4 | 0.2 | 4.0 | 0.3 | 3.7 | 0.8 | 3.6 |
| Transport | 0.0 | 3.0 | 1.0 | 3.2 | 0.1 | 2.6 | 0.1 | 2.3 | 0.1 | 2.1 | 0.1 | 1.9 |
| Loisirs, spectacles, enseignement et culture | 0.0 | 9.6 | 0.1 | 9.5 | 0.0 | 9.6 | 0.0 | 9.0 | 1.2 | 10.2 | 0.0 | 9.1 |
| Autres biens et services | 0.4 | 4.4 | 0.6 | 5.0 | 0.1 | 4.3 | 0.3 | 4.1 | 1.0 | 5.1 | 0.1 | 4.3 |

Source : IHSI

## Tableau I.5a

Taux d'inflation
(variation de l'IPC en pourcentage, août 2004=100)

| | Pondération | Septembre 2007 | Septembre 2008 | Septembre 2009 | Septembre 2010 | Septembre 2011 | Septembre 2012 | Septembre 2013 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Indice général | 100.00% | 7.9 | 19.8 | -4.7 | 4.7 | 10.4 | 6.5 | 4.5 |
| Alimentation, boisson et tabac | 50.35% | 7.5 | 26.8 | -9.9 | 5.0 | 12.9 | 7.2 | 4.7 |
| Habillement, tissus et chaussures | 6.86% | 9.1 | 11.4 | 5.5 | 3.1 | 7.2 | 7.0 | 5.0 |
| Loyer du logement, énergie, eau | 11.05% | 15.3 | 12.9 | -2.4 | 12.3 | 13.2 | 6.6 | 4.4 |
| Aménagement et entretien du logement | 4.70% | 12.4 | 13.0 | 9.7 | 3.5 | 5.2 | 4.5 | 3.6 |
| Santé | 2.90% | 10.9 | 12.0 | 6.4 | 3.5 | 11.0 | 7.9 | 3.6 |
| Transport | 13.74% | -0.2 | 16.3 | -4.4 | 0.1 | 5.5 | 3.6 | 1.9 |
| Loisirs, spectacles, enseignement et culture | 5.84% | 10.1 | 7.3 | 6.4 | 0.5 | 2.5 | 6.6 | 9.1 |
| Autres biens et services | 4.56% | 5.8 | 11.9 | 3.3 | 2.7 | 8.5 | 5.5 | 4.3 |

Source : IHSI



## Tableau I.6

Taux de change à Port-au-Prince
(gourdes/dollar ÉU)

| | Octobre 2012 | Novembre 2012 | Décembre 2012 | Janvier 2013 | Février 2013 | Mars 2013 | Avril 2013 | Mai 2013 | Juin 2013 | Juillet 2013 | Août 2013 | Septembre 2013 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Marché informel[1/] | | | | | | | | | | | | |
| À l'achat | 42.3195 | 42.4258 | 42.4548 | 42.5534 | 42.783 | 42.9047 | 43.1208 | 43.4958 | 43.7111 | 43.7321 | 43.7533 | 43.7357 |
| À la vente | 42.5978 | 42.7506 | 42.7946 | 42.8922 | 43.0572 | 43.1725 | 43.42 | 43.7920 | 43.8907 | 43.8808 | 43.8871 | 43.8946 |
| Marché bancaire[1/] | | | | | | | | | | | | |
| À l'achat | 42.3891 | 42.5589 | 42.6269 | 42.724 | 42.8755 | 42.9704 | 43.295 | 43.6346 | 43.74260 | 43.7687 | 43.7893 | 43.7725 |
| À la vente | 42.6219 | 42.7524 | 42.8096 | 42.9826 | 43.1682 | 43.2901 | 43.5933 | 43.9109 | 43.8865 | 43.8856 | 43.8770 | 43.8717 |
| Taux de référence | | | | | | | | | | | | |
| Moyen | 42.3578 | 42.4992 | 42.5587 | 42.6457 | 42.8284 | 42.9414 | 43.1834 | 43.5715 | 43.7240 | 43.7534 | 43.7741 | 43.7590 |
| Fin de période | 42.4121 | 42.5778 | 42.5530 | 42.7534 | 42.861 | 43.0166 | 43.3461 | 43.6803 | 43.7922 | 43.7326 | 43.7555 | 43.7429 |

Source : BRH
1/ moyenne arithmétique de la période

## Tableau I.7

Composantes et contreparties de l'agrégat M3
(en millions de gourdes)

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013[3/] |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Composantes** | | | | | | | | | | |
| Agrégat M3 | 64,365.69 | 68,428.88 | 75,278.45 | 78,850.61 | 92,754.00 | 103,011.45 | 126,421.40 | 139,086.35 | 149,640.26 | 159,098.76 |
| Agrégat M2 | 42,113.53 | 38,977.80 | 42,879.24 | 44,730.94 | 50,254.36 | 54,846.81 | 66,066.29 | 70,326.82 | 75,866.42 | 81,921.63 |
| Agrégat M1 | 23,510.79 | 19,138.22 | 19,749.14 | 21,448.47 | 25,139.46 | 28,959.38 | 37,455.80 | 40,987.97 | 46,387.96 | 48,196.56 |
| Monnaie en circulation | 16,150.07 | 10,546.58 | 11,158.59 | 11,570.40 | 13,030.00 | 13,447.74 | 17,282.44 | 18,401.20 | 20,231.50 | 21,352.02 |
| Dépôts à vue | 7,360.72 | 8,591.63 | 8,590.55 | 9,878.07 | 12,109.46 | 15,511.64 | 20,173.36 | 22,586.77 | 26,156.46 | 26,844.54 |
| Quasi-monnaie | 18,602.75 | 19,839.58 | 23,130.10 | 23,282.47 | 25,114.90 | 25,887.44 | 28,610.48 | 29,338.85 | 29,478.46 | 33,725.07 |
| Dépôts d'épargne | 10,629.86 | 12,510.64 | 13,443.86 | 13,997.24 | 16,522.68 | 17,799.76 | 21,345.99 | 23,036.67 | 23,625.37 | 24,152.98 |
| Dépôts à terme et autres | 7,972.89 | 7,328.94 | 9,686.24 | 9,285.23 | 8,592.22 | 8,087.67 | 7,264.49 | 6,302.18 | 5,853.09 | 9,572.10 |
| Dépôts en dollars ÉU | 22,252.16 | 29,451.08 | 32,399.21 | 34,119.67 | 42,499.64 | 48,164.64 | 60,355.11 | 68,759.52 | 73,773.84 | 77,177.13 |
| Dépôts à vue | 6,620.71 | 9,179.76 | 10,317.76 | 10,820.01 | 15,198.08 | 18,592.91 | 28,606.84 | 32,480.49 | 34,881.05 | 36,959.69 |
| Dépôts d'épargne | 7,452.99 | 9,832.82 | 10,295.64 | 11,071.21 | 14,435.46 | 16,830.41 | 20,501.51 | 24,483.50 | 26,269.56 | 27,322.24 |
| Dépôts à terme et autres | 8,178.46 | 10,438.50 | 11,785.81 | 12,228.45 | 12,866.10 | 12,741.32 | 11,246.76 | 11,795.53 | 12,623.23 | 12,895.20 |
| **Contreparties** | | | | | | | | | | |
| Réserves nettes de change du système bancaire | 12,683.10 | 18,485.57 | 23,616.87 | 28,106.42 | 39,116.13 | 40,538.65 | 92,250.60 | 104,580.57 | 115,976.94 | 101,122.06 |
| Avoirs extérieurs du système bancaire | 17,371.92 | 23,938.15 | 28,953.34 | 34,305.71 | 50,683.46 | 61,359.57 | 104,303.83 | 117,504.81 | 129,715.74 | 135,736.07 |
| Engagements extérieurs du système bancaire | 4,688.82 | 5,452.58 | 5,336.47 | 6,199.29 | 11,567.34 | 20,820.92 | 12,053.23 | 12,924.24 | 13,738.80 | 34,614.01 |
| Réserve nettes de change BRH | 6,564.00 | 8,081.80 | 10,893.13 | 16,848.81 | 21,040.71 | 24,001.43 | 64,168.79 | 72,469.47 | 87,436.22 | 78,483.74 |
| Avoirs extérieurs BRH | 9,453.41 | 11,997.58 | 15,161.18 | 21,678.33 | 30,324.74 | 42,510.68 | 73,773.50 | 84,065.35 | 99,269.94 | 108,440.94 |
| Engagements extérieurs BRH | 2,889.41 | 3,915.78 | 4,268.05 | 4,829.52 | 9,284.03 | 18,509.25 | 9,604.71 | 11,595.88 | 11,833.72 | 29,957.20 |
| Réserves de change banques commerciales | 6,119.10 | 10,403.77 | 12,723.75 | 11,257.61 | 18,075.41 | 16,537.21 | 28,081.80 | 32,111.10 | 28,540.72 | 22,638.31 |
| Avoirs extérieurs banques commerciales | 7,918.51 | 11,940.57 | 13,792.16 | 12,627.38 | 20,358.72 | 18,848.89 | 30,530.33 | 33,439.46 | 30,445.80 | 27,295.13 |
| Engagements extérieurs banques commerciales | 1,799.41 | 1,536.80 | 1,068.42 | 1,369.77 | 2,283.31 | 2,311.67 | 2,448.52 | 1,328.36 | 1,905.08 | 4,656.82 |
| Crédit intérieur net | 41,941.57 | 46,499.72 | 47,174.55 | 48,314.35 | 49,980.35 | 58,875.10 | 36,321.01 | 37,654.18 | 47,578.25 | 71,157.05 |
| Crédit au secteur public | 20,939.64 | 21,029.63 | 20,155.85 | 18,368.15 | 12,483.94 | 15,873.45 | -4,264.08 | -12,871.46 | -17,994.45 | -5,034.82 |
| Crédit à l'État | 21,242.75 | 21,192.96 | 20,607.81 | 18,946.89 | 12,436.96 | 17,323.53 | -1,502.93 | -8,842.34 | -12,523.95 | 934.36 |
| Crédit aux collectivités locales | -57.18 | -61.19 | -244.58 | -397.26 | -208.65 | -222.09 | -155.10 | -121.43 | -155.09 | -95.06 |
| Crédit aux entreprises publiques | -245.93 | -102.14 | -207.38 | -181.49 | 255.63 | -1,227.99 | -2,606.04 | -3,907.70 | -5,315.41 | -5,874.11 |
| Crédit au secteur privé | 21,001.93 | 25,470.09 | 27,018.70 | 29,946.20 | 37,496.41 | 43,001.64 | 40,585.08 | 50,525.64 | 65,572.70 | 76,191.87 |
| Autres postes nets1/ | 9,741.02 | 3,443.59 | 4,487.03 | 2,429.83 | 3,657.53 | 3,597.71 | -2,150.20 | -3,148.41 | -13,914.93 | -13,180.35 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).

1/ Ce poste regroupe les «créances interbancaires», «comptes de capital» et «autres postes non classés».

## Tableau I.8

La base monétaire et ses sources
(en millions de gourdes)

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Base monétaire | 35,287.44 | 33,574.11 | 38,536.95 | 42,887.25 | 49,467.26 | 56,589.68 | 81,401.67 | 88,199.48 | 97,283.69 | 96,333.74 |
| Monnaie en circulation | 8,685.16 | 10,546.58 | 11,158.59 | 11,570.40 | 13,030.00 | 13,447.74 | 17,282.44 | 18,401.20 | 20,231.50 | 21,352.02 |
| Réserves des banques | 21,252.77 | 22,093.31 | 25,979.24 | 28,933.98 | 33,793.25 | 38,343.17 | 57,407.67 | 60,024.50 | 64,145.16 | 62,759.88 |
| Réserves/dépôts des banques | 16,150.07 | 14,716.35 | 10,185.42 | 11,763.40 | 13,478.65 | 15,533.19 | 21,127.03 | 21,907.05 | 18,736.93 | 24,078.78 |
| Encaisses des banques et autres | 1,557.58 | 1,875.97 | 7,984.82 | 8,157.28 | 10,713.60 | 13,257.98 | 27,070.64 | 31,789.45 | 39,666.23 | 32,736.10 |
| Bons BRH émis | 3,545.12 | 5,501.00 | 7,809.00 | 9,013.29 | 9,601.00 | 9,552.00 | 9,210.00 | 6,328.00 | 5,742.00 | 5,945.00 |
| Autres Dépôts | 1,043.60 | 934.22 | 1,399.12 | 2,382.87 | 2,644.01 | 4,798.76 | 6,711.55 | 9,773.77 | 12,907.02 | 12,221.84 |
| Dépôts des collectivités locales | 57.18 | 61.19 | 110.02 | 204.03 | 208.65 | 222.09 | 155.10 | 121.43 | 155.09 | 95.06 |
| Dépôts des entreprises publiques | 338.84 | 267.18 | 368.61 | 645.58 | 575.00 | 1,986.14 | 2,661.74 | 3,946.38 | 5,132.89 | 5,682.57 |
| Dépôts du secteur privé | 139.82 | 139.16 | 187.61 | 186.90 | 174.35 | 217.53 | 545.40 | 952.66 | 2,203.10 | 1,037.84 |
| Bons BRH détenus par les IFNB | - | - | - | - | 7.00 | 141.00 | 241.00 | 315.00 | 314.00 | 276.00 |
| Dépôts des inst. financières non bancaires (IFNB) | 4,813.67 | 466.70 | 732.88 | 1,346.37 | 1,679.00 | 2,232.00 | 3,108.31 | 4,438.31 | 5,101.94 | 5,130.36 |
| Sources | 30,981.54 | 33,574.11 | 38,536.95 | 42,887.25 | 49,467.26 | 56,589.68 | 81,401.67 | 88,199.48 | 97,283.69 | 96,333.74 |
| Avoirs extérieurs nets | 6,564.00 | 8,081.80 | 10,893.13 | 16,848.81 | 21,040.71 | 24,001.43 | 64,168.79 | 72,470.09 | 87,474.28 | 78,483.74 |
| Avoirs extérieurs BRH | 9,453.41 | 11,997.58 | 15,161.18 | 21,678.33 | 30,324.74 | 42,510.68 | 73,773.50 | 84,065.97 | 99,308.00 | 108,440.94 |
| Engagements extérieurs BRH | -2,889.41 | -3,915.78 | -4,268.05 | -4,829.52 | -9,284.03 | -18,509.25 | -9,604.71 | -11,595.88 | -11,833.72 | -29,957.20 |
| Créances nettes sur le secteur public | 21,896.15 | 22,014.31 | 21,698.61 | 20,590.94 | 20,789.75 | 23,106.37 | 11,967.38 | 9,058.09 | 8,605.98 | 11,014.52 |
| Créances nettes sur le gouvernement central | 21,578.94 | 21,721.78 | 21,393.83 | 20,050.35 | 19,913.97 | 22,292.95 | 11,798.86 | 8,870.17 | 8,443.35 | 10,860.02 |
| Créances nettes sur les Organismes autonomes | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Créances sur les collectivités locales | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Créances sur les entreprises publiques | 317.21 | 292.52 | 304.79 | 540.59 | 875.78 | 813.42 | 168.52 | 187.91 | 162.63 | 154.50 |
| Créances sur institutions financières monétaires | 62.95 | 142.28 | 2,025.08 | 538.36 | 783.30 | 593.37 | 761.06 | 491.88 | 656.13 | 2,018.04 |
| Autres postes nets 1/ | 6,764.34 | 3,335.73 | 3,920.13 | 4,909.13 | 6,853.49 | 8,888.51 | 4,504.44 | 6,179.41 | 547.29 | 4,817.44 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).
1/ Ce poste regroupe les «créances interbancaires», «comptes de capital» et «autres postes non classés».

## Tableau I.9

Bilan de la BRH
(en millions de gourdes)

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Avoirs extérieurs nets | 6,564.00 | 8,081.80 | 10,893.13 | 16,848.81 | 21,040.71 | 24,001.43 | 64,168.79 | 72,470.09 | 87,474.28 | 78,483.74 |
| Avoirs extérieurs | 9,453.41 | 11,997.58 | 15,161.18 | 21,678.33 | 30,324.74 | 42,510.68 | 73,773.50 | 84,065.97 | 99,308.00 | 108,440.94 |
| Engagements extérieurs | -2,889.41 | -3,915.78 | -4,268.05 | -4,829.52 | -9,284.03 | -18,509.25 | -9,604.71 | -11,595.88 | -11,833.72 | -29,957.20 |
| Avoirs Intérieurs nets | 23,373.93 | 24,558.10 | 26,244.70 | 23,655.56 | 25,782.54 | 27,789.48 | 10,521.32 | 5,955.61 | -3,097.62 | 5,628.16 |
| Créances nettes sur l'État | 21,578.94 | 21,721.78 | 21,393.83 | 20,050.35 | 19,913.97 | 22,292.95 | 11,798.86 | 8,870.17 | 8,443.35 | 10,860.02 |
| Créances internes | 24,800.38 | 25,297.65 | 24,927.17 | 29,308.16 | 32,653.33 | 36,783.99 | 43,927.65 | 44,841.46 | 46,252.86 | 45,627.15 |
| Dépôts du gouvernement. | -3,221.44 | -3,575.86 | -3,533.34 | -9,257.81 | -12,739.35 | -14,491.04 | -32,128.80 | -35,971.28 | -37,809.51 | -34,767.13 |
| Créances nettes sur collectivités locales | -57.18 | -61.19 | -110.02 | -204.03 | -208.65 | -222.09 | -155.10 | -121.43 | -155.09 | -95.06 |
| Créances internes | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dépôts des collectivités locales | -57.18 | -61.19 | -110.02 | -204.03 | -208.65 | -222.09 | -155.10 | -121.43 | -155.09 | -95.06 |
| Créances nettes sur les entreprises publiques | -21.62 | 25.35 | -63.82 | -104.99 | 300.78 | -1,172.71 | -2,493.23 | -3,758.46 | -4,970.26 | -5,528.07 |
| Créances internes | 317.21 | 292.52 | 304.79 | 540.59 | 875.78 | 813.42 | 168.52 | 187.91 | 162.63 | 154.50 |
| Dépôts des entreprises publiques | -338.84 | -267.18 | -368.61 | -645.58 | -575.00 | -1,986.14 | -2,661.74 | -3,946.38 | -5,132.89 | -5,682.57 |
| Créances nettes sur les particuliers | 763.26 | 935.76 | 1,050.43 | 1,354.73 | 1,568.35 | 1,771.75 | 1,612.90 | 1,343.92 | 383.95 | 1,754.29 |
| Créances sur les institutions financières monétaires | 62.95 | 142.28 | 2,025.08 | 538.36 | 783.30 | 593.37 | 761.06 | 491.88 | 656.13 | 2,018.04 |
| Créances nettes sur autres institutions bancaires | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Créances nettes sur les institutions financières non banc. | -504.49 | -466.26 | -732.88 | -1,311.37 | -1,602.62 | -2,268.74 | -3,145.95 | -4,672.70 | -5,334.94 | -5,325.65 |
| Comptes de capital | -2,472.76 | -2,061.37 | -1,004.06 | -30.89 | -595.15 | -409.65 | -1,136.30 | -506.17 | -4,707.41 | -1,888.65 |
| Autres postes non classés | 4,024.83 | 4,321.74 | 3,686.15 | 3,363.39 | 5,622.56 | 7,204.60 | 3,279.08 | 4,308.39 | 2,586.65 | 3,833.24 |
| Actif = Passif | 29,937.93 | 32,639.90 | 37,137.83 | 40,504.37 | 46,823.25 | 51,790.91 | 74,690.12 | 78,425.70 | 84,376.66 | 84,111.90 |
| Engagements envers inst. financières monétaires | 21,252.77 | 22,093.31 | 25,979.24 | 28,933.98 | 33,793.25 | 38,343.17 | 57,407.67 | 60,024.50 | 64,145.16 | 62,759.88 |
| Dépôts Gdes des institutions financières monétaires | 11,594.67 | 9,543.46 | 10,185.42 | 11,763.40 | 13,478.65 | 15,533.19 | 21,127.03 | 21,907.05 | 18,736.93 | 24,078.78 |
| Encaisses des institutions financières monétaires | 1,557.58 | 1,875.97 | 1,827.65 | 1,595.80 | 1,883.15 | 2,098.74 | 2,373.48 | 2,926.93 | 2,672.58 | 2,730.38 |
| Autres Engagements env. inst. financières monétaires | 0.01 | - | 0.21 | - | 0.19 | - | 0.15 | - | - | - |
| Dépôts devises des institutions financières monétaires | 4,555.40 | 5,172.89 | 6,156.95 | 6,561.48 | 8,830.27 | 11,159.24 | 24,697.01 | 28,862.52 | 36,993.64 | 30,005.71 |
| Bons BRH émis | 3,545.12 | 5,501.00 | 7,809.00 | 9,013.29 | 9,601.00 | 9,552.00 | 9,210.00 | 6,328.00 | 5,742.00 | 5,945.00 |
| Engagements envers secteur privé | 8,685.16 | 10,546.58 | 11,158.59 | 11,570.40 | 13,030.00 | 13,447.74 | 17,282.44 | 18,401.20 | 20,231.50 | 21,352.02 |
| Monnaie fiduciaire en circulation | 8,685.16 | 10,546.58 | 11,158.59 | 11,570.40 | 13,030.00 | 13,447.74 | 17,282.44 | 18,401.20 | 20,231.50 | 21,352.02 |
| Monnaie hors BRH | 10,242.74 | 12,422.55 | 12,986.25 | 13,166.20 | 14,913.15 | 15,546.48 | 19,655.93 | 21,328.13 | 22,904.09 | 24,082.41 |
| Encaisses des institutions financières monétaires | -1,557.58 | -1,875.97 | -1,827.65 | -1,595.80 | -1,883.15 | -2,098.74 | -2,373.48 | -2,926.93 | -2,672.58 | -2,730.38 |
| Allocations de DTS 1/ | -740.90 | -854.54 | -791.26 | -775.70 | -852.18 | - | - | - | - | - |

Source : Banque de la République d'Haïti (BRH).
1/ Suite à une revision méthodologique, les Allocations DTS figurent au compte Capital en sept 97.

## Tableau I.10

Bilan consolidé des banques commerciales [1/]
(en millions de gourdes)

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Avoirs extérieurs nets | 6,119.10 | 10,403.77 | 12,723.75 | 11,257.61 | 18,075.41 | 16,537.21 | 28,081.80 | 32,111.10 | 28,540.72 | 22,638.31 |
| Réserves | 21,047.17 | 21,887.68 | 25,552.78 | 28,481.17 | 33,518.06 | 38,308.26 | 56,755.50 | 60,005.12 | 63,086.86 | 60,766.45 |
| Dépôts à la Banque Centrale | 15,945.82 | 14,484.61 | 15,916.13 | 17,872.04 | 22,041.91 | 26,657.52 | 45,172.02 | 50,750.20 | 54,741.87 | 52,101.13 |
| Encaisses en monnaie nationale | 1,557.58 | 1,875.97 | 1,827.65 | 1,595.84 | 1,883.15 | 2,098.74 | 2,373.48 | 2,926.93 | 2,602.99 | 2,720.33 |
| Bons BRH | 3,543.78 | 5,527.10 | 7,809.00 | 9,013.29 | 9,593.00 | 9,552.00 | 9,210.00 | 6,328.00 | 5,742.00 | 5,944.99 |
| Portefeuille de crédit | 20,238.67 | 24,534.33 | 25,953.34 | 28,404.57 | 35,753.71 | 41,012.36 | 38,426.78 | 48,229.06 | 62,985.65 | 76,274.74 |
| Crédit au secteur public | - | - | 172.69 | - | - | - | - | - | - | 2,875.00 |
| Crédit au secteur privé | 20,238.67 | 24,534.33 | 25,780.66 | 28,404.57 | 35,753.71 | 41,012.36 | 38,426.78 | 48,229.06 | 62,985.65 | 73,399.74 |
| Comptes de capital | -4,402.69 | -5,067.98 | -6,670.77 | -8,612.65 | -9,160.79 | -10,025.45 | -10,723.68 | -11,753.22 | -13,560.63 | -15,099.94 |
| Autres postes non classés | 5,698.12 | 6,567.40 | 7,590.91 | 9,219.66 | 9,109.22 | 3,962.79 | -3,801.48 | -8,720.99 | -12,347.57 | -5,431.22 |
| Total actif | 48,700.37 | 58,325.20 | 65,150.01 | 68,750.37 | 87,295.61 | 89,795.18 | 108,738.92 | 119,871.08 | 128,705.02 | 139,148.34 |
| Engagements envers la BRH | 3.00 | 3.00 | 3.00 | 278.00 | 278.00 | 278.00 | 3.00 | - | 134.34 | 872.02 |
| Engagements envers Inst. Fin. Non-Bancaires | 61.08 | 64.14 | 108.02 | 142.13 | 104.56 | 171.00 | 142.36 | 138.60 | 227.89 | 440.09 |
| Engagements envers le secteur privé | 48,075.80 | 57,743.14 | 63,932.24 | 67,093.31 | 79,549.65 | 89,346.18 | 108,593.56 | 119,732.49 | 127,215.45 | 136,708.89 |
| Dépôts en gourdes | 25,823.64 | 28,292.06 | 31,533.04 | 32,973.64 | 37,050.01 | 41,181.54 | 48,238.44 | 50,972.96 | 53,441.62 | 59,531.77 |
| Dépôts en dollars | 22,252.16 | 29,451.08 | 32,399.21 | 34,119.67 | 42,499.64 | 48,164.64 | 60,355.11 | 68,759.52 | 73,773.84 | 77,177.13 |
| Engagements envers le secteur public | 560.49 | 514.92 | 1,106.75 | 1,236.93 | 7,363.40 | - | - | - | 1,127.35 | 1,127.35 |
| Total passif | 48,700.37 | 58,325.20 | 65,150.01 | 68,750.37 | 87,295.61 | 89,795.18 | 108,738.92 | 119,871.08 | 128,705.02 | 139,148.34 |

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).
1/ Y compris Capital Bank en 1996 et SOGEBEL en 1997.

## Tableau I.11

### Bilan consolidé des banques commerciales
(en millions de gourdes)

| | Octobre 2012 | Novembre 2012 | Décembre 2012 | Janvier 2013 | Février. 2013 | Mars 2013 | Avril. 2013 | Mai 2013 | Juin 2013 | Juillet. 2013 | Août 2013 | Septembre. 2013 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Avoirs extérieurs nets | 26,446.62 | 27,204.69 | 28,891.11 | 28,744.16 | 26,936.80 | 25,380.46 | 25,171.83 | 24,235.94 | 25,647.02 | 24,785.06 | 23,849.00 | 22,638.31 |
| Réserves | 63,355.66 | 66,838.05 | 60,204.84 | 59,749.67 | 61,511.79 | 61,510.72 | 62,791.07 | 62,196.07 | 61,087.73 | 60,903.33 | 59,624.81 | 60,766.45 |
| Dépôts à la BRH | 54,056.58 | 56,127.40 | 50,955.67 | 48,520.26 | 51,474.33 | 53,456.85 | 53,380.98 | 52,459.80 | 52,606.46 | 51,471.06 | 52,069.40 | 52,101.13 |
| Encaisses en monnaie nationale | 3,596.09 | 3,682.65 | 3,503.17 | 4,548.42 | 3,615.47 | 2,823.87 | 2,831.10 | 3,207.17 | 2,851.38 | 3,124.20 | 2,955.86 | 2,720.33 |
| Bons BRH | 5,703.00 | 7,028.00 | 5,746.00 | 6,681.00 | 6,422.00 | 5,230.00 | 6,579.00 | 6,529.11 | 5,629.89 | 6,308.07 | 4,599.55 | 5,944.99 |
| Portefeuille de crédit | 66,066.24 | 64,939.55 | 65,621.15 | 66,135.97 | 67,247.81 | 68,284.48 | 68,731.14 | 69,971.15 | 70,803.31 | 71,021.44 | 71,402.86 | 73,399.74 |
| Crédit au secteur public | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Crédit au secteur privé | 66,066.24 | 64,939.55 | 65,621.15 | 66,135.97 | 67,247.81 | 68,284.48 | 68,731.14 | 69,971.15 | 70,803.31 | 71,021.44 | 71,402.86 | 73,399.74 |
| Comptes de capital | -13,744.74 | -16,640.34 | -16,202.21 | -16,425.71 | -16,336.97 | -15,887.29 | -16,184.38 | -14,263.42 | -14,408.83 | -14,789.43 | -15,076.58 | -15,099.94 |
| Autres postes non classés | 9,563.55 | 9,707.26 | 13,730.05 | 13,664.59 | 11,248.05 | 10,213.14 | 10,299.83 | 7,373.52 | 7,803.19 | 6,688.50 | 8,218.05 | 9,424.80 |
| Total actif | 151,687.33 | 152,049.21 | 152,244.94 | 151,868.69 | 150,607.49 | 149,501.50 | 150,809.48 | 149,513.27 | 150,932.43 | 148,608.91 | 148,018.13 | 151,129.35 |
| Engagements envers la BRH | 137.56 | 260.57 | 154.06 | 153.06 | 453.40 | 327.89 | 809.41 | 221.75 | 335.77 | 76.08 | 22.81 | 872.02 |
| Engagements envers Inst. Fin. Non-Banc. | 216.83 | 266.01 | 210.87 | 207.51 | 228.82 | 195.70 | 370.14 | 513.23 | 485.08 | 501.61 | 503.91 | 440.09 |
| Engagements envers le secteur privé | 128,332.97 | 126,446.79 | 127,513.37 | 134,663.78 | 134,489.77 | 135,141.48 | 134,833.75 | 133,731.57 | 136,723.93 | 135,690.59 | 135,651.72 | 137,483.89 |
| Dépôts en gourdes | 56,013.80 | 54,504.60 | 55,939.16 | 58,840.42 | 59,938.91 | 60,556.63 | 59,386.55 | 57,683.78 | 58,911.05 | 58,044.69 | 58,472.90 | 60,306.77 |
| Dépôts en dollars | 72,319.16 | 71,942.19 | 71,574.21 | 75,823.37 | 74,550.86 | 74,584.86 | 75,447.20 | 76,047.79 | 77,812.88 | 77,645.90 | 77,178.82 | 77,177.13 |
| Engagements envers le secteur public | 22,999.98 | 25,075.84 | 24,366.64 | 16,844.34 | 15,435.49 | 13,836.42 | 14,796.19 | 15,046.72 | 13,387.64 | 12,340.62 | 11,839.69 | 12,333.36 |
| Total passif | 151,687.33 | 152,049.21 | 152,244.94 | 151,868.69 | 150,607.49 | 149,501.50 | 150,809.48 | 149,513.27 | 150,932.43 | 148,608.91 | 148,018.13 | 151,129.35 |

Source : Banque de la République d'Haïti (BRH).

## Tableau I.12

Résumé des Opérations Financières
de l' Administration Centrale 1/

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011[1/] | 2012 | 2013 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Recettes Totales | 12,473.90 | 16,252.90 | 19,912.49 | 23,667.08 | 26,961.75 | 31,303.60 | 31,445.30 | 38,932.55 | 42,313.15 | 44,751.38 |
| Recettes Courantes | 12,473.90 | 16,252.90 | 19,912.49 | 23,667.08 | 26,961.75 | 31,303.60 | 31,445.30 | 38,932.55 | 42,313.15 | 44,751.38 |
| Recettes internes | 8,778.00 | 10,901.30 | 13,144.70 | 15,656.91 | 18,025.51 | 19,948.14 | 19,489.64 | 24,613.13 | 28,330.67 | 29,412.58 |
| Dont: Impôt sur le revenu et les bénéfices | 2,779.20 | 3,796.90 | 4,083.70 | 4,361.16 | 5,111.12 | 5,449.09 | 5,991.36 | 6,867.16 | 9,912.13 | 9,449.14 |
| Taxe sur le chiffre d'affaires | 3,458.20 | 4,038.30 | 5,893.80 | 6,844.00 | 8,206.74 | 9,105.13 | 8,477.02 | 10,329.20 | 11,974.81 | 13,435.51 |
| Droits d'accises | 1,231.70 | 1,246.10 | 1,278.20 | 1,784.45 | 1,284.09 | 1,979.94 | 1,454.54 | 952.78 | 1,120.61 | 911.56 |
| Recettes douanières | 3,527.60 | 4,437.80 | 6,240.56 | 6,923.90 | 7,917.12 | 9,013.28 | 11,493.80 | 13,764.87 | 13,843.21 | 14,290.17 |
| Dont: Droits de douanes | 1,767.00 | 2,324.70 | 3,274.50 | 3,527.40 | 4,058.00 | 4,809.68 | 7,089.06 | 7,635.23 | 8,162.89 | 8,534.28 |
| Frais de vérification | 1,464.30 | 1,769.00 | 2,578.00 | 2,788.10 | 3,181.85 | 3,562.03 | 3,234.95 | 4,339.94 | 4,852.63 | 4,896.09 |
| Autres recettes 2/ | 168.30 | 913.80 | 527.23 | 1,086.27 | 1,019.12 | 2,342.18 | 461.86 | 554.55 | 139.27 | 1,048.63 |
| Transferts des Entreprises Publiques | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dépenses Totales | 16,838.30 | 19,247.30 | 21,203.80 | 28,369.05 | 30,346.07 | 35,554.56 | 37,966.95 | 42,709.00 | 57,722.69 | 58,959.73 |
| Dépenses Courantes | 12,910.60 | 17,220.30 | 19,366.80 | 22,326.05 | 27,019.07 | 29,605.48 | 28,258.95 | 35,825.93 | 45,434.69 | 45,510.73 |
| Dépenses sur biens et services | 11,321.10 | 13,860.70 | 14,665.20 | 20,212.02 | 24,662.64 | 25,999.55 | 24,617.12 | 32,190.58 | 40,631.76 | 40,631.76 |
| Traitements et salaires | 4,142.60 | 5,853.00 | 6,871.20 | 8,830.82 | 12,855.63 | 14,464.95 | 13,437.23 | 15,474.06 | 21,185.80 | 21,185.80 |
| Autres achats de biens et services | 7,178.50 | 8,007.70 | 7,794.00 | 11,381.20 | 11,807.01 | 11,534.60 | 11,179.89 | 16,716.58 | 19,445.96 | 19,445.96 |
| Paiements d'intérêts | 930.30 | 1,607.90 | 2,318.90 | 750.78 | 730.21 | 1,336.44 | 1,408.02 | 848.11 | 983.02 | 1,059.06 |
| Dette interne | 480.00 | 400.00 | 1,540.00 | - | - | 827.51 | 1,100.40 | 825.153 | 916.31 | 917.61 |
| Dette externe | 450.30 | 1,207.90 | 778.90 | 750.78 | 730.21 | 508.93 | 307.62 | 22.9524 | 66.71 | 141.46 |
| Subventions et transferts courants | 398.20 | 1,322.60 | 1,840.40 | 1,363.24 | 1,626.22 | 2,269.50 | 2,233.80 | 2,787.31 | 3,819.90 | 3,819.90 |
| Autres dépenses | 261.00 | 429.10 | 542.30 | - | - | - | - | - | - | - |
| Dont: Dépenses exercices antérieurs | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dépenses d'Investissement ( Financées sur fonds locaux) | 3,927.70 | 2,027.00 | 1,837.00 | 6,043.00 | 3,327.00 | 5,949.08 | 9,708.00 | 6,883.00 | 12,288.00 | 13,449.00 |
| Solde Courant | -436.70 | -967.40 | 545.69 | 1,341.03 | -57.32 | 1,698.12 | 3,186.35 | 3,106.52 | -3,121.54 | -759.35 |
| Ajustement | -2,601.90 | -3,684.80 | -2,681.42 | -5,837.55 | -5,189.02 | -1,944.81 | -1,641.48 | -5,101.47 | -10,930.22 | -12,552.79 |
| Solde Global | -1,762.50 | 690.40 | 1,390.10 | 1,033.19 | 1,804.70 | -2,306.16 | -4,880.17 | 1,324.85 | -502.22 | -3,278.08 |
| Financement Total | 1,762.50 | -690.40 | -1,390.10 | -1,033.19 | -1,804.70 | 2,306.16 | 4,880.17 | -1,324.85 | 502.22 | 3,278.08 |
| Financement Externe | -948.90 | -587.50 | -828.60 | 252.81 | -781.09 | -129.55 | 9,765.41 | 3,414.34 | 1,112.62 | 1,638.80 |
| Dons externes au comptant | 21.00 | 2,140.60 | 766.50 | 1,235.70 | 361.10 | 900.23 | 9,904.49 | 3,498.73 | 1,137.60 | 1,774.82 |
| Prêts nets | -969.90 | -2,728.10 | -1,595.10 | -982.89 | -1,142.19 | -1,029.78 | -139.08 | -84.42 | -24.98 | -135.94 |
| Tirages | - | - | - | - | - | - | 93.78 | - | - | - |
| Amortissement | -969.90 | -2,728.10 | -1,595.10 | -982.89 | -1,142.19 | -1,029.78 | -232.86 | -84.42 | -24.98 | -135.94 |
| Financement Interne | 2,711.40 | -102.90 | -561.50 | -1,286.00 | -1,023.61 | 2,435.71 | -4,885.24 | -4,739.27 | -951.98 | 1,639.23 |
| Sytème bancaire | 2,688.90 | -84.20 | -560.60 | -1,274.80 | -1,023.61 | 2,435.71 | -4,884.85 | -4,739.27 | -610.47 | 1,639.23 |
| Dont: Autorités monétaires(BRH) | 2,820.10 | -21.20 | -344.00 | -949.00 | -665.74 | 2,515.11 | -90.43 | -3,093.70 | -268.86 | 2,269.79 |
| Autres sources | 22.50 | -18.70 | -0.90 | -11.20 | - | - | -0.39 | -1,654.25 | -341.50 | -630.54 |
| Dont arriérés de paiements | 22.50 | - | - | - | - | - | - | 8.61 | - | - |
| Pour mémoire : (en pourcentage du PIB) | | | | | | | | | | |
| Recettes courantes | 8.89 | 9.67 | 10.10 | 10.75 | 10.76 | 11.69 | 11.78 | 12.86 | 12.90 | 12.27 |
| Dépenses courantes | 9.20 | 10.25 | 9.82 | 10.14 | 10.78 | 11.05 | 10.59 | 11.83 | 12.13 | 12.48 |
| Dépenses d'investissement | 2.80 | 1.21 | 0.93 | 2.75 | 1.33 | 2.22 | 3.64 | 2.27 | 3.75 | 3.69 |
| Solde courant | -0.31 | -0.58 | 0.28 | 0.61 | -0.02 | 0.63 | 1.19 | 1.03 | 0.76 | -0.21 |
| Solde global | -1.26 | 0.41 | 0.71 | 0.47 | 0.72 | -0.86 | -1.83 | 0.44 | -0.15 | -0.90 |
| Dons | 0.01 | 1.27 | 0.39 | 0.56 | 0.14 | 0.34 | 3.71 | 1.16 | 0.35 | 0.49 |
| Prêts(bruts) | - | - | - | - | - | - | 0.04 | - | - | - |
| Financement externe | -0.68 | -0.35 | -0.42 | 0.11 | -0.31 | -0.05 | 3.66 | 1.13 | 0.34 | 0.45 |
| Financement BRH | 2.01 | -0.01 | -0.17 | -0.43 | -0.27 | 0.94 | -0.03 | -1.02 | -0.08 | 0.62 |
| PIB nominal | 140,387.00 | 168,035.00 | 197,138.00 | 220,110.00 | 250,590.00 | 267,880.00 | 266,952.00 | 302,854.00 | 328,061.00 | 364,811.00 |

Sources : BRH, MEF

1/ Opérations du Budget de Fonctionnement de l'Administration Centrale, enregistrées sur la base des encaissements et des décaissements.
2/ Cette rubrique regroupe les recettes non identifiées au niveau des recettes internes et douanières ainsi que les recouvrements de dette.

## Tableau I.13

Résumé des Opérations Financières de l'Administration Centrale [1/]
(en millions de gourdes)

| | 1er trimestre 2013 | | | 2e trimestre 2013 | | | 3e trimestre 2013 | | | 4e trimestre 2013 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Octobre 2012 | Novembre 2012 | Décembre 2012 | Janvier 2013 | Février 2013 | Mars 2013 | Avril 2013 | Mai 2013 | Juin 2013 | Juillet 2013 | Août 2013 | Septembre 2013 | Octobre 2012-Septembre 2013 |
| Recettes totales (incluant les dons) | 3,753.73 | 3,436.22 | 4,345.14 | 3,989.97 | 3,233.80 | 3,663.33 | 3,728.56 | 3,807.04 | 4,552.02 | 3,790.86 | 3,896.89 | 4,328.62 | 46,526.19 |
| Recettes totales | 3,753.73 | 3,436.22 | 3,930.14 | 3,989.97 | 3,233.80 | 3,663.33 | 3,728.56 | 3,807.04 | 4,084.52 | 3,790.86 | 3,896.89 | 3,436.30 | 44,751.37 |
| Recettes courantes | 3,753.73 | 3,436.22 | 3,930.14 | 3,989.97 | 3,233.80 | 3,663.33 | 3,728.56 | 3,807.04 | 4,084.52 | 3,790.86 | 3,896.89 | 3,436.30 | 44,751.37 |
| Recettes internes | 2,753.87 | 2,171.25 | 2,675.12 | 2,692.10 | 2,227.74 | 2,512.28 | 2,511.06 | 2,494.77 | 2,483.39 | 2,179.43 | 2,456.73 | 2,254.85 | 29,412.58 |
| Recettes douanières | 967.49 | 1,255.64 | 1,234.53 | 1,294.92 | 989.10 | 1,140.32 | 1,180.88 | 1,257.26 | 1,379.07 | 1,204.12 | 1,220.18 | 1,166.66 | 14,290.16 |
| Recettes non classées [1/] | 32.38 | 9.34 | 20.49 | 2.96 | 16.95 | 10.73 | 36.63 | 55.01 | 222.06 | 407.31 | 219.98 | 14.80 | 1,048.63 |
| Transferts des entreprises publiques | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dons externes au comptant | - | - | 415.00 | - | - | - | - | - | 467.50 | - | - | 892.32 | 1,774.82 |
| Dépenses totales | 3,775.11 | 4,044.89 | 5,081.06 | 6,353.98 | 3,635.32 | 6,671.12 | 4,026.42 | 3,578.23 | 4,092.32 | 5,409.89 | 4,134.31 | 8,157.09 | 58,959.73 |
| Dépenses courantes | 3,743.11 | 3,044.89 | 4,224.06 | 4,045.98 | 2,726.32 | 6,400.12 | 3,147.42 | 2,200.23 | 3,123.32 | 4,636.89 | 3,630.31 | 4,588.09 | 45,510.73 |
| Dépenses sur biens et services | 3,374.00 | 2,526.65 | 4,017.85 | 3,476.38 | 2,507.05 | 5,934.03 | 2,741.79 | 1,825.39 | 2,772.67 | 4,310.57 | 3,145.05 | 4,000.34 | 40,631.76 |
| Traitements et salaires | 1,053.92 | 1,685.54 | 2,531.05 | 2,333.13 | 1,611.75 | 1,649.32 | 1,643.85 | 1,843.18 | 1,651.16 | 1,703.34 | 1,691.93 | 1,787.63 | 21,185.80 |
| Dépenses de fonctionn. / Achats de b & s | 2,320.07 | 841.11 | 1,486.81 | 1,143.25 | 895.30 | 4,284.72 | 1,097.93 | -17.79 | 1,121.51 | 2,607.23 | 1,453.12 | 2,212.71 | 19,445.96 |
| Paiements d'intérêts | 1.90 | 184.33 | 6.63 | 91.60 | 91.60 | 94.87 | 91.90 | 105.52 | 110.94 | 94.01 | 138.18 | 47.59 | 1,059.06 |
| Subventions | 367.21 | 333.91 | 199.58 | 478.00 | 127.67 | 371.21 | 313.73 | 269.32 | 239.72 | 232.30 | 347.09 | 540.16 | 3,819.90 |
| Autres dépenses | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dépenses d'investissement | 32.00 | 1,000.00 | 857.00 | 2,308.00 | 909.00 | 271.00 | 879.00 | 1,378.00 | 969.00 | 773.00 | 504.00 | 3,569.00 | 13,449.00 |
| Solde courant | 10.62 | 391.34 | -293.92 | -56.02 | 507.48 | -2,736.79 | 581.14 | 1,606.81 | 961.20 | -846.03 | 266.58 | -1,151.78 | -759.35 |
| Ajustement [2/] | 249.53 | -998.49 | -155.09 | 2,634.73 | 667.68 | -3,276.60 | -2,184.70 | -1,271.30 | 463.65 | -1,014.07 | -1,317.15 | -4,728.42 | -10,930.22 |
| Solde global [3/] | -270.90 | 389.83 | -995.90 | -4,998.74 | -1,069.19 | 268.81 | 1,886.84 | 1,500.11 | -471.40 | -604.96 | 1,079.72 | 7.63 | -3,278.14 |
| Financement total | 270.90 | -389.83 | 995.83 | 4,998.74 | 1,069.19 | -268.81 | -1,886.84 | -1,500.11 | 471.46 | 604.96 | -1,079.72 | -7.63 | 3,278.13 |
| Financement externe | -7.59 | - | 415.00 | - | -7.20 | 0.23 | - | -52.97 | 433.68 | -8.22 | -10.48 | 876.42 | 1,638.88 |
| Prêts concessionnels | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres Prêts | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Amortissements | -7.59 | - | - | - | -7.20 | 0.23 | - | -52.97 | -33.82 | -8.22 | -10.48 | -15.90 | -135.94 |
| Financement interne | 278.49 | -389.83 | 580.83 | 4,998.74 | 1,076.39 | -269.05 | -1,886.84 | -1,447.14 | 37.78 | 613.18 | -1,069.25 | -884.05 | 1,639.25 |
| Financement BRH [4/] | 1,456.50 | -802.47 | -1,084.33 | 1,298.42 | 1,050.21 | 77.10 | 602.65 | 19.30 | -239.93 | 2,299.93 | -1,791.89 | -615.68 | 2,269.79 |
| Financement BNC | -1,177.77 | 415.50 | 1,662.50 | 3,700.59 | 29.06 | -344.42 | -2,493.05 | -1,463.55 | 279.36 | -1,693.04 | 724.86 | -286.68 | -646.66 |
| Autres sources [5/] | -0.24 | -2.86 | 2.67 | -0.26 | -2.87 | -1.72 | 3.56 | -2.89 | -1.65 | 6.28 | -2.21 | 18.31 | 16.11 |

Sources : Direction du Contrôle du Crédit, BRH; Ministère de l'Économie et des Finances.
1/ Base : encaissements-décaissements.
2/ Le poste «ajustement» permet de rétablir l'équilibre comptable entre la balance globale et le financement.
3/ Le solde global est déterminé à partir des opérations considérées comme les moyens de son financement.
4/ Exclut les comptes STABEX, PL-480, Farine Canada et Don Japonais.
5/ Incluant les dépôts du gouvernement dans les banques commerciales publiques et privées.

## Tableau I.14

Résumé de la Balance des Paiements d'Haïti
En millions de Dollars É.U. (sauf indication contraire)

| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011(P/) | 2012(P/) | 2013(P/) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| A. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES | -204.83 | -122.17 | -101.83 | -323.17 | -434.36 | -543.89 |
| Biens et Services | -1,936.59 | -1,770.19 | -3,270.93 | -3,121.30 | -2,870.72 | -2,883.92 |
| Crédit | 917.20 | 1,034.00 | 1,016.38 | 1,311.69 | 1,324.62 | 1,535.55 |
| Débit | -2,853.80 | -2,804.19 | -4,287.31 | -4,432.98 | -4,195.34 | -4,419.47 |
| Biens | -1,617.55 | -1,481.11 | -2,446.67 | -2,545.92 | -2,303.71 | -2,445.66 |
| Crédit | 490.20 | 551.00 | 563.38 | 768.09 | 775.62 | 883.55 |
| Débit | -2,107.76 | -2,032.11 | -3,010.05 | -3,314.00 | -3,079.33 | -3,329.21 |
| Services | -319.04 | -289.08 | -824.26 | -575.38 | -567.01 | -438.26 |
| Crédit | 427.00 | 483.00 | 453.00 | 543.60 | 549.00 | 652.00 |
| Débit | -746.04 | -772.08 | -1,277.26 | -1,118.98 | -1,116.01 | -1,090.26 |
| Revenus | 5.55 | 12.80 | 22.28 | 41.00 | 68.45 | 56.73 |
| Crédit | 28.03 | 31.13 | 32.70 | 44.24 | 72.41 | 71.77 |
| Débit | -22.48 | -18.33 | -10.42 | -3.24 | -3.96 | -15.04 |
| Transferts courants | 1,726.21 | 1,635.22 | 3,146.83 | 2,757.13 | 2,367.91 | 2,283.30 |
| Crédit: | 1,843.29 | 1,770.05 | 3,313.80 | 2,997.37 | 2,599.84 | 2,530.99 |
| Dons officiels | 473.54 | 394.50 | 1,840.00 | 1,446.00 | 987.51 | 750.00 |
| Envois de fonds des travailleurs | 1,369.75 | 1,375.55 | 1,473.80 | 1,551.37 | 1,612.33 | 1,780.99 |
| Débit | -117.08 | -134.82 | -166.98 | -240.24 | -231.92 | -247.69 |
| B. COMPTE DE CAPITAL | — | 893.39 | 1,470.98 | 726.38 | 75.69 | 20.00 |
| Crédit | — | 893.39 | 1,470.98 | 726.38 | 75.69 | 20.00 |
| Débit | — | — | — | — | — | — |
| C. COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES | 308.23 | -453.02 | -754.46 | -143.13 | 600.05 | 631.24 |
| Investissements directs | 29.80 | 55.47 | 178.00 | 119.00 | 156.00 | 186.00 |
| Autres Investissements | 278.43 | -508.49 | -932.46 | -262.13 | 444.05 | 445.24 |
| Administrations publiques | 284.11 | -706.86 | -529.73 | -221.44 | 368.72 | 387.49 |
| Décaissements | 333.87 | 224.81 | 291.41 | 341.43 | 374.71 | 398.37 |
| Amortissements | 49.76 | 931.67 | 821.14 | 562.87 | 5.99 | 10.88 |
| Dont annulation de dette | | 893.39 | 812.98 | 556.38 | — | — |
| Secteur bancaire (net) | -141.67 | 56.54 | -307.21 | -82.98 | 111.24 | 159.61 |
| Secteur non bancaire (net) | 86.00 | 19.00 | -52.00 | 1.00 | — | 1.00 |
| Autres avoirs et engagements(nets) | 49.99 | 122.82 | -43.52 | 41.29 | -35.91 | -102.86 |
| D. ERREURS ET OMISSIONS NETTES | -13.02 | -167.73 | 128.14 | -73.93 | 11.10 | -472.64 |
| BALANCE GLOBALE | 90.38 | 150.47 | 742.83 | 186.15 | 252.49 | -365.29 |
| E. FINANCEMENT | -90.38 | -150.47 | -742.83 | -186.15 | -252.49 | 365.29 |
| Avoirs de réserve 1/ | -163.28 | -239.89 | -844.89 | -209.30 | -284.58 | -58.29 |
| Utilisation des crédits et prêts du FMI | 49.20 | 64.84 | 96.86 | 12.45 | 22.42 | 9.64 |
| Autres Engagements 2/ | 0.71 | 3.09 | -0.08 | 3.20 | 4.06 | 396.09 |
| Variation des arriérés de paiement 3/ | — | — | — | — | — | — |
| Capitalisation d'intérêts | — | — | — | — | — | 5.81 |
| Remise de dette | 18.66 | 17.87 | 3.07 | 4.49 | 1.96 | 5.28 |
| Rééchelonnement obtenu | 4.33 | 3.63 | 2.21 | 3.01 | 3.66 | 6.76 |
| Pour mémoire | | | | | | |
| Assistance externe | 806.85 | -247.52 | 1,407.13 | 1,237.01 | 1,378.65 | 1,147.13 |
| Dons officiels 4/ | 473.54 | 394.50 | 1,840.00 | 1,446.00 | 987.51 | 750.00 |
| Prêts nets | 333.31 | -642.02 | -432.87 | -208.99 | 391.14 | 397.13 |
| | | | En pourcentage du PIB | | | |
| Compte de transanctions courantes (incluant dons officiels) | -3.13 | -1.86 | -1.55 | -4.37 | -5.56 | -6.43 |
| Compte de transactions courantes (hors dons officiels) | -10.36 | -7.89 | -29.64 | -23.94 | -18.20 | -15.30 |
| Exportations de biens et services | 14.01 | 15.78 | 15.52 | 17.75 | 16.96 | 18.16 |
| Importations de biens et services | -43.58 | -42.80 | -65.45 | -60.00 | -53.71 | -52.25 |
| Balance globale | 1.38 | 2.30 | 11.34 | 2.52 | 3.23 | -4.32 |

Sources : Service Economie Internationale/ Direction Affaires Internationales/BRH
Banque des Règlements Internationaux (BRI)
1/ Variation des avoirs de réserve bruts
Le signe ( - ) singifie une augmentation
2/ Engagements à court terme envers les Organisations financières internationales
3/ Sans signe = accumulation; ( - ) = remboursement
N.B : r
(P) : Données provisoires

## Tableau I.15

### Position Extérieure Globale d'Haïti 1/
### (En Millions de Dollars É.U.)

| | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011[1/] | 2012[P/] | 2013[P/] |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| AVOIRS | 963.18 | 1,226.82 | 1,297.80 | 2,298.12 | 2,464.86 | 3,262.26 | 2,744.52 |
| Investissements directs haïtiens à l'étranger | — | — | — | — | — | — | — |
| Autres investissements | 706.58 | 938.52 | 881.98 | 1,201.71 | 1,287.33 | 1,255.43 | 1,110.61 |
| Secteur bancaire | 348.39 | 509.61 | 451.21 | 764.40 | 818.59 | 719.38 | 623.99 |
| Secteur non bancaire | 308.00 | 379.00 | 362.00 | 385.00 | 414.00 | 476.00 | 327.00 |
| Autres | 50.19 | 49.91 | 68.77 | 52.31 | 54.74 | 60.05 | 159.62 |
| Avoirs de réserve nets des autorités monétaires | 256.60 | 288.30 | 415.82 | 1,096.41 | 1,177.54 | 2,006.83 | 1,633.91 |
| ENGAGEMENTS | 2,140.26 | 2,568.16 | 2,130.95 | 1,852.53 | 1,757.71 | 2,287.50 | 3,359.98 |
| Investissements directs étrangers en Haïti | 362.24 | 391.68 | 447.10 | 624.84 | 743.67 | 899.67 | 1,085.67 |
| Autres investissements | 1,778.02 | 2,176.48 | 1,683.85 | 1,227.69 | 1,014.04 | 1,387.83 | 2,274.31 |
| Secteur Public | 1,541.20 | 1,884.72 | 1,247.15 | 863.08 | 657.30 | 1,049.20 | 1,474.12 |
| Secteur bancaire | 37.65 | 57.15 | 55.34 | 61.30 | 32.52 | 45.01 | 106.46 |
| Secteur non bancaire | 122.00 | 107.00 | 109.00 | 91.00 | 65.00 | 62.00 | 66.00 |
| Autres | 77.17 | 127.61 | 272.36 | 212.30 | 259.22 | 231.62 | 627.73 |
| POSITION EXTÉRIEURE NETTE | -1,177.08 | -1,341.34 | -833.15 | 445.59 | 707.16 | 974.76 | -615.46 |

Sources : Service Economie Internationale/ Direction Affaires Internationales/BRH
Banque des Règlements Internationaux (BRI)
(P):Données provisoires
1/La position est calculée au terme de l'exercice se terminant le 30 Septembre

## Tableau I.16

Valeur des Principaux Produits Exportés
(En Millions de Dollars É.U.)

| Période | Café | Cacao | Huiles essentielles | Mangues | Langoustes | Autres produits Primaires | Petite industrie | Articles manufacturés. 1/ | Autres produits industriels | Ajustements pour évaluation | Total 2/ | Ajustements pour classification | Total Export. 3/ (FOB) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2009 | 2.65 | 7.42 | 9.80 | 11.07 | 3.43 | 1.21 | 3.08 | 191.60 | 1.25 | 19.81 | 251.32 | 299.68 | 551.00 |
| 2010 | 1.34 | 9.05 | 13.94 | 7.61 | 3.60 | 1.08 | 3.11 | 195.95 | 0.96 | 20.25 | 256.90 | 306.48 | 563.38 |
| 2011 (P) | 7.00 | 6.87 | 16.37 | 10.56 | 5.85 | 1.51 | 4.18 | 267.81 | 1.52 | 27.53 | 349.21 | 418.88 | 768.09 |
| 2012 (P) | 4.72 | 9.25 | 8.63 | 10.06 | 5.75 | 1.68 | 4.23 | 273.69 | 1.38 | 28.14 | 347.53 | 428.09 | 775.62 |
| 2013 (P) | 3.04 | 4.88 | 15.71 | 12.45 | 3.61 | 1.10 | 4.79 | 314.42 | 1.03 | 30.75 | 391.77 | 491.78 | 883.55 |
| 2009 | | | | | | | | | | | | | |
| 1er Trimestre | 0.11 | 3.02 | 2.50 | 0.03 | 0.76 | 0.19 | 0.67 | 41.91 | 0.34 | 4.24 | 53.76 | 65.55 | 119.30 |
| 2e Trimestre | 1.20 | 0.75 | 4.17 | 0.11 | 0.80 | 0.13 | 0.68 | 39.49 | 0.26 | 4.07 | 51.66 | 61.76 | 113.42 |
| 3e Trimestre | 0.92 | 2.52 | 1.61 | 7.21 | 1.07 | 0.59 | 0.87 | 53.94 | 0.30 | 5.91 | 74.94 | 84.38 | 159.32 |
| 4e Trimestre | 0.43 | 1.13 | 1.52 | 3.72 | 0.79 | 0.30 | 0.86 | 56.26 | 0.35 | 5.60 | 70.97 | 88.00 | 158.97 |
| 2010 | | | | | | | | | | | | | |
| 1er Trimestre | 0.25 | 3.30 | 1.66 | 0.01 | 1.24 | 0.24 | 0.82 | 51.30 | 0.24 | 5.06 | 64.13 | 80.24 | 144.37 |
| 2e Trimestre | 0.05 | 0.19 | 4.53 | 0.00 | 0.71 | 0.05 | 0.48 | 29.79 | 0.09 | 3.07 | 38.96 | 46.59 | 85.55 |
| 3e Trimestre | 0.51 | 4.62 | 4.70 | 5.50 | 0.59 | 0.56 | 0.86 | 55.41 | 0.33 | 6.26 | 79.34 | 86.67 | 166.01 |
| 4e Trimestre | 0.51 | 0.93 | 3.06 | 2.10 | 1.06 | 0.23 | 0.94 | 59.45 | 0.31 | 5.87 | 74.47 | 92.98 | 167.44 |
| 2011 (P) | | | | | | | | | | | | | |
| 1er Trimestre | 0.73 | 2.15 | 2.48 | 0.04 | 1.58 | 0.23 | 0.92 | 57.62 | 0.35 | 5.66 | 71.76 | 90.13 | 161.89 |
| 2e Trimestre | 2.01 | 1.94 | 7.71 | 0.07 | 1.20 | 0.26 | 0.93 | 58.56 | 0.24 | 6.24 | 79.17 | 91.59 | 170.76 |
| 3e Trimestre | 1.87 | 1.97 | 4.51 | 8.66 | 1.28 | 0.69 | 1.13 | 71.35 | 0.39 | 7.86 | 99.71 | 111.60 | 211.30 |
| 4e Trimestre | 2.39 | 0.81 | 1.67 | 1.79 | 1.79 | 0.34 | 1.21 | 80.28 | 0.54 | 7.77 | 98.58 | 125.56 | 224.14 |
| 2012 (P) | | | | | | | | | | | | | |
| 1er Trimestre | 1.09 | 1.60 | 1.70 | 0.24 | 2.09 | 0.30 | 0.99 | 64.06 | 0.46 | 6.35 | 78.88 | 100.20 | 179.08 |
| 2e Trimestre | 1.46 | 2.30 | 1.86 | 0.26 | 1.45 | 0.32 | 0.85 | 55.44 | 0.18 | 5.62 | 69.74 | 86.71 | 156.45 |
| 3e Trimestre | 1.21 | 2.98 | 3.43 | 7.86 | 1.09 | 0.71 | 1.15 | 75.00 | 0.40 | 8.17 | 102.00 | 117.31 | 219.31 |
| 4e Trimestre | 0.96 | 2.37 | 1.64 | 1.70 | 1.12 | 0.35 | 1.24 | 79.19 | 0.34 | 8.00 | 96.91 | 123.87 | 220.78 |
| 2013 (P) | | | | | | | | | | | | | |
| 1er Trimestre | 0.78 | 0.51 | 4.06 | - | 1.18 | 0.09 | 1.19 | 76.66 | 0.21 | 7.20 | 91.88 | 119.90 | 211.78 |
| 2e Trimestre | 0.80 | 0.08 | 3.61 | 0.87 | 0.80 | 0.09 | 1.04 | 68.38 | 0.22 | 6.44 | 82.33 | 106.95 | 189.28 |
| 3e Trimestre | 0.99 | 3.55 | 4.03 | 10.34 | 0.89 | 0.76 | 1.26 | 82.47 | 0.25 | 8.90 | 113.44 | 129.00 | 242.44 |
| 4e Trimestre | 0.47 | 0.74 | 4.00 | 1.24 | 0.74 | 0.16 | 1.30 | 86.91 | 0.35 | 8.21 | 104.11 | 135.93 | 240.05 |
| 2013 (P) | | | | | | | | | | | | | |
| Octobre | 0.20 | 0.13 | 1.78 | - | 0.19 | 0.02 | 0.40 | 27.18 | 0.06 | 2.55 | 32.51 | 42.51 | 75.02 |
| Novembre | 0.20 | 0.16 | 0.19 | - | 0.53 | 0.03 | 0.42 | 25.95 | 0.11 | 2.34 | 29.93 | 40.59 | 70.52 |
| Décembre | 0.38 | 0.22 | 2.09 | - | 0.46 | 0.04 | 0.37 | 23.53 | 0.04 | 2.31 | 29.44 | 36.80 | 66.24 |
| Janvier | 0.25 | 0.08 | 1.33 | - | 0.30 | 0.02 | 0.26 | 17.09 | 0.03 | 1.64 | 21.00 | 26.73 | 47.73 |
| Février | 0.33 | - | 1.10 | - | 0.29 | 0.02 | 0.36 | 23.85 | 0.08 | 2.21 | 28.24 | 37.30 | 65.54 |
| Mars | 0.22 | - | 1.18 | 0.87 | 0.21 | 0.05 | 0.42 | 27.44 | 0.11 | 2.59 | 33.09 | 42.92 | 76.01 |
| Avril | 0.40 | 0.39 | 1.33 | 2.74 | 0.19 | 0.18 | 0.41 | 27.05 | 0.09 | 2.79 | 35.57 | 42.31 | 77.88 |
| Mai | 0.25 | 1.48 | 1.35 | 4.87 | 0.43 | 0.34 | 0.46 | 29.28 | 0.09 | 3.28 | 41.83 | 45.80 | 87.63 |
| Juin | 0.34 | 1.68 | 1.35 | 2.73 | 0.27 | 0.24 | 0.39 | 26.14 | 0.07 | 2.83 | 36.04 | 40.89 | 76.93 |
| Juillet | 0.10 | - | 1.82 | 1.07 | 0.20 | 0.07 | 0.44 | 29.93 | 0.12 | 2.89 | 36.63 | 46.81 | 83.45 |
| Août | 0.25 | 0.16 | 1.65 | 0.16 | 0.22 | 0.04 | 0.40 | 26.66 | 0.15 | 2.54 | 32.23 | 41.70 | 73.94 |
| Septembre | 0.13 | 0.58 | 0.53 | 0.01 | 0.32 | 0.05 | 0.46 | 30.32 | 0.08 | 2.78 | 35.25 | 47.42 | 82.66 |

Sources : Service Economie Internationale \ Direction Affaires Internationales \ BRH
MCI, AGD - Sites Internet: Dpt du Commerce américain et Stat-Can - Base de données OCDE
1/ Produits des industries d'assemblage
2/ Exportations totales tenant compte de la valeur ajoutée des industries d'assemblage.
3/ Exportations brutes.
(P): Données provisoires

## Tableau I.17

Exportations aux U.S.A (F.O.B) (A base de Matières premières locales)
(En milliers de Dollars É.U)

| Période | Articles manufacturier en cuir | Articles manufacturier en bois Bois pour meubles | Vêtements & autres ouvrages. Produits textiles | Tapis & Accessoires Couverture | Objets de collection Travaux d'art Antiquités | Balais Brosses Ficelles | Articles déclarés & non déclarés | Autres: Articles en verre & en céramique | Sous-total | Marchandises retournées | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2009 | - | 70.66 | 2,937.03 | - | - | 0.83 | 45.05 | 111.71 | 3,165.28 | -94.96 | 3,070.32 |
| 2010 | - | 35.73 | 3,010.26 | 1.20 | - | - | 34.39 | 122.53 | 3,204.11 | -96.11 | 3,108.00 |
| 2011 (P) | 8.00 | 39.68 | 4,110.41 | - | - | - | 70.41 | 80.67 | 4,309.17 | -129.28 | 4,179.90 |
| 2012 (P) | 6.12 | 42.53 | 4,190.97 | 0.86 | - | 24.05 | 40.31 | 65.21 | 4,370.05 | -131.10 | 4,238.95 |
| 2013 (P) | 2.10 | 35.21 | 4,796.19 | - | - | 48.15 | 29.37 | 25.88 | 4,936.90 | -148.11 | 4,788.79 |
| 2009 | | | | | | | | | | | |
| 1er Trimestre | - | 31.67 | 642.62 | - | - | - | - | 11.44 | 685.73 | -20.57 | 665.16 |
| 2e Trimestre | - | 13.30 | 606.36 | - | - | - | - | 76.40 | 696.06 | -20.88 | 675.18 |
| 3e Trimestre | - | 25.69 | 824.71 | - | - | 0.48 | 29.84 | 16.98 | 897.70 | -26.93 | 870.77 |
| 4e Trimestre | - | - | 863.34 | - | - | 0.35 | 15.21 | 6.89 | 885.79 | -26.57 | 859.22 |
| 2010 | | | | | | | | | | | |
| 1er Trimestre | - | 15.62 | 786.73 | - | - | - | 4.13 | 43.86 | 850.34 | -25.50 | 824.84 |
| 2e Trimestre | - | 10.23 | 457.34 | - | - | - | 7.06 | 19.95 | 494.58 | -14.84 | 479.74 |
| 3e Trimestre | - | 3.69 | 852.55 | 1.20 | - | - | 11.84 | 18.05 | 887.33 | -26.61 | 860.72 |
| 4e Trimestre | - | 6.19 | 913.64 | - | - | - | 11.36 | 40.67 | 971.86 | -29.16 | 942.70 |
| 2011 (P) | | | | | | | | | | | |
| 1er Trimestre | 0.34 | 8.84 | 883.54 | - | - | - | 9.37 | 43.61 | 945.70 | -28.37 | 917.33 |
| 2e Trimestre | 7.66 | 11.75 | 899.91 | - | - | - | 23.05 | 11.77 | 954.14 | -28.62 | 925.51 |
| 3e Trimestre | - | 14.17 | 1,095.18 | - | - | - | 32.18 | 25.29 | 1,166.82 | -35.00 | 1,131.81 |
| 4e Trimestre | - | 4.92 | 1,231.78 | - | - | - | 5.82 | - | 1,242.52 | -37.28 | 1,205.24 |
| 2012 (P) | | | | | | | | | | | |
| 1er Trimestre | 4.38 | 2.02 | 981.97 | - | - | - | 7.61 | 18.70 | 1,014.68 | -30.44 | 984.24 |
| 2e Trimestre | 1.74 | 20.29 | 849.40 | - | - | - | 9.11 | - | 880.54 | -26.42 | 854.12 |
| 3e Trimestre | - | 2.65 | 1,148.45 | 0.35 | - | - | 21.51 | 19.63 | 1,192.59 | -35.78 | 1,156.81 |
| 4e Trimestre | - | 17.57 | 1,211.15 | 0.51 | - | 24.05 | 2.08 | 26.88 | 1,282.24 | -38.47 | 1,243.77 |
| 2013 (P) | | | | | | | | | | | |
| 1er Trimestre | - | 15.72 | 1,171.09 | - | - | 11.89 | 4.22 | 25.88 | 1,228.80 | -36.86 | 1,191.93 |
| 2e Trimestre | - | 3.75 | 1,043.63 | - | - | 11.63 | 7.44 | - | 1,066.43 | -31.99 | 1,034.44 |
| 3e Trimestre | 2.10 | 15.74 | 1,254.83 | - | - | 14.96 | 14.96 | - | 1,302.59 | -39.08 | 1,263.51 |
| 4e Trimestre | - | - | 1,326.64 | - | - | 9.68 | 2.76 | - | 1,339.08 | -40.17 | 1,298.90 |
| 2013 (P) | | | | | | | | | | | |
| Octobre | - | - | 414.71 | - | - | - | - | - | 414.71 | -12.44 | 402.27 |
| Novembre | - | 5.57 | 397.64 | - | - | - | 2.01 | 25.88 | 431.11 | -12.93 | 418.17 |
| Décembre | - | 10.14 | 358.73 | - | - | 11.89 | 2.21 | - | 382.98 | -11.49 | 371.49 |
| Janvier | - | 3.75 | 259.92 | - | - | - | - | - | 263.67 | -7.91 | 255.76 |
| Février | - | - | 364.74 | - | - | - | 5.13 | - | 369.88 | -11.10 | 358.78 |
| Mars | - | - | 418.96 | - | - | 11.63 | 2.30 | - | 432.88 | -12.99 | 419.90 |
| Avril | - | - | 412.24 | - | - | - | 6.34 | - | 418.58 | -12.56 | 406.02 |
| Mai | - | 10.54 | 444.26 | - | - | 14.96 | 8.62 | - | 478.39 | -14.35 | 464.03 |
| Juin | 2.10 | 5.20 | 398.33 | - | - | - | - | - | 405.62 | -12.17 | 393.45 |
| Juillet | - | - | 456.22 | - | - | - | - | - | 456.22 | -13.69 | 442.54 |
| Août | - | - | 406.49 | - | - | - | 2.76 | - | 409.25 | -12.28 | 396.97 |
| Septembre | - | - | 463.93 | - | - | 9.68 | - | - | 473.61 | -14.21 | 459.40 |

Sources : Service Economie Internationale \ Direction Affaires Internationales \ BRH
Département du Commerce des Etats-Unis d'Amérique
1/ Ce total sert de base pour le calcul de la rubrique "Petite Industrie" du tableau des X-Tot.
P : Données provisoires

## Tableau I.18

Exportations des industries d'assemblage aux U.S.A (F.O.B) (A base de matières premières importées)
(En milliers de dollars É.U)

| Période | Tulles, Dentelles Rubans, Ouvrages Brodés | Appareils (1) & Matériels électriques & électroniques | Machinerie & Accessoires | Art. de voyage Sacs à main (Bijouterie) | Vêtements & Art. pour vêtements | Chaussures | Ornements, Jouets & Articles de sport | Articles manufacturier en caoutchouc et en plastic | Autres Appareils optiques à enregistrer et à reproduire les sons | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2009 | 146.23 | 1,956.16 | - | 1,782.31 | 486,566.97 | - | 449.93 | 27.31 | 171.94 | 491,100.85 |
| 2010 | 112.05 | 3,135.49 | - | 1,693.68 | 500,686.38 | 0.50 | 433.32 | 50.19 | 26.76 | 506,138.37 |
| 2011 (P) | 135.58 | 2,911.99 | - | 1,876.75 | 680,958.66 | 3.62 | 314.05 | 67.50 | 3.05 | 686,271.19 |
| 2012 (P) | 106.61 | 3,121.85 | 4.00 | 1,364.19 | 699,348.16 | 475.00 | 1,022.80 | 486.46 | 94.02 | 706,023.09 |
| 2013 (P) | 30.64 | 2,429.24 | 2.06 | 1,436.17 | 794,569.19 | 2,276.55 | 1,683.48 | 454.97 | 65.83 | 802,948.13 |
| 2009 | | | | | | | | | | |
| 1er Trimestre | 50.07 | 533.61 | - | 574.36 | 106,460.91 | - | 102.44 | 6.41 | 24.13 | 107,751.93 |
| 2e Trimestre | 44.97 | 494.91 | - | 396.06 | 100,452.88 | - | 113.93 | - | 21.65 | 101,524.40 |
| 3e Trimestre | 18.35 | 469.90 | - | 351.64 | 136,626.24 | - | 130.95 | 8.64 | 60.82 | 137,666.54 |
| 4e Trimestre | 32.84 | 457.74 | - | 460.25 | 143,026.94 | - | 102.61 | 12.26 | 65.34 | 144,157.98 |
| 2010 | | | | | | | | | | |
| 1er Trimestre | 63.93 | 838.85 | - | 510.05 | 132,321.78 | - | 152.77 | 9.51 | 23.76 | 133,920.65 |
| 2e Trimestre | 2.98 | 424.66 | - | 205.59 | 75,766.06 | - | 109.67 | - | - | 76,508.96 |
| 3e Trimestre | 14.99 | 984.70 | - | 493.37 | 141,239.21 | 0.50 | 101.01 | 14.80 | - | 142,848.58 |
| 4e Trimestre | 30.15 | 887.28 | - | 484.67 | 151,359.33 | - | 69.87 | 25.88 | 3.00 | 152,860.18 |
| 2011 (P) | | | | | | | | | | |
| 1er Trimestre | 54.70 | 580.87 | - | 507.39 | 146,374.86 | 3.08 | 83.83 | 17.72 | - | 147,622.45 |
| 2e Trimestre | 22.58 | 663.69 | - | 576.37 | 149,085.01 | - | 87.21 | 2.32 | - | 150,437.18 |
| 3e Trimestre | 24.08 | 724.89 | - | 420.84 | 181,434.19 | 0.54 | 93.35 | 43.89 | - | 182,741.78 |
| 4e Trimestre | 34.23 | 942.54 | - | 372.15 | 204,064.60 | - | 49.66 | 3.57 | 3.05 | 205,469.79 |
| 2012 (P) | | | | | | | | | | |
| 1er Trimestre | 38.55 | 747.66 | - | 305.41 | 165,736.58 | 0.98 | 84.67 | 106.40 | 10.30 | 167,030.55 |
| 2e Trimestre | 21.55 | 868.41 | - | 344.50 | 142,704.56 | - | 135.13 | 42.79 | 61.65 | 144,178.59 |
| 3e Trimestre | 21.10 | 749.04 | 4.00 | 375.65 | 190,259.18 | 67.13 | 351.68 | 143.95 | 14.07 | 191,985.80 |
| 4e Trimestre | 25.41 | 756.74 | - | 338.63 | 200,647.84 | 406.89 | 451.32 | 193.32 | 8.00 | 202,828.15 |
| 2013 (P) | | | | | | | | | | |
| 1er Trimestre | 30.27 | 676.71 | 2.06 | 326.51 | 194,010.65 | 551.27 | 377.49 | 96.16 | 10.37 | 196,081.49 |
| 2e Trimestre | 0.37 | 744.68 | - | 309.09 | 172,893.93 | 468.20 | 379.06 | 38.96 | 20.00 | 174,854.29 |
| 3e Trimestre | - | 602.92 | - | 341.60 | 207,883.79 | 874.03 | 648.87 | 233.72 | 22.02 | 210,606.95 |
| 4e Trimestre | - | 404.93 | - | 458.97 | 219,780.82 | 383.05 | 278.06 | 86.13 | 13.44 | 221,405.40 |
| 2013 (P) | | | | | | | | | | |
| Octobre | 11.87 | 181.45 | - | 129.96 | 68,704.29 | 276.35 | 145.47 | 11.43 | - | 69,460.82 |
| Novembre | 7.62 | 217.61 | - | 113.44 | 65,876.36 | 75.12 | 80.46 | 41.46 | 8.00 | 66,420.07 |
| Décembre | 10.78 | 277.65 | 2.06 | 83.11 | 59,430.00 | 199.80 | 151.56 | 43.27 | 2.37 | 60,200.60 |
| Janvier | 0.37 | 240.01 | - | 76.69 | 43,060.88 | 260.07 | 106.69 | 13.28 | - | 43,757.99 |
| Février | - | 267.50 | - | 111.73 | 60,425.94 | 43.04 | 113.17 | - | - | 60,961.38 |
| Mars | - | 237.17 | - | 120.67 | 69,407.11 | 165.09 | 159.20 | 25.68 | 20.00 | 70,134.92 |
| Avril | - | 159.90 | - | 111.51 | 68,294.95 | 229.04 | 193.06 | 52.39 | - | 69,040.85 |
| Mai | - | 232.81 | - | 82.16 | 73,599.47 | 447.09 | 196.26 | 144.97 | 2.02 | 74,704.78 |
| Juin | - | 210.21 | - | 147.93 | 65,989.37 | 197.90 | 259.55 | 36.36 | 20.00 | 66,861.32 |
| Juillet | - | 234.58 | - | 145.80 | 75,581.12 | 185.86 | 143.95 | 40.35 | - | 76,331.65 |
| Août | - | - | - | 134.80 | 67,342.28 | 197.20 | 41.99 | 10.27 | - | 67,726.53 |
| Septembre | - | 170.35 | - | 178.36 | 76,857.42 | - | 92.12 | 35.52 | 13.44 | 77,347.21 |

Sources : Service Economie Internationale \ Direction Affaires Internationales \ BRH
Département du Commerce des Etats-Unis d'Amérique
P/ Données provisoires
(1) : Cette rubrique regroupe: les équipements de distribution, les récepteurs de radio et accessoires, les appareils électriques et accessoires , les circuits électroniques, les Transformateurs et Interrupteurs.

## Tableau I.19

**Importations Totales d'Haïti par Catégories de Produits.**
(En Millions de Dollars É.U.)

| | Produits Alimentaires | Boissons & Tabacs | Matières brutes non comestibles | Combustibles Minéraux | Huiles & Graisses | Produits Chimiques | Articles manufacturés | Machines & matériels de Transport | Articles manufacturés divers | Articles divers n.d.a. | Total (C.I.F) | Ajustements 1/ | Total Export (FOB) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2009 | 483.99 | 27.42 | 22.92 | 384.64 | 55.62 | 89.02 | 350.91 | 196.60 | 278.05 | 295.90 | 2,185.07 | 152.95 | 2,032.11 |
| 2010 | 624.68 | 48.67 | 43.38 | 545.67 | 76.83 | 102.03 | 637.86 | 744.03 | 403.25 | 10.23 | 3,236.63 | 226.56 | 3,010.07 |
| 2011 (P) | 534.30 | 30.94 | 42.17 | 770.38 | 55.76 | 129.62 | 793.04 | 688.25 | 502.32 | 17.14 | 3,563.93 | 249.48 | 3,314.46 |
| 2012 (P) | 523.06 | 31.85 | 26.34 | 820.47 | 24.91 | 106.55 | 673.04 | 654.43 | 434.31 | 16.15 | 3,311.11 | 231.78 | 3,079.33 |
| 2013 (P) | 622.44 | 69.24 | 49.56 | 950.97 | 55.16 | 220.43 | 643.23 | 543.69 | 410.85 | 14.22 | 3,579.79 | 250.59 | 3,329.21 |
| 2009 | | | | | | | | | | | | | |
| 1er Trimestre | 110.30 | 8.77 | 4.97 | 91.30 | 11.03 | 25.61 | 62.12 | 78.37 | 79.79 | 103.19 | 575.45 | 40.28 | 535.17 |
| 2e Trimestre | 119.33 | 5.44 | 5.74 | 96.08 | 12.64 | 19.24 | 68.22 | 41.15 | 61.31 | 69.85 | 499.00 | 34.93 | 464.07 |
| 3e Trimestre | 125.07 | 6.39 | 4.97 | 88.51 | 7.39 | 20.84 | 99.34 | 41.73 | 62.03 | 69.26 | 525.53 | 36.79 | 488.74 |
| 4e Trimestre | 129.29 | 6.82 | 7.24 | 108.75 | 24.56 | 23.33 | 121.23 | 35.35 | 74.92 | 53.60 | 585.09 | 40.96 | 544.13 |
| 2010 | | | | | | | | | | | | | |
| 1er Trimestre | 97.80 | 8.77 | 4.93 | 131.50 | 16.52 | 24.47 | 117.80 | 111.96 | 70.50 | 2.47 | 586.72 | 41.07 | 545.65 |
| 2e Trimestre | 92.52 | 8.59 | 7.57 | 95.11 | 23.69 | 15.93 | 103.55 | 185.82 | 47.60 | 0.45 | 580.82 | 40.66 | 540.16 |
| 3e Trimestre | 176.35 | 16.39 | 16.19 | 172.71 | 25.60 | 31.24 | 195.06 | 178.56 | 151.52 | 2.81 | 966.42 | 67.65 | 898.77 |
| 4e Trimestre | 258.01 | 14.92 | 14.69 | 146.36 | 11.02 | 30.39 | 221.45 | 267.69 | 133.64 | 4.51 | 1,102.68 | 77.19 | 1,025.49 |
| 2011 (P) | | | | | | | | | | | | | |
| 1er Trimestre | 129.90 | 6.50 | 10.01 | 120.98 | 13.99 | 36.49 | 207.69 | 229.83 | 167.19 | 6.13 | 928.72 | 65.01 | 863.71 |
| 2e Trimestre | 113.36 | 7.28 | 9.07 | 224.23 | 14.41 | 29.41 | 199.21 | 181.90 | 115.12 | 4.32 | 898.30 | 62.88 | 835.42 |
| 3e Trimestre | 117.14 | 11.87 | 11.20 | 216.46 | 20.50 | 30.29 | 176.75 | 145.29 | 110.73 | 2.95 | 843.19 | 59.02 | 784.16 |
| 4e Trimestre | 173.90 | 5.29 | 11.89 | 208.70 | 6.86 | 33.43 | 209.39 | 131.23 | 109.28 | 3.74 | 893.72 | 62.56 | 831.16 |
| 2012 (P) | | | | | | | | | | | | | |
| 1er Trimestre | 172.66 | 7.19 | 7.76 | 207.88 | 5.85 | 24.52 | 184.39 | 213.96 | 139.85 | 2.68 | 966.73 | 67.67 | 899.06 |
| 2e Trimestre | 133.65 | 9.34 | 5.10 | 225.65 | 1.02 | 25.24 | 177.53 | 156.44 | 87.70 | 8.34 | 830.01 | 58.10 | 771.91 |
| 3e Trimestre | 106.92 | 8.16 | 6.30 | 186.25 | 6.46 | 31.98 | 142.51 | 150.33 | 80.86 | 2.50 | 722.28 | 50.56 | 671.72 |
| 4e Trimestre | 109.84 | 7.16 | 7.18 | 200.69 | 11.59 | 24.82 | 168.60 | 133.70 | 125.90 | 2.63 | 792.09 | 55.45 | 736.65 |
| 2013 (P) | | | | | | | | | | | | | |
| 1er Trimestre | 134.23 | 21.39 | 12.58 | 281.21 | 16.39 | 42.89 | 159.65 | 135.33 | 111.83 | 2.75 | 918.25 | 64.28 | 853.97 |
| 2e Trimestre | 203.74 | 20.00 | 11.85 | 217.16 | 16.98 | 70.33 | 155.68 | 113.64 | 118.24 | 3.11 | 930.74 | 65.15 | 865.59 |
| 3e Trimestre | 162.83 | 19.74 | 17.64 | 214.10 | 14.48 | 78.66 | 159.73 | 189.23 | 92.52 | 2.18 | 951.11 | 66.58 | 884.53 |
| 4e Trimestre | 121.64 | 8.11 | 7.49 | 238.50 | 7.31 | 28.56 | 168.17 | 105.49 | 88.25 | 6.18 | 779.70 | 54.58 | 725.12 |
| 2013 (P) | | | | | | | | | | | | | |
| Octobre | 58.25 | 7.36 | 3.63 | 93.08 | 4.06 | 14.56 | 55.61 | 46.14 | 36.86 | 1.57 | 321.10 | 22.48 | 298.62 |
| Novembre | 40.16 | 6.52 | 4.53 | 81.13 | 5.84 | 14.79 | 56.31 | 47.43 | 36.65 | 0.68 | 294.03 | 20.58 | 273.45 |
| Décembre | 35.82 | 7.50 | 4.43 | 107.01 | 6.50 | 13.54 | 47.74 | 41.76 | 38.33 | 0.49 | 303.12 | 21.22 | 281.90 |
| Janvier | 66.54 | 6.15 | 3.71 | 63.20 | 4.46 | 23.04 | 63.55 | 38.88 | 41.52 | 0.90 | 311.94 | 21.84 | 290.10 |
| Février | 65.05 | 6.83 | 4.15 | 75.76 | 7.36 | 22.77 | 49.66 | 45.13 | 40.47 | 1.59 | 318.77 | 22.31 | 296.46 |
| Mars | 72.16 | 7.03 | 3.98 | 78.19 | 5.17 | 24.52 | 42.47 | 29.63 | 36.25 | 0.63 | 300.03 | 21.00 | 279.03 |
| Avril | 58.93 | 6.17 | 5.06 | 72.97 | 5.48 | 24.56 | 48.93 | 59.20 | 28.22 | 0.71 | 310.23 | 21.72 | 288.51 |
| Mai | 44.50 | 6.75 | 5.92 | 69.23 | 5.00 | 29.80 | 55.69 | 66.82 | 29.32 | 0.70 | 313.74 | 21.96 | 291.78 |
| Juin | 59.40 | 6.82 | 6.66 | 71.89 | 4.00 | 24.30 | 55.11 | 63.21 | 34.98 | 0.77 | 327.14 | 22.90 | 304.24 |
| Juillet | 35.49 | 3.12 | 2.22 | 101.87 | 0.02 | 10.69 | 51.19 | 31.16 | 26.55 | 0.44 | 262.76 | 18.39 | 244.37 |
| Août | 37.70 | 2.78 | 2.22 | 44.64 | 3.69 | 8.21 | 50.36 | 32.26 | 28.72 | 1.14 | 211.72 | 14.82 | 196.90 |
| Septembre | 48.45 | 2.21 | 3.04 | 92.00 | 3.59 | 9.66 | 66.61 | 42.07 | 32.98 | 4.61 | 305.22 | 21.37 | 283.86 |

Sources : Service Economie Internationale \ Direction Affaires Internationales \ BRH
AGD, Département du commerce des Etats-Unis
(P): Données provisoires
1/ Ajustement pour Assurances et Fret

## Tableau I.20

**Importations de produits pétroliers**
(En Milliers de Barils et en Milliers de Dollars É.U.)

| | Gazoline | | Kérosène | | Gasoil | | Fuel oil (Mazout) | | Lubrifiants & autres | | Bitume | | Gaz de pétrole liquéfié | | Total | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Volume | Valeur | Volume | Valeur | Volume | Valeur | Volume | Valeur | Volume | Valeur | Volume | Valeur | Volume | Valeur | Volume | Valeur |
| 2009 | 940.84 | 69,303.19 | 590.08 | 44,025.28 | 2,900.60 | 215,083.33 | 39.06 | 1,919.76 | 22.30 | 3,633.26 | 110.15 | 12,405.00 | 172.00 | 7,510.40 | 4,775.03 | 353,880.22 |
| 2010 | 1,031.75 | 95,643.04 | 648.48 | 60,507.70 | 3,334.19 | 304,854.05 | 105.90 | 7,815.90 | 14.42 | 622.05 | 241.00 | 23,104.00 | 118.75 | 9,472.58 | 5,494.49 | 502,019.32 |
| 2011 (P) | 1,106.47 | 133,556.12 | 574.34 | 72,376.34 | 3,334.69 | 407,340.15 | 611.67 | 60,559.24 | 4.84 | 1,365.11 | 269.41 | 24,630.00 | 101.60 | 8,918.32 | 6,003.02 | 708,745.28 |
| 2012 (P) | 1,291.81 | 168,999.53 | 534.62 | 71,868.33 | 3,369.48 | 443,777.52 | 391.95 | 40,929.08 | - | - | 182.14 | 17,736.00 | 150.08 | 11,519.98 | 5,920.08 | 754,830.44 |
| 2013 (P) | 1,503.60 | 199,085.75 | 520.14 | 68,964.18 | 3,688.43 | 484,397.02 | 536.50 | 54,220.37 | - | - | 564.39 | 58,157.00 | 134.91 | 10,071.79 | 6,947.98 | 874,896.11 |
| 2009 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1er Trimestre | 179.00 | 12,570.90 | 110.21 | 10,005.80 | 630.04 | 56,284.80 | - | - | 2.82 | 1,003.49 | 15.65 | 2,135.00 | 40.70 | 1,994.60 | 978.42 | 83,994.59 |
| 2e Trimestre | 345.42 | 20,122.25 | 178.17 | 10,915.53 | 814.51 | 49,700.75 | 39.06 | 1,919.76 | - | - | 28.68 | 3,760.00 | 50.20 | 1,983.20 | 1,456.04 | 88,401.49 |
| 3e Trimestre | 220.59 | 17,126.29 | 136.07 | 9,470.43 | 699.45 | 48,193.88 | - | - | 5.06 | 1,977.72 | 22.39 | 2,630.00 | 48.50 | 2,033.80 | 1,132.06 | 81,432.12 |
| 4e Trimestre | 195.83 | 19,483.75 | 165.63 | 13,633.52 | 756.60 | 60,903.90 | - | - | 14.42 | 652.05 | 43.43 | 3,880.00 | 32.60 | 1,498.80 | 1,208.51 | 100,052.02 |
| 2010 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1er Trimestre | 252.07 | 22,067.85 | 148.91 | 13,264.30 | 897.75 | 79,766.10 | - | - | - | - | 37.98 | 2,609.00 | 37.95 | 3,273.58 | 1,374.66 | 120,980.83 |
| 2e Trimestre | 199.04 | 18,694.85 | 126.76 | 11,653.51 | 584.85 | 53,404.78 | - | - | - | - | 33.36 | 2,309.00 | 22.30 | 1,436.70 | 966.31 | 87,498.84 |
| 3e Trimestre | 300.11 | 29,298.59 | 190.28 | 18,479.15 | 954.28 | 89,382.04 | 65.60 | 4,668.70 | - | - | 124.59 | 14,725.00 | 29.40 | 2,335.70 | 1,664.26 | 158,889.18 |
| 4e Trimestre | 280.53 | 25,581.75 | 182.53 | 17,110.74 | 897.31 | 82,301.13 | 40.30 | 3,147.20 | 14.42 | 622.05 | 45.07 | 3,461.00 | 29.10 | 2,426.60 | 1,489.26 | 134,650.47 |
| 2011 (P) | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1er Trimestre | 207.49 | 20,568.32 | 120.06 | 12,352.77 | 621.35 | 62,684.70 | 111.85 | 8,961.42 | 0.62 | 168.81 | 50.41 | 4,162.00 | 23.69 | 2,404.57 | 1,135.47 | 111,302.59 |
| 2e Trimestre | 330.23 | 37,747.19 | 176.61 | 21,941.06 | 1,096.94 | 131,095.75 | 97.14 | 8,971.56 | 2.24 | 649.08 | 51.06 | 4,075.00 | 26.22 | 1,813.88 | 1,780.44 | 206,293.52 |
| 3e Trimestre | 263.22 | 35,350.63 | 152.95 | 21,367.42 | 836.54 | 112,063.92 | 204.52 | 21,750.00 | 1.86 | 513.12 | 49.61 | 5,107.00 | 28.68 | 2,990.38 | 1,537.38 | 199,142.47 |
| 4e Trimestre | 305.53 | 39,889.98 | 124.72 | 16,715.09 | 779.86 | 101,495.78 | 198.16 | 20,876.26 | 0.12 | 34.10 | 118.33 | 11,286.00 | 23.01 | 1,709.49 | 1,549.73 | 192,006.70 |
| 2012 (P) | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1er Trimestre | 322.09 | 38,544.39 | 152.29 | 19,815.45 | 890.28 | 115,201.85 | 109.29 | 11,237.34 | - | - | 46.26 | 3,806.00 | 36.54 | 2,641.03 | 1,556.75 | 191,246.06 |
| 2e Trimestre | 331.40 | 44,780.62 | 143.66 | 20,116.73 | 919.65 | 126,121.50 | 90.07 | 10,044.74 | - | - | 42.04 | 3,422.00 | 33.42 | 3,110.37 | 1,560.24 | 207,595.96 |
| 3e Trimestre | 322.79 | 43,590.00 | 114.37 | 15,454.80 | 716.95 | 94,044.35 | 79.19 | 8,173.55 | - | - | 51.94 | 6,170.00 | 46.97 | 3,920.77 | 1,332.21 | 171,353.47 |
| 4e Trimestre | 315.53 | 42,084.52 | 124.30 | 16,481.35 | 842.60 | 108,409.82 | 113.40 | 11,473.45 | - | - | 41.90 | 4,338.00 | 33.15 | 1,847.81 | 1,470.88 | 184,634.95 |
| 2013 (P) | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1er Trimestre | 404.22 | 50,552.96 | 119.66 | 16,223.92 | 1,012.75 | 136,162.81 | 315.34 | 32,054.89 | - | - | 210.32 | 20,524.00 | 42.31 | 3,195.99 | 2,104.59 | 258,714.57 |
| 2e Trimestre | 288.92 | 39,378.30 | 130.10 | 17,912.13 | 890.63 | 121,179.78 | 139.18 | 14,335.79 | - | - | 39.40 | 3,899.00 | 43.71 | 3,080.49 | 1,531.94 | 199,785.49 |
| 3e Trimestre | 405.35 | 53,909.79 | 119.62 | 14,828.91 | 811.50 | 99,186.29 | 81.98 | 7,829.69 | - | - | 159.15 | 17,424.00 | 48.89 | 3,795.31 | 1,626.50 | 196,973.99 |
| 4e Trimestre | 405.10 | 55,244.70 | 150.76 | 19,999.22 | 973.56 | 127,868.14 | - | - | - | - | 155.53 | 16,310.00 | 0.00 | 0.00 | 1,684.95 | 219,422.06 |
| 2013 (P) | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Octobre | 111.63 | 16,095.41 | 44.97 | 6,346.04 | 313.20 | 44,171.71 | - | - | - | - | 181.44 | 17,666.00 | 15.13 | 1,350.37 | 666.37 | 85,629.53 |
| Novembre | 114.65 | 13,670.60 | 37.25 | 4,972.00 | 282.39 | 37,460.59 | 170.50 | 17,024.40 | - | - | 10.19 | 1,008.00 | 9.02 | 503.25 | 624.00 | 74,638.84 |
| Décembre | 177.94 | 20,786.95 | 37.44 | 4,905.88 | 417.16 | 54,530.51 | 144.84 | 15,030.49 | - | - | 18.69 | 1,850.00 | 18.16 | 1,342.37 | 814.23 | 98,446.20 |
| Janvier | 57.12 | 7,383.31 | 42.40 | 5,805.02 | 319.76 | 43,110.31 | - | - | - | - | 8.53 | 844.00 | 17.03 | 999.97 | 444.84 | 58,142.61 |
| Février | 109.08 | 14,904.41 | 44.36 | 6,327.96 | 269.54 | 38,090.83 | 74.68 | 7,818.27 | - | - | 10.49 | 1,038.00 | 17.68 | 1,524.24 | 525.83 | 69,703.71 |
| Mars | 122.72 | 17,090.58 | 43.34 | 5,779.15 | 301.33 | 39,978.64 | 64.50 | 6,517.52 | - | - | 20.38 | 2,017.00 | 9.00 | 556.28 | 561.27 | 71,939.17 |
| Avril | 132.50 | 17,349.07 | 39.87 | 5,006.01 | 299.89 | 36,414.55 | 51.84 | 4,931.43 | - | - | 20.69 | 2,304.00 | 13.80 | 1,130.97 | 558.60 | 67,136.03 |
| Mai | 136.77 | 18,249.77 | 40.01 | 4,882.83 | 279.04 | 34,085.41 | 30.14 | 2,898.26 | - | - | 19.19 | 2,137.00 | 14.74 | 1,442.71 | 519.89 | 63,695.98 |
| Juin | 136.09 | 18,310.95 | 39.74 | 4,940.07 | 232.57 | 28,686.33 | - | - | - | - | 119.26 | 12,983.00 | 20.35 | 1,221.63 | 548.01 | 66,141.98 |
| Juillet | 131.29 | 17,938.31 | 40.91 | 5,306.00 | 442.32 | 57,486.51 | - | - | - | - | 121.77 | 12,990.00 | 0.00 | 0.00 | 736.29 | 93,720.82 |
| Août | 90.99 | 12,881.06 | 45.26 | 6,115.06 | 154.22 | 20,644.35 | - | - | - | - | 14.34 | 1,424.00 | 0.00 | 0.00 | 304.81 | 41,064.47 |
| Septembre | 182.82 | 24,425.33 | 64.59 | 8,578.16 | 377.02 | 49,737.28 | - | - | - | - | 19.41 | 1,896.00 | 0.00 | 0.00 | 643.84 | 84,636.77 |

Sources : Service Economie Internationale \ Direction Affaires Internationales \ BRH
Ministère de l 'Economie et des Finances & Compagnies pétrolières
(P): Données provisoires
... : Données non disponibles
1 baril = 42 gallons

## Tableau I.21

Dette externe totale du secteur public
Sous forme agrégée en millions de dollars ÉU)

| | | Septembre 2004 | Septembre 2005 | Septembre 2006 | Septembre 2007 | Septembre 2008 | Septembre 2009 | Septembre 2010 | Septembre 2011 | Septembre 2012 | Septembre 2013 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DETTE EXTERNE TOTALE | | 1,316.30 | 1,336.30 | 1,419.25 | 1,541.30 | 1,884.72 | 1,247.15 | 863.08 | 657.34 | 1,049.10 | 1,474.90 |
| DETTE A LONG TERME | | 1,316.30 | 1,336.30 | 1,419.25 | 1,541.30 | 1,884.72 | 1,247.15 | 863.08 | 657.34 | 1,049.10 | 1,474.90 |
| CRÉANCIERS BILATERAUX | | 209.10 | 222.70 | 221.70 | 214.80 | 387.73 | 506.94 | 249.29 | 549.66 | 915.30 | 1,326.60 |
| DONT | ÉTATS UNIS | 8.00 | 7.10 | 6.80 | 6.30 | 5.67 | - | - | - | - | - |
| | FRANCE | 51.80 | 52.30 | 58.90 | 65.20 | 30.89 | 30.58 | 28.67 | - | - | - |
| | ESPAGNE | 36.00 | 38.60 | 39.60 | 39.70 | 33.36 | 33.20 | - | - | - | - |
| | ITALIE | 57.60 | 68.90 | 70.90 | 59.60 | 58.71 | 58.33 | - | - | - | - |
| | CHINE TAIPEI | 43.10 | 45.70 | 45.50 | 43.90 | 91.80 | 89.67 | 86.70 | 83.79 | 81.60 | 77.50 |
| | CANADA | 3.20 | 3.30 | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | L/C BRH | 9.40 | 6.80 | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | VÉNÉZUELA/PDVSA | - | - | - | 0.10 | 167.30 | 295.16 | 133.92 | 461.89 | 823.30 | 1,235.00 |
| | VÉNÉZUELA/BANDES | - | - | - | - | - | - | - | 3.99 | 10.40 | 14.10 |
| | ECC/IDA ADMINISTRED | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| CRÉANCIERS MULTILATERAUX | | 1,091.30 | 1,097.80 | 1,178.65 | 1,306.60 | 1,434.89 | 680.71 | 569.10 | 102.43 | 126.40 | 135.90 |
| DONT | BIRD/IDA | 540.50 | 507.10 | 515.60 | 528.40 | 512.78 | 38.75 | - | - | - | - |
| | FIDA | 30.90 | 31.70 | 33.20 | 37.40 | 39.46 | 48.30 | 62.40 | 66.10 | 66.30 | 64.50 |
| | FMI | 33.50 | 21.40 | 33.20 | 55.60 | 104.77 | 169.56 | 12.70 | 25.58 | 48.00 | 57.80 |
| | BID | 481.40 | 533.90 | 593.45 | 682.10 | 774.82 | 417.50 | 485.70 | - | 0.10 | 0.10 |
| | OPEC | 5.00 | 3.70 | 3.20 | 3.10 | 3.06 | 6.60 | 8.30 | 10.75 | 12.00 | 13.50 |
| DETTE RÉAMENAGÉE | | 15.90 | 15.80 | 18.90 | 19.90 | 62.10 | 59.50 | 44.69 | 5.25 | 7.50 | 12.40 |
| | CHINE TAIPEI | - | - | - | - | - | - | 2.20 | 5.25 | 7.50 | 12.40 |
| | FRANCE | - | - | - | - | - | - | 42.49 | - | - | - |
| | ESPAGNE | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| ARRIÉRÉS | | 72.45 | 36.50 | 45.00 | - | - | - | 0.10 | 0.06 | - | - |

Source : Service Dette Externe, Direction des Affaires Internationales, BRH.

## Tableau I.22

Décaissement éffectués sur les prêts
(en millions de dollars ÉU)

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Bilatéral | 2.00 | 3.50 | 1.50 | 0.10 | 217.18 | 126.98 | 201.30 | 331.95 | 367.84 | 401.58 |
| France | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| USA | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Taiwan | 2.00 | 3.50 | 1.50 | - | 50.00 | - | - | - | - | - |
| PDVSA | - | - | - | 0.10 | 167.18 | 126.98 | 201.30 | 327.97 | 361.45 | 397.88 |
| BANDES | - | - | - | - | - | - | - | 3.99 | 6.39 | 3.70 |
| Multilatéral | 21.26 | 110.21 | 97.71 | 151.47 | 167.77 | 157.72 | 216.40 | 22.41 | 29.46 | 12.50 |
| IDA/BIRD | - | 27.92 | 8.64 | - | - | - | - | - | - | - |
| BID | 20.16 | 63.61 | 71.96 | 93.26 | 111.99 | 84.26 | 72.20 | - | - | - |
| FMI | - | 15.60 | 14.70 | 54.10 | 51.09 | 59.90 | 126.29 | 12.93 | 22.58 | 9.90 |
| OPEC | - | - | - | 0.79 | 0.85 | 4.39 | 3.41 | 4.36 | 3.85 | 1.70 |
| FIDA | 1.10 | 3.07 | 2.42 | 3.32 | 3.85 | 9.17 | 14.49 | 5.12 | 3.03 | 0.90 |
| Total | 23.26 | 113.71 | 99.21 | 151.58 | 384.95 | 284.70 | 417.70 | 354.37 | 397.29 | 414.08 |

Source : Service Dette Externe, Direction des Affaires Internationales, BRH.

## Tableau I.23

Paiement du service de la dette
(en millions de dollars ÉU)

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Intérêts | 13.21 | 31.32 | 16.88 | 16.66 | 19.28 | 11.91 | 7.18 | 0.74 | 0.36 | 1.70 |
| Bilatéral | 1.78 | 1.31 | 1.76 | 1.12 | 1.79 | 2.38 | 1.08 | - | 0.15 | 1.41 |
| France | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| USA | 0.88 | 0.47 | 0.36 | 0.06 | - | - | - | - | - | - |
| Autres (Vénézuela) | 0.90 | 0.84 | 1.40 | 1.06 | 1.79 | 2.38 | 1.08 | - | 0.15 | 1.41 |
| Multilatéral | 11.42 | 30.01 | 15.12 | 15.54 | 17.49 | 9.53 | 6.10 | 0.74 | 0.22 | 0.29 |
| IDA/BIRD | - | 19.89 | 3.52 | 3.84 | 3.98 | 2.42 | 0.15 | - | - | - |
| BID | 10.42 | 8.79 | 9.92 | 11.14 | 12.20 | 6.21 | 5.41 | - | 0.00 | 0.00 |
| FMI | 0.33 | 0.66 | 0.98 | 0.06 | 0.86 | 0.37 | 0.42 | 0.43 | - | - |
| OPEC | 0.29 | 0.16 | 0.16 | 0.08 | 0.09 | 0.16 | 0.11 | 0.31 | 0.22 | 0.29 |
| FIDA | 0.39 | 0.51 | 0.54 | 0.42 | 0.37 | 0.37 | - | - | - | - |
| Amortissements | 21.96 | 69.98 | 40.14 | 58.11 | 29.96 | 23.99 | 5.83 | 1.92 | 0.58 | 4.66 |
| Bilatéral | 0.70 | 1.21 | 2.66 | 1.63 | 2.13 | 2.13 | 0.76 | - | - | 3.96 |
| France | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| USA | 0.70 | 0.57 | 0.58 | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres (Vénézuela) | 0.01 | 0.64 | 2.08 | 1.63 | 2.13 | 2.13 | 0.76 | - | - | 3.96 |
| Multilatéral | 21.26 | 68.77 | 37.48 | 56.48 | 27.83 | 21.86 | 5.08 | 1.92 | 0.58 | 0.70 |
| IDA/BIRD | - | 49.55 | 13.81 | 11.08 | 13.77 | 10.98 | - | - | - | - |
| BID | 11.53 | 12.79 | 16.95 | 9.70 | 12.09 | 8.88 | 3.78 | 0.03 | 0.01 | 0.01 |
| FMI | 7.11 | 4.57 | 4.89 | 33.90 | - | - | - | - | - | - |
| OPEC | 1.32 | 0.91 | 0.91 | 0.89 | 0.95 | 0.85 | 1.29 | 1.89 | 0.57 | 0.69 |
| FIDA | 1.29 | 0.96 | 0.92 | 0.91 | 1.03 | 1.15 | - | - | - | - |
| Total | 35.17 | 101.30 | 57.03 | 74.77 | 49.24 | 35.91 | 13.01 | 2.66 | 0.94 | 6.36 |

Source : Service Dette Externe, Direction des Affaires Internationales, BRH.

## Tableau II.1

Chiffres clés du bilan par banque
(En milliers de gourdes)

| | Banque Nationale de Crédit (BNC) | Banque Populaire Haïtienne (BPH) | Banque de l'Union Haïtienne( BUH) | Capital Bank* | Sogebank | Unibank | Sous-Total | Sogebel | Sous-Total | CBNA | Scotiabank | Sous-Total | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| AU 30 SEPTEMBRE 2013 | | | | | | | | | | | | | |
| Actif | 42,562,735.0 | 2,715,118.3 | 4,047,813.4 | 10,321,926.0 | 47,242,844.2 | 53,646,035.6 | 160,536,472.5 | 4,229,765.2 | 4,229,765.2 | 5,336,958.0 | 5,828,831.0 | 11,165,789.0 | 175,932,026.7 |
| Bons B.R.H. | 5,670,000.0 | - | - | 174,985.0 | 100,000.0 | - | 5,944,985.0 | - | - | - | - | - | 5,944,985.0 |
| Prêts | 10,111,946.5 | 1,091,817.4 | 1,419,069.3 | 4,719,462.0 | 18,747,203.5 | 20,039,270.1 | 56,128,768.8 | 2,524,913.2 | 2,524,913.2 | 1,310,583.0 | 2,201,715.0 | 3,512,298.0 | 62,165,980.1 |
| Dépôts | 34,943,125.0 | 2,322,339.1 | 3,559,859.3 | 8,746,876.0 | 38,659,805.5 | 45,712,814.6 | 133,944,819.5 | 2,799,809.8 | 2,799,809.8 | 4,192,263.0 | 4,709,054.0 | 8,901,317.0 | 145,645,946.3 |
| Avoir des Actionnaires | 2,684,078.6 | 195,472.9 | 153,620.5 | 872,747.0 | 3,475,330.0 | 4,743,946.9 | 12,125,195.9 | 442,944.7 | 442,944.7 | 237,813.0 | 257,960.0 | 495,773.0 | 13,063,913.6 |
| AU 30 SEPTEMBRE 2012 | | | | | | | | | | | | | |
| Actif | 41,606,303.9 | 2,101,182.5 | 3,274,511.2 | 9,427,750.0 | 45,856,428.8 | 53,453,044.0 | 155,719,220.3 | 4,310,791.7 | 4,310,791.7 | 5,575,930.0 | 4,949,763.0 | 10,525,693.0 | 170,555,705.1 |
| Bons B.R.H. | 3,397,881.0 | - | - | 80,000.0 | 599,999.6 | 1,791,680.1 | 5,869,560.7 | - | - | 399,899.0 | - | 399,899.0 | 6,269,459.7 |
| Prêts | 6,347,999.1 | 871,518.5 | 1,384,145.0 | 4,108,729.0 | 16,211,855.8 | 17,174,851.7 | 46,099,099.1 | 2,089,734.9 | 2,089,734.9 | 1,584,777.0 | 2,086,555.0 | 3,671,332.0 | 51,860,166.0 |
| Dépôts | 36,616,740.0 | 1,832,506.3 | 3,227,936.2 | 7,914,769.0 | 38,599,405.9 | 46,470,397.2 | 134,661,754.6 | 3,271,676.3 | 3,271,676.3 | 4,736,603.0 | 4,168,061.0 | 8,904,664.0 | 146,838,094.9 |
| Avoir des Actionnaires | 2,191,393.1 | 6,936.7 | (227,510.4) | 747,194.0 | 2,990,988.8 | 4,351,425.3 | 10,060,427.4 | 419,892.2 | 419,892.2 | 232,986.0 | 203,901.0 | 436,887.0 | 10,917,206.6 |
| AU 30 SEPTEMBRE 2011 | | | | | | | | | | | | | |
| Actif | 36,189,769.4 | 1,554,701.0 | 3,391,930.7 | 8,072,990.0 | 43,011,332.6 | 48,044,439.7 | 140,265,163.4 | 4,015,789.9 | 4,015,789.9 | 5,130,227.0 | 4,584,124.0 | 9,714,351.0 | 153,995,304.4 |
| Bons B.R.H. | 3,847,999.5 | 170,000.0 | - | - | 1,425,000.0 | 350,000.0 | 5,792,999.5 | - | - | 384,920.0 | 150,000.0 | 534,920.0 | 6,327,919.5 |
| Prêts | 3,751,142.6 | 425,797.3 | 1,123,957.0 | 3,304,691.0 | 11,647,178.8 | 13,143,530.4 | 33,396,297.2 | 1,717,204.3 | 1,717,204.3 | 1,759,910.0 | 1,823,893.0 | 3,583,803.0 | 38,697,304.5 |
| Dépôts | 31,781,844.8 | 1,446,227.4 | 3,306,628.4 | 6,921,834.0 | 38,368,342.1 | 42,763,330.0 | 124,588,206.7 | 3,058,020.4 | 3,058,020.4 | 4,136,629.0 | 3,766,140.0 | 7,902,769.0 | 135,548,996.1 |
| Avoir des Actionnaires | 1,866,186.4 | 3,885.2 | (182,804.4) | 628,467.0 | 2,597,959.3 | 3,753,797.4 | 8,667,491.0 | 406,399.4 | 406,399.4 | 215,001.0 | 215,543.0 | 430,544.0 | 9,504,434.4 |
| AU 30 SEPTEMBRE 2010 | | | | | | | | | | | | | |
| Actif | 30,442,293.0 | 1,493,401.9 | 3,342,079.4 | 6,789,127.0 | 42,050,872.9 | 41,289,789.9 | 125,407,564.0 | 3,800,416.4 | 3,800,416.4 | 4,563,342.0 | 4,166,063.0 | 8,729,405.0 | 137,937,385.4 |
| Bons B.R.H. | 3,073,222.0 | 190,000.0 | 287,324.3 | 280,000.0 | 3,389,453.2 | 1,790,000.0 | 9,009,999.5 | 11,000.0 | 11,000.0 | 221,668.0 | 17,391.0 | 239,059.0 | 9,260,058.5 |
| Prêts | 3,910,773.0 | 518,141.6 | 877,441.6 | 2,418,322.0 | 9,256,907.3 | 8,037,522.2 | 25,019,107.7 | 1,376,395.3 | 1,376,395.3 | 1,302,778.0 | 1,732,436.0 | 3,035,214.0 | 29,430,717.0 |
| Dépôts | 26,088,606.0 | 1,339,316.9 | 3,044,964.9 | 5,682,152.0 | 36,471,880.3 | 36,426,798.5 | 109,053,718.7 | 2,876,630.4 | 2,876,630.4 | 3,903,981.0 | 3,418,412.0 | 7,322,393.0 | 119,252,742.2 |
| Avoir des Actionnaires | 1,638,725.0 | 47,160.8 | -18,844.83 | 487,506.0 | 2,362,275.8 | 3,290,862.6 | 7,807,685.4 | 401,799.1 | 401,799.1 | 212,131.0 | 195,501.0 | 407,632.0 | 8,617,116.5 |
| AU 30 SEPTEMBRE 2009 | | | | | | | | | | | | | |
| Actif | 20,244,798.0 | 1,465,176.2 | 2,948,853.6 | 5,379,489.0 | 34,002,394.5 | 32,806,251.3 | 96,846,962.6 | 3,697,881.6 | 3,697,881.6 | 3,990,387.0 | 3,377,863.0 | 7,368,250.0 | 107,913,094.2 |
| Bons B.R.H. | 3,714,000.0 | 182,000.0 | 147,133.3 | 146,067.0 | 3,312,799.8 | 1,800,000.0 | 9,302,000.1 | - | - | 199,922.0 | 50,000.0 | 249,922.0 | 9,551,922.1 |
| Prêts | 4,615,691.0 | 548,095.4 | 1,061,071.8 | 2,176,819.0 | 10,349,723.6 | 9,580,512.9 | 28,331,913.7 | 1,550,589.1 | 1,550,589.1 | 1,695,694.0 | 1,736,987.0 | 3,432,681.0 | 33,315,183.8 |
| Dépôts | 16,404,652.0 | 1,269,640.8 | 2,806,327.4 | 4,511,866.0 | 31,042,274.7 | 27,924,285.6 | 83,959,046.5 | 2,784,058.2 | 2,784,058.2 | 3,059,008.0 | 2,658,299.0 | 5,717,307.0 | 92,460,411.7 |
| Avoir des Actionnaires | 1,463,347.0 | 91,349.2 | (25,585.4) | 440,411.0 | 1,956,857.1 | 2,517,474.0 | 6,443,852.9 | 351,402.4 | 351,402.4 | 241,908.0 | 207,642.0 | 449,550.0 | 7,244,805.3 |
| AU 30 SEPTEMBRE 2008 | | | | | | | | | | | | | |
| Actif | 20,925,554.2 | 1,360,100.0 | 3,056,311.5 | 4,680,117.0 | 30,654,076.2 | 29,627,856.3 | 90,304,015.2 | 3,343,957.9 | 3,343,957.9 | 3,650,525.0 | 3,003,051.0 | 6,653,576.0 | 100,301,549.1 |
| Bons B.R.H. | 2,422,000.0 | 11,000.0 | 30,000.0 | 225,000.0 | 2,844,000.0 | 3,403,000.0 | 8,935,000.0 | 234,000.0 | 234,000.0 | 157,000.0 | 70,743.0 | 227,743.0 | 9,396,743.0 |
| Prêts | 4,136,506.0 | 448,238.1 | 1,105,833.1 | 1,772,560.0 | 8,681,810.8 | 7,963,553.4 | 24,108,501.4 | 1,420,510.3 | 1,420,510.3 | 1,933,326.0 | 1,718,438.0 | 3,651,764.0 | 29,180,775.7 |
| Dépôts | 17,629,900.9 | 1,085,624.1 | 2,538,787.8 | 3,909,365.0 | 27,013,743.6 | 24,644,633.0 | 76,822,054.4 | 2,826,743.6 | 2,826,743.6 | 2,904,787.0 | 2,171,073.0 | 5,075,860.0 | 84,724,658.0 |
| Avoir des Actionnaires | 1,270,833.4 | 95,788.1 | (7,241.2) | 385,318.0 | 1,634,465.8 | 2,363,262.0 | 5,742,426.1 | 314,259.5 | 314,259.5 | 269,174.0 | 185,371.0 | 454,545.0 | 6,511,230.6 |
| AU 30 SEPTEMBRE 2007 | | | | | | | | | | | | | |
| Actif | 13,106,547.0 | 1,183,496.9 | 2,993,108.0 | 4,046,101.0 | 26,122,344.7 | 23,331,287.9 | 70,782,885.5 | 2,725,778.5 | 2,725,778.5 | 3,811,121.0 | 2,444,472.0 | 6,255,593.0 | 79,764,257.0 |
| Bons B.R.H. | 2,945,111.0 | 197,686.5 | 108,351.0 | 246,030.0 | 2,570,636.0 | 2,529,828.9 | 8,597,643.4 | - | - | 410,737.0 | - | 410,737.0 | 9,008,380.4 |
| Prêts | 2,265,854.0 | 314,029.0 | 1,072,127.0 | 1,211,201.0 | 6,868,892.0 | 6,318,122.8 | 18,050,225.8 | 1,087,415.2 | 1,087,415.2 | 1,905,449.0 | 1,521,486.0 | 3,426,935.0 | 22,564,576.0 |
| Dépôts | 9,900,391.0 | 919,393.0 | 2,742,808.0 | 3,361,137.0 | 23,011,401.9 | 19,972,487.4 | 59,907,618.3 | 1,974,051.8 | 1,974,051.8 | 2,315,684.0 | 1,833,311.0 | 4,148,995.0 | 66,030,665.1 |
| Avoir des Actionnaires | 1,119,809.0 | 91,752.2 | 7,241.0 | 342,607.0 | 1,338,847.0 | 2,003,077.2 | 4,903,333.4 | 283,333.0 | 283,333.0 | 235,445.0 | 166,385.0 | 401,830.0 | 5,588,496.4 |

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire
* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

## Tableau II.2

CHIFFRES CLÉS DES RÉSULTATS PAR BANQUE (En milliers de gourdes).

| | Banque Nationale de Crédit (BNC) | Banque Populaire Haïtienne (BPH) | Banque de l'Union Haïtienne( BUH) | Capital Bank* | Sogebank | Unibank | Sous-Total | Sogebel | Sous-Total | CBNA | Scotiabank | Sous-Total | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2013 (oct. 12 - sept. 13) | | | | | | | | | | | | | |
| Revenus nets d'intérêt | 983,620.9 | 122,304.6 | 190,071.5 | 520,307.0 | 1,280,187.7 | 1,239,308.1 | 4,335,799.9 | 185,458.6 | 185,458.6 | 127,654.0 | 223,387.0 | 351,041.0 | 4,872,299.5 |
| Autres revenus | 507,962.9 | 62,359.7 | 186,130.9 | 395,756.0 | 1,399,670.4 | 1,903,588.6 | 4,455,468.5 | 41,375.6 | 41,375.6 | 133,270.0 | 106,836.0 | 240,106.0 | 4,736,950.1 |
| Dot. à la prov. pr créances dout. | 65,000.0 | 32,047.0 | (6,709.3) | 28,694.0 | 291,595.7 | 40,653.5 | 451,280.9 | 33,904.9 | 33,904.9 | 19,485.0 | (85,822.9) | (66,337.9) | 418,847.9 |
| Frais d'exploitation | 436,388.0 | 31,065.9 | 38,880.7 | 243,032.0 | 619,568.0 | 1,359,073.7 | 2,728,008.3 | 75,809.8 | 75,809.8 | (1,331.0) | 136,368.9 | 135,037.9 | 2,938,855.9 |
| Bénéfice net (Perte nette) | 436,388.0 | 31,065.9 | 38,880.7 | 194,425.0 | 499,628.8 | 1,286,905.3 | 2,487,293.6 | 55,341.1 | 55,341.1 | (1,455.0) | 79,484.6 | 78,029.6 | 2,620,664.3 |
| 2012 (oct. 11 - sept. 12) | | | | | | | | | | | | | |
| Revenus nets d'intérêt | 673,434.9 | 114,758.2 | 172,170.9 | 471,781.0 | 1,047,791.4 | 1,014,250.4 | 3,494,186.9 | 161,307.3 | 161,307.3 | 128,679.0 | 203,218.0 | 331,897.0 | 3,987,391.2 |
| Autres revenus | 549,210.6 | 45,648.3 | 97,566.5 | 343,796.0 | 1,280,282.3 | 1,656,216.6 | 3,972,720.3 | 26,012.0 | 26,012.0 | 138,026.0 | 106,723.0 | 244,749.0 | 4,243,481.3 |
| Dot. à la prov. pr créances dout. | 15,544.2 | 32,213.3 | 15,204.4 | 17,499.0 | 229,840.1 | - | 310,301.0 | 19,745.2 | 19,745.2 | 32,539.0 | 29,180.0 | 61,719.0 | 391,765.1 |
| Frais d'exploitation | 806,290.5 | 102,724.7 | 278,195.5 | 571,252.0 | 1,636,377.1 | 1,564,767.3 | 4,959,607.1 | 97,513.5 | 97,513.5 | 216,458.0 | 218,218.0 | 434,676.0 | 5,491,796.6 |
| Bénéfice net (Perte nette) | 400,810.9 | 25,468.6 | (23,662.5) | 181,461.0 | 388,468.4 | 1,166,306.9 | 2,138,853.3 | 51,144.2 | 51,144.2 | 12,456.0 | 37,019.1 | 49,475.1 | 2,239,472.6 |
| 2011 (oct. 10 - sept. 11) | | | | | | | | | | | | | |
| Revenus nets d'intérêt | 587,664.2 | 93,811.1 | 196,331.3 | 378,464.0 | 866,119.5 | 882,339.3 | 3,004,729.4 | 147,972.2 | 147,972.2 | 135,231.0 | 205,069.0 | 340,300.0 | 3,493,001.6 |
| Autres revenus | 430,812.8 | 36,950.6 | 128,607.2 | 308,986.0 | 1,206,546.3 | 1,669,064.0 | 3,780,966.8 | 28,966.8 | 28,966.8 | 141,034.0 | 104,339.0 | 245,373.0 | 4,055,306.6 |
| Dot. à la prov. pr créances dout. | 35,304.1 | 11,267.4 | 12,400.0 | 15,722.0 | 170,883.2 | (10,000.0) | 235,576.7 | 14,409.2 | 14,409.2 | (42,882.0) | 19,600.6 | (23,281.4) | 226,704.5 |
| Frais d'exploitation | 743,506.6 | 99,157.4 | 309,218.2 | 494,858.0 | 1,501,824.7 | 1,444,805.5 | 4,593,370.5 | 109,460.1 | 109,460.1 | 215,375.9 | 195,876.0 | 411,251.9 | 5,114,082.5 |
| Bénéfice net (Perte nette) | 239,666.3 | 20,336.9 | 3,320.2 | 176,870.0 | 335,803.6 | 1,054,347.0 | 1,830,343.9 | 38,740.9 | 38,740.9 | 73,728.1 | 65,137.1 | 138,865.2 | 2,007,950.1 |
| 2010 (oct. 09 - sept. 10) | | | | | | | | | | | | | |
| Revenus nets d'intérêt | 598,652.3 | 87,869.4 | 195,243.0 | 349,319.0 | 898,511.3 | 871,667.9 | 3,001,263.0 | 144,316.1 | 144,316.1 | 141,609.0 | 187,150.0 | 328,759.0 | 3,474,338.1 |
| Autres revenus | 561,606.9 | 22,768.5 | 87,876.1 | 217,080.0 | 993,296.2 | 1,490,081.4 | 3,372,709.1 | 24,660.5 | 24,660.5 | 132,717.0 | 78,304.0 | 211,021.0 | 3,608,390.5 |
| Dot. à la prov. pr créances dout. | 95,941.2 | 28,118.1 | 7,360.0 | 52,568.0 | 225,045.5 | 70,000.0 | 479,032.9 | 41,114.4 | 41,114.4 | 61,590.0 | 62,730.7 | 124,320.7 | 644,468.0 |
| Frais d'exploitation | 817,819.0 | 107,568.3 | 278,896.4 | 461,245.0 | 1,413,619.7 | 1,290,890.4 | 4,370,038.8 | 86,413.5 | 86,413.5 | 247,161.0 | 198,021.0 | 445,182.0 | 4,901,634.3 |
| Bénéfice net (Perte nette) | 246,499.1 | (25,048.5) | (3,137.4) | 52,586.0 | 212,576.7 | 976,784.9 | 1,460,260.7 | 31,935.2 | 31,935.2 | (18,708.0) | (10,735.1) | (29,443.1) | 1,462,752.8 |
| 2009 (oct. 08 - sept. 09) | | | | | | | | | | | | | |
| Revenus nets d'intérêt | 845,543.2 | 99,834.2 | 275,688.0 | 375,289.0 | 1,201,055.8 | 1,148,014.8 | 3,945,425.0 | 230,890.7 | 230,890.7 | 272,629.0 | 249,079.0 | 521,708.0 | 4,698,023.7 |
| Autres revenus | 285,258.5 | 34,967.3 | 115,654.1 | 165,476.0 | 982,082.7 | 1,080,080.9 | 2,663,519.5 | 19,746.6 | 19,746.6 | 99,885.0 | 67,838.0 | 167,723.0 | 2,850,989.1 |
| Dot. à la prov. pr créances dout. | 57,739.0 | 5,419.3 | 26,638.9 | 15,327.0 | 141,850.7 | - | 246,974.9 | 21,597.6 | 21,597.6 | 28,485.0 | 2,405.8 | 30,890.8 | 299,463.3 |
| Frais d'exploitation | 810,719.8 | 106,909.8 | 316,940.9 | 418,096.0 | 1,443,913.3 | 1,423,745.1 | 4,520,324.9 | 88,469.7 | 88,469.7 | 171,005.0 | 195,363.0 | 366,368.0 | 4,975,162.6 |
| Bénéfice net (Perte nette) | 146,027.4 | 13,157.8 | (32,079.1) | 59,752.0 | 329,448.9 | 530,826.7 | 1,047,133.7 | 52,784.3 | 52,784.3 | 112,825.0 | 97,233.3 | 210,058.3 | 1,309,976.3 |
| 2008 (oct. 07 - sept. 08) | | | | | | | | | | | | | |
| Revenus nets d'intérêt | 742,581.5 | 94,498.1 | 300,694.3 | 330,235.0 | 1,256,925.1 | 1,202,972.1 | 3,927,906.1 | 219,520.6 | 219,520.6 | 296,632.0 | 292,334.0 | 588,966.0 | 4,736,392.7 |
| Autres revenus | 281,638.5 | 57,816.9 | 96,967.5 | 167,161.0 | 1,016,492.2 | 941,374.3 | 2,561,450.4 | 19,597.9 | 19,597.9 | 96,727.0 | 71,498.0 | 168,225.0 | 2,749,273.3 |
| Dot. à la prov. pr créances dout. | 20,000.0 | 8,192.8 | 48,217.8 | 15,259.0 | 80,678.7 | (58,666.0) | 113,682.3 | 5,442.8 | 5,442.8 | (12,418.0) | 9,317.2 | (3,100.8) | 116,024.3 |
| Frais d'exploitation | 682,866.0 | 107,949.4 | 347,498.9 | 385,375.0 | 1,453,962.1 | 1,284,724.3 | 4,262,375.7 | 79,963.1 | 79,963.1 | 186,832.0 | 175,069.0 | 361,901.0 | 4,704,239.8 |
| Bénéfice net (Perte nette) | 146,027.4 | 13,157.8 | (32,079.1) | 59,752.0 | 329,448.9 | 530,826.7 | 1,047,133.7 | 52,784.3 | 52,784.3 | 112,825.0 | 97,233.3 | 210,058.3 | 1,309,976.3 |

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

## Tableau II.3

Ratios financiers par banque

Ratios de structure financière et de qualité de l'actif

| | Banque Nationale de Crédit (BNC) | Banque Populaire Haïtienne (BPH) | Banque de l'Union Haïtienne( BUH) | Capital Bank* | Sogebank | Unibank | Sous-Total | Sogebel | Sous-Total | CBNA | Scotiabank | Sous-Total | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| STRUCTURE FINANCIÈRE | | | | | | | | | | | | | |
| Avoirs des actionnaires | | | | | | | | | | | | | |
| en % de l'actif | | | | | | | | | | | | | |
| Au 30 septembre 2013 | 6.31% | 7.2% | 3.8% | 8.5% | 7.4% | 8.8% | 7.6% | 10.5% | 10.5% | 4.5% | 4.4% | 4.4% | 7.4% |
| Au 30 septembre 2012 | 5.27% | 0.3% | -6.9% | 7.9% | 6.5% | 8.1% | 6.5% | 9.7% | 9.7% | 4.2% | 4.1% | 4.2% | 6.4% |
| Au 30 septembre 2011 | 5.16% | 0.2% | -5.4% | 7.8% | 6.0% | 7.8% | 6.2% | 10.1% | 10.1% | 4.2% | 4.7% | 4.4% | 6.2% |
| Au 30 septembre 2010 | 5.38% | 3.2% | -0.6% | 7.2% | 5.6% | 8.0% | 6.2% | 10.6% | 10.6% | 4.6% | 4.7% | 4.7% | 6.2% |
| Au 30 septembre 2009 | 7.23% | 6.23% | -0.87% | 8.19% | 5.76% | 7.67% | 6.65% | 9.50% | 9.50% | 6.06% | 6.15% | 6.10% | 6.71% |
| Dépôts en % de l'actif | | | | | | | | | | | | | |
| Au 30 septembre 2013 | 82.10% | 85.53% | 87.95% | 84.74% | 81.83% | 85.21% | 83.44% | 66.19% | 66.19% | 78.55% | 80.79% | 79.72% | 82.79% |
| Au 30 septembre 2012 | 88.01% | 87.21% | 98.58% | 83.95% | 84.17% | 86.94% | 86.48% | 75.90% | 75.90% | 84.95% | 84.21% | 84.60% | 86.09% |
| Au 30 septembre 2011 | 87.82% | 93.02% | 97.49% | 85.74% | 89.21% | 89.01% | 88.82% | 76.15% | 76.15% | 80.63% | 82.16% | 81.35% | 88.02% |
| Au 30 septembre 2010 | 85.70% | 89.68% | 91.11% | 83.69% | 86.73% | 88.22% | 86.96% | 75.69% | 75.69% | 85.55% | 82.05% | 83.88% | 86.45% |
| Au 30 septembre 2009 | 81.03% | 86.65% | 95.17% | 83.87% | 91.29% | 85.12% | 86.69% | 75.29% | 75.29% | 76.66% | 78.70% | 77.59% | 85.68% |
| QUALITÉ DE L'ACTIF | | | | | | | | | | | | | |
| Prêts improductifs bruts | | | | | | | | | | | | | |
| en % des prêts bruts | | | | | | | | | | | | | |
| Au 30 septembre 2013 | 2.11% | 33.98% | 14.98% | 0.69% | 0.85% | 0.18% | 2.01% | 6.97% | 6.97% | 2.14% | 8.09% | 5.90% | 2.43% |
| Au 30 septembre 2012 | 2.25% | 30.63% | 2.67% | 0.60% | 1.51% | 0.26% | 1.85% | 5.81% | 5.81% | - | 12.75% | 7.43% | 2.42% |
| Au 30 septembre 2011 | 9.48% | 45.87% | 7.07% | 0.70% | 1.45% | 0.44% | 3.04% | 6.58% | 6.58% | 0.00% | 15.88% | 8.30% | 3.69% |
| Au 30 septembre 2010 | 10.74% | 41.38% | 16.82% | 0.97% | 2.80% | 0.61% | 4.86% | 12.34% | 12.34% | 0.29% | 15.78% | 9.18% | 5.66% |
| Au 30 septembre 2009 | 32.30% | 40.46% | 13.91% | 0.98% | 3.06% | 0.09% | 8.88% | 4.66% | 4.66% | 0.29% | 12.95% | 6.78% | 8.48% |
| Provision pour créances douteuses | | | | | | | | | | | | | |
| en % des prêts improductifs bruts | | | | | | | | | | | | | |
| Au 30 septembre 2013 | 68.48% | 68.45% | 7.01% | 85.44% | 191.24% | 267.09% | 81.13% | 39.66% | 39.66% | 91.42% | 45.63% | 51.76% | 72.19% |
| Au 30 septembre 2012 | 131.30% | 89.33% | 128.85% | 116.24% | 123.22% | 127.61% | 110.57% | 58.73% | 58.73% | - | 59.81% | 71.11% | 96.66% |
| Au 30 septembre 2011 | 100.00% | 83.09% | 99.56% | 161.37% | 162.23% | 90.36% | 105.99% | 67.35% | 67.35% | - | 47.13% | 59.64% | 93.10% |
| Au 30 septembre 2010 | 87.45% | 69.43% | 65.91% | 193.55% | 122.88% | 192.26% | 93.96% | 36.99% | 36.99% | 6.90 | 42.99% | 69.91% | 84.07% |
| Au 30 septembre 2009 | 62.63% | 56.20% | 94.84% | 66.39% | 113.49% | 287.15% | 70.99% | 85.41% | 85.41% | - | 36.22% | 49.69% | 69.64% |
| Prêts improductifs nets | | | | | | | | | | | | | |
| en % de l'avoir des actionnaires | | | | | | | | | | | | | |
| Au 30 septembre 2013 | 2.55% | 78.02% | 130.07% | 0.55% | -4.23% | -1.31% | 1.78% | 24.65% | 24.65% | 1.03% | 38.99% | 20.78% | 3.28% |
| Au 30 septembre 2012 | -2.10% | 565.12% | 4.85% | -0.54% | -1.93% | -0.28% | -0.92% | 12.35% | 12.35% | -13.97% | 56.76% | 19.04% | 0.39% |
| Au 30 septembre 2011 | 0.00% | 1373.90% | -0.21% | -2.29% | -4.15% | 0.15% | -0.73% | 9.49% | 9.49% | -18.21% | 76.79% | 29.35% | 1.07% |
| Au 30 septembre 2010 | 3.55% | 195.02% | -300.30% | -4.60% | -2.60% | -1.40% | 0.98% | 27.91% | 27.91% | -36.60% | 85.53% | 21.98% | 3.23% |
| Au 30 septembre 2009 | 47.73% | 137.61% | -34.28% | 1.64% | -2.26% | -0.67% | 12.09% | 3.13% | 3.13% | -12.11% | 72.50% | 26.97% | 12.58% |

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

## Tableau II.5

Système bancaire sommaire financier détaillé
bilan par banque (Devises et gourdes) au 30 septembre 2013 (en millier de gourdes)

| | Banque Nationale de Crédit (BNC) | Banque Populaire Haïtienne (BPH) | Banque de l'Union Haïtienne( BUH) | Capital Bank* | Sogebank | Unibank | Sous-Total | Sogebel | Sous-Total | CBNA | Scotiabank | Sous-Total | Système |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ACTIF | | | | | | | | | | | | | |
| Disponibilités | | | | | | | | | | | | | |
| Encaisse | 2,410,499.6 | 89,844.4 | 261,204.2 | 262,872.0 | 2,485,735.6 | 555,451.1 | 6,065,606.9 | 36,750.6 | 36,750.6 | 46,964.0 | 81,028.0 | 127,992.0 | 6,230,349.4 |
| Avoirs à la BRH | 11,856,301.2 | 864,757.2 | 1,733,403.6 | 3,182,205.0 | 12,867,870.9 | 16,257,943.9 | 46,762,481.8 | 353,908.7 | 353,908.7 | 3,013,016.0 | 1,971,725.0 | 4,984,741.0 | 52,101,131.5 |
| Avoirs à l'étranger | 574,334.5 | 385,690.3 | 149,180.2 | 458,335.0 | 714,411.3 | 2,217,639.0 | 4,499,590.2 | 6,961.8 | 6,961.8 | 320,233.0 | 1,397,046.0 | 1,717,279.0 | 6,223,831.1 |
| Avoirs dans les banques locales | - | - | 130,753.7 | 24,221.0 | 8,831.4 | 1,270.6 | 165,076.7 | 997,789.8 | 997,789.8 | - | - | - | 1,162,866.5 |
| Autres liquidités | 149,676.7 | 87,589.6 | 28,840.1 | 331,133.0 | 57,832.1 | 467,816.5 | 1,122,888.0 | 20,958.7 | 20,958.7 | 219,096.0 | 85,020.0 | 304,116.0 | 1,447,962.7 |
| | 14,990,812.0 | 1,427,881.5 | 2,303,381.8 | 4,258,766.0 | 16,134,681.3 | 19,500,120.9 | 58,615,643.6 | 1,416,369.6 | 1,416,369.6 | 3,599,309.0 | 3,534,819.0 | 7,134,128.0 | 67,166,141.2 |
| Bons B.R.H. | 5,670,000.0 | - | - | 174,985.0 | 100,000.0 | - | 5,944,985.0 | - | - | - | - | - | 5,944,985.0 |
| Autres Placements | 8,798,760.9 | 25,129.4 | 25,085.0 | 583,114.0 | 9,048,258.6 | 12,033,161.5 | 30,513,509.3 | 38,460.3 | 38,460.3 | - | - | - | 30,551,969.7 |
| Portefeuille net | 10,111,946.5 | 1,091,817.4 | 1,419,069.3 | 4,719,462.0 | 18,747,203.5 | 20,039,270.1 | 56,128,768.8 | 2,524,913.2 | 2,524,913.2 | 1,310,583.0 | 2,201,715.0 | 3,512,298.0 | 62,165,980.1 |
| Immobilisations | 1,183,593.4 | 137,790.5 | 236,486.6 | 302,775.0 | 1,581,024.9 | 1,357,648.1 | 4,799,318.4 | 167,200.7 | 167,200.7 | 373,087.0 | 75,578.0 | 448,665.0 | 5,415,184.1 |
| Autres actifs | 1,807,622.2 | 32,499.6 | 63,790.8 | 282,824.0 | 1,631,675.7 | 715,835.0 | 4,534,247.3 | 82,821.4 | 82,821.4 | 53,979.0 | 16,719.0 | 70,698.0 | 4,687,766.7 |
| | 42,562,735.0 | 2,715,118.3 | 4,047,813.4 | 10,321,926.0 | 47,242,844.2 | 53,646,035.6 | 160,536,472.5 | 4,229,765.2 | 4,229,765.2 | 5,336,958.0 | 5,828,831.0 | 11,165,789.0 | 175,932,026.7 |
| PASSIF | | | | | | | | | | | | | |
| Dépôts | | | | | | | | | | | | | |
| À vue | 22,266,681.6 | 952,502.7 | 1,177,082.4 | 4,446,288.0 | 13,845,301.6 | 21,798,549.0 | 64,486,405.3 | 910,346.7 | 910,346.7 | 3,290,279.0 | 2,773,264.0 | 6,063,543.0 | 71,460,295.0 |
| Épargne | 8,632,062.6 | 527,359.0 | 1,742,798.1 | 2,405,891.0 | 17,470,828.4 | 19,035,126.1 | 49,814,065.2 | 488,685.9 | 488,685.9 | 309,228.0 | 1,388,451.0 | 1,697,679.0 | 52,000,430.1 |
| À terme | 4,044,380.8 | 842,477.5 | 639,978.9 | 1,894,697.0 | 7,343,675.4 | 4,879,139.4 | 19,644,349.0 | 1,400,777.2 | 1,400,777.2 | 592,756.0 | 547,339.0 | 1,140,095.0 | 22,185,221.2 |
| | 34,943,125.0 | 2,322,339.1 | 3,559,859.3 | 8,746,876.0 | 38,659,805.5 | 45,712,814.6 | 133,944,819.5 | 2,799,809.8 | 2,799,809.8 | 4,192,263.0 | 4,709,054.0 | 8,901,317.0 | 145,645,946.3 |
| Obligations à vue | | | | | | | | | | | | | |
| Banques locales | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 200,000.0 | - | 200,000.0 | 200,000.0 |
| Banques à l'étranger | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres | 1,423,045.7 | 168,355.3 | 154,021.3 | 348,826.0 | 1,474,113.0 | 1,057,912.4 | 4,626,273.8 | 89,149.1 | 89,149.1 | 609,196.0 | 172,132.0 | 781,328.0 | 5,496,750.9 |
| | 1,423,045.7 | 168,355.3 | 154,021.3 | 348,826.0 | 1,474,113.0 | 1,057,912.4 | 4,626,273.8 | 89,149.1 | 89,149.1 | 809,196.0 | 172,132.0 | 981,328.0 | 5,696,750.9 |
| Obligations à terme | | | | | | | | | | | | | |
| Banques locales | 3,000.0 | 19,020.0 | - | - | - | 850,000.0 | 872,020.0 | 855,000.0 | 855,000.0 | - | - | - | 1,727,020.0 |
| Banque à l'étranger | - | - | - | - | 1,126,307.7 | 656,143.5 | 1,782,451.2 | - | - | - | - | - | 1,782,451.2 |
| Autres | 2,674,300.6 | 9,931.0 | 5,422.9 | 53,979.0 | 733,642.8 | 285,187.1 | 3,762,463.5 | 14,805.0 | 14,805.0 | 56,041.0 | 64,486.0 | 120,527.0 | 3,897,795.4 |
| | 2,677,300.6 | 28,951.0 | 5,422.9 | 53,979.0 | 1,859,950.6 | 1,791,330.6 | 6,416,934.7 | 869,805.0 | 869,805.0 | 56,041.0 | 64,486.0 | 120,527.0 | 7,407,266.7 |
| Autres passifs | 835,185.0 | - | 174,889.4 | 299,498.0 | 1,773,645.2 | 340,031.1 | 3,423,248.6 | 28,056.7 | 28,056.7 | 41,645.0 | 625,199.0 | 666,844.0 | 4,118,149.3 |
| | 39,878,656.4 | 2,519,645.4 | 3,894,192.9 | 9,449,179.0 | 43,767,514.2 | 48,902,088.7 | 148,411,276.6 | 3,786,820.5 | 3,786,820.5 | 5,099,145.0 | 5,570,871.0 | 10,670,016.0 | 162,868,113.2 |
| AVOIR DES ACTIONNAIRES | | | | | | | | | | | | | |
| Capital versé | 1,500,000.0 | 165,000.0 | 450,000.0 | 270,000.0 | 1,050,000.0 | 2,093,492.0 | 5,528,492.0 | 150,000.0 | 150,000.0 | 103,837.0 | 94,373.0 | 198,210.0 | 5,876,702.0 |
| Réserves | 333,055.1 | 12,977.0 | 21,734.1 | 171,108.0 | 1,307,064.6 | 302,924.1 | 2,148,862.9 | 139,049.8 | 139,049.8 | 79,683.0 | 73,899.0 | 153,582.0 | 2,441,494.7 |
| Surplus d'apport | - | 14,325.0 | 110,320.4 | 1,387.0 | 98,479.5 | - | 224,511.9 | - | - | - | - | - | 224,511.9 |
| BNR | 851,023.6 | 3,170.9 | (428,433.9) | 430,252.0 | 1,019,785.9 | 2,347,530.8 | 4,223,329.2 | 153,894.9 | 153,894.9 | 54,293.0 | 89,688.0 | 143,981.0 | 4,521,205.1 |
| | 2,684,078.6 | 195,472.9 | 153,620.5 | 872,747.0 | 3,475,330.0 | 4,743,946.9 | 12,125,195.9 | 442,944.7 | 442,944.7 | 237,813.0 | 257,960.0 | 495,773.0 | 13,063,913.6 |
| | 42,562,735.0 | 2,715,118.3 | 4,047,813.4 | 10,321,926.0 | 47,242,844.2 | 53,646,035.6 | 160,536,472.6 | 4,229,765.2 | 4,229,765.2 | 5,336,958.0 | 5,828,831.0 | 11,165,789.0 | 175,932,026.8 |
| Hors-bilan | | | | | | | | | | | | | |
| Effets à l'encaissement | - | - | - | - | 94,567.0 | 474.6 | 95,041.6 | - | - | - | - | - | 95,041.6 |
| Crédit documentaire | 131,228.7 | - | - | - | 656,038.4 | 571,276.0 | 1,358,543.1 | - | - | 34,241.0 | 3,467.0 | 37,708.0 | 1,396,251.1 |
| Autres | 12,513.6 | 180,466.2 | 2,335.6 | 221,270.0 | 3,213,217.7 | 520,711.5 | 4,150,514.5 | 944,447.7 | 944,447.7 | 2,960,372.0 | 354,237.0 | 3,314,609.0 | 8,409,571.2 |
| Portefeuille brut | 10,260,466.5 | 1,422,764.3 | 1,434,132.4 | 4,747,381.0 | 19,055,477.5 | 20,138,504.3 | 57,058,725.9 | 2,596,651.4 | 2,596,651.4 | 1,336,713.0 | 2,286,119.0 | 3,622,832.0 | 63,278,209.3 |
| Provisions pour créances douteuses | 148,520.0 | 330,946.9 | 15,063.1 | 27,919.0 | 308,274.0 | 99,234.1 | 929,957.1 | 71,738.1 | 71,738.1 | 26,130.0 | 84,404.0 | 110,534.0 | 1,112,229.2 |
| Portefeuille de crédit improductif | 216,873.2 | 483,458.1 | 214,879.0 | 32,678.0 | 161,197.0 | 37,153.1 | 1,146,238.5 | 180,904.1 | 180,904.1 | 28,583.0 | 184,987.0 | 213,570.0 | 1,540,712.6 |

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire
* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

## Tableau II.6

Système bancaire sommaire financier détaillé résultats cumulatifs par banque
(en millier de gourdes)

| | Banque Nationale de Crédit (BNC) | Banque Populaire Haïtienne (BPH) | Banque de l'Union Haïtienne( BUH) | Capital Bank* | Sogebank | Unibank | Sous-Total | Sogebel | Sous-Total | CBNA | Scotiabank | Sous-Total | Système |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| CUMUL 2013 (oct. 12 - sept. 13) | | | | | | | | | | | | | |
| REVENUS NETS D'INTÉRÊT | | | | | | | | | | | | | |
| Revenus d'intérêt | | | | | | | | | | | | | |
| Prêts | 744,185.7 | 126,650.0 | 193,067.2 | 538,401.0 | 1,132,129.2 | 1,191,554.5 | 3,925,987.5 | 210,688.9 | 210,688.9 | 128,499.0 | 223,837.0 | 352,336.0 | 4,489,012.4 |
| Intérêts sur Bons B.R.H. | 97,010.9 | - | - | 3,475.0 | 6,663.7 | 69,424.6 | 176,574.3 | - | - | 8,140.0 | 875.0 | 9,015.0 | 185,589.3 |
| Autres | 183,227.7 | 3,893.0 | 5,456.4 | 12,432.0 | 271,968.6 | 60,460.2 | 537,437.9 | 25,209.9 | 25,209.9 | 828.0 | 3,430.0 | 4,258.0 | 566,905.8 |
| | 1,024,424.3 | 130,542.9 | 198,523.6 | 554,308.0 | 1,410,761.5 | 1,321,439.4 | 4,639,999.7 | 235,898.8 | 235,898.8 | 137,467.0 | 228,142.0 | 365,609.0 | 5,241,507.5 |
| Dépenses d'intérêt | 40,803.4 | 8,238.3 | 8,452.0 | 34,001.0 | 130,573.8 | 82,131.3 | 304,199.8 | 50,440.1 | 50,440.1 | 9,813.0 | 4,755.0 | 14,568.0 | 369,208.0 |
| | 983,620.9 | 122,304.6 | 190,071.5 | 520,307.0 | 1,280,187.7 | 1,239,308.1 | 4,335,799.9 | 185,458.6 | 185,458.6 | 127,654.0 | 223,387.0 | 351,041.0 | 4,872,299.5 |
| AUTRES REVENUS | | | | | | | | | | | | | |
| Commissions | 382,310.8 | 27,696.7 | 45,061.4 | 308,396.0 | 867,655.3 | 871,128.3 | 2,502,248.6 | 19,181.0 | 19,181.0 | 61,190.0 | 64,693.0 | 125,883.0 | 2,647,312.5 |
| Gains sur change | 54,953.1 | 15,101.7 | 17,464.8 | 71,285.0 | 203,371.1 | 327,521.2 | 689,696.8 | 17,500.3 | 17,500.3 | 71,768.0 | 36,551.0 | 108,319.0 | 815,516.0 |
| Autres | 70,699.0 | 19,561.3 | 123,604.7 | 16,075.0 | 328,644.0 | 704,939.1 | 1,263,523.2 | 4,694.3 | 4,694.3 | 312.0 | 5,592.0 | 5,904.0 | 1,274,121.5 |
| | 507,962.9 | 62,359.7 | 186,130.9 | 395,756.0 | 1,399,670.4 | 1,903,588.6 | 4,455,468.5 | 41,375.6 | 41,375.6 | 133,270.0 | 106,836.0 | 240,106.0 | 4,736,950.1 |
| PRODUIT NET BANCAIRE | 1,491,583.8 | 184,664.3 | 376,202.4 | 916,063.0 | 2,679,858.1 | 3,142,896.7 | 8,791,268.3 | 226,834.2 | 226,834.2 | 260,924.0 | 330,223.0 | 591,147.0 | 9,609,249.5 |
| Dotation à la provision pour créances douteuses | 65,000.0 | 32,047.0 | (6,709.3) | 28,694.0 | 291,595.7 | 40,653.5 | 451,280.9 | 33,904.9 | 33,904.9 | 19,485.0 | (85,822.9) | (66,337.9) | 418,847.9 |
| BÉNÉFICE AVANT DÉPENSES D'EXPLOITATION ET IMPÔTS SUR LE REVENU | 1,426,583.8 | 152,617.2 | 382,911.7 | 887,369.0 | 2,388,262.4 | 3,102,243.2 | 8,339,987.4 | 192,929.3 | 192,929.3 | 241,439.0 | 416,045.9 | 657,484.9 | 9,190,401.7 |
| DÉPENSES D'EXPLOITATION | | | | | | | | | | | | | |
| Salaires et avantages sociaux | 567,656.3 | 66,328.1 | 111,539.5 | 239,983.0 | 792,860.7 | 695,808.3 | 2,474,175.9 | 47,358.5 | 47,358.5 | 107,230.0 | 77,986.0 | 185,216.0 | 2,706,750.4 |
| Frais de locaux | 49,799.8 | 6,081.1 | 48,467.2 | 72,894.0 | 79,045.5 | 80,921.4 | 337,209.0 | 12,160.8 | 12,160.8 | 16,748.0 | 18,290.0 | 35,038.0 | 384,407.8 |
| Amortissement | 60,518.0 | 5,659.5 | 24,410.3 | 38,569.0 | 124,662.7 | 169,619.3 | 423,438.9 | 7,764.5 | 7,764.5 | 17,514.0 | 5,898.0 | 23,412.0 | 454,615.3 |
| Autres dépenses d'exploitation | 312,221.7 | 43,482.5 | 159,614.1 | 292,891.0 | 772,125.5 | 796,820.6 | 2,377,155.4 | 49,835.8 | 49,835.8 | 101,278.0 | 177,503.0 | 278,781.0 | 2,705,772.2 |
| | 990,195.8 | 121,551.4 | 344,031.0 | 644,337.0 | 1,768,694.4 | 1,743,169.5 | 5,611,979.2 | 117,119.5 | 117,119.5 | 242,770.0 | 279,677.0 | 522,447.0 | 6,251,545.7 |
| BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS SUR LE REVENU | 436,388.0 | 31,065.9 | 38,880.7 | 243,032.0 | 619,568.0 | 1,359,073.7 | 2,728,008.3 | 75,809.8 | 75,809.8 | (1,331.0) | 136,368.9 | 135,037.9 | 2,938,855.9 |
| Impôts sur le revenu | - | - | - | 48,607.0 | 119,939.2 | 72,168.4 | 240,714.7 | 20,468.6 | 20,468.6 | 124.0 | 56,884.3 | 57,008.3 | 318,191.6 |
| BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE) | 436,388.0 | 31,065.9 | 38,880.7 | 194,425.0 | 499,628.8 | 1,286,905.3 | 2,487,293.6 | 55,341.1 | 55,341.1 | (1,455.0) | 79,484.6 | 78,029.6 | 2,620,664.3 |

# LISTE DES SIGLES

| | |
|---|---|
| **AGD** | Administration Générale des Douanes |
| **BID** | Banque Interaméricaine de Développement |
| **BRH** | Banque de la République d'Haïti |
| **BRI** | Banque des Règlements Internationaux |
| **CNSA** | Coordination Nationale pour la Sécurité Alimentaire |
| **DGI** | Direction Générale des Impôts |
| **DIGCP** | Direction de l'Inspection Générale des Caisses Populaire |
| **DTS** | Droits de Tirage Spéciaux |
| **ED'H** | Électricité d'Haïti |
| **ÉU** | États-Unis d'Amérique |
| **FED** | Réserve Fédérale Américaine |
| **FIDA** | Fonds International de Développement Agricole |
| **FMI** | Fonds Monétaire International |
| **FDI** | Fonds de Développement industrielle |
| **IFBC** | Institut de Formation de la Banque Centrale |
| **IPC** | Indice des Prix à la Consommation |
| **MEF** | Ministère de l'Economie et des Finances |
| **MD ÉU** | Millions de dollars américain |
| **MG** | Millions de Gourdes |
| **MMG** | Milliards de Gourdes |
| **OCDE** | Organisation de Coopération et de Développement Economiques |
| **OFATMA** | Office d'Assurance-Accidents du Travail, Maladie et Marternité |
| **ONG** | Organisations Non Gouvernementales |
| **OPEP** | Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole |
| **PIB** | Produit Intérieur Brut |
| **PNB** | Produit Net Bancaire |
| **TCA** | Taxe sur le Chiffre d'Affaires |
| **UAI** | Unité audit Interne |
| **UGCF** | Unité de Gestion et de Contrôle Fiscal |
| **UGB** | Unité de Gestion des Bâtiments |
| **UMN** | Unité du Musée Numismatique |
| **UOM** | Unité Organisation et Methode |
| **USAID** | l'Agence Américaine pour le Développement International |

# PHOTO DE COUVERTURE

250 Gourdes Droits Humains

AVERS

**Au centre :** un esclave brisant ses chaînes ;

AUTOUR :

REPUBLIQUE D'HAÏTI DROITS HUMAINS

REVERS :

**Au centre :** les Armoiries de la République d'Haïti ;

AUTOUR :

LIBERTÉ ÉGALITÉ FRATERNITÉ

250 / GOURDES / 1977

GRAVEUR : Inconnu

FABRICANT : Gori & Zucchi Mint/Italcambio (Italie)

POIDS : 4.214 g

DIAMÈTRE : 16.94 mm

MÉTAL : Or

TRANCHE : Striée

Dépôt légal: 1er trimestre 2014
No.15-07-597
Bibliothèque Nationale d'Haïti

**Conception et Mise en page :**
***Unité Graphique et Publication de la BRH***
Banque de la République d'Haiti
Achevé d'imprimer: Juillet 2015
Imprimeur : Protech Inc.
Canada

**Pour toutes informations, s'adresser à :**

Banque de la République d'Haïti
Direction Monnaie et Analyse Économique
Port-au-Prince, Haïti
Boîte postale : (BP) 1570
Téléphone : 2299-1200 / 2299-1251
Télécopieur : (Fax) 2299-1149
Internet : http://www.brh.net
E-mail :brh_mae@brh.net
ISSN 0257 4349